

- MARDI 7 FÉVRIER 1989

QUARANTE-SIXIÈME ANNÉE - Nº 13695 - 4,50 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

Fin de règne à Kaboul avec le retrait soviétique

# Moscou n'a obtenu aucune concession de la résistance afghane Le prix fort

Les réactions des opinions publiques sont parfois bien étranges. Ainsi en va t-il à propos des événements d'Afghapropos des evenements à Argha-nistan : l'URSS vient d'enregis-trer son premier échec militaire depuis la seconde guerre mondiale, sanctionné par un retrait qui prend parfois des allures de débàcle, et l'affaire ne paraît guère passionner que les spécie listes. Comme si une telle a première » historique était de peu d'importance !

Pourquoi une telle indifférence ? La première, d'ordre tac-tique, réside dans le choix fait par M. Gorbatchev peu après son arrivée au pouvoir : ayant tiré toutes les leçons de l'amère expérience américaine au Vietnam, Moscou a choisi de jeter l'éponge avant qu'il soit trop tard en faisant connaître des le 8 février 1988 son intention d'abandonner la lutte sur le ter-

Le prix politique à payer sera lourd, car personne ne doute que le régime pro-soviétique de Najibullah ne survivra pas au départ de ses protecteurs. Le spectacle d'un allié abandonné, sinon trahi, n'est jamais bien vu par les autres membres d'une même clientèle. En même temps, il peut servir de leçon pour amener à composition certains protégés trop enclins à refuser la nouvelle diplomatie sovietique : les Vietnan ont pris de la graine, qui se mon-trent aujourd'hui bien plus compréhensifs dans l'affaire cambod gienne ; les Angolais et les Cubains surtout, qui ont du accepter le principe d'un retrait d Angola.

2.27

La force de M. Gorbatchev et c'est la seconde explication de l'apathie de l'opinion internationale – est aussi d'avoir réussi à transformer une indéniable défaite militaire en symbole du nouveau cours de la politique etrangère du Kremlin. Comment militaire d'Afghanistan est la pierre angulaire des nouvelles relations Est-Ouest ? Que le non-respect de la date fatidique du 15 février aureit graven compromis la crédibilité de M. Gorbatchev ? C'est bien pourquoi les chancelleries occidentales ne se sont guère émues des menaces proférées ces derniers temps par Moscou : le départ des Soviétiques n'a jamais été réellement lié à la mise en place d'un gouverne ment de coalition à Kaboul. L'URSS aura du mai à sauver la face dans la capitale afghane.

V. Gorbatchev est d'autant plus décidé à payer ce prix qu'il sait que la coalition de ses adversaires afghans éclatera bien vite et que le pays risque, pour son malheur, de sombrer dans un processus de libanisation propice à bien des manœuvres. L'Occident le sait aussi, et c'est sans doute - troisième explication — pourquoi la déroute de l'URSS n'y suscite aucune satisfaction manifeste.

Reste à savoir quel sera l'impact de l'échec afghan en Union soviétique. La guerre n'y a jamais été populaire, et il est clair qu'elle a réveillé la conscience religiouse des Répubiiques musulmanes du Sud. A l'opposé, l'épisode est vécu par les militaires professionnels comme un « lächage » des civils et par les opposants conservateurs à M. Gorbatchav comme liation de la patrie. Il est significatif à cet égard que la presse, prompte à lever tant de tabous, évite toujours de poser le problème des responsabilités dans le déclenchement de la guerre.



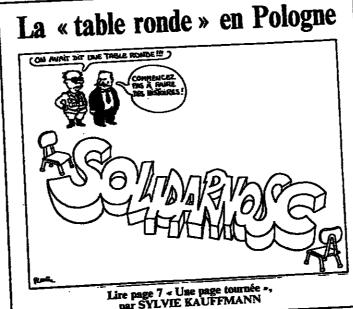
Alors que les dernières troupes soviétiques évacuent l'Afghanistan, Moscou n'a obtenu aucune concession de la résistance. M. Chevardnadze, le chef de la diplomatie soviétique, a quitté le Pakistan, lundi 6 février, sans avoir rencontré ses représentants. Les mouvements de résistants ont conclu dimanche, à Téhéran, un accord en vue de réunir une assemblée chargée de former un gouvernement.

KABOUL de notre envoyé spécial

A l'horizon, sous le ciel bleu azur strié de fumerolles blanches que lachent les lliouchine-183 des leurres chargés de détourner d'éventuels missiles, - se dresse une barrière de montagnes aux crêtes déchiquetées, étincelantes de neige. Ensuite, en suivant la perspective, une mer de drapeaux rouges est agitée par un vent glacial qui arrive de l'Hindou Kouch. Plus bas, le regard tombe sur une forêt d'uniformes marron clair, ceux des militants du PDPA, le PC afghan, dont les épaulettes et les brassards sont aussi rouges.

LAURENT ZECCHINI.

(Lire la suite page 4 ainsi que l'article de notre correspondant à Moscou BERNARD GUETTA.)



Lire page 7 « Une page tournée », par SYLVIE KAUFFMANN

Du grand dessein présidentiel à la polémique sur les affaires

# Mitterrand 2: la cote d'alerte

par Jean-Marie Colombani

- Ce nouveau septennat commence comme une fin de règne • : cette formule de M. Charles Pasqua peut faire mouche; l'impression prévaut, en effet, que le chef de l'État, neuf mois à peine après sa réélection, n'a plus vraiment prise sur la réalité. Tout se comme s'il avait fait l'impasse sur la première année de son second septennat, comme s'il avait renoncé par avance à dissiper le brouillard épais qui continue d'obscurcir la vie politique.

Tout avait pourtant si bien (re) commencé! Après une réélection brillante, fort d'une popularité élevée et stable, face à une droite affaiblie (toujours incer-

taine sur sa stratégie et divisée sur le choix de ses dirigeants) ainsi qu'à des extrêmes diminués (un PC replié, un FN en perte de vitesse), François Mitterrand pouvait sereinement attendre, et voir venir des échéances électorales plus faciles et moins nombreuses : les municipales, puis les référence les années noires de la gauche première manière (1983 et 1984); la comparaison devait donc jouer aisément en saveur des socialistes; en outre, le scrutin européen du 18 juin prochain fermera un cycle électoral qui ne laissera la place à un autre qu'en 1992, ouvrant ainsi une période · bénie · . pour un gouvernement,

HISTOIRE

FRANÇAISE\*

Sous la direction de Jacques Dupâquier

Histoire des identités, des destins, histoire des

différences, l'Histoire de la Population Française

est la rencontre d'une Nation avec son peuple.

e l. Des origines à la nemaissance. 382 pages - 390 f. Tome 2. De la Renaissance à 1789. 608 pages - 390 f. Tome 3. De 1789 à 1914. 560 pages - 390 f.

Tome 4. De 1914 à nos jours. 500 pages - 390 F.

Tame 1. Des origines à la Renaissance. 592 pages - 390 F.

DE LA POPULATION

de trois ans sans affrontement

Tout était donc en place pour faire de 1989 une grande année... diplomatique et . bistorique ».

Celle-ci devait prendre tout son éclat le 14 juillet prochain avec la célébration, dans la capitale, du Bicentenaire de la Révolution et ne iour dans l'arche de la Défense, du sommet des sept pays les plus industrialisés. Bref, cette année-là devait permettre à un président enfin débarrassé des «contingences» de la conduite quotidienne des affaires gouvernementales de déployer tout son talent.

(Lire la suite page 10.)

# Soumise à référendum le 23 février

# La Constitution algérienne ouvre la voie au multipartisme

Les Algériens seront appelés, le jeudi 23 février, à approuver par référendum le texte d'une nouvelle Constitution qui ne fait plus référence, comme la précédente, au socialisme ni au FLN.

En revanche, le projet de Loi sondamentale ouvre la voie au multipartisme en reconnaissant « le droit de créer des associations à caractère politique -.

La nouvelle Constitution que les Algériens vont être appelés à approuver par référendum, le jeudi 23 février, marque en quelque sorte la fin de l'ère du socialisme. Désormais, la Charte nationale n'est plus le texte idéologique de base de la révolution algérienne.

Le président Chadli a ainsi tiré la leçon des événements sanglants d'octobre dernier, et met en pratique un plan de réformes qui devrait modifier en profondeur le paysage politique algérien.

Sur le plan extérieur, il a renoué les liens avec le Maroc. où il s'est rendu, lundi 6 février, en visite • d'amitié et de travail -, pour la première fois depuis son accession au pouvoir.

de notre correspondant à Alger FRÉDÉRIC FRITSCHER et page 6 nos insormations sur la visite

(Lire page 3 l'article

### Prisons: la fermeté

Plusieurs gardiens grévistes ont été suspendus par la chancellerie.

PAGES 12 et 32

### Le soulèvement palestinien

Week-end sanglant à Gaza et en Cisjordanie. PAGE 5

### L'affaire Société générale Polémique entre M. Pébe-

reau et le promoteur Christian Pellerin. PAGE 28

### La mutation d'Elf-Aquitaine

Un entretien avec le PDG, M. Michel Pecqueur. PAGE 28

### Mort d'André Cayatte

Un cinéaste justicier. PAGE 15

Le sommaire complet se trouve en page 32

La préparation des élections municipales

# La bataille de Marseille

La bataille pour la mairie de Marseille sara l'un des points forts des élections municipales de mars. Trois candidats principaux, deux de gauche, un de droite, s'affrontent pour s'emparer de la succession de Gaston Defferre. Cette ville, marquée par un malaise économique persistant, mais aussi par namisme culturel réel, n'est pas avare de surprises politiques : la popularité de l'actuel maire, M. Robert Vigouroux, est aussi incontestable dans la population marseillaise que son image médiatique est pâle. Le Front national semble en voie de baisser presque aussi vite qu'il a monté.

En 1983, M. Jean-Claude Gaudin a manqué la mairie d'un cheveu. Mais, an 1988, le déclin de la gauche a été quelque peu enrayé, et le PCF a entamé, dans ses bastions traditionnels, un spectaculaire rétablissement. Fort de l'appui de la plupart des dirigeants nationaux du PS, M. Michel Pezet sera-t-il en position de disputer les voix de gauche au sortant ? Le Monde entame aujourd'hui une semaine avec Marseille, qui sera suivie d'une semaine avec Paris, puis avec Lyon.

Lire, pages 8 et 9. les articles de DANIEL CARTON. Jean CONTRUCCI et GUY PORTE.)

Un appel de linguistes sur l'orthographe

# « Moderniser l'écriture du français »

Dix linguistes éminents. professeurs d'université et au Collège de France et chercheurs au CNRS, publient un appel en faveur d'une modernisation de l'écriture du français». Ils souhaitent que ces propositions, volontairement modérées, contribuent à relancer le débat nécessaire sur l'adaptation de l'orthographe française au contexte culturel et politique actuel. Voici leur texte:

Les Français n'ont pas à rougir de leur orthographe, qui est dans l'ensemble régulière et plus cohé-rente qu'on ne le croit; mais ils risquent de souffrir d'avoir cessé de la moderniser. Il s'agit, en effet, de notre écriture nationale. On sait l'importance du mode de transcription écrite d'une langue, pour la culture que cette langue exprime, mais aussi dans le développement de cette langue elle-même. Une écriture ne se fait pas au hasard; elle entretient avec la langue qu'elle transcrit des rapports qui ne cessent d'évo-luer. Il convient de rappeler que

l'on peut, avec les précautions du savoir et de l'expérience, adapter cette écriture, sans pour autant nuire à la langue. Une langue est vivante, sa graphie également. Les exemples de tels aménagements sont si nombreux qu'ils constituent quasiment la règle. Presque tous les pays européens, et la France parmi eux, ont, à plusieurs reprises, modifié leur façon d'écrire. Les langues, dans leurs spécificités et leur génie propre, n'en ont pas été affectees; elles en ont même amplement profité, tant sont étroits les liens qu'elles ont avec leur trans-

cription. Ce fut le cas pour l'Allemagne (1900-1920), la Russie (1917), les Pays-Bas (1936-1970), le Portugal et le Brésil (encore tout récemment), l'Espagne et les pays d'Amérique du Sud, les pays de l'Est, etc. La Grèce vient de supprimer certains signes hérités du grec ancien, qu'elle utilisait depuis plus de deux mille ans. Rares sont les pays qui, d'une façon ou d'une autre, ne se préoccupent pas d'adapter leur graphie. En France, du Moyen

Age à Rabelais, de Rabelais à Ronsard, des classiques à Vol-taire, de Voltaire à Littré, d'édition en édition du dictionnaire de l'Académie, des milliers de mots français ont changé de forme. L'on a écrit conestre, connoistre ou congnoistre, puis connaître. eschole puis école, adjouster puis ajouter, sans que la langue en pâtit.

(Lire la suite page 13.)

# Le Monde

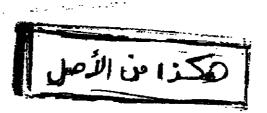
« Affaires » à suivre

« Séparer les pouvoirs », par Erik Izraelewicz: « Crimes sans châtiment ». par Jean Cosson;

Bon appetit, messieurs! . par Jean-Pierre Rioux.

La chronique de Paul Fabra Pages 19 à 22

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE A L'ÉTRANGER: Algérie, 4,50 DA; Marce, 4,50 dir.; Tuoisie, 600 m.; Allemagne, 2 DM; Autriche, 20 sch.; Beigique, 30 fr.; Canada, 1,85 S; Antilieé/Réumon, 7,20 F; Côte-d'Ivoire, 425 F CFA; Danemark, 11 kr.; Espagne, 155 pes.; G.-B., 60 p.; Alféria, 1,50 dir.; Tuoisie, 600 m.; Allemagne, 2 DM; Autriche, 20 sch.; Beigique, 30 fr.; Canada, 1,85 S; Antilieé/Réumon, 7,20 F; Côte-d'Ivoire, 425 F CFA; Danemark, 11 kr.; Espagne, 155 pes.; G.-B., 60 p.; Canada, 1,85 S; Antilieé/Réumon, 7,20 F; Côte-d'Ivoire, 425 F CFA; Danemark, 11 kr.; Espagne, 155 pes.; G.-B., 60 p.; Canada, 1,85 S; Antilieé/Réumon, 7,20 F; Côte-d'Ivoire, 425 F CFA; Danemark, 11 kr.; Espagne, 150 pes.; G.-B., 60 p.; Canada, 1,85 S; Antilieé/Réumon, 7,20 F; Côte-d'Ivoire, 425 F CFA; Danemark, 11 kr.; Espagne, 150 pes.; G.-B., 60 p.; Canada, 1,85 S; Antilieé/Réumon, 7,20 F; Côte-d'Ivoire, 425 F CFA; Danemark, 11 kr.; Espagne, 150 pes.; G.-B., 60 p.; Canada, 1,85 S; Antilieé/Réumon, 7,20 F; Côte-d'Ivoire, 425 F CFA; Danemark, 11 kr.; Espagne, 150 pes.; G.-B., 60 p.; Canada, 1,85 S; Antilieé/Réumon, 7,20 F; Côte-d'Ivoire, 425 F CFA; Danemark, 11 kr.; Espagne, 150 pes.; G.-B., 60 p.; Canada, 1,85 S; Antilieé/Réumon, 7,20 F; Côte-d'Ivoire, 425 F CFA; Danemark, 11 kr.; Espagne, 150 pes.; G.-B., 60 p.; Canada, 1,85 S; Antilieé/Réumon, 7,20 F; Côte-d'Ivoire, 425 F CFA; Danemark, 11 kr.; Espagne, 150 pes.; G.-B., 60 p.; Canada, 1,85 S; Antilieé/Réumon, 7,20 F; Côte-d'Ivoire, 425 F CFA; Danemark, 1,50 dir.; Canada, 1,85 S; Antilieé/Réumon, 7,20 F; Côte-d'Ivoire, 425 F CFA; Danemark, 1,50 dir.; Canada, 1,85 S; Antilieé/Réumon, 7,20 F; Côte-d'Ivoire, 425 F CFA; Danemark, 1,50 dir.; Canada, 1,85 S; Antilieé/Réumon, 7,20 F; Côte-d'Ivoire, 425 F CFA; Danemark, 1,50 dir.; Canada, 1,50 dir.



# Débats

corps social, d'un monde dont

l'ultime ressort est le service de

l'argent. Max Gallo écrit que, si

les nations anglo-saxonnes dispo-sent d'une Bible pour soutenir la

morale individuelle, € nous avions

une tradition d'Etat, des valeurs

républicaines, une certaine

conception du citoyen et une réfé-

rence à l'égalité ». Force nous est

de reconnaître que la citoyenneté

d'un passage furtif dans l'isoloir,

une référence floue aux droits

d'être égaux contredite par les

privilèges, ne font pas le poids auprès de l'attrait d'une réussite

immédiate par le service de

l'argent. La droite va utiliser les

soupçons qui pèsent sur des

hommes de gauche pour montrer

que personne n'échappe aux

contraintes du libéralisme, c'est-

Modifier le pouvoir

Messieurs les socialistes, ou,

plutôt, chers camarades et frères

chrétiens, ou, mieux, frères et

sœurs d'humanité, le problème

commun est de n'être, de ne

durer au pouvoir qu'afin de modi-

fier progressivement sa nature par sa dissociation d'avec le service

de l'argent. Pas plus que servir les

deux maîtres, il n'est possible de

jouer à deux jeux : celui de la Bourse, en initiés, alors que

d'autres ne savent pas jouer ; ou

le jeu à la portée de tous, d'une

marche aux joies d'égalité frater-

nelle. Y a-t-il ou non une éthique

du politique ? Si oui, sa règle est

simple : on ne peut servir à la fois

les hommes, les femmes, les sala-

tiquement que nous talonnerons les instances d'Eglise et tous les

pouvoirs publics. Voilà ce qui

s'appelle, à la gauche de la gau-

che, dans les marges d'Eglises,

manifester nos droits d'hommes

et de citovens, notre conviction

fondamentale, notre foi.

C'est par ce rappel traduit poli-

riés, les chômeurs, et se sucrer.

à-dire des lois d'une iungle.

### **SCANDALES**

# « Nul ne peut servir deux maîtres »

par JEAN CARDONNEL (\*)

A formule a vingt siècles mais elle n'a pas vieilli. Son caractère tranchant manifeste une jeunesse définitive. D'aucuns lui trouveront un accent d'origine religieuse. Qu'ils ergotent sur ce problème, ils n'arrivent pas à réduire la parole d'absolue se faire servir. netteté aux croyants d'une religion, fût-elle chrétienne. Il n'est même pas question d'un idéal, d'une exigence spirituelle. C'est

l'impossibilité pratique : pas moyen d'adhérer à deux maîtres Peu importe le nom de celui au service duquel personne n'a pouvoir d'être s'il sert l'argent. Jésus le Christ, dans les Evangiles, dit Dieu comme l'ennemi par excellence du symbole de la domination. D'autres utilisent des mots tels que peuple, liberté, égalité, fraternité, celles-ci non point notions pures mais incamées. Il s'agit toujours du même principe d'actes. On ne peut servir et se

### **Privatisation** de l'éthique

Inutile de discuter sans fin à propos du pouvoir qui constituerait le maître implacable face aux tibérations. La parole d'il y a deux mille ans désigne la vraie cible. La vraie signification de « pouvoir » demeure celle d'un verbe que la perversité řéduit à un substantif, le pouvoir privé de complément. Même avec le risque de ce qu'il se serve de vous comme despotique, le pouvoir servi dans sa mutation radicale du passage d'un rôle d'oppresseur à l'éveil des capacités libératrices est tache noble. il n'en existe même pas d'autre qui traduise mieux le plus profond de l'humanité, le service mutuel. Voilà pourquoi le Christ parle nettement : choisissez votre clan. Non point Dieu ou le pouvoir, mais

La raison m'apparaît très simple : le non-nommé, le nonnommable parfois appelé Dieu, c'est le pouvoir réduit à l'état du Verbe humanisé qui sert au lieu de

Au fond des choses, les Eglises qu'elles scient catholique ou réformées - et le socialisme cèdent à la même tentation : composer avec le réalisme, en réalité la pire des utopies. Je l'énoncerai, sous sa forme d'extraordinaire actualité : ils veulent servir à la fois les deux maîtres. Or le vieux pouvoir du vieil homme tyrannique, même s'il s'affirme au début contre le capitalisme, ne se délivre jamais de sa liaison avec l'argent. Ici, je contesteral une phrase qu'écrit Max Gallo dans son article intitulé « L'Incorruptible » (le Monde du 28 janvier) : « Dans ce pays. nous n'avons ni la Bible des nations anglo-saxonnes pour soutenir la morale individuelle ni des contrepouvoirs suffisants. > Je vois l'erreur commune aux Eglises et aux socialismes dans la privatisation de l'éthique.

La Rome pontificale fait preuve d'extrême riqueur à l'égard des comportements, surtout sexuels d'individus. Elle est beaucoup moins precise, plus vague au sujet de la morale des affaires. Un christianisme officiel et les socialismes ont renoncé à moraliser, cordialiser la vie publique. Max Gallo ne mentionne la Bible qu'à partir d'une problématique individuelle. La Rome catholique lui donne raison puisqu'elle exerce une autorité monarchique de type mondain, un pouvoir non transformé sur les laïcs, les prêtres ou même les évêques jugés trop près des pauvres, donc politisés. Elle met en place un épiscopat qualifié d'apolitique, pastoral et conservateur. Du coup, malgré quelques exhortations, l'Eglise ménage les détenteurs de la fortune et voudealt bien pratiquer l'impraticable : servir deux maîtres.

Mais, s'il faut durcir le ton visà-vis du pouvoir ecclésial, et cela u nom de l'Evangile, je ne mettrai pas de gants avec la gauche. Qu'elle soit très loin du mythe d'un noctume révolutionnaire où les premiers sont évincés au bénéfice des derniers n'a rien qui choque. Ce n'est pas par l'espoir d'un grand soir que les hommes deviennent fraternels. Le socialisme mûrit korsqu'il ne confond plus l'exaltation de l'heure d'une prise de pouvoir avec la durée d'un éveil et d'un exercice des possibilités de tous. Que le socialisme prenne acte de cette réalité qu'est le monde du marché, des entreprises, d'une nécessité compétitive, d'une sélection, d'un certain rôle joue par le profit, fort bien. Mais si la découverte du réel immédiat fait perdre de vue l'horizon des rapports sociaux à changer, il y a plus que chute d'idéal, c'est l'erreur d'optique. C'est prendre le constat de décès de ses illusions pour le dernier mot de la connaissance des réalités.

### L'argent roi

socialiste d'avoir saisi que les jours du capitalisme n'étaient pas encore comptés. Mais il a trop misé sur la pérennité des lois du marché, comme si elles étaient les lois mêmes du réel. Le reste est de l'ordre des éclaboussures de surface. Qu'un ami du président ait ou non acheté l'énorme paquet d'actions qui défraie la chronique n'a valeur que

Les scandales financiers, les abus des initiés à l'art d'être toujours plus riches cachent la réalité : celle d'une nation, d'un

(\*) Dominicain.

# Au courrier du Monde

### INCONSCIENCE

### L'Occident et l'Iran

Peut-on occulter le terrible malaise dont souffre le peuple iranien? Le fanatisme intégriste continue de s'affirmer. Commercer avec l'Iran actuel ne l'atténuera pas. Comment peut-on écrire que les dirigeants ne doivent plus être regardés comme des insensés? Ne lisait-on dans des journaux, juste avant la deuxième guerre mondiale, que le « Führer » avait évolué depuis l'époque où il écrivait Mein Kampf et qu'il allait vers la modération?

L'illusoire distinction entre les durs et les modérés est une arme dont les régimes totalitaires comme celui de Hitler, hier, ou de Khomeiny actuellement se servent pour extorquer des concessions à sens uni-

Cette analyse provient de ce que les démocrates projettent leurs conceptions sur des réalités fondamentalement différentes. Ce contresens peut avoir des conséquences désastrenses à l'avenir pour l'Europe occidentale. Il n'est pas concevable que cette inconscience naïve pré-

N'est-ce pas le moment d'aider les vrais démocrates iraniens à installer une vraie démocratie en Iran? L'Occident ne doit pas commettre la faute morale d'avoir aidé les ayatollahs terroristes et sanguinaires à durer. Qu'il y ait acceptation passive ou complicité active, il y a transgres-sion morale et contradiction politique. Le monde libre n'a pas à accepter de collaborer avec des gouvernements qui pratiquent la vio-lation la plus évidente des droits de l'homme et qui ont envoyé des enfants de moins de sept ans sur les champs de mines.

Nous souhaitons que les grandes puissances cessent de poursuivre des négociations avec ceux-là mêmes qui organisèrent les prises d'otages, qui firent de l'Iran la base du terrorisme international Certes il est d'usage que chaque pays ait son indépendance politique, que ses choix soient respectés, à la condition qu'il res-pecte, lui, les droits les plus élémentaires et les plus sacrés.

- Constitut

د سانو .

Accepter les déviances totalitaires et fanatiques, sous prétexte de nonimmixtion dans les affaires intérieures rend l'Occident complice des violations des droits de l'homme. Colonel HASSAN AGHILIPOUR, président du Cabinet de crise iranien en exil.

### CRI Décu

## do socialisme

Je ne voterai pas socialiste lors des prochaines élections... Parce que je suis scandalisé :

1) Par l'attitude du gouvernement actuel face aux - affaires >. Je ne comprends pas les propos de M. Pierre Bérégovoy, qui a perdu me confiance. Je ne vois d'ailleurs pas comment il espère « moraliser » la Bourse, institution éminement « amorale » à mes yeux. A ce compte il vaudrait mieux s'attaquer d'abord à ces plaies que sont le Loto, le Tac O Tac, etc., qui encouragent des Français souvent peu fortunés à paspiller bêtement leur argent en vue de gains fortement illusoires en

2) Par le fait de voir élu député socialiste à Marseille, Bernard Tapie, milliardaire , qui se dit luimême non-socialiste et pou-Marseillais...

3) Parce que l'enseignant que je suis est vivement choqué par le véritable mépris que le premier ministre témoigne à notre égard lorsqu'il évoque « nos hurlements qui risquent de déplaire à une grande partie de la nation -...

4) Parce qu'en définitive je ne reconnais plus la gauche dans ceux qui nous gouvernent, et pour lesquels j'ai, hélas! toujours voté iusqu'ici...

JACQUES LORIER,

# Plus de transparence au Conseil constitutionnel

'ANNULATION, le 12 janvier, par le Conseil constitu tionnel, de deux des dispositions essentielles, au moins aux yeux des députés du groupe socialiste, de la loi portant diverses dispositions relatives aux collectivités territoriales aurait dû être saluée comme une victoire du Sénat. Cela n'a pas été le cas, bien que la disjonction des articles relatifs à l'introduction de la proportionnelle dans les communes de 2 500 habitants et à la suppression de la questure du Conseil de Paris ait très exactement répondu aux principales raisons pour les-quelles, en tant que président de la commission des lois, j'avais pris la responsabilité de m'opposer à l'ins-cription à l'ordre du jour du Sénat du projet de loi initial.

Après une première tentative qui était venue échouer sur la rigueur du ministre de l'intérieur (amendements Pezet), le groupe socialiste tentait une nouvelle opération électorale, à deux mois des municipales et à trois niveaux : les communes de 2 500 à 3 500 habitants, où jusqu'ici la gauche avait quelque mal à pénétrer et au mépris complet de la sociologie et des habitudes locales; l'élection des conseils des communautés urbaines (cette fois pour une nouvelle affaire socialo-socialiste qui, à ce qu'on dit, se développait à Lille mais d'une manière plus feupar JACQUES LARCHÉ(\*)

municipale de Paris. La décision da Conseil constitutionnel, qui s'appuie uniquement sur des raisons de procédure, est une décision dangereuse pour le Parlement. Elle s'inscrit dans une évolution progressive qui voit le Conseil s'ingérer de plus en plus dans le processus même d'élaboration de la loi.

On est ainsi passé d'une situation où le Conseil constitutionnel s'interdisait de se substituer aux députés pour apprécier la recevabilité d'un amendement à une appréciation sans référence aux dispositions des règiements des Assemblées de cette recevabilité. Inaugurée par la décision du 22 juillet 1980 dans laquelle le juge constitutionnel considérait que les dispositions d'un amendement n'étaient » pas étrangères » au projet de loi en discussion, cette nou-velle jurisprudence trouvait son expression actuelle dans la décision du 10 juillet 1985 où apparaissait pour la première fois la formule · non dépourvue de tout lien », formule que l'on retrouve dans la décision du 12 janvier.

La « jurisprudence Séguin », par laquelle le Conseil annulait les dispositions relatives à l'aménagement du temps de travail, introduit dans

trée qu'à Marseille); l'élection

la loi portant diverses mesures d'ordre social le 23 janvier 1987, n'était que le troisième pas dans l'escalade. Par son audace, elle constituait cependant un changement de nature dans le contrôle du Parlement, le Conseil se réservant désormais d'apprécier, selon ses pro-pres critères, les « limites inhérentes av droit d'amendement ».

Le recours présenté par soixante sénateurs le 23 décembre 1988 faisait référence à cette jurisprudence. C'est précisément pour cette raison que je ne l'avais pas signé, estimant que les parlementaires ne devaien pas se prêter à une procédure qui ne pouvait qu'aboutir à une autolimitation de leur pouvoir. J'aurais préféré un recours qui ne se fonde que sur des éléments de fond et, partant, une décision qui annule les dispositions concernées au regard, par exemple, de l'incidence de l'abaissement de seuil pour application de la propor-tionnelle aux élections municipales sur le corps électoral du Sénat, avec lequel l'amendement Mexandeau n'était pas sans lien, ou, en ce qui concerne la questure de Paris, sur le respect du statut particulier de la capitale, consacré par le Conseil constitutionnel lui-même.

(\*) Président de la commission des lois, sénateur (RI) de Seine-et-Marne.

L'opposition sur ce point s'est comportée comme s'il ne s'agissait que d'un problème comptable et comme si les crédits de fonctionnement du Conseil de Paris n'étaient pas contrôles par le juge des comptes, ce qui est faux, et, surtout, en méconnaissant le rôle fondamental d'équilibre que joue cette institution specifique entre l'Assemblée -dont elle assure l'autonomie - et le double exécutif que sont le maireprésident du conseil général - fait unique dans nos institutions - et le préfet de police, placé directement sous l'autorité du ministre de l'inté-

Il est évidemment plus facile pour le Conseil de se réfugier derrière des questions de procédure - qui préservent une unanimité de façade - plutôt que de traiter, en toute clarté, des problèmes de fond.

Cette décision, après d'autres, montre, à l'évidence, que le Conseil constitutionnel, en raison de l'importance qu'il a prise comme - organe du pouvoir d'Etat -, ne peut plus statuer dans le secret le plus absolu.

Si l'on n'y prend garde en effet, c'est le principe même de la loi comme expression de la volonté générale qui, en cette année du Bicentenaire, sera paradoxalement mis en cause. La transparence, que le Conseil s'efforce de faire préva-loir dans d'autres domaines, doit s'appliquer désormais aussi à lui-même, la publicité des recours, inau-gurée en juillet 1983, doit s'accompagner naturellement de la publicité des observations fournies en réponse par le gouvernement, sans que pour autant cette publicité donne l'occa-sion d'un débat contradictoire. Le Parlement, qui, seul, exerce la son-veraineté nationale, ne saurait accepter d'être placé sur un pied d'égalité avec le Conseil.

Comme dans les autres cours comme dans les autres cours appelées, à l'étranger, à empiéter sur le pouvoir du souverain, les décisions doivent être authentifiées par la signature des membres présents au moment de la décision, avec indication du sens de leur vote.

Enfin, à l'instar de ces mêmes cours, il devrait être possible, pour le ou les membres qui le souhaitent, de faire apparaître leur opinion si celle-ci venait à être sensiblement diffé-rente, et pour des raisons tement au fond du droit de celle adoptée par la majorité.

Tont cela afin d'éviter les compromis souvent insatisfaisants par eux-mêmes et qui suscitent égale ment de plus en plus la perplexité des lecteurs. Cela permettrait aussi d'éviter que les considérations de stricte procédure ne prennent pas dans les décisions à venir le pas sur les considérations de fond.

# Le Monde

7. RUE DES ITALIENS.

**75427 PARIS CEDEX 09** 

Edité par la SARL le Monde Gérant: André Fontable, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Bouve-Méry (1944-1969) Jacques Fauvet (1969-1982) André Laurens (1982-1985)

Darée de la société :

cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social: 620 000 F Principaux associés de la société :

Société civile • Les Rédacteurs du *Monde* », Société anonyme des lecteurs du *Monde*, Le Monde-Entreprises,

MM. André Fontzine, gérant et Hubert Benve-Méry, fondate Administrateur général : Bernard Wons. Rédacteur en chef : Daniel Vernet.

Corédacteur en chef: Claude Sales.

5, rue de Monttessuy, 75007 PÁRIS Tél : (1) 45-55-91-82 on 45-55-91-71 Télex MONDPUB 296 136 F

Tél.: (1) 42-47-97-27

Télex MONDPAR 650672 F

Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Composez 36-15 - Tapez LEMONDE

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

emission paritaire des journaux et publications, nº 57 437 ISSN : 0395 - 2037 Renseignements sur les microfilms et index du Monde su (1) 42-47-99-61.

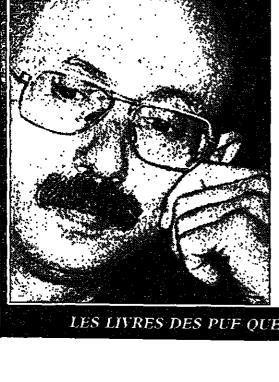
### ABONNEMENTS. BP 50709 75422 PARIS CEDEX 09 Tél.: (1) 42-47-98-72 **AUTRES PAYS** SUISSE TARIF FRANCE BENET LIX 3 mois ..... 6 mois ..... 729 F 762 F 972 F 1 400 F 1 030 F 9 mels ..... 1 404 F 1 300 F 1 386 F 1 200 F

ÉTRANGER: par voie aérienne tarif sur demande. Pour vous abonner, RENVOYEZ CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL: 36-15 LEMONDE code d'accès ABO PORTAGE: pour tous renseignements tél : 05-04-03-21 (numéro vert)

ets d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à for-demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bende ute correspondance.

### BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois 6 mois 9 mois 7 1 an 7 Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie



### ÉROS DE PÉGUY

Par Roger Dadoun

"La thèse",œuvre méconnue de Péguy, illustre les aspects insolites, déroutants, presque "dadaïques" ou "néo-post modernes" d'un auteur trop souvent prisonnier de manuels ou de commentaires sectaires. Du livre de Roger Dadoun surgit un Péguy audacieux et novateur, derrière lequel s'essoufflent, ahanant, ânonnant leur "modernité", les chétives avant-gardes...

Collection "Ecrivains" puf dirigée par Béatrice Didier. 232 pages - 98 F.

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

# Etranger

ALGÉRIE: soumise à référendum le 23 février

## La nouvelle Constitution ne fait plus référence au socialisme

**ALGER** 

ier du Mai

March of March 1974

The state of the s

and constraint and the second of the second

-

ELW ES

at the state of

the company

Mary Transfer State Stat

To the same of the

Sec. 1 Letter to a grant of

the second

The state of the state of

are a second

V 1 1 1 1 1 1 23

Section of the Albert 

. . . .

and the state of

The same of the page

Market State of the State of th

\* \* t.

Mineral ...

\*\*

Maria is.

-

**H** 

Profession :-

**建** 

....

🍅 🛊 🆦

THE PARTY

The state of the s

A brake

de notre correspondant

La presse algérienne a publié in extenso, dimanche 5 février, le texte de la nouvelle Constitution qui sera soumis à l'approbation popu-laire par référendum, le 23 février. La « Constitution de 89 », comme l'appellent déjà les Algériens, dif-fère fondamentalement de celle adoptée en 1976, sous le régime du président Honari Boumediène, et dont l'article premier stipulait notamment : « L'Esat algérien est socialiste >

L'Algérie reste une « République démocratique et populaire », mais la disposition concernant le socialisme ne figure plus. Ancime référence n'est faite au socialisme dans le nouveau texte, pas plus qu'au Parti du FLN ou à la Charte nationale. En revanche, le multipartisme, même si le terme n'est pas formellement utilisé, est implicitement léga-lisé paisque l'article 40 prévoit que « le droit de créer des associations à caractère politique est reconnu ».

L'armée, qui a toujours joué un rôle prépondérant dans la gestion des affaires et qui disposait d'un chapitre complet dans le texte de 1976, apparaît maintenant intégrée au chapitre sur l'Etat. Le détail est d'importance, car l'Armée nationale populaire (ANP) n'est plus chargée de participer « au développement du pays et à l'édification du socio-

pour « mission permanente la sau-vegarde de l'indépendance nationale et la défense de la souveraineté nationale ». Et elle doit « assurer la désense de l'unité et de l'intégrité territoriale du pays ».

Le serment que prête le président de la République en prenant ses fonctions insiste sur la protection des « liberies et droits fondamentaux de l'homme et du citoyen » et non plus sur « les droits et libertés fondamentaux du peuple ». Le mandat présidentiel est ramené de six à cinq ans sans que soit défini pour autant le mode de désignation du ou des futurs candidats à la présidence de la République. La Constitution tient également la promesse faite par le président Chadli lors du sixième Congrès du FLN de créer

### Le cercle présidentiel

un Conseil constitutionnel

Une première réforme constitu tionnelle avait été adoptée par référendum le 3 novembre dernier. Elle consacrait la séparation du Parti et de l'Etat et prévoyait que le prési-dent de la République se déchargeat d'une partie de ses prérogatives sur un premier ministre-chef du gouvernement responsable de sa politique devant l'Assemblée populaire natio-

Le 17 janvier dernier, en annonçant le prochain référendum sur la Constitution, le président Chadli, dans une allocation prononcée devant les walis (préfets) et les membres du gouvernement, avait réaffirmé que 1989 scrait l'année de l'application de toutes les réformes économiques, politiques, éducatives et constitutionnelles ». Il avait aussi remarqué à cette occasion: - Si des contradictions sont apparues dans nos lois et nos insti-tutions officielles, c'est parce que nous avons accordé la priorité à l'aspect idéologique et philosophi-que, plutôt qu'à l'aspect techni-

Ainsi - la Charte nationale était un programme, et la Constitution un programme-loi, avec toutes les contradictions que cela implique », devait-il ajouter. « Nous ne pourrons parler d'Etat de droit si la Constitution demeure un mélange d'idéologie, de philosophie et de lois », précisait-il en annonçant : « La Constitution devra être un texte de loi qui régit les relations

algérienne », car « c'est là notre conception de l'État de droit ». Les orientations du président Chadli ont été suivies à la lettre. Le nouveau texte est débarrassé de toute scorie idéologique. Il s'inscrit dans la logique de la politique pragmatique menée par le chef de l'Etat au cours de ces dernières années. Il avait déjà voulu changer la Charte

entre les institutions et la société

nationale, à l'époque où elle primait encore sur la Constitution, pour en faire un texte compatible avec ses options d'ouverture économique sur le monde occidental et de libéralisation politique et de la société. Mais son projet avait été caviardé et copiensement amendé par le contrès extraordinaire du FLN, jusqu'à le vider de sa portée. Au terme de ces débats, le président n'avait pas alors obtenu les moyens de sa politique. Il a du reste évoqué cet épisode dans son discours du 17 janvier : « Malheureusement, et je le dis pour l'histoire, l'enrichissement de la Charte n'a par été au niveau que nous ambitionnions, compte tenu de la

crise que nous traversons encore. »

Au lendemain de l'autonne tragique qu'a commu l'Algérie, des trois pôles de pouvoir, seul le « cercle présidentiel » émerge anjourd'hui. Le Parti du Front de libération nationale est laminé. La hiérarchie militaire a été remaniée. L'armée est maintenant cantonnée dans ses casernes, veillant à sa tàche républicaine comme le prévoit la nouvelle Constitution. Le « cercle présidentiel » et le gouvernement ont désormais - ea théorie - les coudées franches pour mener à bien la politique de réformes qu'ils préconisent pour sortir l'Algérie de l'ornière économique où elle s'est enfoncée ces dernières années.

FRÉDÉRIC FRITSCHER.

Afrique du Sud

Création d'un parti

d'opposition libérale

biancs de l'opposition au gouverne-

ment de M. Pieter Botha ont annoncé, samedi 4 février, au Cap, la

formation d'un nouveau parti politi-

que unifié. Le nouveau parti, le Parti

démocratique (DP), est composé du Parti progressiste fédéral (PFP), du

Mouvement démocratique national (NDM) et du Parti Indépendent (IP).

La direction du DP sera provisoire

ment assurée conjointement par les

Le PPP avait été l'opposition offi-

cielle à la Chambre blanche du Parle-

ment sud-africain jusqu'aux élections

législatives de mai 1987, date à laquelle il fut remplacé dans ce rôle

par le Parti conservateur d'extrême

Selon M. De Beer, chef du PFP, le

nouveau parti est *« totalement* 

acquis à l'idée d'une démocratie non

reciale en Afrique du Sud ». A son

avis, 24 % de l'électorat blanc sou-

tient actuellement les trois mouve-

ments constitutifs du Parti démocra-

tique. Dans l'actuelle chambre, les

trois groupes disposent de députés. — (AFP.)

présidents des trois mouvements.

### CHINE

### Fermeture mouvementée d'une exposition d'avant-garde

A peine ouverte, la première exposition officielle d'art d'avant-garde a été fermée par le police, dimanche 5 février. Celle-ci est intervenue l'arme au poing après qu'une artiste, voulant apparemment realiser une sorte de happening, eut tiré des cours de revolver sur l'une de ses couvres - deux personnages dans des cabines téléphoniques séparées par un miroir, brisant ca miroir.

Cette exposition, recortée pendant plusieurs années en raison d'obstacles politiques, était organisée au Musée des beaux-erts de la capitale peu de temps après le premier Salon du nu. La précédente exposition d'avant-garde avait été celle, non officielle, du groupe d'artistes contestataires des Etoiles en 1980.

Parmi les quelque deux cent cinquante œuvres de plus, d'une centaine d'artistes venus de toute la Chine et brièvement exposées, figuraient un phallus géant suspendu au plafond entre une poitrine géante et des gants chirurgicaux gonflés d'air, un triptyque sur Mao Zedong, un matelas transparent rempli d'eau où flottaient des poissons en plastique... Les autorités avaient, la veille, fait retirer quelques œuvres pour « obscé-

Plusieurs artistes ont tenté d'organiser des happenings en dépit de l'interdiction qui en avait été faite. Ainsi, trois per-sonnes drapées de blanc de la tête aux pieds se sont ruées sur les visiteurs ; une sutre a commencé de lancer sur le soi des poignées de préservatifs et des billets, affirmant qu'il voulait « seulement eider le planning familial chinois > : un artiste. vêtu de serviettes rouges, s'est lavé les pieds avec un savon décoré d'une caricature de M. Reagan; d'autres, enfin, se ont vendu des crevettes devant les spectateurs stupéfaits. -

(AFP, Reuter, UPI, AP.)

• Le Festival de la grande orière à Lhassa est annulé. -Le clergé tibétain a décidé d'annuler cette année la tenue à Lhassa des cérémonies du Festival de la grande prière, la principale fête religieuse tibétaine, a annoncé, lundi 6 février, l'agence Chine nou-velle. Ce festival, le Moinlam Qansno », qui devait être célé-bré fin février, avait donné lieu en 1988 à de violentes émeutes antichinoises. Cette décision a été prise le jour de la mort du panchen-lama. Des cérémonies pourront avoir lieu dans les monastères, précise l'agence. ~ (AFP.)

### SOMALIE: la libération de détenus politiques

## Le président Barre cherche à améliorer l'image de son régime

correspondance

Malgré la polémique qui l'a récemment opposé au gouvernement sonslien, le Hant-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) espère installer, dans les mois à vesur, une « antenne » locale. dans la région de Borama, dans le nord-onest du pays. C'est là que sersient anjourd'hui regroupés la majorité des 371 000 réfugiés éthiopiens officiellement comptabilisés dans cette partie du pays au début de 1988. Le nouveau recensement que le HCR s'était proposé d'effectuer en 1988 n'a pas pu être mené à

Malgré les innombrables difficultés rencontrées sur le terrain - et qui ont notamment conduit l'ONU à d'aide aux réfugiés du Nord - plusieurs missions du HCR ont pu se rendre à Borama durant ces dernières semaines. Un bureau permanent pourrait y être rapidement ins-

d'autre part, fermement réagi aux critiques portées contre l'armée. Le premier ministre, M. Mohamed Ali Samantar, qui s'est rendu fin janvier

à Washington afin de «renforcer l'Image de la Somalie sur la scène internationale», a rejeté catégoriquement les accusations de violation des droits de l'homme portées contre les troupes gouvernementales. Plusieurs organisations humanitaires avaient affirmé lors d'une conférence de presse tenue à Londres début- janvier que des atrocités avaient été commises par les soldats. La contre offensive lancée en mai 1988 pour réduire la guérilla du Mouvement national somalien (MNS) se serait aussi traduite par le bombardement répété de plusieurs villes du nord et du nord-est

### Reprise en main de l'armée

Voulant faire preuve de bonne Siad Barre a annoncé, fin janvier également, une amnistie pour cer-tains rebelles et opposants exilés et la libération de prisonniers politiques. Radio-Mogadiscio a annoncé, dimanche 5 février, que le président Barre avait grâcié cent quatre prisomiers politiques.

L'opération de charme que le régime de Mogadiscio est en train

de tenter à l'étranger s'accompagne d'une sérieuse « reprise en main » au sein de l'armée. Le caractère largement familial et clanique du remaniement annoncé en début de semaine ne laisse pas d'inquiéter, tant en Somalie que dans les pays voisins. Ainsi le général Mohamed Said «Morgan», qui avait dirigé les débuts de la contre-offensive du mois de mai se voit promu au rang de vice-ministre de la défense, un poste qui n'existait pas jusqu'alors. Le général «Morgan» est le gendre du président Barre.

Antre promotion remarquée, celle du général Masla. Responsable des garnisons de Mogadiscio, le fils du président somalien devient le nouveau commandant de l'infanterie. La marine, dirigée désormais par le général Said Abdallah Omar, ainsi que les forces et la défense aériennes à la tête desquelles le général Moha med Noor Dhudi et le général Siad Da'Ud viennent d'être nommés, sont également touchées par ce remanie ment. Quant à l'ancien ministre de la défense, le général Adan Abdul-lahi Noor, originaire de la région de l'Ogaden, il se voit rétrogradé au poste de ministre du tourisme.

CATHERINE SIMON.

### A TRAVERS LE MONDE

Albanie

Remaniement

du gouvernement Trois groupes parlementaires et de la direction du parti

> Des ministères clés ainsi que la direction du parti ont changé de titulaires. M. Alia a justifié ces change-ments par cles faiblesses et le carance > de certains responsables au sein du parti et du gouvernement et par la nécessité pour le parti de « contrôler davantage » les affaires du pays. Le nouveau ministre de l'intérieur, M. Simon Stefani, était jusqu'à sa nomination secrétaire du comité central du Parti communiste albanais. Il exercera également les

> fonctions de vice-premier ministre. Son préciécesseur, M. Herukan Isai, monte dans la hiérarchie du parti en devenant secrétaire du comité tral. Le second secrétaire à avoir perdu sa place au comité central, M. Hairedin Celiku, devient ministre

des transports. M. Enver Halili, nouveau nom de la nomenkistura albanaise, a été nommé secrétaire général du gouvernement et sereit appelé, selon les observateurs, à seconder le premier ministre Adile Carcani, que la nameur dit malade. - (AFP.)

### Chili

La démocratie chrétienne a désigné son candidat

à l'élection présidentielle

La démocratie chrétienne, principal parti d'opposition du Chili, a annoncé dimanche 5 février la désignation de Patricio Aylwin comme candidat à l'élection présidentielle qui doit avoir lieu en décembre prochain. Agé de soixante-dix ans, Patricio Aylwin est président de la DC. Ancien sénateur, il a été porte-parole de l'Alliance pour la démocratie, qui avait infligé une défaite au général Pinochet lors du plébiscite du mois d'octobre demier.

Les dix-sept partis qui composent, l'Alliance doivent se prononcer au mois de mars sur une candidature unique de l'opposition, et devront donc ratifier ou non le choix de Patri cio Aylwin pour affronter le candidat officiel du gouvernement, qui n'a pas encore été désigné. Le général Augusto Pinochet, qui n'avait pas réussi à obtenir le nouveau mandat de huit ans qu'il sollicitait, devra céder le pouvoir trois mois après l'élection de son successeur. le 14 décembre. - (Reuter, UPI.)

Marguerite Gentzbittel

Madame le proviseur



**Antoine Prost Eloge des** pédagogues

La France

Les instits Enquête sur l'école pri



100 F

Jean-Claude //finer De l'école



4.4 1100

Le Monde

عكذا من الأصل

### Le départ d'Afghanistan des dernières unités de l'armée rouge

## Moscou n'a obtenu aucune concession de la résistance

Les dernières troupes soviétiques ont quitté Kaboul en route pour la frontière, a affirmé le général Boris Gromov, chef du contingent sovié-tique en Afghanistan, dans une déclaration publiée, le lundi 6 février, par la Pravda. Mais des journalistes présents à Kaboul ont affirmé ou'un demi-millier de soldats soviétiques gardaient encore l'aéroport lundi matin. La veille, à Tébéran, M. Iouli Vorontsov, premier viceministre soviétique des affaires étrangères, avait affirmé que le rapatriement de l'armée rouge, dont certains éléments se retirent de l'Onest afghan, serait terminé mercredi.

Tandis que ces retraits de troupes s'accéléraient, M. Edouard Chevardnadze, chef de la

diplomatie soviétique, a quitté Islamabad, hundi, pour Moscou sans y avoir rencontré des représentants de la résistance et sans avoir obtenus, du Pakistan l'assurance que ses livraisons d'armes aux mondiahidines cesseraient. M. Chevarduadze, qui a été reçu dimanche par Mª Benazir Bhutto, a admis son échec an cours d'une conférence de presse avant son départ. Il a exprimé son « insatisfaction face au non-respect par le Pakistan de ses engagements ». « La poursuite de la lutte, a-t-il ajouté, signifierait une plus grande déstabilisation de la région, y compris du Pakistan. »

Des négociations sont menées parallèlement à Tébéran, Le ministre transen des affaires étran-

gères, M. Ali Akbar Velayati a indiqué à M. Roland Dumas, que son gouvernement s'était efforcé - apparemment avec succès - de favoriser un rapprochement entre les deux grands rassemblements de résistances, l'Alliance des sept partis sumites, basés an Pakistan, et la coalition de huit groupes chiites réfugiés en Iran. Notre envoyé spécial à Téhéran, Jean-Pierre Langellier, nous signale également que M. Velayati a expliqué, en substance, au ministre français des affaires étrangères : « Les Soviétiques nous demandent de les aider à éviter un bain de sang. Mais nous ne sommes pas d'accord avec eux sur la manière dont ils envisagent la participation des autorités actuelles de

Kaboul à un futur gouvernement. » Selou Radio-Téhéran, les résistants seraient cependant parvenus à un accord « de solidarité et de coopératlon » signé dimanche à Téhéran entre mouvements sunnites et chiltes. La radio iranienne n'a donné aucus détail sur ce pacte intervenu à quelques jours de la réunion, au Pakistan, d'une « Shura » (Assemblée traditionnelle) chargée de désigner un gouvernement provisoire de la résistance.

Enfin, les derniers diplomates occidentaux encore présents à Kaboul, notamment le chargé d'affaires français, out été évacués samedi sur

## Les comptes rendus surréalistes de la presse soviétique

MOSCOU de notre correspondant

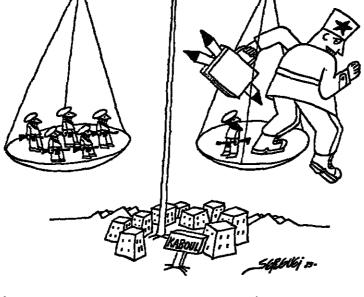
Réduite à une sobre phrase qu'écrase une titraille banale (« Etranger : Les envoyés spéciaux de la Pravda cablent d'Alghanistan »), la nouvelle pourrait passer inaperçue si elle n'avait pas les hon-neurs de la - une - . - Hier, le dernier soldat soviétique a quitté Kaboul -, se contente en effet d'écrire l'organe du comité central au-dessus d'un reportage proprement surréaliste.

Car si cet article appelle à « tirer les leçons » de ces neuf années de guerre, il s'agit là de tout sauf d'un bilan politique. Pourquoi l'URSS s'était-elle engagée? Pourquoi se dégage-t-elle maintenant? A quoi peut-on désormais s'attendre? Que pourraient donner les pourparlers qu'est allé mener M. Chevardnadze à Islamahad? Non seulement il n'est répondu à aucune des ces questions, mais pas une seule d'entre elles n'est posée, effleurée même.

La route du retour est pénible. Des grenades ont encore plu au démarrage des colonnes. Le froid mord, et des hélicoptères se sont perdus dans la neige. C'est dur, mais il faut tenir encore quelques heures, jusqu'à la frontière, jusqu'au bonheur d'avoir tourné la page, jusqu'au nord de l'Amou-Daria - jusqu'à ce fleuve qui marque la frontière, qu'enjambe le ont de l'Amitié et au-delà duquei (la télévision l'a annoncé dimanche soir) la population attend de fêter les ints internationalistes •.

Les leçons alors ? Eh bien voilà, il faut le dire : la bureaucratie règne aussi dans l'armée et la preuve en est que mille cinq cents soldats décorés n'ont toujours pas reçu leur médaille. Ces négligences sont intolérables, et il serait temps également de réaliser que les lourdes bottes réglementaires sont parfaitement inconfortables et qu'il faudrait les remplacer par des chaussures de sport dont les systèmes d'aération permettent de lutter

Quant aux célèbres camions Kamaz, la fierté de l'industrie automobile soviétique, leurs lubrifiants sont parfaitement inadéquats. Il serait temps d'y remédier, et de penser par la même occasion à équiper tous les véhicules militaires de pneus neige (comment mettre des chaînes sous le feu de l'ennemi?) et de blin-



dages puisqu'ils en sont, pour l'instant, simplement dépourvus.

D'un paragraphe à l'autre, on ne sait plus ce qui est le plus ahurissant : la description de cette incurie, la totale absence de commentaire, ou le maintien, si grotesquement et évidemment formel, du vocabulaire de l' · internationalisme ». Cette déroute (« C'est clair, laisse échapper un haut responsable soviétique; nous n'allions pas, contrairement aux Américains, attendre d'avoir à décoller du toit de l'ambassade » ) n'est pas cachée.

D'innombrables reportages ont déjà décrit, depuis plus d'une semaine, l'impatience du retour dans les unités. Pas un seul article ne laisse penser qu'on se retire victorieux. On ne cesse de dénoncer le refus de la résistance de négocier et de louer la volonté de compromis du régime de

Tout est clair, mais rien n'est dit et, en vérité, l'aveu en bonne et due forme n'est indispensable à aucun Soviétique. Chacun sait que la cause était mauvaise, qu'il n'y avait plus d'autre choix, que cette guerre coûtait trop cher, qu'on ne pouvait pas la gagner et qu'il était plus que temps de partir. Cette guerre était totalement impopulaire, et pas seulement parce que des jeunes gens y tom-baient tous les jours pour rien.

Plus profondément encore, en quatre ans de perestroïka, cette guerre. était devenue un anachronisme, un très mauvais souvenir du brejnévisme dans un pays en pleine mutation. Samedi matin, un gros titre barrait la « une » de la Komsomolskaia Pravda : . L'honneur de l'uniforme ». Un hommage aux internationalistes? Pas tout à fait.

Inspecteur dans un commissariat de quartier de la ville de Simféropole, le capitaine de mince viacimir Goubenko s'indignait de ce qu'- à , le capitaine de milice Vladimir dire les choses, on nous transforme d'organe de protection de l'ordre légal en un corps particulier dirigé contre toute action populaire non autorisée par le sommet ». « Personne, continuait l'inspecteur, dont le quotidien public une avantageuse photo en uniforme, ne se soucie de savoir si cela se fait en accord avec la loi, la Constitution et le sens commun. - Disperse, arrête! - - un point c'est tout [et] l'ordre est placé

plus haut que la loi. > La Komsomolskala Pravda n'étant pas un journal confidentiel, l'inspecteur Goubenko est instantanément devenu célèbre et même très célèbre car il sait ce que parler veut dire. . Je ne veux pas que moi et mes camarades de service sovons utilisés comme pions dans un jeu bureaucratique . écrit-il notamment, après

lorsque la population a voulu, à l'issue de la dix-neuvième conférence du parti, organiser un meeting, par-faitement légal et pacifique et dont son propre frère était l'un des initia-

### Manifestation de musulmans

L'inspecteur n'a pas aimé non plus qu'on lui ordonne, l'année dernière. d'interpeller des Tatars qui voulaient aller manifester à Moscou (« Un ordre complètement illégal »). Il a été choqué d'apprendre par la presse qu'on avait brutalement réprime, à Minsk, des citoyens qui voulaient rendre hommage aux victimes de Staline. Il est conscient qu'il n'y a pas qu'à Simféropole qu'on utilise les miliciens contre la loi, et son constat est formel : . Avant, s'il y avait un ordre, on obtemperait et exécutait. Maintenant, les gars, les jeunes officiers en particulier, ont commencé à s'intéresser à ce qui se passe autour d'eux, à penser et à poser des ques-

Ouelques heures après la parution de cet article, l'agence Tass communiquait de Tachkent qu'une manifestation de musulmans, non autorisée par les autorités locales, s'était démulée la veille dans la capitale de l'Ouzbékistan, Il n'y aurait eu, sclon l'agence, que deux cents participants, mais il y avait tout de même des gens venus du Kazakhstan et du Tadjikistan. Raisons de cette manifestation? Totalement obscures à lire la dépêche, mais les slogans avajent « un caratère strictement religieux », précise Tass en se félicitant implicitement qu'ils n'aient pas été politiques.

Dimanche, autre nouvelle religieuse, de Lituanie cette fois-ci : pour la première fois depuis 1949 un office a été célébré dans la cathé-drale catholique de Vilnius. Lundi matin, courrier des lecteurs de la Pravda: un secrétaire du parti de la région de Penza déplore que les jeunes ne veuillent plus adhérer. Les jeunes membres des Komsomols disent, raconte-t-il : « Je suis un actif partisan du renouveau mais i'attends encore nour m'inscrire, car un certain courant du parti ne me

La veille au soir, les téléspectateurs avaient entendu le général A l'intérieur même de l'Afghanis-

avoir raconté comment les autorités de sa ville ont fait appel à la milice lorsque la population a voulu, à qu'on pouvait tout compte fait vivre avec le pluralisme syndical. En Pologne, cela n'émouvait plus personne, mais en URSS il y a là matière à

réflexion. Et puis enfin, samedi, la Tribune de Moscou, le club de discussion fonde en octobre dernier par la fine fleur de l'intelligentsia réformatrice de la capitale, était réunie à la Maison des savants. Principaux points du rapport introductif présenté par l'historien Léonid Batkin: l'enjeu de la période c'est le pouvoir du peuple, pas seulement la liberté d'exprimer des revendications, mais celle aussi de les réaliser : une « société civile ». c'est-à-dire indépendante de l'Etat, est en train d'émerger à travers le mouvement coopératif, l'association Mémorial, les différents Fronts populaires, notamment ceux des pays Baltes, le mouvement arménien et les clubs politiques qui foisonnent ; il faut en conséquence poursuivre ce travail d'organisation et prendre acti-vement part aux élections car même si la nouvelle loi électorale est loin d'être démocratique, les gens s'en servent déjà pour s'exprimer ; il faut plus précisément non pas œuvrer au multipartisme qui « compliquerait seulement le processus en cours », mais renforcer l'opposition et faire

retirer de la Constitution la notion de rôle dirigeant du parti.

Personne n'a trouvé cela trop radical, irréaliste ou trop optimiste. M. Batkin, a au contraire été critiqué dans les couloirs pour timidité et. venus des quatre coins du pays, les représentants de diverses organisations ont décrit leurs luttes quoti-diennes - dans des conditions quasi désespérées au Dagestan, plutôt bonnes à Konfbichev, excellentes dans les pays Baltes, sinistres en Arménie, plutôt bonnes aussi à Leningrad.

Il n'y a plus une Union soviétique. Il y en a plusieurs, mais rares sont les endroits où les choses ne bougent pas, car même au Dagestan, il y a un mou-vement à même d'envoyer un représentant témoigner de sa lutte. Ce n'est pas la liberté. Ce n'est pas la démocratie. C'est une bataille pour la liberté et la démocratie, et la révnion s'est achevée sur l'adoption d'une résolution condamnant très vigoureusement l'arrestation des nationalistes arméniens et demandant leur libération immédiate.

C'était un week-end politique en URSS. Week-end marqué entre autres par la fin du rapatriement des troupes soviétiques de Kaboui.

BERNARD GUETTA.

### Le CICR est présent dans les deux camps

GENÈVE de notre correspondante

Croix-Rouge (CICR) de Genève renforce son activité et sa présence en Afghanistan. Il concentre ses efforts sur l'aide médicale et la protection des prisonniers. Il maintient dans le pays une quarantaine de délégués, dont dix-sept médecins prêtés par les sociétés de Croix-Rouge. Outre son hôpital chirurgical de Kaboul, dont le nombre de litte de la delibre de la companyation a doublé depuis décembre, le CICR a insulé deux autres importants hôpitaux de l'autre côté de la frontière avec le Pakistan, à Peshawar et à Ouetta.

Le Comité international de la

D'autre part, plus d'une dizaine de postes de premiers secours fonc-tionnent sous leur direction tout au long de la frontière avec le Pakistan.

tan, les hôpitaux de campagne, dépendant de la délégation du CICR an Pakistan, ont également été mis sur pied. Ils se consacrent en particulier à l'orthopédie, en raison du grand nombre de mutilés par

Soucieux, comme toujours, de leur neutralité, les médecins du CICR et leurs aides soignent les blessés des deux camps. Le CICR maintient en permanence des contacts tant avec le pouvoir central qu'avec toutes les factions de la sistance, ce qui lui a permis de visiter les prisonniers des gouvernementaux, ainsi one des soldats afghans capturés par les mondjahi-dines, mais ses délégués n'ont pas réussi à rencontrer les prisonniers soviétiques, qui devraient se trouver dans divers camps au Pakistan.

LV.

# en février, sur présentation de cette annonce Votre 405 Break suivant modèle de votre choix avec l'intérieur en CUIR GRATUIT (sièges et panneaux de portes) • les avantages d'un break • le raffinement du cuir 227, bd. Anatole-France 93300 ST-DENIS 248.21.60.21

4, rue de Châteaudun 75009 PARIS 242.85.54.34

# Fin de règne à Kaboul

(Suite de la première page.) Ils sont tous là : Pachtous aux moustaches noires, Ouzbeks turco-mougols, Tadjiks, dont les racines dans la terre afghane sont les plus profondes, Hazaras mongoloïdes, Turkmènes nomades et éleveurs venus de l'ancienne Russie, Aimags qui se disent héritiers de Tamerlan, « Turcs » kirghizes, « Grecs » nouri-

Des chants révolutionnaires, facon « chœurs de l'armée ronge », diffusés par des haut-parleurs, n'arrivent pas à couvrir le bruit de l'artillerie aux alentours de Kaboul. Les hélicoptères MI-24 soviéti-ques, comme des chiens de garde, font des cercles à flanc de monta-

gne. A la tribune, le doctenr Naji-bullah, en treillis, tête nue, lance dans l'air serein des appels à la mobilisation nationale, celle des militants du parti, parce qu' e il n'y a pas de place pour les ennemis de la révolution. - Que fête-t-on? C'est une manifestation partisane, le dimanche 5 février. Une page se tourne : les troupes soviétiques s'en vont, le PDPA se retrouve livré à Inimême, cela mérite bien une messe...

Les avions soviétiques, ceux de la retraite, n'ont jamais été si nom-breux dans le ciel de Kaboul. Au premier rang, une brochette de femmes du parti, violettes de froid, ont les mains crispées sur l'arme de toutes les révolutions, la kalachni-kov.

Ils sont cinq mille, pent-être, devant le palais présidentiel, dans une enceinte sous haute surveillance, la population vaquant ailleurs à ses occupations. Tous les chefs sont là, ou presque, pour écouter le «patron». Il y a le nouveau et l'ancien premier ministre, Hassan

Sharo et Sultan Ali Kechtmand, le ministre de la défense, le général Shanawaz Tanai, le ministre de l'intérieur, le général Aslam Watan-jar, M. Habibi, le président du Sénat, haute taille et écharpe blanche, et « Monsieur Frère », lui aussi en treillis, qui ressemble tant au pré-

sident, mais en moins corpulent. Le discours est bref, à l'image du essage (c'est vous les défenseurs de la révolution, et le président choisit de se rendre à pied jusqu'au palais présidentiel, distant de quel-ques centaines de mètres, précédé d'une nuée de journalistes étrangers.

Sur une estrade, le président Naji-bullah, entouré des mêmes compa-gnons, assistera alors, la main levée, et cette fois avec un couvre-chef, an défilé du peuple du PDPA en armes.

Dans un silence « religieux », nonobstant la musique, les kalachnikov brandies à bout de bras, en rangs serrés, les militants défilerent pendant quinze minutes. Aucun mot, aucune émotion, aucune expression sur les visages, et les expression sur les visages, et les mains dans les poches pour ceux qui n'ont pas d'armes.

Le dernier militant passé (il y en aurait 60 000 à Kaboul), le prési-dent, entouré d'innombrables gardes

du corps armés de petits fusils-mitrailleurs Heckler-Koch de fabrication ouest-allemande, quittera les lieux, le visage épanoui. Face à la tribune et donc au palais, il y a un char, monté sur une estrade de pierre. Ce blindé a une histoire : kors de la révolution du 27 avril 1978, ce fut le premier char soviétique (com-mandé alors par l'actuel ministre de l'intérieur, M. Watanjar) à mettre en joue le palais où siégeait le président Daoud Aujourd'hui end son canon est tourné dans la même

LAURENT ZECCHINIL

# Les difficultés du ravitaillement de la capitale

KABOUL

de notre envoyé spécial

Si le prince Sadruddin Aga Khan, coordonnateur des Nations unies pour les opérations humanitaires et de réhabilitation en Afghanistan, parvient à obtenir l'accord de toutes les composantes de la résistance afghane, une première « opération Salaam » pourrait se mettre en place dans les tout prochains jours. Son objet est l'organisation d'un pont aérien limité pour acheminer sur Kaboul 390 tonnes de nourriture destinées à une partie de la popula-tion que les experts qualifient de vulnérable ». En tout, environ trente mille personnes, enfants, femmes enceintes ou allaitantes, malades des bôpitaux.

Cette catégorie de la population se trouverait dans une situation criti-

que si la capitale, en raison des combats on à la suite d'un blocus économique, ne pouvait plus être ravitaillée de l'extérieur. L'opéra-tion Salaam vise à fournir à peu près 13 kilos de nourriture par personne pendant un mois, les trois hépitaux pour enfants de la ville recevant, pour leur part, deux mois de nourriture. Cette aide d'urgence serait composée de 300 tonnes de farine, 45 tonnes de sucre et 45 tonnes d'huile végétale.

Autant la mobilisation de la nourriture ne pose pas de difficultés majeures autant son acheminement sur Kaboul est loin d'être résolu. Sur le plan matériel, il faut d'abord tropver des avions et des équipages qui acceptent de prendre le risque de se poser, le risque d'atterrir ici. Reste le plus important, la question de la sécurité. Pour résumer, il faut éviter

qu'un « commandant » mondjabidin isolé ne tire un missile Stinger sur

### INDE Deux dirigeants sikhs modérés assassinés

Deux dirigeants du parti sikh modéré Aksli Dal ont été abattus, dimanche 5 février, à leur sortie d'une cérémonie organisée dans une école du Pendjab, a annoncé la police, qui soupeonne leurs trois agresseurs d'être des extrémistes sikhs. Les victimes sont Baldev Singh Khokhar, chef de l'Akali Dal pour le Pendjab, et Rajinder Kaur, fille de l'ancien dirigeant de l'Akali Dal Tara Singh et ancienne députée au Parlement du Pendjab. L'extrémisme sikh a fait aix autres victimes misme sikh a fait six autres victimes pendant le week-end. — (Reuter.)

And the second s

# **Amériques**

# PARAGUAY: le départ au Brésil du général Stroessner

# Les incertitudes de l'après-dictature

L'ex-président Alfredo Stroessner a trouvé refuge dimanche 5 février au Brésil. Il est installé dans la maison d'hôtes de la compagnie brési-lienne d'électricité Furmas, près d'Itumbiarra, dans l'Etat de Goias, à plus de 1000 kilomètres an nord-ouest de Rio-dean norm-ouest de mois-fien à Asuncion, M. Soares Car-bouar, a précisé que le séjour au Brésil de l'ancien dictateur devrait être bref.

There is no seemed to be a seemed to

White Silvery or the State of t Print Billion of

PROTEIN OF THE PROPERTY OF THE

The state of the s

Region 1997 - 1997 - 1997 Region 1997 - 1997 - 1997 Region 1997

■Property of the property of the property

Resignation 1998

deux camp.

1.75421.057%

Species - Continuent of g

A CONTRACTOR OF THE PARTY OF TH

ASUNCION de notre envoyé spécial

« Il est parti ! » Deux hommes se regardent sur la terrasse de l'aéro-port. Stroessner vient de monter dans l'avion qui l'emmène au Brésil. dans l'avion qui l'emmène au Brésil.
Trente-cinq ans de l'histoire du
Paraguay prement fin, ce dimanche
5 février à 15 h 50, sous un soleil de
plomb. Des manifestants foat des
bras d'honneur, d'autres crient
• C'était un misérable! ». Deax on
trois personnes pleurent, des larmes
dont on ignore ce qui les provoque.
La journée a vraiment été bonne
pour les Paraguayens. Ce matin, le pour les Paragnayens. Ce matin, le nouveau chef de l'Etat, le général Andres Rodriguez a fait savoir que des élections auraient lien dans trois mois - de vraies élections.

Lorsque la nouvelle est annoncée dans les bureaux du régiment de cavalerie où le général continue de travailler en attendant de s'installer dans le palais présidentiel, l'ambas-sadeur du Brésil est en négociation depuis me heure avec les gouvernants. C'est donc dans ce pays, où nants. C'est donc dans ce pays, oil
Stroessner a fait, il y a un demisiècle, ses classes d'officier, où il
possède une propriété, où il était
considéré par les militaires comme
un allié de premier plan pour des
raisons géopolitiques autant que
commerciales, c'est donc là que l'expotentat ira se faire oublier. Les tractations ont été longues. On a parlé du Chili, voire de l'Afrique du Sud, comme refuge possible. Mais Pretoria est loin, et le Chili, depuis certain référendam, n'est plus sûr. Ce sera donc le Brésil, où les généranx continuent de commander st certains chapitres tels que celui-ci.

Sur la terrasse de l'aéroport, une centaine de manifestants ont pris position au milieu des journalistes. Quelques curicux aussi. C'est peu. Mais ce chiffre est compréhensible. Mais ce chiffre est compréhensible après tant d'années de torpeur. Du temps de la dictature, la terrasse était fermée au public pour des raisons aussi impératives que compréhensibles. Elle a été ouverte à la presse il y a neuf mois à l'occasion de la visite de Jean-Paul II. Ce n'est pas la seule nouveauté : cour embarpas la seule nouveanté : pour embarquer Stroessner aussi loin que possible de la foule, les autorités ont fait stationner son avion à quelque 300 mètres de l'aérogare, près du bâtiment que le dictateur avait fait construire spécialement pour ses voyages et qui a reçu, de ce fait, le nom de «pavillon présidentiel», mais qui, mal conçu, n'a jamais servi. Ironie du sort donc, qui fait lon » le jour où il est chassé.

Si loin des protestataires, il n'entend pas les huées. Les rideaux sont tirés sur les fenêtres de l'appasoat ures sur les tenetres de l'appa-reil et lui cachent les poings tendus et fermés. L'agressivité qui ne s'était guère exprinée au lendemain du putsch se donne libre cours. Les insultes pleuvent.

### Frande incalculable

« La corruption s'en va! », scan-dent en chœur des militants du Parti dent en chœur des militants du Parti radical authentique, la principale formation d'opposition. Tromperie des cris de guerre : le nouveau prési-dent, le général Rodriguez, a pris plus que sa part du festin organisé pendant trente-cinq ans par le dicta-tent. « Sa fraude est incalculable », affirme un militant du Parti Colo-rade le formation officielle, oui prérado, la formation officielle, qui pré-cise que sa résidence (style château Renaissance) a coûté un million et demi de dollars.

Aussi, parmi ses nombreuses pro-messes, le général Rodriguez se garde-t-il bien d'affirmer qu'il moralisera l'administration. Il craint sens donte de n'être pas cru. Dimanche donte de n'être pas cru. D'manche matin, an QG du le corps d'armée, où les journalistes sont reçus avec des égards inhabituels, tontes les questions sont permises, mais toutes les réponses ne sont pas données.

« La corruption?, dit le nouvean

ministre des finances, M. Enzo
Debernardi. On a beaucoup exagéré. Là où j'ai travaillé (au barrage d'Itaipu et à la Compagnie
d'électricité), je n'ai vu que des
honnétes gens. » Il ne nie pas, malgré tout, le problème, qu'on appelle
parfois pudiquement « le mauvais
contrôle des frontières », antrement
dit la contrebande, qui rapporte
beaucoup plus que le commerce
extérieur officiel.

M. Luis Maria Argans, nouveau

extérieur officiel.

M. Luis Maria Argana, nouveau ministre des affaires étrangères, annonce que des élections auront lieu dans trois mois. C'est ce que prévoit la Constitution en cas de démission du président. Or M. Stroessner n'a-t-il pas démissionné, il est vrai après avoir essuyé toute une nuit le feu des blindés? Le Parlement sera donc dissons : élu l'an dernier, il résultait d'un scrutin franduleur. De nouveaux parlementaires seront choisis et aussi un nouveau président, soit le même jour, soit trois mois après. « Serez-vous candidat? », ont demandé les journalistes au général Rodriguez, qui a donné la senle réponse possible : « Ce sera au Parti Colorado de décider. »

Autre interlocuteur de la presse, ce dimanche matin, M. Antonio Zucolillo, ministre du commerce et de l'industrie, qui a été ambassadeur à Londres sous Stroessner et est le frère d'un des persécutés de la dictature, M. Aldo Zucolillo, directeur du journal ABC Color, qui doit reprendre sa parution après cinq ans d'interdiction. Le ministre ne viligiende pes un régime auquel il a pende pas un régime auquel il a

appartem.

L'économie paraguayeme, disent
les nouvéaux ministres, ne va pas
trop mal. « Mais les hommes, les
idées ont vieilli ». M. Zucolillo et
M. Debernardi sont modestes : ils se
proposent avant tout d'actualiser et
de libéraliser l'administration de
leur nave l'iberté du commerce. leur pays. Liberté du commerce, liberté du change, fin des subventions et de la toute-puissance de l'Etat.

Reste à savoir qui occupera le palais de Lopez, comme on appelle le bureau du chef de l'Etat. Le général Rodriguez, actuel président pro-visoire, qui se succédera ainsi à lui-même? Ou la principale personnalité civile du « colora-disme », M. Argana? Beaucoup

pensent que les dirigeants du parti officiel sauteront le pas et désigne-ront un candidat civil à la présidence. Sous Stroessner, ils révaient déjà de cette solution pour « institu-tionnaliser » le régime et l'approcher de la démocratie, système plus conforme, selon les anciens zélotes du dictateur, « à l'environnement international ». Les colorados ne doutent pas de gagner les élections, la parlementaire et la présidentielle. Les opposants — qui attendent leur légalisation — protestent déjà à l'idée que les premières élections libres depuis quarante ans aient lieu dans un délai aussi rapproché. déjà de cette solution pour « instituuores depuis quarante ans aient lieu dans un délai aussi rapproché.

« Comment, en si peu de temps, nous faire connaître? Comment effacer du jour au lendemain trente-

cinq ans de terreur et de proscrip-tion? M. Domingo Laino, président du Parti radical anthentique, n'a, par ailleurs, que des raisons d'espérer. Certes, le général Rodriguez et ceux qui l'entourent sont des démocrates bien tardifs. Mais ils sont forcés de l'être en raison de la situation inter-nationale et de l'évolution de leur panonale et de l'evolution de leur pays. « La peur a cessé, dit M. Laino. Le peuple manifeste de plus en plus son courage civique. L'Eglise est devenue progressiste. L'armée sort affaiblie du prisch car ses militaires se sont entretués. Enfin le Parti Colorado est frag-menté.»

### Upe longue revanche

C'est précisément pour redonner au Colorado son unité perdue que le général Rodriguez a sorti ses blindés. L'histoire du putsch est celle d'une longue revanche ourdie au sein du Parti Colorado, victime, il y a un an et demi, des méthodes gangstéristes du général Stroessner. M. Julio Cesar Frutos, l'un des persécutés, explique ce qui s'est passé:
Des arrivistes sont entrés chez nous, des gens qui s'étaient rempli les poches grace au vol et à la corruption. Ils ont voulu nous déloger en se servant de leur argent, de leur pouvoir. Le principal d'entre eux, c'était Mario Abdo Benitez, le secrétaire particulier du président : il prélevait 20% de commissions sur les contrats liés à la construc-

tion d'Itaipu. Nous nous sommes défendus en faisant campagne sur la corruption. En attaquant Benitez. Stroessner a bien vu qu'à travers son secrétaire c'était fui qui était visé, il a décidé de se débarrasser de

M. Frutos parle encore avec émo-tion du hold-up perpétré contre le Parti Colorado lors de sa convention du 1= août 1987. Ce jour-là, c'est en utilisant la fraude et le matraquage que le reésident et ses acolvies ont que le président et ses acolytes out remplacé la direction du parti et rempiace la direction du parti et expulsé, à tous les échelons de la hiérarchie, les éléments dits « traditionalistes » du coloradisme. Erreur

funeste. 70 % du parti étaient avec nous, dit M. Frutos. Et 90 % de l'armée. Le chef, counu jusqu'alors pour son habileté, a cassé l'un des instruments essentiels de run des instruments essentiels de son maintien au pouvoir, ce Parti Colorado dont le soutien et l'efficacité avaient fait de lui un caudillo différent de ses homologues et lui avaient permis de durer. « Il n'a pas en partie permis de durer. « Il n'a pas en partie permis de durer. « Il n'a pas en partie permis de durer. « Il n'a pas en partie permis de durer. « Il n'a pas en partie permis de durer. « Il n'a pas est demi sante l'autre de de l'autre de de l'autre de de l'autre d'autre de l'autre de l'autre de l'autre d'autre de l'autre d'autre gouverné plus d'un an et demi sans

nous . dit M. Frutos. Aujourd'hui, les traditionalistes reviennent en force grâce au général reviennent en force grace au general Rodriguez qui s'est reconnu en eux et s'est éloigné de Stroessner (son ami, son parent), quand il a commencé à lui faire ombrage. Ils ne parlent pas du putsch du 2 février, mais de la « révolution » qui a eu lieu ce intralà « Révolution » héné. lieu ce jour-là. « Révolution » bénéfique pour eux et la majorité de décidé l'ouverture leurs concitoyens. Les nouveaux enquête. - (AFP.)

nches du parti, qui étaient le plus souvent des médiocres, sont en fuite ou en prison. Mario Abdo Benitez est sous les verrous en compagnic d'une trentaine de comparses. Les autres se cachent. Certains possé-autres se cachent. daient chez enx tout un arsenal et daient chez enx tout un arsenal et avaient formé des gangs pour « casser » de l'opposant on du colorado traditionnel. Les activistes détenus seront sans doute relâchés, si l'on en croit l'un des dirigeants traditionalistes, M. Pedro Hugo Pena, « à moins qu'ils n'aient commis des délits ».

M. Pena a gardé au mur les photos d'Alfredo Stroessner du temps où il était un e bon président -. Dans nombre de lieux publics, les affiches de l'illustrissime ont été lacernées et la ville qu'il avait délits ». puones, les attienes de l'illustrissime ont été lacérées et la ville qu'il avait baptisée de son nom, à la frontière avec le Brésil, ne s'appelle plus que la . Ville de l'Est » dans les bulletins d'information de Radio-Caritas, la station de l'Eglise.

Les colorados qui ont le plus applaudi sa chute estiment que Stroessner a été un chef d'Etat exceptionnel et que son grand tort, c'est de n'avoir pas dételé à temps. Ils balaient d'un revers de main les accusations lancées contre ses méthodes de gouvernement : . Interméthodes de gouvernement : • Inter-dire des journaux, exiler des oppo-sants, ça c'est toujours fait au Para-guay, dit M. Julius Cesar Frutos. Chez nous, la démocratie n'a jameie existé. Aucun président n'a jameie tarmente la roquoje à un iamais transmis le pouvoir à un homme du parti concurrent. Que pense-t-il, dans ces conditions, des promesses démocratiques du général Rodriguez? Il les prend au sérieux mais il est prudent.

### CHARLES VANHECKE.

 BRÉSIL. Dix-huit mutins meurent asphyxiés en prison. - A l'issue d'une mutinerie qui a éclaté dans un commissariat de Sao-Paulo, dix-huit prisonniers sont morts asphyxiés après avoir été enfermés dans une cellule d'à peine trois mètres carrés où un agent de la sécurité a jeté une bombe lacrymogène. « Un acte bestial », a résumé le juge Wanderley Aparecido Borges, qui a décidé l'ouverture immédiate d'une

# **Proche-Orient**

### Le soulèvement palestinien

# Week-end sanglant à Gaza et en Cisjordanie

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Le soulèvement palestinien entre cette semaine dans son quatorzième mois et le week-end s'est encore achevé sur un bilan très lourd : trois Palestiniens tués et au moins une trentaine d'autres blessés par balles.

Un jeune homme de dix-sept ans a été tué, dimanche 5 février, dans un accrochage entre manifestants et soldats à Shati, le plus désolé des camps de réfugiés de la bande de Gaza. La veille, à l'extrême sud du territoire, des femmes et plusieurs jeunes gens masqués avaient attaqué, à coups de pierre, un poste de l'armée dans le camp de Khan Younis, Selon un porte parole militaire, les soldats ont du ouvrir le feu avec des balles en plastique : deux personnes ont été tuées et au moins une dizaine d'autres-blessées, dont un délégué de la Croix-Rouge, M. Alexandre Antonin. Comme c'est souvent le cas, ces incidents ont mobilisé d'autres camps du territoire de Gaza, où des affrontements ont également en lieu durant le week-end. En Cisjordanie aussi, on relevait quelques blessés lors de bagarres provoquées par ces raids que l'armée mène dans les camps et villages pour procéder à des arrestavinages pour proceder a ues arressa-tions, briser la grève des impôts ou forcer la population à décrocher les drapeaux de POLP et à effacer des murs les slogans nationalistes.

Autant de manifestations quasi quotidiennes d'un monvement de révolte qui s'accompagne toujours

(Publicité)

 COMMENT RELANCER L'INSTITUT DU MONDE ARABE? > rand, M. Edgard Picari, vient de par le cap de ses cent jours à la sête de PEMA. Il répond sex questions les plus scrittes » CAssi Dens le munéro de février d'Arabies en kinsques et en librairies 78, rue Jouriroy, 75017 Paris

TS :46.22.34.14

direction unifiée du soulèvement, représentant l'OLP, sont toujours

### La grogne des colons

La grogne des colons israéliens de Cisjordanie – cible fréquente des jets de pierres – est devenue depuis quelques mois une des composantes familières du soulèvement. Elle commence à sérieusement inquiéter le gouvernement. Le week-end a été marqué par plusieurs manifestations de colons. La plus grave a en lien dans la nuit du vendredi au samedi 4 février : plusieurs centaines de colons de la localité d'Ariel (aunordest de Tel-Aviv), armés de pierres et de gourdins, ont attaqué un village palestinien, Azzun, après qu'un jeune Israélien eut été légèrement

d'une grève partielle des commer-cauts et de plusieurs journées de grève générale par semaine : de co grève générale par semaine : de co grève générale par semaine : de co sur les maisons et des voitures ; les consignes de la l'armée a mis plusieurs heures à les nades lacrymogènes.

Cependant, des sources officielles laissaient entendre que cinq mem-bres d'un commando palestinien tués lors d'un accrochage samedi matin avec une patrouille israé-lienne, dans la I « zone de sécurité ». à l'extrême sud du Liban, apparte-naient à deux branches de l'OLP : le FPLP de M. Georges Habache et le Front pour la libération de la Palestine de M. Talaat Yacoub. Ces mêmes sources assurent que le commando avait pour objectif de franchir la frontière afin de commettre des attentats en Israël. Ce serait la première tentative d'infiltration de groupes appartenant à l'OLP depuis que la centrale palestinienne a annoncé qu'elle renonçait au terro-risme, en décembre.

ALAIN FRACHON.

### **EGYPTE**

### Vives réactions après l'annulation de la Foire du Caire

LE CAIRE de notre correspondant

La 22º Foire internationale du Caire n'aura pas lien. Elle devait se tenir du 11 au 24 mars, mais un décret ministériel vient de l'annuler, mettant fin aux efforts d'exposants originaires de trente pays.

Les réactions à cette mesure ont été vives dans les milieux industriels étrangers et égyptiens pris au dépourvn alors qu'une bonne partie des machines ou produits qui devaient être exposés étaient, soit déjà arrivés au port d'Alexandrie, soit en mer. Pour eux, la perte est double brisdn an mandre a Sasuer de ventes qui ne se feront pas s'ajoute le prix du rapatriement de s'ajoute se prix du rapatriement de leurs machines-outils, grues et autres engins. Quant aux Egyptiens ayant réservé des surfaces d'exposiayant reserve des auriates d'expos-tion, ils devront les payer, maleré l'annulation de la foire, sons peine de perdre la possibilité d'en louer à

L'explication de ce que certains qualifient de « scandale »? Officiellement, il s'agirait de retard dans les travaux de réfection des pavillons de la foire. A ceux qui m en doute cette raison, on confie offi-ciousement que « des impératifs de sécurité » sont à l'origine de l'amni-

Mais, pour ceux que ces explica tions laissent sceptiques – et ils sont nombreux – il faut plutôt aller cher nombreux — il taut piutot aller cher-cher du côté de Taba, cette enclave d'un kilomètre carré sur le golfe d'Akaba que les Israéliens refusent toujours d'évacuer en dépit d'une décision d'arbitrage internationale décision d'arbitrage internationale l'attribuant à l'Egypte. Car l'alternative se présentant aux autorités égyptiennes n'était guère réjouissante : on laisser les Israéliens participes à la foire et pandre la face on sante: ou laisset les Israéliens parti-ciper à la foire, et perdre la face, ou les exclure et risquer ainsi de com-promettre les négociations encore en cours sur Taba. C'est pour se sortir d'embarras que Le Caire aurait choisi d'annuler cette manifestation à la dernière minute.

ALEXANDRE BUCCIANTI.

Lancer une action de recouvrement en moins de 24 heures, c'est aussi simple que de nous demander une documentation.



Pour lutter contre les impayés, SCRL met à votre disposition, près de vous, un interlocuteur

rour nuter control and page.

En moins de 24 heures, il tance une action de reconvrement par l'intermédiaire du centre
En moins de 24 heures, il tance une action de reconvrement par l'intermédiaire du centre
SCRI, le plus proche de votre debiteur. Votre dossier est ainsi traité localement avec l'efficaSCRI, le plus proche de votre debiteur. Votre dossier est ainsi traité localement avec l'efficacité d'hommes qui connaissent parfaitement leur région. Et grâce à une llaison informatique
cité d'hommes qui connaissent parfaitement leur région. Et grâce à une llaison informatique
cité d'hommes qui connaissent parfaitement leur région. Et grâce à une llaison informatique care a nummers qui connaissent partaitement teur région. Et grâce à une llaison informatique permanente, votre interlocuteur suit votre dossier en temps réet. Sur un simple coup de fit il vous donners tous les détails sur son état d'avancement. Dans votre région, un spécialiste du reconvrement SCRL vous attend, vous donners tous les détails sur son état d'avancement. Dans votre région, un spécialiste du reconvrement SCRL vous attend, vous donners tous les détails sur son état d'avancement. Dans votre région, un spécialiste du reconvrement SCRL vous attend. Pour en savoir plus, tapez 36.14 SCRLOM ou contactez-nous : SCRL, 5, quai Ja§r, BP 9063, 69255 LYON, Cedex 09. Pour en savoir plus, tapez 36.14 SCRLOM ou contactez-nous : SCRL, 5, quai Ja§r, BP 9063, 69255 LYON, Cedex 09. Pour en savoir plus, tapez 36.14 SCRLOM ou contactez-nous : SCRL, 5, quai Ja§r, BP 9063, 69255 LYON, Cedex 09. Pour en savoir plus, tapez 36.14 SCRLOM ou contactez-nous : SCRL, 5, quai Ja§r, BP 9063, 69255 LYON, Cedex 09. Pour en savoir plus, tapez 36.14 SCRLOM ou contactez-nous : SCRL, 5, quai Ja§r, BP 9063, 69255 LYON, Cedex 09.

Le recouvrement SCRL. Pour que vos affaires restent des affaires.

tique ont de facto pormalisé complètement leurs relations, trente ans après leur brouille et dix-sept ans après le rapprochement entre Pékin et Washington.

PEKIN de notre correspondant

La conclusion du processus de normalisation est venue avec l'annonce chinoise, peu après minuit dans la nuit du dimanche 5 au lundi 6 février, que M. Mikhail Gorbatchev viendra en visite officielle à Pékin, en sa double qualité de chef de l'Etat et de secrétaire général du Parti communiste soviétiques, du 15 au 18 mai prochain.

Cette annonce a mis fin aux incertitudes des heures ayant immédiatement suivi le départ du chef de la diplomatie sovietique, samedi à l'issue de sa visite à Pékin. M.Chevardnadze avait évoqué la date approximative de la « mi-mai ». Son entourage avait tenté de faire croire que le flou sur la date exacte était le fruit d'une précaution destinée à ménager la possibilité de tout changement de calendrier impromptu dans les semaines à venir. Le viceministre chinois des affaires étrangères, M. Tian Zengpei, avait tenté de semer le doute en déclarant de son côté que la date avancée par Moscou n'était qu'une « proposi-tion » et que de nouvelles consultations étaient nécessaires.

Il n'en était rien. Le « cafouillage » chinois semble avoir été dû à la volonté de Pékin d'associer cette annonce à la publication, intervenue peu après, du communiqué conjoint sino-soviétique sur le Cambodge, seule véritable pomme de discorde qui, après la disparition des autres obstacles », restait à surmonter

pour la réalisation du sommet entre MM. Gorbatchev et Deng Xiaoping. Ce texte en neuf points ne recèle qu'une seule nouveauté de fond : la Chine et l'URSS sont d'accord pour être en désaccord.

Il reprend les positions connues des deux pays. Le cœur du problème est résumé dans le quatrième point, traitant de la forme de l'administration intérimaire à mettre en place avant la tenue d'élections générales dans l'hypothèse d'un retrait mili-taire vietnamien. La Chine, y lit-on, est favorable à l'établissement d'un gouvernement de coalition pro-visoire, dirigé par le prince Siha-nouk et à représentation quadripar-tite ». L'URSS, quant à elle. n'accepte pas le terme de « gouvernement « (rejeté par le Vietnam) et lui préfère celui d'« organe provi-soire sous l'autorité de Sihanouk «. Moscou concède cependant que cet organe - ne doit pas être subordonné à une quelconque partie - en

Dans le point qui suit immédiate-

ment l'aveu de ce désaccord, la Chine et l'URSS font part de leur souci commun que le départ des troupes vietnamiennes ne soit suivi d'aucune situation dangereuse -, et qu' · une guerre civile n'y éclate pas ». Pékin exclut, à l'unisson avec Moscou, un retour - aux politiques et pratiques d'un passé récent - ; en clair, la Chine s'engage formellement à ne pas soutenir les Khmers rouges si d'aventure ils reconquéraient le pouvoir. Les deux parties acceptent la nécessité d'un - mecanisme international de contrôle » qui - pourrait - relever des Nations unies, mais le communiqué, s'il envisage la convocation à terme d'une conférence internationale, ne mentionne pas l'envoi d'une force inter-

Khmers formulé dans le communiqué relève donc du vœu pieux : l'URSS ne peut ou ne veut faire pression plus avant sur Hanot pour satisfaire l'exigence du prince Sihanouk que l'administration cambodgienne actuelle soit démantelée. L'impasse dans le règlement politi-que devrait donc perdurer.

### Retrait de troupes soviétiques

Dans ces conditions, le fait que la Chine ait accepté la tenne de ce sommet relève à la fois d'une vision plus large des nouveaux équilibres des forces qui se dessinent et de son analyse sur les limites de l'influence dont Moscou peut se prévaloir publiquement sur le Vietnam. Pour Pékin, les Soviétiques sont allés aussi loin qu'ils le pouvaient pour le moment. La pression internationale sur le Vietnam doit à présent prendre le relais de la volonté commune à la Chine et à l'URSS de voir le conflit cambodgien se régler. C'est vraisemblablement le sens de la lettre adressée le 3 février par le prince Sihanouk au nouveau secrétaire d'Etat américain. M. James Baker. dans laquelle l'ancien monarque appelle Washington à jouer - un rôle de plus en plus important et actif - dans la recherche d'un règle-

Si Pêkin n'a pas insisté pour que M. Chevardnadze rencontre le prince Sihanouk, c'est aussi que M. Deng est pressé de sceller cette réconciliation sino-soviétique. Le chef de la diplomatie soviétique a confirmé que Moscou continueraient à réduire ses effectifs militaires le long de la frontière chinoise. At total, ce sont 260 000 hommes qui seront évacués des secteurs frontaliers soviétiques, à quoi

s'ajoutent les trois quarts des forces soviétiques en Mongolie extérieure.

Les unités restantes seront res-tructurées selon un dispositif défensif », a ajouté le ministre soviétique en confirmant implicite ment, dans un petit clin d'œil aux reproches chinois, le caractère « offensif » qu'il revêtait par le passé. Enfin, Pèkin et Moscou envisagent de mettre sur pied des organismes conjoints en vue de réduire une tension frontalière qui, au demeurant, n'a plus rien à voir avec les affrontements armés d'il y a bientôt vingt ans sur l'Oussouri ou dans les hauts plateaux d'Asie cen-

C'est dans cette perspective que e place vraisemblablement M. Deng en accueillant en M. Gorbatchev un - camarade -, titre qui revêt bien plus de valeur aux yeux des Soviétiques qu'à ceux des Chinois (on se donne du - camarade - aussi bien à Talwan...). Après le retrait d'Afghanistan et l'évolution d'autres pays dont Pékin craignait qu'ils ne servent une stracraignait qu'ils ne servent une stra-tégie soviétique d'encerclement, à mencer par l'Inde, le poids de la confrontation sino-vietnamienne a fini par s'amenuiser dans l'ensemble rapports de forces aux yeux des

En même temps, sans le dire, la Chine n'est pas mécontente de la gène qu'occasionne ce rapproche-ment chez certains de ses partenaires du camp occidental, en parti-culier son voisin japonais, envers qui elle conserve une méliance sousjacente comme en témoigne le choix d'une personnalité de rang modeste, le ministre des affaires étrangères, M. Qian Qichen, pour assister aux funérailles de Hirohito. Dans ce contexte. Pékin juge probablement que ce n'est plus qu'une question de temps pour que le Vietnam s'ajuste de lui-même aux nouvelles réalités

FRANCIS DERON.

Après treize ans de brouille

### La première visite du président Chadli au Maroc concrétise le rapprochement entre Alger et Rabat

de notre correspondant

Pour la première fois depuis son ecession au pouvoir, il y a dix ans, le président Chadli se rend en visite officielle d'e amitié et de travail e au Maroc, lundi 6 février, pour quarante-huit heures.

Cette visite du chef de l'Etat algérien vient couronner un processus de rapprochement amorcé le 16 mai 1988, par la décision de renouer des relations diplomatiques au niveau sadeurs. Auparavant, les deux chess d'Etat ne s'étaient rencontrés, ès qualités, qu'à deux reprises, à Akid Lotfi, une petite localité situé sur la frontière algéromarocaine, le 26 février 1983 et le 4 mai 1987 en présence du roi Fahd d'Arabie Saoudite, qui n'a pas ménagé ses efforts pour réconcilier les deux voisins.

Les ponts n'avaient cependant jamais été complètement coupés entre les deux capitales et quelques discussions avaient eu lieu lors de rencontres internationales, pendant la longue période de brouille qui a obscurci les relations bilatérales durant plus de douze ans, après que Rabat eut décidé de rompre, en février 1976, ses relations avec Alger qui venait de reconnaître la République arabe sabraouie démocratique (RASD). Il est même avéré que plusieurs entrevues dis-crètes d'émissaires auraient dû aboutir à des entretiens Hassan II -Boumediène avant la mort de celuici. Deux tentatives capotèrent.

La première parce que le roi ne pouvait accepter l'idée de la créa-tion d'un Etat sahraoui, prônée par

Alger. La seconde parce que Boumediène faisait grief au souverain marocain de soutenir la position de l'Egyptien Anouar El Sadate après signature des accords de Camp David, en septembre 1978.

La tension devait du reste montes d'un cran lors d'accrochages frontaliers entre les forces armées royales et l'armée algérienne. La crise entre les deux pays allait connaître un nouveau paroxysme, alors que le président Boumediène était hospitalisé depuis le 18 novembre 1978, lorsqu'un avion militaire marocain largua an cap Sigli, sur la corniche kabyle, le 10 décembre, suffisamment d'armes et de munitions pour équiper quelques centaines

L'accession du colonel Chadli Bendjedid à la présidence de la République algérienne fut accueillie plutôt favorablement par le Maroc pien qu'Alger continuât de soutenir indéfectiblement le Front Polisario. Le conflit du Sahara occidental restait l'incontournable obstacle à l'amélioration des rapports entre les

Les deux « sommets » d'Akid Lotfi furent présentés par les Algériens comme un échec. Mais la rencontre du 4 mai 1987 semble bien, aujourd'hui, avoir été le réel point de départ du processus de rapprochement. Le premier geste de bonne volonté ne devait pas tarder. A l'initiative de l'Algérie, les deux pays procedaient, le 25 mai 1987, à un échange de prisonniers.

### La cause sahraouie

Les Algériens qui se montraient inflexibles sur la question sabraouie expliquèrent, après la reprise des relations diplomatiques, qu'en fait, le processus de règlement du conflit du roi Hassan II pour Londres, au mois de juillet 1987. Le souverain avait effectivement déclaré à la presse britannique que l'Algérie n'était pas « partie prenante » au conflit, mais » partie concernée ». La question du Sahara occidental

n'est pas réglée pour autant. Dans le cadre logique de l'amélioration des relations bilatérales, le roi Hassan II a participé au sommet de la Ligue arabe, au début du mois de juin 1988 à Alger, au terme duquel il a également pris part à la première rencontre « historique » des cinq chefs d'Etat maghrébins, le 10 juin, dans la résidence du président Chadli, à Zéralda. Ces deux sommets tombaient à point nommé pour banaliser ce qu'il faut maigré tout considérer comme un spectaculaire revirement diplomatique. Les Algérois ne s'y trompaient pas, qui faisaient au roi Hassan II un accueil chaleureux. Les youyous des femmes célébraient, en fait, la réconciliation avec le Maroc plus qu'ils ne saluaient l'arrivée d'un chef d'Etat.

Depuis la visite à Alger du roi Hassan II, les relations entre les deux pays n'ont cessé de s'améliorer. Le plus important protocole d'accord signé jusqu'à présent concerne un rapport technique éta-bli par une commission mixte sur la création d'un gazoduc devant relier l'Algérie à l'Espagne à travers le ter-ritoire marocain. Une société d'économie mixte devrait être prochainement créée pour réaliser ce projet qui permettra également d'al ter le Maroc en gaz algérien.

FRÉDÉRIC FRITSCHER.

### Le voyage de M. Dumas à Téhéran

nationale armée.

### La France et l'Iran veulent apurer le contentieux financier avant de relancer la coopération

TÉHÉRAN De notre envoyé spécial

Sur la route de l'aéroport, dans la Mercédes qui l'enmenait vers le centre de Téhéran, M. Roland Dumas a peut-être apercu les caricatures géantes qui, sur certains murs, rappellent l'époque - c'était hier où la République islamique maudis-sait dans un même élan tous les satans, petits et grands. On y voit en bonne compagnie, entre l'oncle Sam et le - traitre - irakien Saddam Hussein, M. François Mitterrand, chapeauté d'une grenade incendiaire. Images sarcastiques et dérisoires d'un passé franco-iranien, pas si loin-

### Une phase nouvelle

tain, qu'on s'applique pudiquement

de part et d'autre à oublier.

Car, entre Paris et Téhéran, le temps n'est plus aux anathèmes et aux rancœurs. Si, comme c'est probable, une sourde amertume persiste chez certains dirigeants traniens, ceux-ci donnent élégamment le change en honorant leurs hôtes français de larges sourires qui semblent aller au-delà des politesses d'usage. Le temps est au réalisme, à l'apurement des comptes, à l'inventaire prudent des intérêts mutuels. Francais et Iraniens affirment leur volonté de tourner la page avant d'envisager l'avenir ensemble. Tel est le principal enseignement qui se dégage de la première journée - la plus importante - passée dimanche 5 février à Téhéran par le ministre des affaires étrangères, au cours de laquelle il a fait un long tour d'horizon avec son homologue iranien, M. Ali Akbar Velayati, avant d'enchaîner trois entretiens avec plusieurs personnages-clés du égime: M. Ali Khaménéi, président de la République demanda en préambule au ministre : Avez-vous un lien de parenté avec Alexandre Dumas . -M. Hachemi Rafsandjani, président du Parlement, et M. Mir Hossein Moussavi, premier ministre.

Encore faut-il, avant de relancer

" purger », selon le mot de M. Dumas, le contentieux financier. Pour hâter cette délicate liquidation du passé. Français et Iraniens ont défini une méthode de travail et mis en place un dispositif. Première décision: la République islamique a désigné une personnalité de rang ministériel – dont le nom n'a pas été communiqué - qui sera chargée de mener à bien l'opération, et la France nommera prochainement à son tour un maître d'œuvre. Ces interlocuteurs auront pour tâche de coordonner l'apurement du contentieux financier : d'une part, le remboursement du reliquat du prêt ira-nien à EURODIF, d'autre part, l'évaluation des compensations dues par l'Iran aux entreprises françaises.

Les iraniens, souligne

M. Dumas, ont accepte la globalisa-tion du contentieux. Cela prouve leur désir de déblayer le terrain. Ils ont, en outre, l'air de vouloir aller vite. La France est disposée à examiner de manière favorable les mesures d'accompagnement sinan-cier des projets iraniens. Paris dépèchera un nombre important de missions pour explorer les besoins de l'Iran - M. Dumas n'a pas caché, neanmoins, que tout cela prendra quelque temps et que en tout état de cause, l'ouverture d'une phase nouvelle des relations franco-iraniennes suppose au préalable le règlement satisfaisant du contentieux. Alors, et alors seulement, la France pourra envisager d'accorder à Téhéran des crédits, notamment par la COFACE. En attendant, l'Iran demeure, aux yeux du gouverne-ment français, un « pays à risques ». Mais, ce qui prime aujourd'hui pour M. Dumas, c'est tout de même la nette volonté de l'Iran de faire appel à la France pour sa recons-

### Intensification des contacts politiques

Les deux pays vont également intensifier leurs contacts politiques. M. Dumas a convié son homologue iranien à venir en France. M. Rafsandjani invitera le président de l'Assemblée nationale, M. Laurent Fabius, à se rendre à Téhéran. tandis qu'une délégation parlemen taire francenne fera le voyage inverse. M. Dumas n'a évoqué, dimanche, avec ses interlocuteurs, ni le cas d'Anis Naccache, ce terroriste libanais condamné à la prison à vie, et qui réclame sa libération (le Monde daté 5-6 février), ni le sort d'Anie Esbert, l'infirmière française disparue en Iran en juillet 1988, et dont on est sans nouvelles. Le problème des droits de l'homme devait être abordé lundi matin, lors d'un second entretien avec M. Velayati.

### Le Golfe et l'Afghanistan

Deux sujets ont dominé dimanche la rencontre Dumas-Velayati : la situation dans le Golfe et l'Afghanistan. Sur le premier chapitre, M. Dumas a relevé tout à la fois un élément rassurant - le fait que ni l'Irak ni l'Iran ne veuillent railumer le conflit - et un facteur d'inquiétude: l'absence de progrès dans la négociation. Il a proposé à son hôte, pour sortir de l'impasse, que la liberté de navigation dans le Golfe, à laquelle Bagdad tient tellement, soit reconnue en même temps que les troupes commenceraient à se retirer aux frontières et que les travaux de déblaiement du Golfe reprendraient. Tout cela ne préjuge pas du statut final du Chatt-el-Arab. Prudent, M. Dumas a pris soin d'ajouter : La France ne veut pas s'entremet tre, mais seulement lancer des

Dimanche, après ses entretiens M. Dumas a rencontré la communauté française en Iran. Forte de deux cent quatre-vingts personnes, dont deux cent vingt deux doubles nationaux, elle comprend notamment seize religieux. Lundi matin, le chel de la diplomatie française devait rencontrer, outre M. Velayati, les ministres du pétrole et des industries lourdes. Il devait quitter Téhéran en milieu de journée, puis faire escale de quatre heures dans l'émirat de Kowelt, avant de regagner Paris en fin de

JEAN-PIERRE LANGELLIER,

# L'Espagne va faire des propositions en vue de la suppression des contrôles aux frontières

CEE

La Grande-Bretagne va faire objet de pressions accrues de la Communauté à propos du projet d'abolition des frontières en 1993. L'Espagne, qui préside la CEE jusqu'à la fin de juin 1989, doit en effet soumettre à ses partenaires un Livre blanc sur les moyens d'assurer la libre circulation des personnes sans nuire à la sécurité. Ce document fera l'objet d'un premier exa-men lors d'une réunion, le 22 février à Madrid, des responsables désignés par chaque gouvernement après le sommet européen de décembre à Rhodes, pour suivre ce dossier. Il en sera également question lors de la rencontre des ministres chargés du grand marché, le 27 février à Bruxelles et, vraisemblablement, au sommet de juin prochain à Madrid,

èté jusqu'à présent qu'ébauchées dans une lettre confidentielle adressée par Madrid aux ministres de l'intérieur de la Communauté. L'idée est de supprimer les fron-tières internes de la CEE en renforçant ses frontières externes, d'assonplir les controles tout en renforçant la sécurité au moyen d'une coopération policière et judiciaire plus intense. Madrid devrait proposer dures d'extradition (une idée que les Britanniques avaient rejetée en décembre au moment de leur querelle avec les autorités belges à propos d'un prêtre soupçonné d'appartenance à l'IRA).

Les Espagnols proposeront égale-ment un renforcement du groupe de

Trevi (qui réunit les ministres de l'intérieur et de la justice de la CEE), ainsi que la mise à l'étude de la proposition faite par le chancelier Kohl de créer une police fédérale européenne sur le modèle du FBI, pour combattre le terrorisme, la criminalité organisée et le trafic de

D'autre part, un diplomate espa-gnol a indiqué que Madrid souhai-tait adhérer à l'accord de Schenghen qui prévoit la suppression des fron-tières dès 1990 entre les cinq pays signataires (Belgique, Luxembourg, Pays-Bas, France et RFA). Ces pays ont notamment décidé de créer en commun un fichier de police infor-

### Rencontre entre M. Kohl et M. Gonzalez

Ces questions ont été abordées au cours des entretiens qu'ont eus MM. Kohl et Gonzalez dimanche s février près de Séville et qui devaient se poursuivre lundi. Les deux hommes ont également parié des futures négociations sur les armes classiques, qui doivent s'ouvrir début mars dans le cadre de la CSCE et des questions internes à l'OTAN. A cet égard M. Gonzalez, sans se prononcer directement sur la question de la modernisation des armes nucléaires à courte portée, a souhaité que l'OTAN examine la possibilité d'une réduction de ces armes; il a cependant rejeté l'idée d'une troisième « option zéro ».

### M. Richard Burt dirigera la délégation américaine aux négociations STAR?

M. Richard Burt a été nommé. jendi 2 février, chef de la délégation américaine pour les négociations américano-soviétiques sur les armes stratégiques (START), en rempla-cement de M. Stephen Hanmer. On ignorait cependant si M. Max Kampelman, conseiller au département d'Etat, qui supervisait toutes les négociations nucléaires et spatiales à Genève et qui a démissionné le 20 janvier, sera remplacé.

L'administration Bush a demandé récemment aux Soviétiques de

reporter la date prévue pour la reprise des négociations START (à la mi-février), de façon à laisser le temps à la nouvelle équipe de s'instalier. L'annonce de la nomination de M. Burt a surpris. Il avait fait ses adieux à Bonn, où il était ambassadeur depuis la fin de 1985, en laissant entendre qu'il partait diriger l'agence londonienne d'une société financière américaine. Le caractère tardif de sa nomination pourrait s'expliquer, selon le Washington

Post, par les critiques qu'elle a pu susciter. M. Burt est considéré comme assez sceptique, voire conservateur, sur les questions de désarmement. Cette attitude, lors de son arrivée à Bonn, lui avait valu des relations difficiles, avec M. Genscher en particulier. On fait valoir cependant que son expérience en RFA, c'est-à-dire sur la « ligne de front des questions de désarme-ment, de même que son tempéra-ment pragmatique l'ont conduit à tempérer ses positions.

Maintenant, FRANCE-INFO, c'est l'information continue 24 h sur 24...



mure de la table

erickers.

and the same

i indice

# Europe

### POLOGNE

# Ouverture de la table ronde entre le pouvoir et Solidarité

Ciaquante sept représentants du pou-voir, de l'opposition et de l'Eglise devaient ouvrir, handi 6 février, à Varsovie, les négo-ciations de la « table roude » sur les condi-

Solidarité a nommé vingt-cinq person-nalités, parmi lesquelles Adam Michuik, Jacek Kuron, Zhigniew Bujak et Jerzy Turowicz, pour ces discussions qui pour-raient durer six semaines. Selon Lech Walesa, le succès de la « table ronde »

dépendra de l'état d'esprit de la société polonaise. Celle-ci, d'après l'agence officielle PAP, aborde avec « apprend « optimisme prudent » ces pourpariers qui mettent fin à sept aus de rupture.

### Une page tournée

de notre envoyés spéciale

was and or profile

Action to the party of the part

The last to Make the same of t

PRESENTATION OF THE PROPERTY OF

R. Bartergell, To. 1- Lower Control of State of A STATE OF THE PARTY OF THE PAR

- \*\* - \*\* \* \*\* \*\* \*\* \*\* \*\* \*\*\* \*\*\*\*

THE PARTY OF THE BY

this make the a

Man . 174 197 22 22

the tops of transfer

per tie in begeifte fab. takers in any heigh

Section Commence providence of the

> ....

i \*\$0 = 0.7**€** 

Commence and the second

1 147 A 77 = 2

and the second second

in the second of

1. Sales 1

STATE OF

WHAT HET KATHERS

 $_{i,j}:=\{\omega_{i},\omega_{i},\omega_{i},\omega_{i}\}\in\mathbb{N}$ 

France of the second

Transfer & Park

The state of the s the second of the

Baromètre assez fiable de la hansse du coût de la vie, la somme inscrite au compteur des taxis de Varsovie, ces jours-ci, est à multiplier par douze – il y a six mois, c'était par sept. Devenus trop chers pour une partie des habitants de la capitale, les taxis se trouvent à refe. centi par partie des habitants de la capitale, les taxis se trouvent à présent dans la situation tout à fait inhabituelle pour cette ville d'attendre le client. Un étage entier d'un grand magasin de l'avenue Marszalkowska fait désormais son commerce exclusivement en dollars; on y trouve, il est vrai, des marchandises de fabrication occidentale. Un nouveau magazine polonais en langue anglaise, le Warsaw Voice, présentation et content tout ce qu'il y a de plus branché, offre les taux de change au cours officiel et à ceiui du marché noir, dont la différence va marché noir, dont la différence va de un à sept.

Pius que jamais, le dollar est roi. Contrastant avec la grisaille des files Contratant avec la grisaille des files d'attente et des rayons vides, de superbes Mercedes ou BMW dernier modèle transportent d'élégantes Polonsises emmitouflées dans leur vison, ou des hommes d'affaires à l'air sérieux. Car si la Pologne s'enfonce chaque jour un peu plus dans la crise, une minorité de Polonais continuent de s'enrichir, essentiellement grâce à des activités de production dans le secteur privé. « On se dirige vers une économie à deux vitesses », celle des riches et celle des pauvres, remarque un écocelle des pauvres, remarque un éco-

Ce ne sont là que quelques uns des paradoxes de la Pologne d'anjourd'hui, celle dont le premier ministre, M. Mieczysław Rakowie de la Pologne averiit qu'elle est « au bord de l'abime » Ce même premier minis-tre, comptabilisant le phralisme tre, companyment se parramente comme d'autres Finflation, énouçait il y'à little segantie devinit des chefs d'entrepires de son pays : « Même si nord introduisons 156 % de phara-Risme dans les syndicats et 200 % de pluralisme politique, ne croyez pas que les dollars commenceront à pleuvoir sur la Pologne. >

CORRESPONDANCE

Car c'est bien, semble 4-il, la prise de conscience de la gravité de la crise, brutalement révélée par deux vagues de grèves l'année dermère, qui a poussé les dirigeants du POUP (le PC au pouvoir) et de Solidarité vers la table ronde où ils devaient entamer, lundi 6 février, plusieurs vers la table ronde où ils devaient entamer, hindi 6 février, plusieurs semaines de négociations sur leur avenir commun. « Nous sommes condamnés à nous entendre », dit Lech Walesa, qui a accédé en moins de deux mois au statut tout à fait officiel de leader de l'opposition. Un staint auquel il a le bon goût de se conformer sans triomphalisme, face à des gens qui, comme le porteparole du gouvernement, M. Jerzy Urban, déclarait il y a encore un mois qu'il préférait « se pendre plutôt que d'être considéré comme un les

nots que il preferant « se penare pru-tôt que d'être considéré comme les ans de Walesa ». Il est vrai que les choses vont si vite anjourd'hui en choses vont si vite anjourd'hui en Pologne que plus d'un pourrait se faire piéger au petit jen des déclarations intempestives : M. Rakowski lui-même ne déclarait-il pas le 12 décembre dernier, dans une interview à Die Welt, que le rétablissement de Solidarité était inimaginable? Deux mois plus tard, il montait en première ligne devant le comité central du POUP pour convaincre ses collègues frileux de la nécessité de légaliser Solidarité...

### des Soviétiques

Verra-t-on bientit. pour rendre compte des discussions de la table ronde, M. Janusz Onyszkiewicz, le porte-parole de Solidarité, « extrémiste vendu à l'Occident », succéder à M. Urban au micro de la salle de conférences de la très officielle organisation interpress? Cela n'étonnerait plus grand monde à Varsovie, pas plus que l'interview accordée par Lech Walesa au magazine soviétique Novee Vremia, ou la visite faite en décembre par l'un des responsables de l'Institut soviétique d'Étades' sociologiques, Mes Zaslawskala, à Nowa-Huta, les aciéries de Crabovie, où elle a eu un entretien de deux heures avec la section de Solidarité. « Las Soviétiques respectent notre décision souveraine de le Calidarité neus a pectent notre décision souveraine de négocier avec Solidarité, nous a

déclaré un membre du bureau politi-que du POUP, M. Jozef Czyrek, et ils s'y intéressent énormément ». Ils s'y intéressent énormément ».

La page de la loi martiale ouverte par le coup de force du 13 décembre 1981 est tournée, affirment les dirigeants de Solidarité, qui se retrouvent aujourd'hui face à leurs anciens geôliers autour de la table ronde. « Nous avons tous mûri pour mettre fin à ces conflits », assure M. Stanislaw Ciosek, membre du bureau politique et l'un des principaux négociateurs du POUP. « Chirurgicalement, le 13 décembre était nécessaire. »

En fait, l'opération « chirargi-cale » du 13 décembre relève plutôt de la lobotomie sur une société qui, comme le héros de Vol au dessus d'un nid de coucou, avait été jugée trop agitée par ses médecins. Sept ans après l'intervention, la société polonaise est largement dépolitisée, cheutélée obnubilée par ses problèmes quoti-diens. Cet élément n'est sans doute diens. Cet élément n'est sans doute pas étranger, d'ailleurs, à la volomé du pouvoir d'attirer l'opposition dans des élections législatives antici-pées : personne ne s'attend à y voir Solidarité provoquer un raz de marée électoral, a fortiori si la pro-portion – minoritaire – de sièges susceptibles d'être remportés par

ropposition est fixée à l'avance, comme il en est fortement question.

Une visite a la section de l'OPZZ (syndicat officiel créé après la dissolution de Solidarité) dans une grande entreprise de Varsovie, celle des tracteurs Ursus, est à cet égard très instructive. On y trouve des délégnés de base, anciens membres de Solidarité, qui tiennent un langage beancoup moins enflammé que gage beaucoup moins enflammé que leur direction nationale et le prési-dent de POPZZ, M. Alfred Miodo-wicz, membre du bureau politique du POUP, parti en guerre contre le pluralisme syndical. Avant 1980, 90 % des 14000 employés d'Ursus étaient syndiqués, contre 30 % aujourd'hui. En 1981, 80 % avaient addrés augurdicat libra adhéré au syndicat libre.

Il n'y a plus ici de véritables conslits, et les délégués de l'OPZZ parient sans difficultés de leurs contacts avec leurs collègues de

Solidarité. « Ils ont plus la pêche, on voudrait bien les avoir dans notre syndicat », dit un délégué de l'OPZZ qui avone ignorer encore s'il motre synatum », an un desgue de l'OPZZ qui avoue ignorer encore s'il changera de syndicat si Solidarité est légalisé. Ce qu'ils craignent, ce sont de nouveaux conflits qui mettent en péril l'entreprise, déjà dans une situation difficile. « Il y a des jeunes. Ils ne sont pas comme nous, ils n'ont pas d'appartement, ils ne sont pas attachés à l'entreprise, et ils foutent le bordel, dit l'un des syndicalistes, Ryszard Zdanowski. Vous savez bien de quoi on a besoin en Pologne: de meilleurs salaires, des appartements et des magasins plus ou moins pleins ». La table ronde? Ils sont pour. « Mais ni Solidarité al nous ne sait quel va être le darité al nous ne sait quel va être le modèle syndical, et on commence déjà à discuter. Si on savait, ce serait mieux >.

L'incertitude sur les termes de la négociation inquiète aussi les jeunes du NZS, l'association indépendante des étudiants, dissoute sous la loi martiale et qui s'est reconstituée au grand jour l'an dernier. Le 27 janvier le NZS de l'université de Varsovie à élu sa direction et un nouveau deident Tomass Tieminski un président, Tomasz Zieminski, « un « faucon », mais responsable ». explique Alexandre, étudiant en his-toire. Les résultats ont donné 60 % aux « faucons », 40 % aux « colombes ». Marcin, vingt ans, se « colombes ». Marcin, vingt ans, se classe parmi les « faucons » tout court et voit « l'avenir en noir, un gros bazar ». Solidarlié devra bien payer quelque chose pour sa légalisation », dit-il, et cela pourrait susciter la création d' « un front commun contre Walesa ». Les élections ? « Si en décide à l'avance que l'opposion décide à l'avance que l'opposition ne peut pas avoir plus de 40 % des sièges, ce n'est pas le peine ». Quant à la mobilisation des étu-Quant à la mobilisation des etu-diants: « Vous savez, on n'est pas en 1980, peut-être 15 % des étudiants sont politiquement actifs. Et 50 % quitteraient la Pologne pour l'Occi-dent s'ils le: pouvaient ». Mais si moins de gens s'intéressent à la poli-tième qu'il y a ring ans disent-ils les tique qu'il y a cinq ans, disent-ils, les courants radicaux sont plus forts. La lobotomie n'a peut-être que partiel-

SYLVIE KAUFFMANN.

## ESPAGNE: espoir au Pays basque

# Une nouvelle rencontre entre les représentants de Madrid et ceux de l'ETA est prévue à la mi-février à Alger

BILBAO

de notre envoyé spécial

début du dernier zig-zag ».

De l'avoir tant répété en vain, on

nésite à y croire, mais l'espoir sem-

ble cette fois timidement renaître au

Il semble en tout cas avéré que

deux rencontres ont déjà eu lieu : la

première le 14 janvier, lorsque l'ETA a remis un plan de travail à

ses interlocuteurs, et la deuxième à

la fin de janvier, vraisemblablement

le 28. Fait encourageant, une troi-

sième rencontre est prévue pour la mi-février. Du côté de l'ETA, les

conversations sont menées par un de ses dirigeants historiques, Engenio Etxeveste, dit Antxon, assisté de

deux anciens membres du « com-

mando Madrid », Ignacio Aracama Mendia, alias Macario, et Maria

Belen Gonzalez. La délégation du

gouvernement comprend notamment M. Rafael Vera, secrétaire

d'Etat à la sécurité et numéro deux

du ministère de l'intérieur, ainsi que

M. Juan Manuel Eguiagaray, l'un

des principaux dirigeants, jusqu'il y a peu, des socialistes basques.

Depuis 1976, les négociations et

les conversations avec l'ETA out été

aussi nombreuses qu'infructueuses.

Entamés avec Txomin en 1986 et

ponsnivis avec Antxon, les contacts

s'étaient eux aussi interrompus il y a

bouleverser la situation : la trêve inconditionnelle décrétée par l'ETA

le 8 janvier dernier, pour quinze jours d'abord, pour deux mois ensuite. Le gonvernement allait sai-

sir la balle au bond. Moins d'une

semaine après la proclamation de la

trêve, M. Vera débarquait à Alger.

près d'un an, en février 1988. Depuis, un fait nouveau est venu

A propos de notre éditorial dans lequel nous écrivions que l'extrême droite allait être représentée pour la première fois au Bundestag (le Monde du 31 janvier), M. Emile Rikir nous écrit :

L'extrême droite

an Bundestag

Dès 1949, des représentants nazis entrèrent au Bundestag sous les étiquettes successives de Deutsche Reichspartei (Parti du Reich allemand), puis Sozialistische Reichpartei (Parti socialiste du Reich). Ils furent finalement expulsés du Bundestag vers 1951, en même temps d'ailleurs que le chanceller Adenauer demandait l'interdiction da Parti communiste (...).

Dès lors, affirmer que c'est la première fois que l'extrême droite entrera au Bundestag n'est pas conforme à l'histoire.

[La barre des 5 % n'étant instantée en RFA qu'il partir des describuses élections su Bundestag en 1953, certains groupescules furent représentés au premier Bundestag de 1949. A l'extrême droite de l'échiquier, le Deutsche Reichspartei (DPR), avec 1,8 % des voix, obtiet ainsi cinq députés. Ce partiregroupait des conservateurs et d'anciens nazis qui finent scission en La berre des 5 % n'étant instan regroupait des conservateurs et d'auciess unzis qui finent scission en octobre de la même sante pour fonder un parti plus radical, Suzinistische Reichspartei (SRP). Interdit en 1952, il n'ent januis le loisir de présenter des candidats au Bundestag. Des disigenats du SRP et du DRP fondèrent cette du SRP et de DRP fondèrent cette du SRP et du DRP fondérent cette même année le Deutsche Reichspartel, l'un des ancêtres du NPD, qui ac dépassa jamais les 1 % des voix ac Parti communiste Falors, le RPD, qui avait obtens 15 sèles et 5,7 % des voix en 1949, pout disparaitre du Bandestag en 1953 avec 2,2 % des voix, a été letroité en 1956.] interdit en 1956.]

DRSS: M. Sakharov à Bosse. — L'académicien soviétique Acides Sakharov ast arrivé dimanche 6 févrer à Rome accompagné de sa Semme Elena Bonner, il doit recevoir misroredi à l'université de Bologne le Har de docteur honoris causa.

politiques », tandis que le gouvernement refusait toute autre chose que des « conversations »! On parlerait donc de « conversations politiques ». La question de la composi-tion de la délégation envoyée par Madrid, autre motif traditionnel de bisbille, était elle aussi résolue : on Pays basque, après la reprise des conversations d'Alger entre émisenvoyait à la fois un membre du ministère de l'intérieur, comme saires du gouvernement espagnol et de l'ETA militaire. Comme l'affirme un nationaliste à Bilbao, M. Vera, selon le vœu du gouvernement, et un « politique », comme M. Eguiagaray, ainsi que le deman-« ce n'est pas encore la dernière dait l'organisation séparatiste. ligne droite, mais ce pourrait être le

### Un déblocage

Comment expliquer un tel déblo-cage? De part et d'autre, on affirme bien sur avoir maintenu ses positions et on attribue à l'autre l'essentiel des sions. Mais il est indéniable que la plus substantielle d'entre elles est venue de l'ETA, qui a renoncé à sa thèse traditionnelle selon laquelle seule la « pression armée » allait amener la reddition de l'adversaire. Les injonctions du gouvernement algérien - qui avait menacé d'expulsion les membres de l'ETA réfugiés sur son territoire s'ils ne reprenaient pas les contacts avec Madrid, – la lassitude évidente de la population basque face à la violence, les coups portés contre l'organisation séparatiste des deux côtés des Pyrénées, tout cela a joué son rôle même si, comme en l'affirme dans les milieux qui lui sont proches, « l'ETA a démontré sa capacité de recyclage face à l'offensive poli-

Depuis quelque temps, les diri-geants les plus lucides de Herri Batasuna, la coalition politique proche de l'ETA, affirmaient en privé que « le modèle latino-américain de querre populaire prolongée n'a pas de sens au Pays basque » et qu'« il s'agit de négocier tant que l'on peut obtenir davantage du gouvernement que ce qu'il veut nous octroyer ». Anjourd'hui, ils font valoir que leurs thèses se sont finalement imposées. Du coup, tous les obstacles d'ordre formel, qui semblaient la veille encore infranchissables, dispa-raissaient en un tour de main.

Reste que la reprise des conversations n'augure pas encore, loin de là, de leur succès. De part et d'autre, on

L'ETA exigeait des « négociations diffère même officiellement quant à de football où chacun voudrait jouer avec son propre ballon », selon l'expression d'un observateur. Pour le gouvernement, il s'agit de converser exclusivement à Alger des conditions de la libération et de la réinsertion dans la société des membres de l'ETA aujourd'hui en prison ou en

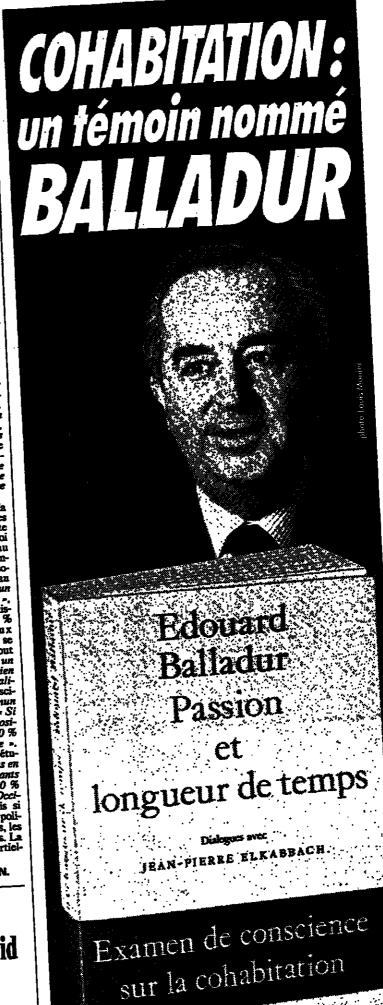
Du côté de l'ETA, en revanche, on se montre bien décidé à traiter, à Alger, des revendications politiques de l'organisation. - Si les négociations ne sont pas politiques, elles n'ont aucune chance de succès ». soulignent à l'envi les membres de Herri Batasuna.

Aussi s'agit-il de chercher, à Alger, une solution qui permette à la fois au gouvernement d'affirmer qu'il n'a fait aucune concession politique... et à l'ETA de prétendre qu'elle en a obtenu.

### Des compremis à l'étude

« Tout est affaire de volonté politique et d'imagination », soulignent les plus optimistes des deux camps. Des solutions de compromis sont même déjà envisagées. L'une d'entre elles, à deux volets, est concrète-ment à l'étude : les conclusions des conversations d'Alger ne porte-raient, comme le prétend le gouvernement, que sur la « reinsertion sociale » des prisonniers. Mais il serait fait allusion à l'ouverture de négociations entre toutes les forces politiques basques afin d'examiner de concert le futur de la région et. dans ce cadre, le possible exercice à moyen terme (entre dix et vingt ans) du droit à l'autodétermination. Le gouvernement maintiendrait ainsi sa position de principe tout en prenant en considération la revendication principale des indépendan-tistes. A condition, toutefois, que l'ETA cède progressivement dans cette deuxième phase la place à Herri Batasuna : une hypothèse qui ne déplaît pas d'ailleurs à certains dirigeants de cette coalition.

THIERRY MALINIAK.



372 p.

Sans doute le premier ouvrage rigoureux et modeste sur cet étrange épisode de notre vie politique: la cohabitation. A l'usage du grand public et des historiens...

Fayard

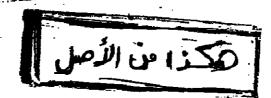
Elkabbach pose toutes les questions. Balladur répond avec précision et simplicité...

Un livre-dialogue assez exceptionnel...

Décidément, Édouard Balladur n'est pas tout à fait un homme politique comme les autres.

Georges Suffert, Le Figaro.

FAYARD



عَكذا من الأصل

M. Gaudin prendra-t-il sa revanche de 1983 ? Battu alors de peu, dans des conditions contesta bles, réussira-t-il, cette fois, à arracher la mairie à la gauche désunie ? Outre la perte de la deuxième ~ ou troisième, le débat est sans fin - ville de France. l'entrée de la droite à la mairie du Vieux Port symbofiserait un double déclin socialiste : déclin du PS dans les grandes métropoles (au profit des banlieues), déclin de la gauche, empêtrée dans ses divi-

# Les yeux fixés sur Marseille

sions fratricides, dans l'ensemble de l'ancien « Midi rouge », même si les demières élections ont vu la gauche reprendre de la vigueur.

Depuis les élections municipales de 1983 le paysage politique marseillais n'a cessé de se recomposer. Alors que, depuis les soubresauts de la Libé ration, il avait obéi à une grande permanence, il est entré dans une période de turbulences électorales traduisant une « crise de représentation politique » fiée aux mutations socio-économiques. En six ans. que d'événements et que de renversements de

lais n'avait été traversé, dans une aussi courte période, de tant de courants contraires : de la montée de la droite à l'émergence puis au déclin de l'extrême droite, de la perte puis de la reconquête de la majorité par la gauche à la confirmation du recul de l'influence communiste. Dans peu de villes, aussi, querelles personnelles et luttes de clans n'ont été aussi persistantes.

Marseille n'en finit pas de se lamenter de la mauvaise image que lui donnent ces disputes permanentes. Avec une sorte de masochisme, elle se com-

plaît même à exagérer ses défauts, à noircir un tableau qui s'est pourtant nuancé ces demières années. Mais la fragilité économique de la ville reste réelle, alimentée par une incompréhension persistante entre politiques et agents économiques. Une fragilité rendue d'autant plus spectaculaire par le dynamisme de Montpellier, à l'intérieur des frontières, ou de Barcelone, plus au Sud.

A Marseille même, le contraste est frappant entre le climat politique - détestable - le climat économique - maussade - et l'intensité de la vie culturelle. Si Marseille a réussi quelque chose, c'est bien son réveil culturel. Ce dynamisme-là montreret-il la voie aux autres secteurs ou restera-t-il un ilot de réussite dans le marasme ambiant ?

réfléchir plus d'un. Les idées ne

manquent pas. Ouvrir Marseille sur

l'avenir en y développant les techno-

poles. Rendre Marseille désirable

en avant entin ce que le Parti com-

muniste a toujours refusé aux socia-

listes, une véritable politique du tou-

risme. Redéfinir la vocation du port,

faire aussi de cette ville un lieu

d'expérimentation de nouvelles soli-

darités. Comprendre que l'immigra-

tion peut être aussi une chance.

Marseille est une ville plus souple

# La Canebière dans tous ses états

MARSEILLE de notre envoyê spêcial

Sur la Cancbière, les amusegueule de la politique sont déjà avancés. Marseille prépare ses élections municipales comme une partie de Tac-O-Tac, que la France traite avec dérision. Vigouroux-Pezet, faites vos jeux. Rien ne va plus! Tapie, Tapis Vert! Une chance au grattage pour Gaudin!

Marseille s'amuse, possédée par son tropisme, son Midi et son goût inné pour l'exotisme. Comme si la politique n'était toujours pour elle qu'un jeu. Comme si personne ne lui avait jamais expliqué qu'à trop iouefr, elle risquait bien un iour de tout perdre, qu'à trop se bafrer de ses amuse-gueule politiques, les plats de l'histoire risquaient pour longtemps de s'éloigner d'elle.

Marseille forte ». « Voir plus loin et plus grand », bien sûr ce ne sont pas les slogans tonflants et concurrents qui manqueront. Mais ne seront-ils pas réduits dans cinq semaines, une fois les mâts de Cocagne démontés, à l'état de vœux

Les hommes politiques de la deuxième ville de France peuvent-ils guérir de leurs mauvaises habique d'autres? Les Marseillais sontils prêts à entendre d'autres discours que ceux qui se développent endessous de la ceinture ? En un mot. Marseille peut-elle devenir enfin majeure? Tel est l'enjeu essentiel qui liera son destin.

Car Marseille est en mauvaise santé. Ses voyants rouges ne sont que trop voyants. Une ville qui perd ses habitants, 10 000 à 15 000 par an. Une ville abandonnée par ses entreprises qui ont fini par préférer alourdie par un tertiaire envahissant (75 % de son activité), atrophiée par un urbanisme débridé et une circulation sans plan. Une ville coupée de son cœur, le port qui a été pompé par Fos et ne subsiste plus qu'avec dans le ventre, la sonde du pétrole. Une ville endenée (7,5 milliards de francs, l'équivalent d'un budget annuel), contrainte aujourd'hui d'emprunter pour rembourser. Une ville frappée aussi par le chômage avec, plus grave, sur le marché, des ieunes sans qualificatiton. Sur 100 jeunes chômeurs se présentant aux bureaux d'emplois : 1 diplômé d'études supérieures, I bachetier, 98 sans le moindre certificat d'apti-

La faute à quoi ? La faute à qui ? La faute certainement à l'histoire, à la géographie puisque la première est souvent inscrite dans la seconde. L'histoire de cette décolonisation des années 50-60 qui fera perdre à Marseille son statut si privilégié de ville de transit. Le port s'écroule. La cité ne s'en est jamais remise. Exposée à 180 degrés vers la mer, coincée au nord par cet axe de montagnes qui la coupe de la Provence, Marseille s'est toujours moquée de ce qui s'est passé dans son dos. Par delà ses montagnes, l'économie a pros-péré. Les zônes industrielles se sont créées. Les nouvelles industries ont débarqué. L'étang de Berre s'est étendu. Marseille, elle, s'est isolée.

La faute aussi aux politiques et aux responsables économiques qui n'ont jamais réussi, à la différence de Lyon, à marcher main dans la main pour servir les intérêts de cette ville, mais qui auront réussi tout de

Aujourd'hui encore, ces deux mondes vivent dans leurs donjons, s'ignorent, ce qui est bien le drame de Marseille. Les premiers se plaignent de n'avoir pas en face d'eux des interlocuteurs économiques dignes de ce nom. A les entendre, la chambre de commerce ne gère plus que ses archives. Les nouveaux industriels arrivant ont une - menta-lité de coopérants -. Ne voulant pas s'impliquer dans la vie de la cité, les hommes d'affaires reprochent, eux, aux politiques, de faire trop de politique, de ne penser qu'à leur réélec-tion et - de n'avoir plus le temps de faire leur boulot -. Les uns et les autres oublient que pour le moins, les torts sont partagés.

Les hommes politiques marseillais ont en effet trop fonctionné sur le clanisme et le clientélisme, en s'appuyant sur ce triptyque solide : lecin, avocat, bantitisme,

Les hommes d'affaires marseillais, marqués par le poids de ces grandes familles bourgeoises, se sont, eux, trop souvent contentés de gérer leurs rentes en vivant dans leur petit cercle, ferme mais prospère. Les huiliers, savonniers, armateurs, sucriers, toutes ces grandes puissances traditionnelles de l'économie locale n'ont pas senti venir le vent tournant de la décolonisation, et préparé de nouveaux terrains d'expansion. Ils ont vécu comme au dixneuvième siècle en oubliant le

### Le véritable enjeu

L'exemple des relations de ces milieux d'affaires avec Gaston Defferre durant près de trente ans, qui continue fatalement de peser aujourd'hui, est tout à fait significasabilités. Pendant longtemps, une sorte d'alliance objective, de gentleman's agreement bien reflechi, régnera. Arrivé en 1954 à la mairie avec des centristes du MRP et les gaullistes, Gaston Defferre fera figure durant des décennies, pour ce milieu économique marseillais, de



rempart contre le communisme, contre ce parti communiste de Marseille des docks et du port qui navigue à l'époque entre 28 % et 30 %.

En échange, Gaston pourra toujours compter sur leur tranquillité et leur soutien. Une paix armée qui durera jusqu'en 1977, quand, pour être conforme à la politique décrétée à Paris, la mairie de Marseille se mettra à l'heure de l'union de la gauche. On peut se demander avec le recul, si ce pacte de non-agression n'a pas endormi Marseille.

Il y a, en effet, quelque chose de subjuguant à voir, Gaston Desserre ministre de Guy Mollet, se compor-ter en homme d'Etat en défendant sa loi de décolonisation de 1956, et ne pas se rendre compte qu'il est dans le même temps en train de scier la branche sur laquelle il est assis en ne voyant pas les implications fatales pour sa ville.

Les industriels marseillais ne bougeront pas. Le boum sur l'immobilier consécutif au rapatriement, dans les années 60, des Français d'Algérie, endormira tout le monde.

Les bourgeois marseillais en ont profité, mais ce ne sera pour eux que le début de la fin. Dix ans plus tard, ce milieu d'affaires ne réagira pas non plus, lorsque Gaston Defferre refusera à Marseille la création d'une communauté urbaine. Tragique erreur qu'il est devenu aujourd'hui impossible de rattraper, et dont Marseille se mord encore les doigts. Gaston Defferre ne voulait pas être pris dans le nœud de la cein-

ture rouge des communistes des communes environnantes.

Cette communauté urbaine ne s'est jamais réalisée. Les entreprises ont répandu leur manne sur Vitrolles, Berre ou encore Les Pennes-Mirabeau. Marscille est passée à côté. Alors, comment aujourd'hui alléger le poids de l'histoire et des habitudes? Comment amener les Marseillais à regarder en face leurs problèmes?

Les milieux industriels attendent, à l'occasion des élections municipales, « l'impulsion politique capa-ble de provoquer l'étincelle. » Beaucoup de Marseillais sentent aussi. confusément, que leur ville ne peut plus en rester la. Que Marseille se meurt de sa mauvaise image de marque. Qu'à l'aube du vingt et unième siècle, Marseille ne peut rester la ville du Pastis et du foot.

### Concurrence du voisinage

Les Marseillais, commencent à souffrir de la concurrence de villes comme Montpellier, Nice, Lyon, Grenoble. Ils risquent de souffrir encore plus demain de la concurrence de Barcelone ou de Gênes, qui revendiquent à leur tour la première place portuaire sur le pourtour méditerranéen. Marseille va-t-elle devenir Naples, ville en perdition dans le cul-de-sac de l'Europe, ou parviendra-t-elle au contraire, à se préparer à sa façon, à l'Europe de 1992 en s'imposant comme la - Porte du Sud ».

Tel est bien le véritable enjeu qui commence à Marseille à en faire

qu'il n'y paraît. Ce problème de l'immigration maghrébine y est déjà moins sensible qu'hier. Sortir enfin Marseille de son isolement en songeant à un redécoupement, en privilégiant l'axe Lyon-Marseille. On attend aussi que Paris défende Marseille dans l'Europe, moins tard qu'il ne l'a fait pour Strasbourg. Qu'il débloque le projet de liaison fluviale Rhin-Rhône. Bref, que Paris comprenne aussi que « la France a besoin de Marseille -. Les candidats à ces élections municipales seront-ils enfin à la hauteur de ses attentes? Sauront-ils sensibiliser la population à tons ses délis? Ce sera la première campagne municipale sans Gaston. C'est plus important qu'il n'y paraît. Enlin, un véritable débat pourrait

s'instaurer pour cette campagne. En 1983, Jean-Claude Gaudin, il en convient lui-même, - n'était pas prêt . Ce n'est qu'après la disparition de Gaston Defferre en 1986. que la chambre de commerce s'aventurera à éditer enfin un contre-projet économique pour la ville, digne de ce nom.

Les candidats d'anjourd'hui sauront-ils faire autre chose que flatter ce nationalisme marseillais sans lequel ils se sont toujours dit qu'ils ne pourraient pas être élus ?

Jean-Claude Gaudin depuis quinze jours, répand son « Projet pour Marseille ». Ses listes seront ouvertes à des socio-professionnels, Il veut que cette campagne - soir l'occasion d'un travail d'explication », afin de provoquer la rupture avec la gestion socialiste, et donner à la ville « un souffle nouveau ».

Michel Pezet ne croit pas à cette - ouverture-gadget - aux socioprofessionnels, mais revendique - un *éritable choix de société* • pour Marseille. Lui aussi pense qu'il s'agit aujourd'hui • de tirer Marseille par le haut ». • Les Marseillais, explique-t-il, ont besoins de solutions concrètes. Les hommes politiques ne redeviendront pas crédibles avec des affiches disant qu'on est le plus beau et le plus fort. Moi, je ne peux gagner cette élection que s'il y a une prise de conscience complète de la réalisation. »

Dans quelques jours, le candidat PS éditera à son tour son projet, fortement inspiré des contributions

Au moment où bon nombre de patrons marseillais révent, eux, au contraire, d'une entente Vigouroux-Gaudin, alliance de centre droit et du centre gauche comme au bon temps de Gaston, - seule possibilité intelligente disent-ils, pour la ville ., Jean-Claude Gaudin et Michel Pezet se trouvent encore solidaires pour critiquer le troisième homme, celui qui est dans la place, Robert Vigouroux.

### Loin du désert culturel

de notre correspondant

Le terrain cultural est probablement celui cui, pendant la campagne électorale, offrira le moins de prise à l'opposition pour critiquer la gestion municipale des socialistes marseillais, il est vrai qu'on est parti de presque rien, voici vingt ans, mais il est bien fini le temps où l'on se lamentait en disant « qu'il ne se passait rien à mar-

Où l'unique théâtre quotidien, porté par la foi d'un Michel Fontavne, mourait lentement d'anémie face à une poignée d'inconditionnels désolés - dans la quasi-indifférence générale ; où la culture théâtrale des Marseillais dépendant des hasards de tournées qui faisaient escale dans l'unique salle du vieux Gymnase, inchangé depuis le Directoire ; où les mélomanes se déplaçaient sans se lasser pour écouter Beethoven ou Tchaikovski, mais où la salle des concerts classiques voyait les abonnés fuir dès que Ravel ou Debussy - ces modernes - étaient au pro-

La génération qui atteint le demi-siècle aujourd'hui a connu dans les années 60 ces soirées désespérément vides - où pas un seul spectacle digne de ce nom n'était à l'affiche — et qui valaien à Marseille sa réoutation de grande

domaine : Marseille souffre du manque flagrant d'un auditorium, réritable serpent de mer de tous les projets d'urbanisme depuis vingt ans et qui disparaît régulièrement au moment de la réalisation, obligeant la saîle de l'opéra et ses mille sept cent cinquante places à une double fonction et, une double programmation. La ville manque aussi d'une salle de grande capacité pouvant accueillir des specta-cles de variétés obligeant jusqu'ici le public des jeunes (qui voit enfin un Zénith se profiler à l'horizon) à se réfugier de chapiteaux en halls de foire dans des conditions de

confort, de sécurité et d'acousti-

que plus que précaires. Il est vrai aussi que cette ville où les ballettomanes sont nombreux, et en dépit de la présence depuis 1972 du Ballet de Marseille Roland Petit (devenu national en 1981), voit le dossier de l'Ecole nationale de danse, dont les financements Etat-région-ville sont prêts, devenir l'enjeu des rivalités actuelles entre « frères ennemis » socialistes. Au point d'avoir été bloqué au niveau des crédits de fonctionnement lors d'un récent conseil municipal où les élus PS hostiles à M. Vigouroux l'ont mis en minorité sur un projet que l'on sait cher à Edmonde

films nouveaux sur les écrans de la ville. De multiples salles - y compris dans le trop fameux quartier nord, impossible à citer tous -assurent le relais des théâtres institutionnels et la dispersion géographique des lieux culturels traverse

### L'été de la cité phocéenne

Marseille ne connaît plus depuis des années le « désert culturel estival ». Le politique initiée dans les années 70 par les festivals de quartiers regroupés sous l'appella-tion Marseille en fête a été amplifiée ces demières années, sous l'impulsion de Dominique Wallon. dans le cadre de l'Eté marse ensemble de manifestions qui font alterner spectacles invités et crés-

Si l'Opéra, l'un des deux piliers de ferveur populaire (l'autre étant l'OM), reste le cœur de la vie musicale avec ses cent dix représentations par an, dont cinq crés-tions (1), auxquelles l'adjoint responsable, M. Marcel Paoli, a voulu conserver l'accessibilité au plus grand nombre, (les places les plus chères sont à 130 francs), le relais est bien assuré. Le Nouve Orchestra philharmonique dirigé par Janos Furst et l'Ensemble orchestral confié à Jean Lebert s'v quartier de la corte d'Aix vient mois ans.

comme directeur des musées a permis de mettre en valeur le patrimoine artistique marseillais sans pour autant négliger les opérations de prestige telles l'exposition « La nianète affolée » qui ressemble à la Vieille Charité. - où sont désormais regroupées les collections permanentes d'archéologie - un ensemble exceptionnel d'œuvres surréalistes et draina plus de cinquante mille visiteurs. Quant au musée d'histoire, créé tout spécielement en bordure des vestiges arecs de la Bourse. il est devenu un des hauts lieux de la mémoire de Marseille. La prochaine étape sera la création d'un musée d'art moderne, qui s'impose compte tenu de l'exiguité du musée Can-

Le présent, dans le domaine des arts plastiques et graphiques, est la création d'un musée des arts decoratifs au château Borely, qui accueille la collection Chanel l'instaliation d'un institut international de la mode sous l'impulsion de Marilyne Vigouroux, l'épouse du maire; et le projet de création d'une maison de l'image à la Vieille Charité. La création, dans le quar-tier Belsunce en pleine rénovation. d'une grande bibliothèque de proximité, complémentaire de la bibliothèque Saint-Charles, véritable « vitrine grand public », viendra compléter l'action des bibliothèques de secteur (Merian au nord, Bonneveine au sud), bientôt renfor cées par deux nouvelles créations.

\* et politique d'associations régulièrement tidées : pour la recherche et la ville « la plus aculturée de France ». Cette péripétie, pourtant, • Cet homme, c'est du gachis », résume le premier. Un dissident, irocréation musicale, le Groupe de Auiourd'hui il faudrait être de mau-And the state of t n'entache pas un bilan globalement musique expérimentale, le Groupe Marseille est ¢ revenue de vaise foi pour ne pas mesurer le positif, un soutien aux compagnies loin », c'est certain, en matière de culture. Mais les résultats d'une de recherche et d'improvisation, ou nise le second. Il est fait pour faire travaillant au sein de Marseillepour la programmation de concerts, les Amis de Saint-Victor, de l'économie comme moi pour faire Même le « Projet pour un million Objectif Danse étant assuré. politique qui ne résulte pas de décide la chirurgie dentaire. Campé sur de Marseillais », que M. Jean-Claude Gaudin a généreusement fait distribuer pour établir un bilan-L'action culturelle est même Marseille-Concerts ou la société de sions administratives, mais d'un ses trois années de gestion. Robert bien souvent au cœur des opéramême à se tromper en même temps. musique de chambre. Le conserva-Vigouroux cultive son image de père dialogue entre les « politiques » et tions de réhabilitation et de recontoire national de région, avec à sa les « artistes » par l'intermédiaire tranquille en s'exposant le moins A TOTAL PROPERTY. catastrophe condamnant trente quête du cadre de vie des Marseiltête Pierre Barbizet, trouve dans le d'un office de la culture, se font possible, et investit le créneau de années de defferrisme, n'est pas parvenu à dresser, pour la culture, lais. Marseille, qui consacre 7,5 % de son budget à la culture, compte Centre provençal musique anima-tion/sud musiques une association 1 Air sentir plus nettement encore l'apolitisme. Il se propose de rassem-blet « tous ceux qui s'intéressent à depuis queíques années. C'est que, l'équipement des tableaux apoca-lyptiques qu'il peint dans les domaines de l'équivalent, de l'écoaujourd'hui - qui l'eût cru ? - une vingtaine de théâtres en activité complémentaire qui, en quinze lieux disséminés dans la ville, dans ce domaine, il faut sept à dix la vie économique de Marseille ». ans pour qu'une politique de fond A ce petit jeu, ce combat municipermanente. L'arrivée de Marcel produise au grand jour ses résulpal risque de tourner à la bataille de Don Quichotte et de Sancho Pança Maréchal et l'ouverture - en 1981 enfants et adultes ; la création d'une cité de la musique dans le nomie, des finances, de la sécurité. ou de la circulation, où reviennent du Théâtre national de la Criée And the second s comme un leitmotiv les mots contre le moulin à vent de l'hôtel de (un des plus modernes d'Europe) a JEAN CONTRUCCE « dénaturé », « épouvantable », ville où se réfugie Robert Vigoud'être décidée. Elle ouvrira dans eu, en dépit des Cassandres, un roux. Et Marseille risque d'être en effet d'entrainement ». il est des (1) On peut lui reprocher peut-être un manque d'audace du côté des créa-tions contemporaines. Certes, un bilan n'est jamais définitive la grande perdante! Le passage de Germain Viatte The second secon pleinement satisfaisant dans pareil trales dépassent le nombre de (qui vient de rejoindre le Louvre) DANIEL CARTON. and the THE PARTY

ಾ ಆ ವರ್ಷವರ್ಷ ಕನ

A STATE OF THE STA

The second secon

### des municipales

### Les surprises du théâtre politique marseillais

MARSEILLE

de notre correspondant régional

M. Defferre s'en sort grace au charcutage électoral . avait dit Jean-Claude Gandin, le chef de file de la droite marseillaise an soir du deuxième tour des élections municipales de 1983. En raison du découpage de la ville par secteurs et bien que majoritaire en voix, la victoire lui a échappé d'un souffle. Mais, pour la première sois depuis trente ans, le système desserriste, transformé par l'alliance « historique » entre le PS et le PC, a été profondément ébranlé. La conquête de la mairie par la droite devient, à terme, une perspective crédible. Depuis cette date, pourtant, au gré de six scrutins successifs et de changements d'hommes imprévus, les alter-

natives n'ont pas manqué. Le premier changement d'importance est la brusque irruption du Front national dans la vie politique française à l'occasion des élections européennes de juin 1984. L'effet Le Pen joue à plem dans les départements littoraux de la région, et, à Marseille, le score du FN atteint, d'un coup, 21,42 % des suffrages exprimés, contre 11,20 % sur le plan

### Tentatives de déstabisilation

La gauche, elle, régresse fortement et pour la première fois n'est plus majoritaire (35,40 % contre 56.04 % à la droite et à l'extrême droite). Mais en son sein, pour la première sois également, le rapport de sorces s'est inversé entre le PS et le PC au détriment de ce dernier, qui perd plus de 10 points par rapport aux législatives de 1981. Les élections cantonales de mars 1985 vont confirmer ces tendances. L'opposition a serré les rangs en présentant le plus grand nombre de candidats uniques face à ceux du Front national. Au premier tour de scrutin, le parti lepéniste accentue néan-moins sa poussée. Il recueille 26,24 % des voix, alors que l'UDF et le RPR stagnent et que le PC recule encore, tandis que le PS se redresse

La droite est, cette fois, confrontée à un problème d'envergure avec l'extrême droite, qui arrive en tête dans quatre cantons sur les dix renouvelables de la ville. Jean-Claude Gaudin se refuse à pratiquer la . politique du pire . et, tout en excham un accord global avec le FN, se déclare favorable à des arrangements » que les responsables nationaux du RPR refusent. L'ex-PR Jean Roussel fait cep dant tomber, dans le deuxième canton, le leader marseillais du parti gaulliste, Hyacinthe Santoni. Il est aussi le seul élu départemental du FN en France.

La vie politique marseillaise sera alors dominée, à droite, par les pres-sions grandissantes du Front nationai sur Jean-Claude Gandin et à gauche par une grave crise interne du PS. Les socialistes se déchirent. d'abord, au sujet d'une « affaire des cartes - qui dégénère, ensuite, en un conflit de « ponvoir » opposant Gaston Defferre à son ex-dauphin Michel Pezet et leurs partisans respectifs. C'est dans ce contexte que se déroulent, à la proportionnelle, les élections législatives et régionales de

mars 1986. Elles sont surtout caractérisées par le maintien, à un haut niveau, de l'audience du FN (24,37 % des suffrages exprimés aux législatives et près de 25 % aux régionales) et la dégradation persistante des positions du PC. qui touche le fond avec 13,26 % des voix aux législatives. Le parti lepéniste a quatre députés, soit autant que l'UDF.

En dépit de ses luttes intestines, le PS fait bonne figure, et, s'il perd, avec le PC, la majorité au conseil régional, il obtient, de façon inespérée, avec 26,18 % des voix, cinq sièges de députés sur seize. Quant à la droite, elle subit encore une éro-sion de ses voix (31,83 % au lieu de 33,82 % aux cantonales et 34,62 % aux Européennes) duc à la margina-

### Des listes communes PS-PCF

Le PS et le PCF des Bouches-du-Rhône ont conclu, jundi 6 février, un accord en vue des municipales. Selon les responsables de ces deux partis, cet accord devrait leur permettre de « mener une campagne unitaire pour conserver Marseille à gauche. Selon les termes de cet accord, à Marseille, les commu-nistes ne conduiront qu'une des listes communes, dans le huitième secteur (15° et 16° arrondissements). Le PCF sera en deuxième position dans quatre secteurs.

# lisation du RPR. Non seulement elle

ne peut plus espérer l'emporter, seule, aux futures élections municipales, mais elle doit composer avec le FN pour former une « majorité de gestion » au conseil régional. Auparavant, la disparition brutale

de Gaston Defferre va créer une situation nouvelle, dont les effets n'apparaîtront qu'à retardement, dans le camp socialiste. Dans la soi-rée du 5 mai 1986, le maire de Marseille livre et perd sa dernière bataille lors de l'élection du nouveau premier secrétaire de la sédération du PS des Bouches-du-Rhône (son candidat, l'Aixois Jean-François Picheral, est battu par celui de Michel Pezet, Yves Vidal). Victime d'une chute en rentrant à son domicile, il décède deux jours plus tard.

Son successeur, Robert Vigouroux, n'a été désigné qu'à la faveur d'un concours de circonstances qui s'est retourné contre Michel Pezet. Sans grade ni notoriété particulière dans le parti, il fait figure de maire de transition. Sans que l'on soup-conne, encore, sa volonté de se maintenir dans ses fonctions au-delà du demi-mandat qu'il doit accomplir. Son accession au pouvoir n'a pas fait cesser, au demeurant, la lutte d'influence que continueront à se livrer, des mois durant, defferristes - regroupés autour du député Philippe Sanmarco - et pezetistes.

L'élection présidentielle de 1988 porte au zénith l'influence du Front national. A travers le score réalisé, le 24 avril, par Jean-Marie Le Pen (28,43 % des suffrages exprimés), il devient la première force politique à Marseille en obtenant plus de voix que l'UDF et le RPR réunis 102 541 contre 100 899). Le présiient du FN jette aussitôt son dévolu sur la ville, aux législatives sui-vantes, imité dans le département par ses deux principanx lieutenants, Jean-Pierre Stirbois et Bruno Mégret. Le Pen élu, la mairie serait à sa portée.

An premier tour de scrutin, la droite et le Front national sont au coude à coude. Mais, en dépit d'un retrait réciproque, au deuxième tour, entre les candidats du FN et de l'URC - dont le caractère - spontané - ne fait pas illusion, - la guillotine du scrutin majoritaire est fatale à l'extrême droite, dont tons les représentants sont battus. Trois mois plus tard, aux cantonales de septembre, le FN, qui a traversé, lui aussi, une crise interne, dégringole de plus de 9 points et la gauche redevient majoritaire à Marseille.

La guerre socialo-socialiste qu'aucun médiateur n'a pu conjurer entre M. Vigouroux et M. Pezet a fait en revanche les délices de la droite. Ajoutée à l'effondreme Front (9,94 % des voix) au premier tour de l'élection législative partielle de la sixième circonscription des Bouches-du-Rhône, elle semblait redonner toutes ses chances à Jean-Claude Gaudin. Mais la victoire surprise de Bernard Tapie sous les conleurs de la majorité présidentielle politiquement récupérée par M. Vigouroux – a de nouveau modi-fié les données de l'élection municipale. En attendant le prochain coup de théâtre...

GUY PORTE.

# Déjà des accrocs à l'accord PS-PC

M. Jean Lacombe, député socialiste de l'Hérault, a annoncé, dimanche 5 sévrier, qu'il conduira « une liste de rassemblement » à Sète, en opposition avec - la décision prise à Paris - qui prévoit de donner la tête de liste à M. François Liberti (PCF). Selon M. Lacombe, - cette décision a été prise sur le tard à la suite d'un accord d'appareils politiques qui ignorent la réalisé locale ».

A Thionville (Moselle), un ancien député PS, conseiller régio-nal, M. Robert Malgras, a formé sa propre liste contre le maire communiste sortant, M. Paul Souffrin, dont il est l'adjoint. Le deuxième de cette liste est M. André Lacroix, conseiller municipal indépendant qui a été membre du RPR jusqu'en 1986. A Aurillac (Cantal), la rupture entre les deux partis a été annoncée officiellement par le maire sortant socialiste, M. René Souchon.

Dans le Cher, la situation est blopuée à Bourges et à Vierzon, municipalités détenues par le PCF, où les partenaires som en désaccord profond sur la composition des listes. A Saint-Florent-sur-Cher, le Parti

Cinquante, soixante, soixante-dix? Ou plus encore? Va-t-il y avoir une inflation de primaires entre le PS et le PC aux élections municipales ? De part et d'autre, la tendance serait plutôt au durcissement « autonomiste » depuis la déclaration commune du 3 février qui masquait mal un désaccord entre les anciens partenaires de l'union de la gauche (le Monde daté 5-6 février).

communiste présente une liste conduite par un conseiller général, M. Roger Jacquet, contre le maire sortant, M= Jeanine Gourier, exclue du PCF pour avoir soutenue la can-didature présidentielle de M. Pierre

### « Merci Georges Marchais! »

A Bègles (Gironde), la section socialiste a confirmé sa décision de présenter une liste homogène face au maire communiste sortant, M. Bernard Moncla, sous l'appellation majorité présidentielle, conduite par le journaliste Noël

M. Robert Jarry, maire du Mans, exclu vendredi du PCF, a déclaré,

samedi : « Je suis exclu car je suis partisan de l'union et que j'ai reussi. C'est uniquement ça qu'on me reproche. - En présence des élus municipaux de gauche, dont treize des vingt-cinq communistes et appa-rentés, M. Jarry a ironiquement remercié Georges Marchais d'avoir - créé l'événement au Mans, ville parmi les plus sures de France et où l'on paie le moins d'impôts. M. Marchais ayant d'ores et déjà moncé que la liste conduite par M. Daniel Boulay, premier adjoint communiste, qui dirige la fédération du PCF, se maintiendrait au second tour, M. Jarry a affirmé: · C'est une prime à la droite. On fait tout

Pour sa part, la fédération du PS du Rhône a demandé la démission

pour battre la gauche, et c'est

du conseil municipal de Villeurbanne de M. Stephane Boudoyan, qui se présente sur une liste UDF dans un arrondissement de Lyon, et a annoncé son exclusion du Parti

Invité, dimanche, du « Forum RMC . M. Olivier Stirn, ministre du tourisme, a estimé que le PCF et le PS • ont en commun l'essentiel, les valeurs de gauche », en ajoutant : • Il n'y a pas de divergences nouvelles entre le PC et le PS sur le fond des choses. Par conséquent, au deuxième tour, personne ne conteste qu'il y aura l'alliance républicaine qui date de dizaines d'années. A deux jours de la réunion du comité central du PC, M. Charles Fiterman a déclaré sur Radio-J: - Pourquoi ne pas se retrouver [avec les socialistes] sur le plan local pour gérer les communes? (...). C'est peutêtre aussi le seul moyen de préserver la possibilité de se retrouver demain à d'autres niveaux, pour des objectifs plus ambitieux, cur nous n'avons pas exclu du tout la perspective de nous retrouver dans un gouvernement avec les socialistes.

### Paris: les Verts contre le «RPR-Gargantua»

Les Verts ont à leur tour fait connaître, jeudi 2 février, le nom des vingt têtes de liste du mouvement giste aux municipales dans la capitale. Parmi elles, figure M. Marc Jolivet, comédien et humoriste, qui se présente dans le cinquième arrondissement, sace à M. Jacques Chirac, afin d'expliquer à ce dernier que l'a on peut gérer une ville dans la bonne humeur. Candidat dans le douzième arrondissement, M. François Breteau se présente, pour sa part, en qualité d'ancien président d'une association dont un bateau a été coulé par un gouvernement français », faisant ainsi allusion à l'attentat contre le Rainbow Warrior qui naviguait sous les couleurs du mouvement Green-

Au cours de leur campagne, les Verts entendent essentiellement dénoncer le «triste bilan» de la municipalité et la « dictature » exercée, selon eux, par M. Chirac sur les Parisiens. Ils souhaitent que les électeurs leur accordent une représentativité suffisante pour qu'ils puissent mener l'opposition face à un « RPR-

Gargantua » et une gauche « qui laisse faire et ne propose aucune vraie solution . Le mouvement écologiste ne dispose, en effet, que d'une seule représentante au sein de la municipalité sortante : M= Laure Schneiter, conseiller d'arrondissement dans le quinzième arrondisse Les vingt têtes de liste des Verts

sont les suivantes : le arrondissement : M= Gisèle Chaleyat; 2 : Mm Isabelle Erlich; 3: Mm Marie Lantier; 4º : M= Marie-Thérèse Pagel; 5e: M. Marc Jolivet; 6e: M. Yves Godard; 7º: M. Guy Cambot . 8: M. Jean-Pierre Gauzère; 9: ; M. Frédéric Faure; 10: Mes Evelyn Ferreira; 11: M. Pierre-François Didier; 12º M. François Breteau; 13° M. Pierre-Alain Brossault; 14 M. Jean-Louis Vidal; 15° M= Laure Schneiter, conseiller d'arrondissement; 16: M. Olivier Hutin; 17: : M. Xavier Knowles; 18: M. Jean-Luc Dumesnil; 19: : M. Jean-Félix Bernard; 20 M. Robert Bryche.

### Les rénovateurs communistes seront présents dans 147 villes il escompte doubler le nombre de ses Les responsables du Mouvement élus lors des municipales.

des rénovateurs communistes (MRC) ont indiqué, mer-credi la février, leur présence dans cent quarante-sept villes de plus de cinq mille habitants. Dans soixantequatre communes, le MRC devrait participer à des listes de rassemblement de la gauche et dans trentedeux autres conduire eux-mêmes les

En cas de primaires entre le PS et le PCF, ils s'allieront selon les cas aux uns ou aux autres, ou encore à la Nouvelle Gauche de M. Pierre Juquin, aux Verts ou à des socia-

Les rénovateurs s'en sont pris à l'attitude totalitaire et à la mesquinerie brejnévienne - du PCF, qui refuse que soit mentionnée sur les listes de rassemblement de la gauche leur identité de « communistes. C'est le cas notamment à Tonlouse, où M. Claude Llabrès, coordonnateur national du MRC et conseiller municipal sortant, figure sur une liste de rassemblement. Le MRC revendique soixante et

onze maires et plus de deux cents conseillers municipaux sortants, principalement dans des petites villes. Selon M. Gilbert Wasserman, un des responsables du mouvement,

Les rénovateurs communistes s'inquiètent du silence à leur égard de M. René Lamps (PC), maire sortant d'Amiens. Ils ont diffusé mercredi le février, une lettre ouverte qui lui est adressée, dans laquelle il rappelle les demarches qu'ils ont

faites dans sa direction mais qui sont restées vaines depuis le mois d'octobre. Le 26 novembre dernier. M. Lamps avait déclaré dans une interview au Courrier picard qu'il souhaitait • une liste d'union •, précisant, en ce qui concerne les renovateurs, qu'il n'allait « donc pas mettre d'interdits». Cette relative ouverture d'esprit de M. Lamps pourrait bien avoir été mise en veil-leuse par M. Maxime Gremetz, ancien député de la Somme et membre du secrétariat du comité central du PCF. Le maire d'Amiens propose en effet aux rénovateurs communistes d'abandonner leur référence au communisme et d'être pris sur le contingent socialiste dans une éventuelle liste de rassemblement à gau-che. Les socialistes picards souhaitant provoquer une primaire dans cette municipalité communiste, le PCF pourrait bien perdre, en définitive, et les rénovateurs communistes et les autogestionnaires qui siègent au conseil municipal.

### M. Louis Le Pensec porte-parole du gouvernement

M. Louis Le Pensec, ministre des DOM-TOM, cumulera, à compter du 16 février, sa fonction avec celle de porte-parole du gouvernement, en remplacement de M. Claude Evin, ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale.

M. Evin avait indiqué samedi 4 février, au cours d'une visite à

Saint-Nazaire (Loire-Atlantique) qu'il avait demandé au premier ministre, M. Michel Rocard, d'être déchargé de sa fonction de porteparole. « C'est une charge de travail trop lourde qui s'ajoute à mes fonctions. - avait alors expliqué

Très proche de M. Rocard, M. Evin était porte-parole du gouvernement depuis le 28 juin 1988. Rocardien lui aussi, M. Le Pensec avait tout d'abord assure la fontion de ministre de la mer, dans le premier gouvernement de M. Rocard, retrouvant ainsi le ministère qu'il avait occupé de mai 1981 à mars 1983. Il avait été nommé ministre des DOM-TOM le 28 juin 1988.

**OBSESSION** 

**SÉCURITÉ** 

Ennemis ou solidaires

et dégager les vrais dangers

dans ce sentiment dillus

Comment creer Ne houselles solidailles?

de la Revue Autrement.

autrement

192 pages, 89 F

Comment identifier

diosecurie?

Do numero

En librairie.

### Deux élections cantonales partielles ISÈRE : canton de Clelles (2º tour).

Inscr., 1493; vot., 1042; abst., 30,20 %; suffr. expr., 1023. MM. Pierre Gimel, RPR. cons. rég.. 633 voix (61.87 %). ELU: Christophe Gontard, PS. 390 (38,12%)

SOU (38,12%).

[M. Pierre Gimel, qui avait raté d'une voix son élection au premier tour, ne retrouve pas, au second, l'ensemble des suffrages qui, le 29 janvier, s'éxaient portés sur lui-même et sur M= Christiane Riboud (UDF), veuve du conseiller général sortant décèdé accidentellement le 24 novembre dernier. Alors que le total des voix de droite était de 788 au premier tour, M. Gimel n'en recueille que 633 au second (en pourcentage son potentiel théorique était de 72.53 %, il obtient 61.87 %). Parallèlement ce manque à gagner, imputable à l'électorat UDF, qui estimait que ce canton lui revenait, profite au PS, qui fait mieux que le total des voix de gauche du premier tour : + 107 saffrages et + 10,66 points de pourceauxe.

snfirages et + 10,00 personates ont été les suivants : inscr., 1 493 ; vot., 1 059 ; les suivants : inscr., 1 493 ; vot., 1 059 ; abst., 29,06 % : snfir. expr., 1 045. MM. Gisnel, 522 volx (49,95 %); Gontard. 249 (23,82 %); M= Ribond. 249 (23,82 %); M= Ribond. UDF, 236 (22,58 %); M. Grappe, PC. 38 (3,63 %).

En mars 1985, Gabriel Ribond avait été riéth au premier tour avec 691 voix (64,51 %) contre 311 (29,93 %) à M= Genevière Viallefond, app. PS, et 69 (6,44 %) à M= Clandine Bajard. PC, sur 1 507 inscrits, 1 116 votants et 1 071 suffrages exprisnés.] VAL-D'OISE : canton de Viarmes

(1= tour). Inser. 11862, vot. 5315, abst. inscr. 11804, vol. 3313, aost.
55,19 %, suffr. expr. 5 237.
Mme Emeline Georges-Picot.,
div. d., m. de Noisy-sur-Seine.
1 928 voix (36,81%);
MM. Pierre Autin, PS. 1 315
(25,1,42): Louis Désencles PC (25,1%); Louis Désenclos, PC, m. de Saint-Martin, 1 015 (19.38 %): James Bourgeois, RPR diss., 979 (18,69 %). Il y a

ballottage.

[Mme Georges-Picot, qui bénéficiait du soutien de l'UDF et du RPR, est arrivée largement en tête de cette élection partielle organisée à la suite du décès, le 9 janvier, de Pierre Saivi (UDF-CDS), président du conseil général depuis 1976. Assistante parlementaire du sénateur décèdé, Mme Georges-Picot a, sans difficulté, ballottage.

pris l'avantage sur indidat RPR dissident, qui tentait sa chance après avoir été battu, en septembre, dans le canton de Domont. Si Pierre Salvi avait été réélu dès le premier tour en 1985 avec 53.27 % des suffrages, les deux représentants de la suffrages de deux représentants de la salvier out obtenu, dimanche, 55.5 %. droite out obtenu, du

aroue on outeau, amunene, 25.5 %. A gauche, les candidats socialistes et communistes améliorent leur score de 1985, respectivement de 4 points et de près de o points.

Le Front national, qui avait rassem-blé, en 1985, 12.04 % des voix, n'avait cette fois pas présenté de candidat. cette fois pas présenté de candidat.

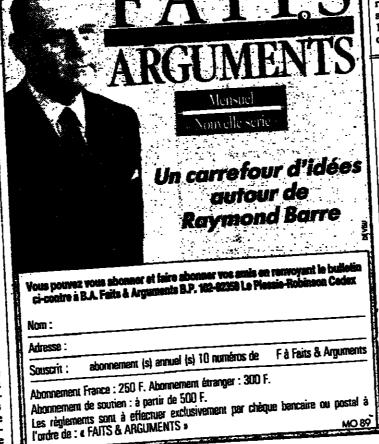
Au premier tour du scrutin de 1985,
Plerre Salvi l'avait emporté avec
3 966 voix (53.27 %), contre 1 557
(20,91 %) à M. Leconte (PS), 1 025
(13.76 %) à M. Désenclos et 897
(12.04 %) à M. Cottinet (FN), sur
7 445 suffrages exprimés, 7 663 votants
et 10 981 électeurs inscrits. 30,21 %
des électeurs n'avaient uas participé au des électeurs n'avaient pas participé au

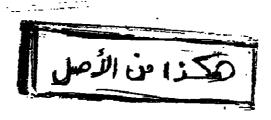
# MARSEILLE Histoires de famille

Le grand portrait d'une ville symbole qui intéresse tous les Français.

Un numéro de la Revue Autrement. 208 pages, 89 F. En librairie.

autrement





### M. Charles Pasqua nie avoir laissé une « ardoise » à M. Pierre Joxe

M. Charles Pasqua, qui était dimanche 5 février l'invité du « Grand-Jury RTL-le Monde », a nié avoir laissé à son successeur au ministère de l'intérieur, M. Pierre Joxe, une note impayée de plus de 1 million de francs relative aux frais de transport aérien occasionnés par les déplacements de ses émissaires entre la France et le Liban lors des négociations menées fin 1987 et début 1988 pour la libération des otages français. Répondant aux informations publiées à ce sujet par le Canard enchaîné daté du 1ª février,

l'ancien ministre de l'intérieur a déclaré : « J'ai l'habitude de payer mes dettes et lorsque je suis parti de la place Beauvau, les choses étaient bien en ordre et nous ne devions rien à personne. Que certains tentent de profiter de la situation, c'est très possible. J'ai d'ailleurs dû faire savoir au ministère de l'intérieur et à ses principaux responsables qu'il n'y avait pas lieu de payer quoi que ce soit. Je ne sais pas s'ils étaient disposés à aller jusqu'à payer. C'est possible, après tout, mais i espère bien que nou. »

### Une facture de 1 435 591 F

M. Charles Pasqua, les émissaires qui ont agi secrètement pour le compte du gouvernement de M. Jacques Chirac entre le mois d'octobre 1987 et le mois d'avril 1988 ont laissé une « ardoise » importante. Son montant s'élève en effet à 1 435 591 francs, selon la facture présentée au nouveau ministre de l'intérieur, M. Pierre Joxe, par M. Albert Pukacz, le propriétaire de la Trans Oceanic Aviation, une petite compagnie aérienne du Bourget qui a notamment assuré le rapatriement de Roger Auque et Jean-Louis Normandin, le 28 novembre 1987. puis a prêté son hangar pour faciliter - dans la nuit du 29 novembre, le retour en Iran de Walid Gordii, nos propres sources confirment, sur ce point, les révélations du Canard enchaîné.

M. Joze a été officiellement saisi d'une demande de paiement, par une lettre de M. Pukacz en date du 25 novembre dernier. Le patron de la Trans Oceanic Aviation y racontait notamment comment il avait été approché, à la fin octobre 1987, d'abord par le pilote privé du brasseur d'affaires saoudien Adnan Khashoggi, puis senté comme - l'homme de constance - de M. Manucher Ghorbanifar, l'intermédiaire iranien cité dans l'affaire de l'Irangate. Ces demandes d'affrètement avaient été « authentiflées » par le négociateur spécial de

Quoi qu'en dise aujourd'hui M. Pasqua, M. Jean-Charles Marchiani, alias Alexandre Ste-

> L'avion de la Trans Oceanic Aviation - un Hawker Siddeley HS 125 - a ainsi effectue, entre le 18 novembre 1987 et le 18 avril 1988, dans le cadre des transactions menées avec les preneurs d'otages, une série de vols entre le Bourget et le Liban, tantôt via Genève, Kerkira, Larnaca, tantôt via Brindisi, parfois via Nice, Francfort, Cologne, Londres, avec des « escapades » à destination de Biarritz, Marrakech, Ouarzazate, Tanger et Ajaccio. Comme si M. Marchiani et ses « contacts » libanais en France, MM. Iskandar et Akram Safa, deux riches frères, avaient agrémenté leur mission de oments de détente.

Dans la même lettre, M. Pukacz expliquait à M. Joxe que M. Marchiani lui avait initialement demandé d'adresser ses factures à une société des frères Safa, la Triacorps, sise avenue Franklin-Roosevelt, à Paris. Les règlements avaient été effectués sans difficulté jusqu'à ce que deux chèques recus à titre d'acompte soient revenus non provisionnés à la Trans Oceanic Aviation, dont un de 50 000 dollars des Etats-Unis demeure

Seion le patron de la compagnie, ses relations avec les émissaires de M. Pasqua se sont dégradées au moment du rapa-

Passages

Ce mois-ci

De

Jean-Jacques Goldman à

Claude Levi-Strauss...

LES 100

**J**UIFS

COMPTENT

En vente dans tous les kiosques

triement de Roger Auque et Jean-Louis Normandin, M. Pasqua ayant mis un terme à une tentative d'exploitation médiatique de cette libération. MM. Marchiani et Safa auraient essayé, selon M. Pukacz, de vendre à la Cinq, pour 2 millions de dollars, l'exclusivité du reportage télévisé du retour des otages francais à la base de Solenzara, ce que démentent les intéressés.

Il n'en reste pas moins que le nouveau ministre de l'intérieur a accepté, après étude de ce dossier et vérifications des assertions du plaignant (délaissé au profit d'une compagnie suisse pour le rapatriement de Jean-Paul Kauffmann, Marcel Carton et Marcel Fontaine) de régler l'essentiel de l'« ardoise » ainsi laissée par les émissaires de M. Pasqua, auxquels s'était joint, en novembre 1987, entre Le Bourget et Lacarna, un certain Hankas

Les services financiers de M. Joxe ont admis que l'Etat français se trouvait débiteur à l'égard de la Trans Oceanic Aviation, d'une somme de 1 285 591 F. Le ministère de l'intérieur a simplement déduit de la facture présentée par M. Pukacz une somme 150 000 F qui ne lui paraissait pas justifiée. C'est la première fois, semble-t-il, que M. Joxe règle ainsi une dette imputable à son prédécesseur.

Le redécoupage régional M. Charasse plaide pour un « bilan

des compétences »

CLERMONT-FERRAND de notre correspondant

Tout en se gardant bien de porter un quelconque jugement sur le manifeste que vient de diffuser le l'organisation des collectivités terri-toriales dans la perspective de l'Europe de 1993, et souhaite la réduction du nombre des régions, M. Michel Charasse, ministre délè-gué au budget, a rendu publiques, vendredi 3 février, quelques réflexions sur le sujet sensible de l'institution régionale.

En premier lieu, le ministre, qui s'exprimait dans sa mairie de Puy-Guillaume a remarqué que « la fis-calité régionale en France s'est considérablement alourdie lors de ces dernières années » et constate que « le plus périlleux pour la fis-colité locale est d'avoir à ajouter une ligne trop forte de fiscalité régionale à celle qui existait déjà ». C'est peut-être trop sur une feuille d'impôts, explique en substance M. Charasse, et les lois de décentra-lisation (1982-1983) datent quelque peu. C'est pourquoi - le moment est venu de faire le bilan des compétences entre les différents étages des

 Sans engager le gouvernement, a encore souligné le ministre du bud-get, j'ai personnellement la convic-tion qu'avec Gaston Defferre nous avons fait une erreur en donnant, par exemple, les collèges aux départements et les lycées aux régions, alors que, dans ce domaine, une politique absolument coordon-née est indispensable. Ce qui n'est pas le cas actuellement. » - Cette absence de dialogue, constate M. Charasse, conduit à un gaspil-lage d'argent, saute d'une évidente et nécessaire coordination. » Le ministre pense donc que - le moment est venu d'établir un blian et d'opèrer un reclassement des compétences entre les départements et les régions ». « Cela, conclut-il, est peut-être plus urgent que de se lancer dans un nouveau découpage èlectoral. »

### Mitterrand 2: la cote d'alerte

(Suite de la première page.)

Ce schéma idéal est pourtant menacé de n'être qu'un château de cartes si le chef de l'Etat tarde à clarifier son attitude à l'égard des affaires - (financières celles-là), sa conception de la recomposition du paysage politique ainsi que sa rela-tion avec les Français. Dans ces trois domaines, en effet, la cote d'alerte est atteinte.

Les affaires » Pechiney et Société générale ont ceci d'embarrassant pour le président qu'elles le prennent à contrepied. Lui qui déteste l'argent (sa possession, mais point, comme tout un chacun, son usage), le voilà sans donte privé, par la faute d'un ami proche, du ton emphatique et lyrique qu'il avait coutume d'employer pour en parier. A son tour, il devra – comme l'a suggéré Jacques Delors à l'adresse des socialistes - adapter son discours à une période qui est celle de «l'apprentissage». par le pays, et par la gauche qui le gouverne, du «capitalisme financier». Il lui faut surtout faire face à une situation rigoureusement inverse de celle qui prévalait il y a un an : à l'approche de sa propre campagne présiden-tielle, il dénonçait, à la faveur des privatisations à la mode Balladur, la confusion entre le pouvoir et l'argent. C'est aujourd'hui le RPR qui lui retourne le compliment à la faveur de la tentative de « dénoyau-tage » de la Société générale. Il y a un an, il a fait campagne, avec M. Raymond Barre, pour restaurer « l'impartialité de l'État ». Le voilà soupçonné de partialité à travers l'utilisation, pour ce même dénoyautage, des fonds de la Caisse des dépôts.

Il n'y a certes pas péril en la demeure. Mais le président court le risque de perdre certains des siens risque de perdre certains des siens en cours de route. Le PCF l'a fort bien compris, qui appuie de toutes ses forces là où ça fait mal, et Georges Marchais assure, goguenard, que le rapport de la COB ouvre des pistes : traduisez qu'il ouvre à son parti de belles perspectives. L'actrice Isabelle Huppert, qui était dimanche soir l'invitée de qui était dimanche soir l'invitée de 47 sur 7 », a justifié son vote Mitterrand du 8 mai 1988 par l'appartenance à une « communauté cultu-relle ». La polémique sur l'argent et le pouvoir risque précisément de bri-ser celle-ci, et de démobiliser l'électorat du PS. Il s'agit moins, d'ailleurs, d'un risque immédiat – comme le montre la victoire de Bernard Tapie à Marseille - que d'un danger d'ébranlement en profondeur et à moyen terme. La victoire ellemême, dans la sixième circonscription des Bouches-du Rhône, nous ramène en effet à l'argent. Bernard Tapie, dans un entretien au Monde du 5 juillet 1983, n'affirmait-il pas, il y a longtemps il est vrai: - Quand nous sommes sur une affaire, nous n'avons plus aucune éthique! C'est une véritable chasse à mort... •

Pour retrouver les chemins de l'éthique, et plus prosaiquement pour éviter que la «communauté culturelle» de la gauche ne se disperse, le pouvoir a choisi la contreattaque et le recours à l'idéologie, an risque, comme l'a souligné Jacques Delors, de « revenir aux vieilles

été remis au président de la Répu-

blique, ces notes n'aient pas figuré,

ou alors les renseignements géné-

roux n'auraient pas fait leur métier,

ou alors le ministre de l'intérieur

les auraient retirées au passage, ce

qui me parali hautement improba-

Evoquant le projet socialiste de

réduction des régions, M. Pasqua

déclare : « Je crois que les régions et

l'Europe n'ont strictement rien à

voir. [En réalité], les socialistes

poursuivent touiours le même but :

lorsqu'ils n'obtiennent pas le pou-

voir par le suffrage universel, ils

essaient de l'obtenir par la combine.

Nous détenons vingt présidences de

région sur vingt-deux. Qui peut ima-

giner une seule minute que si le parti

socialiste détenait vingt régions,

Mauroy proposerait qu'on les

ramène à dix ? Il n'y a qu'à voir ce

qu'ils font à Lille avec la région et à

quoi elle sert! Elle sert notamment à

payer des milliers de l'onctionnaires

pour faire la propagande du parti

En conclusion, M. Pasqua assure:

« Les socialistes ont pu mesurer

maintenant eux-mêmes la vanité de

cette soi-disant ouverture et ils n'y

croient plus. Par ailleurs, le prési-

dent de la République souhaite

davantage passer à la postérité sous

les traits de l'héritier de Jean-

Jaurès que sous ceux de Guy Mol-

let. Il sera donc conduit à orienter

davantage à gauche l'action et la

avait, et il pourrait y avoir de nou-veau, les nationalisations et la place de l'Etat dans l'économie. Pour les adversaires de l'ouverture, c'est une occasion idéale de clivage avec le centre, qui, sur ce terrain, choisit inévitablement la droite : - Je suis tous les jours un peu plus dans l'opposition », confiait récemment Pierre Méhaignerie à TF 1.

Voilà qui mérite clarification. Car la relation du président an jeu politi-que est flone. On ne sait plus s'il vent encore de l'ouverture ni ce qu'il artend dn PS.

La réussite du second septennat passait, et passe toujours, par l'ouverture, que celle-ci soit restric-tive et se limite à entretenir la division de la droite, ou extensive, et permette d'élargir une majorité qui n'est que relative. Si la droite se ressonde et si, comme l'espèrent tous ses dirigeants, de M. Pasqua à M. Léotard, le centre rentre dans son giron, c'est une nouvelle cohabitation que M. Mitterrand devra préparer pour 1993. Ce qui ne saurait, a tout le moins, temir lieu de grand

### Pas de confusion avec le PS

Avec le Parti socialiste, M. Mitterrand a sans doute voulu éviter un mauvais remake de la période 1981-1984; la confusion entre lui-même et le parti dominant lui avait été tout à fait préjudiciable. Il s'est donc, cette fois, éloigné du parti au point de devoir affronter une crise larvée avec M. Mauroy, avant que les deux hommes ne décident de se rapprocher, et de solenniser ce rapproche-ment hindi 6 février dans le fief du premier secrétaire, à Lille. Or, comme chacun sait, ce dernier n'est pas précisément un ardent défenseur de l'ouverture...

Ce va-et-vient n'est évidemment pas de nature à conforter la relation que le chef de l'Etat entretient avec le pays. Même si M. Mitterrand paraît avoir trouvé le secret d'une popularité stable, les signes de fragi-lité ne manquent pas. Ne serait-ce que parce que, seion la SOFRES, rançais satisfaits de son action depuis sa réélection et les Français décas sont à égalité (38 %).

M. Mitterrand est en fait menacé d'une popularité analogue à celle dont a profité, pendant toute la durée de son mandat, le président italien Sandro Pertini; c'est a dire celle qui s'attache à un homme bénéficiant d'un grand crédit personnel, prompt à panser, au moins en paroles, les plaies de la société, attentif aux faibles et aux déshérités, mais sans prise sur la réalité. Son collègue italien était prisonnier de la Constitution. La difficulté ponr le président français est qu'il doit élaborer ini-même son propre dosage. Or, aux yeux des Français, il se comporte aujourd'hui trop en arbitre et pas assez en guide.

Tout se joue donc pour M. Mitter-rand sur la capacité qu'il aura à imprimer à nouveau sa marque, à indiquer clairement ses objectifs, et à tirer les leçons d'un début de septennat aigre-doux. En sachant bien sur que tout commencera vraiment pour hai au lendemain du scrutin européen, date à laquelle il prendra la présidence de la Communauté et entrera de plain-pied dans ce qui est, pour lui, l'essentiel.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

### «Le président est essoufflé et désenchanté» déclare l'ancien ministre de l'intérieur J'imagine mal que, dans celui qui a

Au « Grand Jury RTL-le Monde»

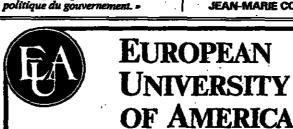
M. Charles Pasqua, président du groupe RPR, du Sénat et ancien ministre de l'intérieur, invité le 5 février du « Grand-Jury RTL-le Monde - a tout d'abord affirmé que le gouvernement Chirac n'avait « pas demandé » au président de la République de gracier Anis Naccajamais pris aucun engagement ni concernant M. Abdallah ni encore moins concernant M. Naccache. »

A propos de la Légion d'honneur de M. Traboulsi il explique : - Je crois que M. Traboulsi a rendu des services importants au gouverne-ment de 1981 à 1986. Je pense que, si M. Traboulsi l'avait pu, il aurait naturellement rendu d'autres services, mais les choses s'arrêtent là. Moi, je n'al pas eu à proposer M. Traboulsi dans l'ordre de la Légion d'honneur. Il a été décoré. Cette proposition émane à l'origine de la présidence de la République et la décision a été prise par le ministère des affaires étrangères. J'ai été consulté pour savoir s'il y avait des motifs de s'opposer à cette décora-tion. J'ai répondu qu'il n'y en avait

A propos des « affaires », M. Pasqua estime que la Caisse des dépôts « avait participé à une entreprise de renationalisation déguisée, mais surtout qu'elle était largement sortie de son rôle. Il assure que la commission sénatoriale de contrôle fera apparaître « la nécessité de procéder à une modification du rôle de la Caisse des dépôts par la loi -l'ancien ministre ajoute : « Je ne ménage pas M. Mitterrand dans le combat politique et je n'ai pas l'intention de le ménager. Je pense notamment à son incapacité actuelle à impulser l'action gouvernementale, ce qui fait que nous avons l'impression que ce nouveau septennat commence comme une fin de règne. Pour que les institutions fonctionnent, pour que la Républi-que marche, pour que la France soit entrainée, il faut que l'impulsion vienne du sommet. Or, manifestement, M. Mitterrand considère qu'il a atteint son but suprême. Il a été réélu, et il est alors un peu essoufflé

Mais, dans le même temps, il faut essayer de rester objectif. Autant le combat politique doit être conduit avec fermeté et avec force, autant on doit se rappeler que l'on a affaire au président de la Républi-que, au chef de l'Etat. Ainsi, tout ce qui peut porter atteinte à la considération et au renom de la France à l'extérieur doit être évité. C'est ce que j'ai essayé de faire en ce qui me concerne. (...) »

L'ancien ministre ajoute : - Dans ce genre d'affaires», je ne crois pas que le ministre de l'intérieur. quel qu'il soit, puisse ne pas intervenir immédiatement alors que le pré-sident de la République est concerné. De plus, tous les soirs le ministre de l'intérieur fait remettre au président de la République un dossier dans lequel figurent les notes des renseignements généraux.



1629 Pine Street at Van Ness e San Francisco, Ca 94109

MBA Master Of Business Administration Academic program, unique in concept, format and professional Université à San Francisco spécialisée en management international, associant une pédagogie active à l'expérience pratique du projet personnel/professionnel.

3e CYCLE Diplômés de l'enseignement supérieur : Doctorats: médecine, sciences, lettres, droit - Ingénieurs - DEA, DESS, IEP - Pharmaciens - Titulaires de maîtrise.

Programme de 12 à 14 mois conduisant an M.B.A.: Paris (2 mois) San Francisco (10 - 12 mois).

2º CYCLE Expérience professionnelle de 3 ans exigée après une formation supérieure de type second cycle. Programme de 14 à 16 mois conduissant au M.B.A.: Paris (2 mois), San

Informations et sélections : European University of America 17/25 rue de Chaillot (Mars 144), 75116 Paris, (1) 40 70 11 71 Communiqué par European University of America • San Francisco • California • Accords universitaires internationaux : Amérique - programmes associes et accrédités de MBA et de PhD - Europe et Asie.

# 4 Tous Les Professionnels Qui Vous Facilitent Les Voyages...



Lorsque vous décidez de partir en voyage, personne ne peut vous aider mieux que votre Agent de Voyage. D'un billet sur le vol le plus pratique à une réservation dans le meilleur hôtel, il s'occupe de

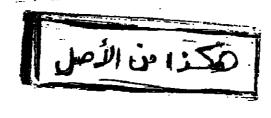
tout pour vous. Ses compétences facilitent le voyage de chacun. Et ses conseils ne se contentent pas d'être gratuits; ils n'ont pas de prix.

Chez Delta Air Lines, nous pensons qu'il est

temps de remercier les Agents de Voyage pour tout ce qu'ils font. C'est la raison pour laquelle nous célébrons du 6 au 10 février, la semaine des remerciements aux Agents de Voyage.

Alors, joignez-vous à nous pour cette fête. Et profitez de l'occasion pour remercier votre Agent de Voyage de ses précieux conseils qui vous rendent le voyage plus facile.





The later will make PARA

# Société

### **JUSTICE**

### La relance de la crise pénitentiaire

# Le jusqu'au-boutisme contre la raison

Il y a quatre mois, l'image des surveillants de prison bloquant les entrées et les sorties des établissements pénitentiaires était insolite. Elle est aujourd'hui revenue ce lundi 6 fevrier au petit matin un peu partout en France - et plus devant les « grosses prisons » que devant les « petites ». Les surveillants en colère ont repris leur mouvement qui, désormais, a des allures de dangereuse fuite en avant.

Rien n'y a fait. La mission Bonne-maison, quelles qu'aient été la bonne volonté, l'intelligence, l'imagination de ceux qui l'ont conduite, débouche sur une nouvelle crise. Avant même que le rapport du médiateur soit connu, certaines organisations syndicales amorcaient la reprise du mouvement. Dès que les « cent proposirendues publiques, les autres les rejoignaient : ce sont, aujourd'hui. les représentants de 70 % des personnels pénitentiaires qui appellent à la révolte. L'entrevue de la der-nière chance organisée le dimanche 5 février – à l'Assemblée nationale – par M. Gilbert Bonnemaison s'est soldée par un échec.

A peine le médiateur avait-il eu le temps de souhaiter la bienvenue à la trentaine de syndicalistes qui avaient répondu à son invitation que les plus déterminés d'entre eux l'UFAP. la SPI et le SNIPP - quitraient la salle en laissant une lettre incendiaire : « L'ex-médiateur que

Voici les principaux possages du télex classé « confidentiel-immédiat »

adressé par M. Pierre Arpaillange, le

dimanche 5 février, aux préfets de région, de département, aux procu-

reurs généraux et aux procureurs de

1958 relative au statut spécial des per-sonnels de l'administration péniten-tiaire ainsi que le décret nº 66-874 du

21 novembre 1966 interdisent aux

agents de l'administration pénitentiaire

toute cessation concertée de service. C

» En outre, relève du régime disci-plinaire tout acte collectif d'indisci-

pline susceptible de porter atteinte à

l'ordre public. Ainsi, même hors ser-vice, les agents qui interdisent physi-quement les accès aux établissements

ou qui, par quelque moyen que ce soit, entravent le fonctionnement des éta-

blissements, violent leur statut spécial

et relèvent de fait de la procédure dis-

ciplinaire exceptionnelle prévue par ce statut. (...) Au cas où des poursuites

pénales seraient susceptibles d'être

rendre compte dans les meilleurs délais. (...) Enfin, je vous rappelle que la force publique peut être utilisée sans

ngagées, les procureurs devront en

qui signifie : pas de droit de grève.

L'ordonnance nº 58-696 du 6 août

gner aux organisations syndicales la bonne lecture et l'analyse de vos propositions? (...) Vous avez brillamment réussi votre passage à l'administration pénitentiaire sur le chapitre des doléances de la population pénale. Par contre, vous avez lameniablement échoué sur celui des revendications [des personnels].

Accusant le médiateur de vouloir transformer les prisons en « bonnes maisons closes », sous prétexte qu'il aborde la question des parloirs sexuels, les syndicats exigent le retrait immédiat de ces « cent propositions -. Les autres, dans une ambiance plus courtoise, ont accepté de dialoguer plusieurs heures durant avec M. Bonnemaison. Mais l'explication de texte n'a pas porté ses fruits. Il est, en l'état actuel des finances publiques et devant le problème national des régimes de retraites impossible d'accorder le 1/5° réclamé par les pénitentiaires, a plaidé M. Bonne-maison. Quant à la suppression de sept des vingt-cinq établissements neuls prévus par le plan Chalandon. elle permettrait en répartissant les crédits d'améliorer durablement les conditions de vie des surveillants, et de leur donner une formation digne

M. Bonnemaison a aussi tenté de dissiper les fantasmes : sur la présence de l'avocat au prétoire, les - chambres d'amour - En vain. Il

le fonctionnement du service public de

la justice. (...) Il conviendra, dès lors

que le fonctionnement normal d'un établissement pénitentiaire ne pourra

plus être assuré, que le chef d'établis-

sement informe immédiatement le

préfet et le procureur de la Républi-

que. Le préset ou son représentant, le procureur de la République ou son

représentant devront alors se rendre

sur place afin de rappeler aux agents

les objectifs que leur impose leur sta-

tut. Si ceux-ci ne défèrent pas à

tions, un rapport circonstancié préci-

sant la nature des agissements et

l'identité des agents devra immédiate-

ment être adressé par télécpie au directeur de l'administration péniten-

tiaire. Copie de ce rapport sera remis

au préfet et au procureur de la Répu-

blique, lesquels feront parvenir égale-

leur possession concernant la faute dis-

ciplinaire et l'identité des auteurs. Au

vu de ce rapport, les agents concernés

» En cas de persistance de l'entrave

PIERRE ARPAILLANGE.

au fonctionnement de l'établissement le recours à la force publique devra

ment de notifier.

alors être utilisé. (...) »

l'injonction de respecter ces obt

n'est pire sourd que celui qui ne veut pas entendre. Indifférents au fait qu'ils ne seront plus compris de personne - pas plus des pouvoirs publics, qui en décidant de mettre en place une mission ambitieuse, en ayant l'intelligence de la confier à M. Bonnemaison, ont montré qu'ils souhaitaient aller au fond des choses, que de l'opinion qui ne pourra que s'interroger devant un tel jusqu'au-boutisme, les syndicats ont été intransigeants. Ils ont donc maintenu leur mot d'ordre d'une grève qui ne veut pas dire son nom. Dès lundi 6 février à 7 heures, les personnels étaient appelés à reprendre le mouvement interrompu le 8 octobre dernier après la signature d'un protocole d'accord avec le médiateur. Blocage des écrous, des extraditions, des parloirs avec les avocats, des transfèrements (sauf

urgence médicale), blocage en fait à

très court terme de la machine judi-

ciaire pénale à qui sera vite désaut ce partenaire obligé que sont les pri-Comment le mouvement sera-t-il suivi? Il était lundi 6 février, en fin de matinée, encore difficile de le dire. Mais, selon les organisations syndicales, un peu partout en France des signes inquiétants de reprise de l'agitation pouvaient être perçus. Contraints par un choix stratégique discutable à faire de la surenchère. les organisations syndicales cette fois tentent de se mettre au diapason d'une base, faite de jeunes surveillants, qui semble prête à en découdre. Que les directeurs d'établisse-ment, les personnels administratifs. les infirmiers ou les socio-éducatifs avec le plan Bonnemaison ne modère pas leurs ardeurs. La seule question qui reste en suspens est de

savoir s'ils fléchiront devant les manaces très claires de leur administration et de leur ministre. Dépassé à l'automne, le pouvoir a choisi cette fois la plus extrême fermeté (voir les consignes de la chancellerie). Il n'est plus question de « bricoler » des maisons d'arrêt provisoires pour remplacer les prisons défaillantes. Les gendarmes, mais surtout les policiers avaient déjà clairement fait savoir qu'ils n'étaient pas payés pour jouer les gardiens de prison.

L'exception d'une telle situation - à la légalité discutable - ne peut devenir la règle. Le directeur de ment par télécopie tous éléments en l'administration pénitentiaire, M. Jean-Pierre Dintilhac, l'a dit sans ambages sur Antenne 2, dimanferont l'objet d'un arrêté de suspension qu'il appartiendra au chef d'établisseche soir : « la grève n'existe pas dans l'administration pénitentiaire, le statut spécial l'exclut (...) Une prison doit fonctionner, les juridictions doivent fonctionner (...) quelque groupe que ce soit qui bloque une prison, c'est inacceptable (...). Les gardiens, qui sont des person-

nels de justice, sont là pour faire respecter la loi ». Il serait « désastreux » pour l'image du personnel pénitentiaire » que l'on soit obligé de faire appel aux forces de

M. Dintilhac, magistrat, n'a rien à voir avec son prédécesseur, M. Francois Bonnelle, qui était préfet de police. Il connaît les prisons à mer-veille et a la confiance de leurs directeurs, mais aussi de son ministre. C'est un bomme de terrain. Il n'est pas indifférent qu'il se soit rendu dès lundi matin 6 février à la maison d'arrêt de la Santé à Paris, ce qu'aucun responsable de l'admi-nistration pénitentiaire n'avait fait lors de la précédente crise. On sait déjà que si - comme c'est prévisible - des sanctions devaient être prononcées contre des surveillants, gré-vistes sans le dire, et si, par solidarité, leurs collègues devaient « déposer les clefs » et quitter les détentions comme ils ont menacé de le faire par le passé, ils seraient immédiatement remplacés par les forces de l'ordre. Ces menaces semblaient commencer à porter leurs fruits, et l'annonce de sanctions des suspensions pour le moment -prononcées le 6 février au matin emblaient conduire les surveillants

à la prudence. Alors que tout avait été fait pour sortir les pénitentaires de leurs oubliettes », comme l'écrivait Gilbert Bonnemaison, la crise qui s'amorce paraît plus grave encore que la précédente. « Le personnel ne devrait jamais accepter d'être représenté par des hystériques », dit-il aujourd'hui sans cacher une certaine amertume. Que deviendra en effet son plan si la fièvre gagne dans les prisons? Fondées essentiellement sur la concertation, les mesures qu'il préconise seront bien sûr nulles et non avenues. On aura ainsi formidablement raté une chance sans précé-

Les pénitentiaires auront bien du mal à remonter la peate et à dissiper leur image de gens bloqués, butés, archontés sur les revendications corporatistes, indifférents aux autres. les plus affichés : accèder à la dignité, à la reconnaissance. Le chemin qu'ils prennent n'y conduit guère. Déjà peu « en phase » avec les pénitentiaires, le garde des sceaux ne pourra que s'irriter de ce jusqu'au-boutisme aux relents politiciens qui n'a, pour le moment, que le soutien du Front national.

Le ministre, qui jusqu'ici avait sans grand enthousiasme « laissé faire » M. Bonnemaison, va être à son tour contraint à l'engagement. Les consignes très strictes - signées de sa main - qu'il vient de transmettre aux préfets et aux procureurs sont un avertissement que les gar-diens de prison gagneraient à enten-

voir travailler sans avoir à redou-

ter une mise en garde à vue a, a

déclaré dimanche 5 février, à

Radio-France, un porte-parole du

syndicat autonome des chauf-

d'une situation qui, en l'état des

textes, place les chauffeurs de

ble. En leur qualité de presta-

taires de services, ils ne peuvent

plus qu'ils ne sont autorisés à lui

demander de leur présenter ses papiers. Mais la loi, en même

temps, permet de retenir contre

eux un délit si les autorités

constatent à leur bord la pré-

sence de passagers étrangers en situation irrégulière...

refuser de charger un client pa

Celui-ci invoque l'absurdité

ns une situation impossi-

feurs de taxi.

AGATHE LOGEART.

### décision de justice préalable, pour faire cesser tout comportement contraire à l'ordre public ou de nature à entraver

**POINT DE VUE** 

### L'enjeu d'une réforme

Les consignes de la chancellerie

par Jean-Pierre Gualezzi Secrétaire général de la Fédération générale autonome des fonctionnaire

N avant-garde du « grand chan-tier de la rénovation du ser-vice public» trois dessian vice public », trois dossiers

Le premier, celui de la revalorisation de la profession des infirmières est exemplaire en négatif, comme l'accumulation de tout ce qu'il ne

Le second, celui de la revalorisation de la profession enseignante, paraît enfin pouvoir sortir de l'ornière, après avoir servi de récepintra-gouvernementales comme

Le troisième, celui de la question pénitentiaire, est exceptionnel, en ce sens qu'il constitue la synthèse de toutes les attentes imaginables à partir d'un constat écrasant : vétusté et surpauplement des établissements; manque de moyens; cumul de politique antérieure inadéquate et de frilosité gouvernementale ; mansocial des personnels, comme de l'appareil pénitentiaire ; extrême politisation du débat, ballotté entre la tentation hypersécuritaire et le prétendu laxisme, exacerbation des corporatismes, etc...

Faute d'avoir satisfait aux revendications avant qu'elles ne s'expriment, formule qui reste la meilleure et, quoi qu'on en dise, l'une des moins couteuses, la méthode adoptée « à chaud » par le gouvernement pour traiter un tel dossier nous a paru parfaitement convenable et même susceptible de devenir l'outil métho-

● Première étape : trouver les conditions d'une trève dans un conflit dur par la signature d'un protocole d'accord en recourant aux ser vices d'un médiateur reconnu de

● Deuxième étapa : se donner un délai suffisamment long mais pas trop, pour procèder à un état des lieux complet et déterminer un panel de solutions souhaitables, dans une approche sociétale de la question, et par le moyen de la plus large consultation. Le médiateur était tout naturellement désigné pour conduire

● Troisième étape : la décision politique prenant en compte les paramètres habituels (considérations économíques, rapport de forces) mais s'appuyant, pour une fois, sur une

préparation approfondie. Et voici que, le rapport Bonnemaison à peine déposé, les passions sur-

Certes, il y a une déception : celle cation de la «bonification un cinquième», mais si la méthode risque de faire long feu, ce n'est pas tam par le fait d'un vice de fond que pa l'accumulation des vices de forme qui échappent au rapporteur.

L'enjeu, considérable pour les personnes comme pour la nation, mérite que chacun, où qu'il soit, privilégie

d'abord l'intérêt du public. Il faut espérer qu'il n'est pas trop tard pour revenir à la double vocation de ce dossier : une chance historique pour l'administration pénitentiaire, une référence pour l'indispensable rénovation de l'ensemble du service public sur laquelle, rappelons-le, Michel Rocard a netternent indiqué L'absurde situation

### d'un chauffeur de taxi de Tourcoing Les chauffeurs de taxi de du chauffeur en cause ayant été effectué par les services de la police de l'air et des frontières (PAF). « Nous demandons à pou-

Passagers en situation irrégulière

Tourcoing (Nord) sont de mau-vaise humeur. L'un des leurs,M. Luis Da Costa, a étè inculpé dimanche 5 février d'« aide à la circulation d'étrangers en situation irrégulière » pour avoir chargé à bord de son véhicule, le 29 janvier demier, qui avaient franchi la frontière franco-belge sans papiers.

Pour protester contre cette mesure judiciaire qu'ils estiment injuste et absurde à la fois, la mojtié des collègues du chauffeur de taxi inculpé ont fait savoir que, désormais, en attendant l'arbitrage qu'ils ont demandé au préfet du département, ils refuseraient de transporter les clients de race noire qui solliciteraient leurs services. Ils ont aussi occupé quelques heures le poste de douane de Lille-Gand, le contrôle qui entraîna l'inculpation

### A Grenoble

### Une fillette victime d'un vigile

Daniel Barbier, quarante-six ans, vigile dans une grande surface de Grenoble, a été écroué, dimanche 5 février, à la maison d'arrêt de Varces (Isère).

Vendredi après midi, Daniel Barbier, employé d'une société de gar-diennage, avait interpellé une fillette de douze ans à la sortie du supermarché, alors, a-t-il indiqué aux enquêteurs, qu'elle venait de dissimuler un paquet de bonbons dans ses vétements. Il lui aurait sanction si elle acceptait de se ren dre chez lui, à Saint-Martind'Hères, où il se serait livré sur elle à

La fillette, en partie dévêtue avait réussi à s'enfuir du domicile de Daniel Barbier qui, aussitôt interpellé, aurait reconnu s'être livré à des attentats à la pudeur sur d'autres enfants dans les mêmes cir-

### L'enquête sur les huissiers de Lyon

### Saisie à FR 3 d'une interview du préfet délégué pour la police

Sur commission rogatoire de M. Jacques Hamy, juge d'instruc-tion à Lyon, chargé de l'enquête sur l'activité de trois buissiers inculpés de vol, destruction d'indices et faux en écritures. le service régional de la police judiciaire a saisi, samedi 4 décembre, dans les locaux de FR 3-Lyon, une copie d'une interview de M. Georges Bastelica, préset délégué pour la police, disfusée la veille par la station régionale dans son journal de 19 h 30. M. Jean-Pierre Bennechet, rédacteur en chef de la station, a accepté de laisser copier uniquement les enregistrements diffusés.

Au cours de cette interview, le préfet, répondant aux questions d'un ournaliste de FR3 à l'issue d'une conférence de presse (le Monde daté 5-6 février), réaffirmait sa confiance envers M. Roland Prat, ses attributions. I commissaire principal de police du cru devoir faire.

premier arrondissement de Lyon, entendu jeudi par le juge d'instruc-

Le préfet délégué pour la police confirmait aussi, an cours de cette interview, la présence, dans les locaux de la sûreté urbaine, d'un scanner ne provenant pas des services de l'administration. Ce scanner avait été « prêté », selon lui, aux policiers plusieurs mois auparavant par l'employeur du serrurier incarcéré avec les trois huissiers. Le préfet indiquait, comme il l'avait fait au cours de sa conférence de presse, le fait que l'origine délictueuse du scanner n'avait pas été établie.

Interrogé par le quotidien Lyon-Matin, sur la saisie à FR 3, M. Bastelica s'est borné à indiquer : . Le juge Hamy a opéré dans le cadre de ses attributions. Il a fait ce qu'il a

### DEFENSE

### La France discute avec la Malaisie de la vente de douze Mirage-2000

La Malaisie discute de l'éventua- aérienne et supériorité » du Miragelité d'acheter donze avions de combat Mirage-2000 à la France pour un montant de l'ordre de 2,5 milliards de francs, qui serait partiellement on totalement compensé par des exportations de certains produits de la Malaisie en direction de la France. Des pilotes des forces aériennes de la Malaisie ont déjà eu l'occasion d'évaluer l'avion français en Inde, lors d'une présentation à ce pays du Mirago-2000.

Cette discussion est indépendente d'une autre négociation entre la Malaisie et la Grande-Bretagne pour l'achat éventuel de huit avions Tornado conçus en coopération par le Royaume-Uni, l'Italie et l'Allemagne sédérale. La Malaisie s'intéresse à la version du Tornado spécialisée dans la pénétration à basse altitude. Pour l'instant, les discussions entre Londres et Kualaes-Lumpur n'ont

portent sur la version « défense les causes de l'accident.

2000, baptisée « multirôles » à l'exportation et déjà en service dans l'armée de l'air française sons l'appellation Mirage-2000 DA (pour défense sérienne).

Face à l'offre française, les Américains proposent le F-16 et le F-18, et les constructeurs enropéens du Tornado présentent la version « air defence », différente de celle destinée à la pénétration.

 Un avion de chasse s'écrase au large de la Corse. — Un avion de chasse français de type Crusader, qui participait à des manœuvres avec le écrasé, samedi 4 février, à 120 milles au large des côtes de la Corse du Sud. Des recherches ont aussitôt été entreprises par le Cle-menceau et la corvette Georges-Leygues. Le pilote, le lieutenant de eau Patrick Kamara, vingt-neuf ans, marié et père de trois enfants, est porté disparu. Une enquête est Avec la France, les pourparlers en cours pour tenter de déterminer

### SOLIDARITÉ

### A l'initiative de SOS-Racisme

### La première Maison des potes a été inaugurée en Provence

TOULON de notre correspondant

La première Maison des potes de France vient d'être inaugurée au Luc (Var), par M. Harlem Désir, président national de SOS-Racisme. mplantée dans un local HLM de 120 mètres carrés, cette structure, animée par des bénévoles, vise à créer des relais entre l'administration et le secteur social, sans se substituer aux associations et services existants. Parfois un peu de solidarité, de présence et d'écoute suffisent », disent les promoteurs. D'où la volonté de laisser les portes ouvertes aussi longtemps et tard que possible et de créer des ateliers, des

des ateliers (celui destiné à la réparation automobile est en cours) et un soutien scolaire avec les amicales de locataires. « Nous ressemblons un peu aux anciennes Bourses du travail », explique Gérard Keff, président varois de SOS-Racisme.

Cette inauguration s'inscrit dans un projet national en cours, devant permettre l'ouverture prochaine d'autres Maisons des potes à Saint-Quentin, Saint-Denis et Grenoble. grâce à un partenariat entre SOS-Racisme, la Fondation de France et la délégation interministérielle à la ville nour les trois ans à venir.

REVEILLEZ VOTRE ANGLAIS

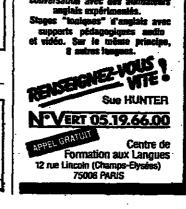
renest actif à la

# A BOURSE EN DIRECT

LE MONDE DE LA BOURSE Suivez en direct l'évolution des cours de la Bourse

> BOURSE 36.15 LEMONDE

Le Monde **SCIENCES** ET MÉDECINE



Bougez! Parti

of puce

1.

A STATE OF THE STA

Para la la la

of the lands of the second of

# Société

# A PR 3 d'une intenia

Macake avec la Ma

de douve \lirage\

Mere Maison de p

Selon le Conseil de l'Europe

# Une instance internationale devrait surveiller l'utilisation des embryons humains

L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a adopté, le 2 février, une recommandation concernant l'utilisation des embryons et des fætus humains par la recherche scientifique. Elle propose notamment la création d'une «instance internationale multidisciplinaire» chargée de surveiller l'utilisation qui peut être faite par les médecins et les scientifiques des embryons humains.

Comment concilier les nécessités de la recherche médicale et scientifique et le respect dû à l'embryon humain, qui doit, selon le Conseil de l'Europe, « être traité dans le res-pect de la dignité humaine». Telle est la difficile question à laquelle l'Assemblée parlementaire cherchait depuis plusieurs années à répondre. Elle avait déjà, en 1986, établi la liste des recherches ou des pratiques (împlantations d'embryons humains dans l'utérus de femelles d'autres espèces, cionage d'embryons humains, choix du sexe à des fins non thérapeutiques ect.) qui devaient, selon elle, être interdites (le Monde du 26 septembre 1986). Plus récemment, dans le cadre de la Conférence européenne de bioéthique organisée à Mayence (RFA), la Commission de la science et de la technologie de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe avait rendu public son rap-port sur cette question (le Monde du 10 novembre 1988). C'est ce rapport amendé qui a été adopté le 2 février à Strasbourg par l'Assemblée parlementaire.

Les parlementaires européens recommandent ainsi au comité des ministres du Conseil de l'Europe de définir un cadre de principes à partir duquel des lois et des réglementations nationales aussi universelles et homogènes que possible pourront être élaborées. » Les parlementaires invitent les gonvernements des Etats membres à - créer d'urgence les instances nationales ou régionales multidisciplinaires qui seront chargées d'informer la collectivité et les pouvoirs publics des progrès scientifiques et techniques réalisés en embryologie et dans la recherche de l'expérimentation biologique ».

L'Assemblée parlementaire réclame enfin la création d'« une instance internationale multidisciplinaire », ayant pour tâche d'assurer la convergence des démarches suivies par les instances nationales et d'éviter ainsi que se créent des « refuges génétiques ».

La recommandation du Conseil de l'Europe survient alors que l'on assiste à de profondes divergences quant à la meilleure conduite à adopter dans ce domaine. On observe notamment un affrontement entre les représentants des médecins et des chercheurs britanniques — relativement laxistes quant à la réglementation des manipulations et des recherches sur les embryons humains — et leurs homologues ouest-allemands. Ces derniers sont beaucoup plus réticents, arguant des risques de dérive — eugéniques notamment — inhérents à de tels travaux.

En France, les questions relatives à la légitimité de la recherche scientifique sur les embryons humains sont, pour l'heure, occultées par celles du devenir incertain des embryons humains - on en recense plusieurs milliers conservés par congélation dans les centres de fécondation in vitra. Ces questions sont aussi directement liées au conslit qui oppose le ministère de la santé à certains médecins et biologistes de la reproduction. Ces derniers souhaitent que le gouverne-ment revienne sur sa décision pourtant tout à fait raisonnable – de limiter le nombre des centres de fécondation in vitro, qui servent dorénavant à mettre en œuvre les techniques de procréation médicalement assistée.

J.-Y. N.

 Expérimentation animale : deux médecins condamnés. - Reconnus coupables d'avoir utilisé sans autorisation 70 singes maceques pour de l'expérimentation animale, deux professeurs du Centre hospitalier universitaire de Toulouse, MM. Francis Bayard et Hubert Bouyssou, responsables de l'animalerie, ont été condamnés par la cour d'appel de Toulouse. Celle-ci a confirmé le jugement du tribunal de première instance qui avait été prononcé sur plainte de la Société protectrice des animaux. Cependant les juges d'appel ont dispensé de peine les deux chercheurs.

### Au Salon du jouet

### Jeu de puce

Les sept cents exposants du Salon imernational du jouet qui se tient jusqu'au. 7 février dans les immenses Italis d'exposition de Paris-Nord ne savent plus que faire pour attirer l'attention. Vitrines « magiques », démonstratrices de rêve, réceptions mondaines, projecteurs à profusion, les visiteurs sont éblouis, au propre comme au figuré.

Un fabricant de mini-bolides téléguidés a même engagé un étonnant présentateur, un robot de taille humaine qui, habillé et grimé mais dirigé de loin, racole les passants dans les travées. C'est à s'y tromper. Si les engins sophistiqués brillent encore de tous leurs nickels, on note un retour aux distractions traditionnelles : les poupées, les peluches, dont l'ours est cette année la star, et les jeux de société, qui, manifestement, profitent de l'indigence des soirées télévi-

Mais celui qui les éclipse tous est une sorte d'inventeur autodidacte style Concours Lépine, dont le stand grand comme un cagibi est le plus modeste du Salon. Il est vrai que Bernard Pellerin, quadragénaire en blue-jean et chemise de cow-boy, n'a que de minuscules objets à présenter : des hémisphères en caoutchouc grands comme une pièce de 5 f, mais qui, retroussés et posés sur une table finissent par retrouver brusquement feur forme et bondir d'eux-mêmes jusqu'au plafond. C'est simple comme l'œuf de Colomb. L'ingénieux bricoleur - qui a tout de même travaillé plusieurs mois avec les ingénieurs d'une fabrique de pneus - a baptisé sa trouvaille « puce sauteuse » et la cède pour quelques francs. En six mois, il en a vendu deux millions d'exemplaires.

Les « puces » enchantem les collégiens ferceurs et, naturellement, font le désespoir des maîtres. Leur inventeur en exporte en plusieurs pays étrangers. Et certains fans parlent déjà d'organiser des compétitions. Mais il y en a à qui ces puces-là donnent des démangeaisons : les grands industriels du jouet.

1. A.-R.

### SCIENCES

• Satellites anti-drogue. - D'ici cinq ans, des satellites espions pour rejeret être employées pour repérer les plantations illégales de pavot et de coca. Telle est la proposition énoncée le 2 tévrier, lors d'une conférence de presse à Vienne, par le directeur de la division des stupéfiants des Nations unies. Mr. Remos-Galino, affirmant que « le coût des photographies et de leur analyse par ordinateur serait bien inféneur au prix des opérations aénennes », a autoricé que les Etats-Unis avaient déjà promis une contribution de 100 000 doilars au projet. - (Reuter.)

• Nouveau report du fancement de Discovery. - Comme la NASA le laissait supposer depuis quelques jours, le lancament de la navette spetiale américaine, initialement prevu pour le 23 février, sera reporté de plusieurs semaines afin de remplacer ses trois turbopompes (le Monde du 2 février).

Les responsables de l'agence américaine ont précisé que Discovery devrait cependant être lancée avant le 18 mars, pour ne pas retarder le calendrier des vols spatiaux suivants.

e Une commission de surveillance départementale pour Superphénix. — Le conseil général de
l'Isère a adopté à l'unanimité, vendredi 3 février, une motion transformant la commission locale d'information sur la centrale nucléaire
Superphénix en commission de surveillance départementale. Dotée de
moyens de contrôle et d'information,
cette demière sera chargée de suivre
le fonctionnement du surgénérateur
de Creys-Malville, dont le redémarrege est interveru le 14 janvier après
une interruption de vingt mois.

Un permis de construire annulé

# Embrouille immobilière sur l'ancien site du Centre américain à Paris

En retirant un permis de construire qu'elle avait accordé moins de deux semaines plus tôt, la Mairie de Paris frappe un coup réunit les ingrédients «ordinaires» de tout embrouillamini immobilier. A l'origine, une propriété aux rives du quartier Montparnasse : près de 5 000 mètres carrés dans le parc de l'ancienne infirmerie Marie Thérèse fondée pour des malades et de riches déshérités, puis vendue à l'archeve-ché de Paris qui l'utilise pour recueillir les prêtres âgés. Un lieu chargé d'histoire et de souvenirs. Chateaubriand y a vécu et planté un cèdre du Liban, encore vivace. En 1934, un bâtiment s'y construit pour les étudiants et les artistes américains. Des œuvres de Beckett y seront créées; le danseur Merce Cunningham y fera ses premiers pas en France. Jardin au cœur de Paris, le Centre américain ne s'est pas retranché derrière ses murs : susou à la période récente des attentats, le public, par tolérance, était admis dans le parc.

En 1987, le Centre décide de s'installer à Bercy, où il disposera de 12 500 mètres carrés. La propriété du boulevard Raspail est vendue à la Banque arabe internationale d'investissement, qui la revend peu après au GAN. Montant officiel de la deuxième transaction: 232 millions de francs, selon le groupe d'assurances. Vraisemblablement un peu plus, en réalité.

Sì le GAN achète, c'est qu'il a l'intention d'investir. Son projet est de raser le bâtiment des années 30 et de construire un ensemble de rapport : résidences de tourisme et

Les anciens locaux du Centre américain boulevard Raspail à Paris, 14°, ont obtenu un sursis. Le bâtiment de 1934, grandes verrières et colonnades, devait être détruit et remplacé par deux immeubles résidentiels (voir dans le Monde du 17 janvier l'article d'Alain Jambert). La Mairie de Paris vient d'annoncer qu'elle n'accordera pas le permis de démolir « dans l'état actuel des choses » et que le permis de construire qu'elle a signé en janvier dernier sera annulé. Des discussions seront ouvertes avec le propriétaire, le groupe d'assurances GAN, pour étudier la

sauvegarde de 4 000 mètres carrés de jardin et l'accès du parc an

appartements hant de gamme. Le cèdre de Chateaubriand sera préservé. Les deux nouveaux bâtiments seront posés sur des pilotis. Ainsi, la vue sur le parc, à travers des grilles aménagées dans le mur de clôture, sera-t-elle offerte aux piétons du boulevard Raspail. Tout est bien.

### < Erreur de cadastre »

Ce n'est pas le sentiment des Parisiens, riverains et personnalités, consternés de voir bouleversé tout un pan de ce quartier marqué par la vie artistique dans la première moitié du siècle. Vedettes, célébrités, créateurs accourent : lonesco, César, Jean-Paul Belmondo, Régis Debray, Henri Sauguet, Delphine Seyrig, Claude Olievenstein, Marie-France Pisier, Philippe Sollers, parmi d'autres. Un texte qui réclame la sauvegarde du parc et l'affectation du bâtiment à un . projet culturel d'intérêt public » recueille deux mille cinq cents

signatures. Brice Lalonde vient sur place, tandis que Simone Veil tente une ambassade.

L'inquiêtude a trouvé son aliment dans le projet du GAN, mais aussi dans quelques points de procédure d'où montent d'étranges parfums. Les riverains s'étonnent d'apprendre que la surface bâtie autorisée est passée de 828 mêtres carrés (celle du bâtiment d'origine) à 1 500 mètres carrés; et que, de la propriété mesurant 4 854 mètres carrés de superficie totale, les 4 026 mètres carrés de parc restants sont réduits à 3 300. Une - erreur de cadastre -, répond le maire du 14 arrondissement. Plus exactement, une erreur de relevé et de transcription des mesures du cadastre, car les planches elles-mêmes ne comportent pas d'erreur visible.

Bizarre, cette distraction du greffier. Mais possible, après tout, accidentelle. Ce qui l'est moins, c'est une démarche que la Mairie de Paris a effectuée en 1987. Elle a fait établir, devant notaire, l'annulation de la servitude de « non constructible - frappant depuis 1945 le terrain du centre américain. En mai 1987, c'est-à-dire à peine un mois avant la vente du terrain à la Banque arabe. Dans quel dessein la Ville de Paris modifiait-elle ainsi le plan d'occupation des sols? le hasard encore? Cette question est-elle vraiment si

Les étranges parfums se sont insimés jusqu'au bureau de Jacques Chirac qui, onze jours après la signature du permis de construire, l'a annulé. Il demande au GAN de porter à 4 000 mètres carrés la superficie du jardin et de l'ouvrir au public. Il sera sans nul doute entendu, et le GAN, en compensation du préjudice subi, obtiendra quelques facilités pour une opération future. Le groupe d'assurances devra aussi abaisser la hauteur des bâtiments qu'il prévoit de construire; les dix étages souhaités seront ramenés à six ou sept.

Les défenseurs du Centre américain ne s'en contenteront pas. Méliants — • période électorale oblige • — ils ont une autre vue sur le bâtiment qui, rénové, devrait garder, pensent-ils, une vocation culturelle. Ils sont valoir que le GAN aurait tout à y gagner, lui qui met du prix à protéger les arts. Ne vient-il pas, par exemple, d'acquérir une muvre de Camille Claudel? Dans l'immédiat, ils s'apprêtent à solliciter du ministère de la culture le classement du site en tant que • lieu de mémoire ». Peut-être aussi veilleront-ils à ce que les inscriptions cadastrales soient rectifiées. On ne sait jamais...

CHARLES VIAL.

### ENVIRONNEMENT

La pollution dans les grandes villes

### Week-end d'oxygénation

L'action conjuguée de la décrue automobile, de l'interruption de l'activité industrielle, de la pluie et du vent a entraîné une notable diminution de la pollution aumosphérique qui régnait depuis plus d'une semaine.

A Paris, par exemple, l'arrêt de la centrale EDF de Vitry et le ralentissement des chaudières domestiques par suite du radoucissement de la température ont divisé par quatre la teneur de l'air en dioxyde de soufre. Pour les oxydes d'azote émis par les pots d'échappement, les diminutions ont été un peu moins accentuées, notamment samedi après-midi où les rues de la capitale ont connu les encombrements habituels. Mais dès lundi 6 février on attendait une remontée de la quantité des polluants avec la reprise de l'activité et la persistance de l'anticyclone, dont on n'espère pas la dissipation avant la fin de la semaine.

Cette situation amène les auto-

Cette situation amène les autonités de différents pays - toute
l'Europe est touchée - à prendre
des mesures palliatives ou préventives. En Italie, le gouvernement
envisage maintenant de promouvoir
l'usage de l'essence sans plomb qui
ne rencontrait jusqu'ici qu'indifférence. En effet, 86 % des stationsservice de la péninsule ignorent totalement ce carburant et les
constructeurs locaux ne proposent à
leur cliemèle aucun véhicule équipé
de pot catalytique. A Genève, la
population a été invitée « à n'utiliser
les véhicules à moteur à des sins
individuelles qu'en cas de sérieuse
nécessité ». De même, en France
M. Brice Lalonde conseillait-il vendredi 3 février aux citadins de laisser la voiture au garage durant le
week-end. Cela lui a valu de la part
des Verts un rappel à l'ordre ironique : - Secrétaire d'État sans pouvoir, M. Brice Lalonde aurait quand
même la possibilité de s'adresser à
son collègue Pierre Joxe, dont
dépend le préfet de police de Paris,
pour que soient prises les mesures
urgentes de restriction de la circulation qui s'imposent. »

# « Moderniser l'écriture du français » aux mots du français, on obtient, 1901, un autre a été rej

(Suite de la première page.)

Et l'on peut penser qu'une des qualités de l'orthographe française

fut, des siècles durant, sa capacité à se moderniser. Or cette modernisation que l'histoire nous permet, que la science nous suggère, les défis lancés à notre

pays rexigent.

Défi technique. L'écrit est en pleine expansion, qu'il soit imprimé (les livres du dépôt légal de la Bibliothèque nationale sont passés, en moyenne annuelle, de dix-sept mille à trente-huit mille de 1960 à 1980, et ont plus que doublé depuis) ou qu'il soit électronique. La technologie informatique consomme, produit, stocke et diffuse d'immenses quantités de données : c'est là un trésor de savoir écrit, auquel on ne peut accéder qu'en évitant la défaillance graphique, et l'à-

Défi pédagogique. Vouloir conduire 80 % d'une classe d'âge au niveau du baccalauréat implique qu'on s'intertoge sur l'écart qui se creuse entre les français écrit et parlé, sur une norme devenue en certains points impraticable, et non transmissible au cours d'études raisonnables. Sur l'écart, également, entre la connaissance scientifique de l'orthographe et la pédagogie de cette orthographe, qui doit consacrer beaucoup de temps aux détails sans importance, et à des listes d'exceptions.

Dési politique, en un mot. En cette année du Bicentenaire de la Révolution, il convient de rappeler avec sorce que savoir lire et écrire, posséder pleinement les possibilités de cet instrument incomparable qu'est l'écriture, est un droit civique, et l'accès à la culture écrite un droit des citoyens. Sera-t-elle encore en français demain, cette culture, si nous n'assurons pas à l'ensemble de la nation la transmission, la pratique et la connaissance satissaisantes de l'instrument forgé pour eux au si des siècles? Notre langue deviendra-t-elle une langue minoritaire en Europe? Son apprentissage, par le déclin d'une norme désuète, ne risque-t-il pas de décourager nos partenaires européens? L'immobilisme est un handicap pour le déve-loppement de la francophonie.

Seule une langue qui vit et se développe, une langue parlée et écrite aisément par tous, peut se défendre et s'épanouir. Il faut donc moderniser la graphie du français.

### Une politique de tolérance

Ce qui ne signifie rien de plus qu'aménager l'orthographe, la réviser, comme on dit d'une mécanique, en ôtant ce qui a cessé de servir, et qui est devenu aberrant. Ce qui signifie également avoir davantage d'estime pour la réflexion que pour la mémoire. Prenons l'exemple de l'accent circonflexe. Celui-ci note, en général, un son que l'on ne prononce plus depuis longtemps (ainsi un s devant une consonne : ile pour isle) : c'est donc la mémoire, et non la prononciation, qui nous invite à utiliser cet accent. Si, par expérience, on ôte l'accent circonflexe

aux mots du français, on obtient, tout au plus, une trentaine de termes devenus ambigus, et que le circonflexe distinguait (du et dû, tache et tâche, etc.). Mais, d'une part, ces quelques termes deviennent ambigus seulement hors contexte; cette ambiguïté, d'autre part, est moindre que celle qui est monnaie courante, et comme fondamentale, dans la langue: qui a jamais protesté contre l'ambiguïté de je suis (verbes être ou suivre), de je finis (présent ou passé simple), etc. ? Si l'on ajoute que plus du quart des fautes relevées dans les dictées, dans les textes de tous ordres, concernent l'accent circonflexe, il est évident que le coût est disproportionné.

Une modernisation de ce type avait été envisagée par l'excellent rapport que prépara, à l'initiative du ministre de l'éducation nationale, la commission Beslais, de 1960 à 1965. Dans l'immédiat, pourraient être retenues comme prioritaires, outre l'acceptation de graphies sans accent circonflexe, la réduction de consonnes doubles, l'assouplissement des règles d'accord du participe passé, et l'autorisation de doubles graphies (on écrirait, par exemple, événement ou événement, oignon ou ognon, graphies qu'a d'ailleurs acceptées l'Académie francaise en 1976).

Depuis plus d'un siècle, contrairement à une tradition dans l'histoire de notre langue, aucune initiative tendant à adapter l'orthographe n'a pu être menée à bien. Un arrêté de tolérance avait été promulgué por le ministre de l'éducation nationale en

1901, un autre a été repris en 1977 : bien qu'ils soient toujours en vigneur, ils n'ont pas été appliqués. L'Académie française elle-même avait admis certaines simplifications en 1976 : ses recommandations n'ont pas été suivies d'effet. Le retard pris dans ce domaine est tel qu'il convient, dans un premier temps, de mettre en œuvre une politique de tolérance. Que l'on s'entende : il ne s'agit pas de tolérer n'importe quoi, mais d'accepter, comme cela a été le cas pour d'autres langues, deux (et seulement deux) graphies possibles. entre lesquelles on hésite d'ordinaire, faute d'avoir mémorisé cette information aléatoire. Ainsi j'eti-quette et j'étiquète, abime et abime. etc. Une politique de tolérance est en soi un enseignement de l'ortho-graphe : elle fait comprendre ce qu'est et à quoi sert une norme graphique. Il convient en somme, après l'avoir revu, d'appliquer, de faire connaître, d'enseigner aux futurs maîtres et aux écoliers l'arrêté de

Certes, il faudra expliquer et informer, choisir avec prudence les points où porteront les amenagements : un comité des sages pourrait être chargé de les recommander. On devra se donner du temps pour leur application. comme à l'époque où l'on est passé des anciens aux nouveaux francs. Mais il importe de commencer aujourd'hui. Les exigences nous pressent, aucune période n'est plus propice que l'année des droits de l'homme, aucune politique ne peut lier plus fortement la culture, la science, et l'amour de la langue française.

### Les dix signataires

(1966).

Nina Catach. — Directeur de recherche au CNRS. Spécialiste de l'orthographe. A notamment publié les Listes orthographiques de base du français (1985), la Phonétisation automatique du français: les ambiguités de la langue écrite (1984).

Bernard Cerquiglini. - Professeur à l'université Paris-VII. A été directeur des écoles au ministère de l'éducation nationale de 1985 à 1987. Vient de publier Eloge de la variante. Jean-Claude Chevalier. -

Jean-Claude Chévalier. — Professeur à l'université Paris-VIII. Président de la commission de réflexion sur l'enseignement du français au ministère de l'éducation nationale de 1983 à 1986, puis à nouveau depuis 1988.

Pierre Encrevá. ~ Professeur à l'université Paris-VIII. Spécialiste de socio-linguistique et de phonologie.

et de phonologie.

Maurice Gross. — Professeur à l'université Paris-VII.
Directeur du Laboratoire d'automatique documentaire et linguistique. Auteur notemment de Méthodes en grammaire française (1977) et la Grammaire

gnatanes
transformationnelle du frençais

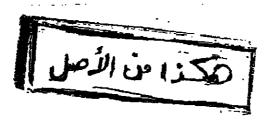
Claude Hagège. — Professeur au Collège de France. Auteur notamment de l'Homme de paroles : contribution linguistique aux sciences humaines (1985) et le Français et les Siècles (1987).

Robert Martin. — Professeur à l'université Paris-IV. Achève l'Histoire de la langue française de Ferdinand Brunot.

Michel Masson. — Professeur d'hébreu à l'université Paris-III. Spécialiste des écritures alphabétiques. Auteur de Langue et idéologie : les mots étrangers en hébreu moderne (1987).

Jean-Claude Milner. - Professeur à l'université Paris-VII. Auteur notamment de l'Amour de la langue (1978) et de De l'école (1984).

Bernard Quémada. — Directeur de recherche au CNRS. Responsable du Trésor général des langues et parlers français. Directeur de l'Institut national de la langue française, qui publie le Dictionnaire de la langue du XIX et XX° siècles (CNRS et Gallimard).



# **Sports**

هكذا من الأصل

SKI ALPIN: les championnats du monde de Vail

# Merle sur de mauvaises planches

La descente dames des Cham pionnats du monde de ski alpin courue dimanche 5 février à Vail (Colorado), a été gagnée par la Suissesse Maria Walliser. Déjà médaille d'or dans cette discipline lors des précédents championnats du monde à Crans-Montana (Suisse), en 1987, elle a réussi l'exploit de distancer toutes ses rivales de plus d'une seconde et demie. La Canadienne Karen Percy, troisième anx Jeux Olympiques de Cal-gary, est médaille d'argent, et l'Allemande de l'Ouest Karin Dedler, médaille de bronze. Sur une neige fraîche, très froide les Françaises ont joué les fign-

VAIL (Colorado) de notre envoyé spécial

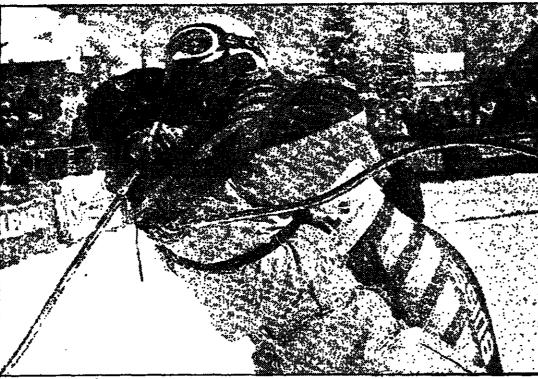
A peine lancée sur la piste, Maria Walliser donne l'impression, à tons les spectateurs, de posséder une vitesse fabuleuse. Tout au long des 2 591 mètres du parcours, elle pul-vérise les temps de passage réalisés par les huit skieuses qui l'ont précé-dée, avec des pointes de vitesse à 110 kilomètres à l'heure, elle fonce vers la victoire. Maria, la star touiours sollicitée par les metteurs en scène de cinéma, négocie une dernière courbe avec élégance et triomphe au terme d'un parcours sans faute.

Son minois rougi par le froid, la jeune femme tombe dans les bras de son entraîneur. Glacée, incapable de parler, elle ne peut que hocher la tête, alors qu'on l'enveloppe de couvertures. Comme les autres concurrentes, la Suissesse a souffert de la température extrêmement basse. Un rayon de soleil n'a pas suffi à faire décoller le mercure de - 20°C, où il est tombé la nuit.

Encore une fois, le temps est venu bouleverser toutes les prévisions. Dès vendredi la neige a fait son apparition. Légère d'abord, elle a augmente la densité de ses flocons samedi, au point de perturber le jour blanc, sans courses et sans entraînement. Des heures à se languir pour les concurrents. condamnés à regarder par leur fenêtre la neige tomber.

### Fâcheuse pondreuse

Mais ce simple changement météorologique, a priori banal pour des épreuves de plein air, a trans-formé la physionomie de la course. La neige fraîche accumulée a entraîné une modification du tracé de la piste. Malgré le dévouement des employés de la station, maigré dix-huit engins de damage, il n'a pas été possible de gommer 50 centimètres de poudreuse. Les bosses se sont



Sollicitée par Hollywood, la Suissesse Maria Walliser a triomphé sur les planches avant de briller sur les toiles : championne du monde 1987 de de elle a de nouveau surclassé ses rivales dans la lutte au titre 1989 à Vail.

estompées, le parcours a perdu de sa

Directeur de l'équipe de France féminine, Gilles Mazzega, faisait, dès dimanche matin, le constat suivant : « les importantes chutes de neige rendent la première partie du tracé plus plat. Le rôle du matériel va donc être déterminant. Et le resnonsable concédait que ces nouvelles conditions climatiques entraînaient « un petit désavantage » pour les skieuses tricolores.

Le terme de « petit », au demeu-rant fort joli, cache une réalité plus inquiétante. Lors des premières ances d'entraînement, au milieu de la semaine, Carole Merle, révelation du début de saison de la Coupe du monde, avait réussi les meilleurs temps. Sur une neige artificielle, qui est désormais le fond commun de toutes les grandes épreuves, bien compacte, la skieuse de Super-Sauze s'était jouée des pièges et avait inquiété ses rivales. Mais dès les premiers flocons, Carole avait abandonné les places de leader pour rejoindre, dans le bas du classement, les Soviétiques et les Néo-

« La neige ne me convient pas ». affirme la demoiselle, qui avait ter-miné dernière de la seule course de Coupe du monde disputée dans des conditions analogues. Alors, dimanche 5 février, lorsqu'elle s'est levée et qu'elle a constaté l'épaisseur de la couche blanche qui ornait son balcon, elle a compris que cette descente ne serait pas la sienne. Ses capacités physiques ne sont pas en cause, son art de la glisse encore moins. Quant à son envie de se battre, qui surprend toujours chez une Française, elle semble intacte. Mais voilà, Carole sait que sur une neige fraiche elle n'avance pas. Son style n'a rien à voir dans l'affaire, d'ailleurs elle assirme n'avoir • commis queune faute sur le trace de compétition », alors qu'elle s'est retrouvée créditée du vingt-cinquième temps,

avant d'être disqualifiée! Non, le problème n'est pas dans sa tête ni dans ses membres, il est plus simplement sous ses pieds. Il suffit d'écouter celle qui domine cette année les Super-G de la Coupe du monde : « La descente de Vail s'est transformée, elle est devenue uniquement une course où compte la vitesse des skis. Là il y a des marques qui vont très vite et d'autres beaucoup moins. » Il faut préciser, ce que par gentillesse pour ses fournisseurs. Carole Merle laisse en suspens, ses skis, de marque Dynamic, ne glissent jamais sur la neige douce.

### Une semelle rétive

Il ne s'agit pas seulement d'un problème de fartage mal résolu au petit matin, par un technicien ensommeillé, mais plus gravement de question de semelle absolument rétive à certains cristaux. Lors d'un entraînement, sous la neige, ven-dredi, Carole expliquait :- J'ai l'impression d'avoir aux pieds des skis qui sortent d'usine, ils accrochent et n'avancent pas. . Alors ce

dimanche la petite brune ne se ber-

Carole Merle a-t-elle réellement manqué son départ ? A-t-elle choisi cette solution de la dismuslification pour éviter l'affront d'une trentième place? Ses sourires à l'arrivée masquent une déception déjà acceptée. Elle affirme vouloir - toujours se battre . pour les prochaines épreuves. Mais avec le même matériel possède-t-elle encore des

Pendant que Maria Walliser explique - le changement de temps m'a comblée et mon skiman s'est montré formidable », les responsables français avouent des erreurs de préparation des skis. Des erreurs qui s'accumulent au fil des épreuves. • Il est important de rectifier le tir pour le Super-G », confie Bernard Chevallier, président de la Fédération française de ski, toujours confiant. Il ne remet pas en cause le choix des fabricants qui fournissen ses équipes. Les skis de marque Volkl qui réussissent si bien aux pieds de la belle Saint-Galloise ne sont pas prêts à faire glisser les

Pas vraiment abattue par cette mésaventure, la petite communauté attend des jours meilleurs. Certains évoquent l'arrivée sur le marché des skis Salomon • une marque française qui peut apporter un plus », dans un an ou deux. Drôle de début de championnat pour une délégation toujours sure d'elle-même.

**SERGE BOLLOCH.** 

### ATHLÉTISME: championnats de France en salle

### **Distances**

Un seul record de France -7 s 20 au 60 mètres par Lau-rence Bily — battu lors des championnats de France en salle, samedi et dimanche, à Liévin : l'athlétisme français n'est pas encore sorti de sa torpeur après les fastes de l'année olympique. Pour certains athlètes, la saison 1989 pourrait même n'être qu'une longue pause occupée à changer d'orientation.

LIÉVIN

correspondance

- Ce stade est magnifique. Mais le spectacle est vraiment affligeant. On s'ennuie à mourir... - Très élégant dans son costume sombre, le ventre toujours plat et le regard clair, Jack Pani lâche un long soupir. Ancien recordman de France du saut en longueur (8,16 mètres en 1969). Pani est venu à ces championnats de France en salle. Et il s'y morfond. Comme Michel Jazy, Jean Wadonx ou Robert Poirier. Les anciens - soupirent.

Pendant que les jeunes, les rendant que les jeunes, les actuels , semblent traîner sur le stade, un peu plus bas, une langueur tout aussi monotone. L'ambiance n'y est pas, les performances non plus. Et le temps s'étire, à la recherche de ce déclic qui ne viendra pas, malgré les efforts de Serge Hélan (1712 mètres au triple saut) ou de (17,12 mètres au triple saut) ou de Laurence Bily (7 s 20 sur 60 mètres).

La faute à qui ? Facile : à l'année. Cette saison 1989 qui, si elle est pour beaucoup celle du Bicente-nai e, n'a pour les athlètes que le pale relief d'une année postolympique. Une saison pour rien, creuse et terne après la chaleur et l'intensité de l'épisode olympique.

« C'est une année particulière, affirme Fernand Urtebise. Il n'y a aucun rendez-vous majeur. Alors il faut en profiter. • Et l'entraîneur des Florence Colle, Laurence Bily, Daniel Sangouma, Amadou Dia Ba (médaillé d'argent sur 400 mètres haies à Séoul) de citer les mille et une raisons pour ne pas plonger vers la torpeur et l'emmi d'une année trop fade. « Entre les championnats d'Europe ou du monde et les J.O., les athlètes ont mis en sommeil, pendant deux ou trois ans, toute leur vie extrasportive. Cette année, ils doivent changer d'orientation, s'intéresser à autre chose, reprendre ou poursuivre leurs études, débuter une formation. Il faut absolument qu'ils se réintègrent à la vie normale, celle des travailleurs. La

haute compétition est une véritable intoxication. En 1989, les athlètes doivent se désintoxiquer. •

Urtebise prêche ce qu'il nomme un « déplacement de motivation vers d'autres pôles d'intérêt -. Et ses athlètes obéissent. A leur manière. Florence Colle, finaliste olympique sur 100 m haies, a rat-trapé, avec un empressement digne de ses sprints, le retard accumulé dans ses études de médecine. Quinze séances d'entraînement seulement au crédit de son dernier tri-mestre 1988. Mais un nombre impressionnant d'examens et une quatrième année de médecine qu'elle entame comme une -étu-diante normale -. Daniel San-gouma, médaillé de bronze sur 4 × 100 m. a mis sa saison hivernale entre parenthèses. Priorité à ses études à l'Institut français de ges-tion, qu'il reprend après plusieurs années de jachère. Amadou Dia Ba

### Record du saut à la perche

### Rodion Gataoulline: 6,02 mètres en salle

Le Soviétique Sergueï Bubka, champion olympique à Séoul, n'est plus tout seul dans les hautes sphères du saut à la perche. Rodion Gataoulline, son jeune compatriote, médaille d'argent à Séoul, vient de le rejoindre dans le clan très fermé des plus de 6 mêtres.

Au cours des championnets d'URSS en selle, samedi 4 février à Gomel (Biélorussie), Gataoulline a franchi 6,02 mètres, améliorant de 2 centimètres son record du monde en salle. Le 22 janvier dernier, il avait pour la première fois effacé Bubka des tablettes en franchissant 6 mètres à Léringrad.

Désormais, Gataculline n'est plus qu'à 4 centimètres du record du monde en plein air que détient Serguei Bubka depuis juillet 1988. La première confrontation entre les deux meilleurs perchistes actuels pourrait avoir lieu lors des championnats du monde en salle, du 3 au

a été reçu comme un roi à son retou à Dakar. Puis il a entrepris une for-mation de professeur d'éducation physique.

Fernand Urtebise en vient même à admirer et à jalouser l'athlétisme est-allemand, qui a. d'autorité, poussé quelques leaders (Heike Drechsler entre autres) à reposer corps et esprit pour une année sab-batique. Si nous avions leurs-moyens et leurs structures, je souhaiterais que mes athlètes fassent la même chose. •

Un souhait que les sponsors ne partagent pas, eux qui fulminen contre ce qu'ils nomment sévère ment un « manque de professionna-lisme des athlètes français ». Avec cet argument massue, assené comme un coup de poing par Michel Jazy:
« Un athlète pro a des devoirs envers ses sponsors. Il doit assumer son professionnalisme, ce qui sous-entend des résultats et une motiva-

Son employeur, Adidas, chez qui l'athlétisme occupe budgétairement la deuxième position derrière le football, apprécie si peu l'attitude de certains athlètes français en cette année post-olympique que la marque a opéré des coupes franches dans sa stratégie de sponsoring. • Nous aidions trois cent cinquante à quatre cents athlètes français, raconte Michel Louette, responsable du soc-teur athlétisme. Cette année, ce nombre a été réduit à soixante. Bref. l'olympiade démarre douce-ment. L'enthousiasme n'y est pas. Séoul pèse encore dans les muscles et sur les cœurs. Et Barcelone parait bien trop loin pour donner déjà la

ALAIN MERCIER.

### TENNIS: la Coupe Davis

### Etats-Unis-France en quarts de finale

L'équipe de France de termis s'est qualifiée pour les quarts de finale de la Coupe Davis en dominant difficile-ment braël (4-1), du 3 au 5 février à Tel-Aviv. Les Français qui n'ont concédé gu'une défaite (Yannick Nosh face à Amos Mansdorfi affronteront les Etats-Unis, victorieux du Paraguay (5-0), en avril prochain à San-Diego (Californie). D'autre part, à Vienne, l'Autriche a créé la surprise en s'imposant large-ment face à l'Australie (5-0).

TEL-AVIV de notre correspondant

Certains bons vieux clichés méritent d'être souvent répétés : en Coupe Davis, la qualité du tennis n'est peut-être pas toujours là, mais l'émotion dépasse à coup sûr celle de ces laborieux tournois du « circuit » où la victoire se solde en incompréhensibles points d'ordinateurs et gros paquets de doi-

La leçon est vraie, même pour un premier tour de la Coupe opposant, comme ce fut le cas du 3 au 5 février, la France à Israel, (groupe Monde 1989) : en principe, du « tout cuit », bien que Leconte et Noah n'aient guère été convaincants lors de leur apparition aux internationaux d'Australie.

### Double à suspens

Si au soir du samedi 4 février, la rencontre était jouée (France 3, Israel 0), l'affaire ne fut ni à sens unique, ni dépourvue de suspens, drames et moments hauts en

couleur . Particulièrement à la fin du double, lorsqu'après plus de quatre heures de bataille et deux sets partout, Israel menait 11 jeux à 10, et 0-40 sur ser-vice de Noah : 3 balles de match que la paire française sauva d'un « ace » et de deux services gagnants. Noah et Forget, une des équipes les mieux classées du monde, échappaient à une défaite humiliante. face à une équipe israélienne improvisée au demier moment : Amos Mansdorf, 26º joueur mondial au classement des joueurs professionnels, associé à Shahar Perkiss, un grand ser-

veur, mais qui n'est que... 468° à l'ATP. Les Français l'emportèrent 13-11, empochant définitivement une rencontre qu'il valait mieux ne pas prolonger tant les deux premières victoires en simples furent difficilement . acquises et auguraient mal des parties suiventes.

Le premier jour, Noah concéda un set à Gilad Bloom (210 • à l'ATP). Henri Laconte, fidèle à sa manière, alterna le pire et le meilleur, lors d'une bateille en cinq sets, avec un Mansdort dont les Parisiens connaissent le talent depuis sa victoire cet hiver à l'Open de

Sportifs, les quelques six mille spectateurs du stade Yad Eliahu (au nord de Tel-Aviv) ont salué la victoire des Français. Le tennis israélien a confirmé d'intéressants progrès. Quant remettre de leurs émotions israéliennes et préparer au misux le prochain tour face aux Etats-Unis à San-Diego (Californie) du 7 au 9 avril.

ALAIN FRACHON.

### Les résultats

Basket-ball CHAMPIONNAT DE FRANCE Nationale I A (vings-deaccième journée) Orthez b. *Mulhouse 92-88 ASVEL b. *Gravelines 95-93 *RCF Paris b. Montpellier 106-84 Limoges b. *Saint-Quentin 79-73 Avignon b. *Caen 93-73 Antibes b. *Tours 88-86 *Monaco b. Lorient 113-76 *Nantes b. Cholet 66-56 Classement - 1. Limoges, 42 pts; 2. Cholet, 40; 3. Orthez, 39; 4. Montpellier, 38.	Posle 2  Tarbes b. Nimes									
Football CHAMPIONNAT DE FRANCE Division I	*Racing b. Villefranche 38-19 *Réziers b. Hagetman 22- 9 *Grenoble h. Nice 65- 0 Classement - 1. Grenoble, 19 pts : 2. Béziers et Narbonne, 18.									
(vings-cinquième journée)         *Sochaux b. Paris-SG       2-1         *Auxerre et Monaco       0-0         Marseille b. *Matra Racing       2-0         *Nice et Metz       1-1         Names b. *Toulouse       2-1         *Lille b. Cannes       1-0         *Toulou b. Caen       1-0	**TOURNOI DES CINQ NATIONS (deuxième journée)  **Angieterre et Ecosse									
*Montpellier b. Lens	CHAMPIONNAT BU MONDE (à Vail, Colorado)  Descente dames. — 1. Walliser (Sui.), 1 min 46 s 50; 2. Percy (Can.), 1 min 48 s; 3. Dedler (RFA). 1 min 48 s									

(Sui.), 1 min 46 s 50; 2. Percy (Can.), 1 min 48 s; 3. Dedler (RFA), 1 min 48 s 61; ...23. Chedal (Fra.), 1 min 49 s 62; ...31. Bouvier (Fra.), 1 min 52 s 83. COUPE DE FRANCE Huit équipes de deuxième division ont été élindnées au cours du huitième tour de la Coupe de France. Il s'agit des équipes de Guingamp, Nîmes, Istres, Le Havre, Dijon, Le Puy, Abbeville, Clermont-Ferrand.

Rugby CHAMPIONNAT DE FRANCE **GROUPE A** (septième jaurnée) Poule 1

\*Dax b. Bourgoin 23-3
\*Montchanin b. Vilkeneuve-s-Lot 24-0 Classement. - 1. Toniouse et Dax, 19 pts; 3. Montferrand, 17,

France b. \*Israël 4-1
\*Snède h. Italie 4-1
\*Autriche b. Anstralie 5-0
\*Yongoslavie b. Danemark 4-1
\*Espagne b. Mexique 3-2
\*Etats-Unis b. Paragnay 5-0
\*Tchécoslovaquie b. URSS 4-1
\*RFA b. Indonésie 5-0
Les quarts de finale aurom lieu du 7
au 9 avril, ils opposeront l'Autriche à la
Suède : l'Espagne à la Yongoslavie : la
Tchécoslovaquie à la RFA. La France
sera opposée aux Etats-Unis. Cette rencontre devrait avoir lieu à San-Diego.

COUPE DAVIS

(huitièmes de finale)

France b. \*Israël ..... 4-1

## LE MARCHÉ DE L'ART SUR MINITEL

GALERIES et MUSÉES Annoncez vos expositions sur Artline (16) 61-70-77-29)

**36.15 LEMONDE** 

Code ARTLINE

La mo

\*\*\* \*\*\*\*

A Transport of the Control of the Co

Strain .

Trangues (4)

Tennis

4.00

10 100 with



# Culture

# AND : Is Course Date

Residence of the second of the

S. S. S. Standard March man : " as all the \$15

of the defendance of the ending of the man mit man der beite

es résultats

Andrew tree in the fire file

A. A. STORY \*\*\* ... . . .

**于对并交替的特别** 

CINÉMA

Albert from the control of the contr

# La mort d'André Cayatte

Un cinéaste justicier

Le cinéaste André Cayatte est mort dans la nuit du 5 au 6 février à son domicile parisien. ll était âgé de quatre-vingts ans.

Même en couleurs, il aura tonjours filmé en noir et blanc. André Cayatte savait où étaient le bien et le mai. Ponvait montrer du doigt les bons et les méchants. Dans les deux camps, du reste, on lui en voulut durablement, et, si ce justicier de la caméra eut l'audace de s'attaquer à de grands sujets, il eut aussi à essuyer de longs procès et bien des sarcasmes. Un croisé de la vérifé prête à rire, comme Don Quichotte, surtout lorsqu'il œuvre volontiers à la lache. Comme des sarcasmes de la lache. hache. Cayatte n'était pas un pastel-

Né à Carcassonne le 3 février 1909, André Cayatte conjugue les études de lettres et de droit. Licencié ès lettres, docteur en droit, il se tourne d'abord vers le barreau, qu'il quitte ensuite pour les dossiers du journalisme et de l'édition. Il publiera plusieurs romans : Artaban, Un dur, un Monstre, la Peau des autres, le Traquenard, les Mar-chands d'ombres, sons trouver encore l'instrument de son propos le plus cher. C'est en collaborant avec Marc Allégret à l'écriture d'Entrée des artistes et avec Jean Grémillon pour Remorques qu'il débute au cinéma.

Si l'on doit isoler de la quinzaine de longs métrages qu'il réalisa les Amants de Vérone, qui portent la marque de Jacques Prévert, l'inimitable, l'ensemble de son œuvre est un long plaidoyer pour une justice plus humaine, moins aveuglément sommise aux règles et aux tites qui la rendent parfois impitoyable sinon inepte. Le projet était des plus nobles, et comme toujours c'est là que le bât biessa, car il fallait à son service un plus grand art que celui dévolu à l'ancien juriste. Justice est faite avec Mouloudji en 1952 est sans doute son film le mieux maîtrisé. Nous sommes tous des assassins est peut-être le plus célèbre. Aucune des circonstances qui alimentent les grandes causes

Quand les pauvres

devient monotone

Quand les Anglais se dégagent de leur flegmatique pudeur et laissent le champ libre à leur science du bur-

lesque, rien ne les arrête et surtout

pas les barrières du « bon goût ». Leur force, c'est la trivialité, plus un irrespect qui fait du bien. C'est à croire que de l'autre côté de la Man-

che, on pent exercer publiquement

son esprit de satire sans subir

d'interdictions ni d'indignations d'associations ou de particuliers cho-qués. Les Monty Python avaient

porté à cet art traditionnel du bur-

lesque et de l'irrespect à des som-

mets que malheureusement ceux qui

suivent n'atteignent pas.

bouffent du riche

la nouniture

et le repas ind

aux difficultés de la vie conjugale en passant par l'esprit de légitime défense et les affres de l'amour interdit. L'affaire Gabrielle Russier lui inspira Mourir d'aimer, les spéculations

immobilières de Puteaux hu donnèrent

n'échappe à Cayatte, du rapt d'enfant bien du fil à retordre avec diverses formes de censure avant d'aboutir à Il n'y a pas de fumée sans feu

Un sens aigu des torts à redresser joint à l'amertame des entraves qu'il rencontra normalement dans son des-sein le conduisit à des jugements tranchés que l'on qualifie parfois de sim-

mélodramatiques, moralisateurs, manichéens. Cayatte n'aima pas les critiques de cinéma. Peut-on l'en blâmer? Le public comme la profession salueront en hi sinon l'artiste au registre trop simple du moins le véritable homme de courage.

MICHEL BRAUDEAU.



André Cayatte dirigeant
Jean-Claude Brialy dans « le Glaive

### De Balzac au film à thèse

Avant d'être réalisateur, André Cayatte avait travaillé comme scénariste : sur Entrée des artistes, de Marc Allégret, et sur Remorques, de Jean Grémillon en particulier. Sa carrière derrière les caméras commence pendant l'Occupation, période pendant laquelle il travailla pour la Continental (studio français sous contrôle allemand). Il filme alors la Fausse Mastresse, avec Danielle Darrieux, d'après Balzac (1942), Au bonheur des dames, d'après Zola, et Pierre et Jean,

d'après Manpassant (1943). Il aborde ensuite le genre mélo-dramatique : Roger la Honte et la

« Eat the Rich », de Peter Richardson

Le festin des pauvres

anrait pu être vraiment drôle - avec

toutes les ambiguïtés du genre. Les

Londres thatchérien, les nouveaux

riches et les anciens, l'espionnite de

certains politiciens, la vulgarité des

antres, la famille royale bien

entendu, les terroristes, les snobs et

les petits-bourgeois, les fonction-

naires sadiques de l'ANPE de là-

L'intrigue est menée d'un côté par

un mulătre, folle perdue, serveur

dans un restaurant branché appelé

Bastards, dont il se fait éjecter pour

excès d'insolence. De l'autre côté

par un démagogue d'extrême droite, secrétaire d'Etat à l'intérieur, une

brute raciste accompagné d'une épouse ambitieuse, blond platine, obèse au point que, comparé à elle,

Eat the Rich, de Peter Richard-son appartient à la même veine et aurait pu être vraiment drôle – avec le politicien s'eni-aurait pu être vraiment drôle – avec le politicien s'eni-vre à la bière, rackette les barmen,

cibles sont le fric qui engorge le palestinien, drague la reine, engrosse

Revanche de Roger la Honte (1945-1946), tourne deux films avec Tino Rossi (Sérénade aux nuages, le Chanteur inconnu). De la même époque datent les Amants de Vérone, sur un scénario de Jacques Prévert (1948). Suivis de Justice est Privert (1948). Souvs de Justice est faite (1950), par Nous sommes tous des assassins (1952), Avant le déluge (1953), Œil pour æil (1956), le Miroir à deux faces (1958), le Passage du Rhin (1960), le Glaive et la balance (1963), Piège pour Cendrillon (1965), les Risques du métier (1967), les Chemins de Katmandou (1969).

règle à sa manière le conflit israélo-

une jeune personne de petite vertu,

le mulâtre recrute un clochard athlé

tique, un paysan baba attardé, la

Robin Hood, il arme sa bande d'arca

et de slèches pour rétablir la justice

En fait, il reprend le restaurant d'où il a été chassé, et l'approvisionne de

Le film est construit en suite de

sketches comme s'il était adapté

d'une mini-série. Le problème n'est

pas là. L'ennui est que les scéna-

ristes n'ont pas su développer leurs quelques bonnes idées. Elles s'éti-

rent et se répètent sur un rythme

languissant et après avoir été mis en

COLETTE GODARD.

appétit, on sort de là déçu, frustré.

ine personne de petite vertu. Tel

Après Mourir d'aimer (1971), il tourne en particulier II n'y a pas de fumée sans feu (1972), Verdict (1974), A chacun son enfer (1977), la Raison d'Etat (1978), l'Amour en question (1978).

Depuis le début des années 80, André Cayatte n'avait plus tourné que pour la télévision, à l'intention des « Dossiers de l'écran », et toujours sur des sujets politicosociologiques: la Faute (1980), les Amants du diable (1981), Des yeux pour pleurer (1982); ensin, sur l'Algèric, Retour à Cherchell (1982).

### Le très «Grand Bleu»

Le troisième film de Luc Bes-son, présenté après trente-six semaines d'exploitation commerciale, dans une version longue de trois heures, retrouve les sommets du box-offics.

Présenté dans deux salles

parisiennes, il a totalisé plus de 27 000 entrées durant la ne du 18 au 24 janvier et pris la dixième place au box-office. A l'affiche dans treize villes de province, il est en tête des entrées à Bordeaux, Caen, Grenoble, Lille, Montpellier, Nantes, Nice, Rouen et Toulouse et réunit ainsi 65 000 nouveaux spectateurs en sept jours. Le Grand Bleu devrait dès cette semaine voler la seconde place en nombre d'entrées à la cote officielle du Film français au film Roger Rabbit qui le précède lement de 23 000 entrées avec 1441000 spectateurs à

HUMOUR

18 H 30

**UNE REVELATION** 

Soixante-seize films français en compétition, la participation remarquée de l'office national du film du Canada, qui célébrait cette année son cinquantième anniversaire et présentait vingt et un films, un panorama complet australien avec la projection de vingt-neuf films : la onzième édition du Festival du court-métrage de Clermont-Ferrand,qui s'est tenue du 28 janvier au 4 février, a acquis ses lettres de noblesse. Lancé très modestement il y a onze ans par un petit groupe de cinéphiles clermontois constitué en association Sauve-qui-peut le courtmétrage, ce Festival, désormais reconnu, reçoit une aide conséquente de la ville, du conseil régional d'Auvergne et du conseil général du Puy-de-Dôme. A cela il faut ajouter la participation du centre national de la cinématographie, de la direction régionale des affaires culturelles, du ministère de l'éduca-

tion nationale, sans compter, depuis

cette année, celle des PTT. Des entreprises locales apportent égale-

public pour sa première œuvre,

Jour de vagues.

Festival de Clermont-Ferrand

# Longue vie au court-métrage

Ferrand, qui s'est achevé samedi, a récompensé deux réalisateurs : François Dupeyron (l'auteur de Drôle d'endroit pour une rencontre) avec Lamento et Patrick Bouchitey avec Lune froide, en décernant à l'un et à l'antre le Grand Prix. Autre réalisateur remarqué : Alain Tasma, qui a reçu le Prix du

Le jury de onzième Festival ment leur contribution. L'an der-nier, le budget global mis en œuvre nier, le budget global mis en œuvre était de 2 500 000 F, l'autofinancement représentant 25 % de cette

Le réalisateur Claude Miller (Mortelle Randonnée, l'Effrontée, la Petite Voleuse), qui a refusé la présidence du jury — « Je ne suis qu'un juré parmi les autres » — définit le court-métrage comme « un genre à part entière ».

Le court-métrage, selon lui, tout en servant de banc d'essai à de jeunes cinéastes (ce fut son cas : Juliet dans Paris, 1967; la Ques-tion ordinaire, 1969 ; Camille ou la Comédie catastrophique, 1971, mérite une attention toute particu-lière car le réalisateur est plus libre

il conteste également l'idée selon laquelle le court-mêtrage s'adresse uniquement à des spécialistes et regrette que les directeurs de salles ne respectent pas la loi qui les oblige à projeter un court métrage avant chaque film. Reste le créneau de la télévision, dont les chaînes, pour la plupart, ont compris l'intérêt d'une telle forme d'expression. Reste aussi bien sûr un festival comme celui de Clermont-Ferrand, qui a enregistré cette année vingthuit mille entrées : - Parce que le programme est à la hauteur de son ambition: diffusion, communication

### JEAN-PIERRE ROUGER.

\* Une mit du court métrage est organisée par CM-Scope an Kinopano-rama. Le 11 février à partir de minuit. Tél.: 40-40-92-64 et 48-96-00-73.

# THEATRE MUSICAL DE PARIS

### Récitais Piano

Stephen Bishop-Kovacevich Beethoven, Chopin, Schumann, 6 février 20 h 30

**Tamas Vasary** Beethoven, Chopin, 20 février 20 h 30

Jorge Bolet Liszt, Schubert, 17 mars 20 h 30

Renseignements 40.28.28.00 par minitel 3615 code Châtelet

### **MERCREDI**

### SELECTION OFFICIELLE - BERLIN 897

Le Cinéma de Rivette n'a pas cessé d'être proche de la poésie de Gérard de Nerval, comme si il en était habité.

Dans LA BANDE DES QUATRE, il met en scène les nouvelles Filles du Feu.

Ce qui fait de Rivette l'auteur le plus inspiré du Cinéma, un de ses plus grands poètes.

GILLES DELEUZE



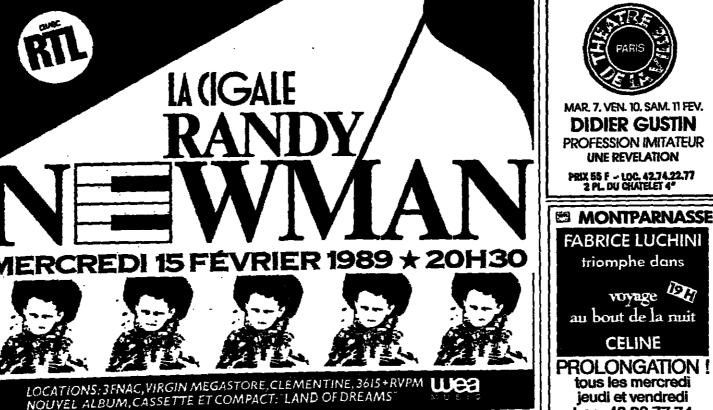
### MISS EN SCENE JACQUES RIVETTE

LAURENCE / PEJRIA / INES | BERNADETTE | PIATHALII COTE / DELIBA / D'ALMEIDA | GIRAUD | RICHARD KARINE BAYARO IRINA DALLE CARQUINE GASSER BRENE JACOB FLORENCE LANNUZEL PRANÇOISE MUXEL BOMINIQUE BOUSSEAU PASCALE BALKIN AGRES BOURDILLON BULLE OGIER ------- BENOIT RÉGENT

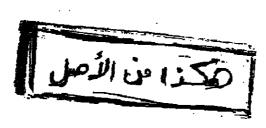
DANS LE CADRE DES "ACTEURS A L'ECRAN" INTEGRALE JACQUES RIVETTE

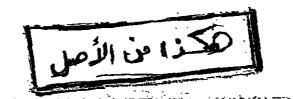
A L'ECRAN ET TGP DE ST DENIS JUSQU'AU 15 FÉVRIER

C©RIDA LA (IGALE MERCREDI 15 FÉVRIER 1989 \* 20H30 LOCATIONS: 3FNAC, VIRGIN MEGASTORE, CLEMENTINE, 3615+RVPM WES NOUVEL ALBUM, CASSETTE ET COMPACT: LAND OF DREAMS









## Culture

### MUSIQUES



Saxophones et publicités

# Natures mortes

Autourd'hui, dans les clips ou aux murs des villes, 4 mètres sur 4, le saxophone est partout. Sa forme, bien sür, et ses reflets luisants séduisent. Instrument à la mode aux mains de jolies filles.

Promotion, publicité, information, les facteurs de saxophones ont, pour leur part, toujours uti-lisé des photos de (vrais) musiciens. Dans les magazines de jazz, Dolnet, Buffet-Crampon, quis Selmer ont occupé tour à avec des photos de scène. Musiciens de légende, postures, expression, cadrage pour l'amateur, tout fait partie de l'étrange plaisir de voir la musique.

A ce titre, les deux demières photos promotionnelles pour la maison Selmer (dues à Philippe

Sur la première (pour les vœux ou sa moquette : des partitions froissées, le saxophone est démonté. L'accent lumineux vient se noser sur les touches de la main gauche. C'est un alto dont le bocal est abandonné sans couvre-bec (négligence !). Eparses, quelques anches : Vandoren ? ou Rico numéro 4, comme celles qu'utilisait Charlie

Parker? Le musicien est ic absent. A-t-il fini ou vient-il de commencer de jouer ? La seule partition entière dit son titre. Dans le champ, une photo énigmatique affiche un profil perplexe (Archie Shepp, visiblement).

La demière en date (vœux de 1989) est de belle conception, de belle composition. La panoplie est au comolet, des boots au chapeau en passant par l'alto bien calé sur la chaise (on a replié le bocal vers la gauche) avec son couvre-bec retrouvé et le cordon. Le musicien est absent. Enfin. absent de la scène, seulement ! Il dort probablement à deux pas en plein jour (la lumière).

Plus de figures de légende, plus de musiciens live bien vivants : on passe à la nature morte. Les saxophones ne se aujourd'hui. ils s'habillent de mythes. Ce qui s'impose, c'est le fantasme pur, aussi sensible sur les affiches de publicité que dans les couloirs du métro : ce que Barthes nommait la forme suprême du sacré, « la marque et le vide ».

FRANCIS MARMANDE.

Le « Transbordeur » à Lyon

### Le pont à musiques

Une « salle d'expressions musicales » dédiée au rock vient d'ouvrir ses portes, à la frontière de Lyon

et de Villeurbanne.

Entièrement sinancée par la ville de Lyon, pour un montant de 9,5 millions de francs, la nouvelle salle de concerts consacrée au rock. le Transbordeur, qui peut accueillir de 1 000 à 1 500 spectateurs - assis ou debout - a été aménagée dans une usine des eaux désaffectée dont on n'a conservé que les murs et un pont roulant, aussi décoratif que fonctionnel, qui lui donne son nom.

Le projet d'un Zénith bis, de 5 000 places, sur le site d'Eurexpo Lyon-Chassieu, semble pouvoir se concrétiser en 1990, et la municipalité communiste de Vénissieux leur a déjà offert, début novembre 1988, une salle de concert de 1 300 places

le Truc(k).

Il y a très précisément dix ans, la frustration des amateurs lyonnais de musique rock avait donné matière à une campagne de presse en forme de croisade. Présentée comme le Liverpool français des seventies, parce qu'y fermentait une ribambelle de petits groupes prometteurs, tirés par une dizaine de locomotives - Starshooters, Factory, Killdozer, Marie et les Garçons, Spheroe, Pulsar, Ganafoul, Electric Callas, etc. – la

 Accord de coopération entre Yamaha et Schimmel. – Le groupe japonais Yamaha détiendra désonnais, au terme d'un accord de coopération, 24,9 % de la société dont dépend l'entreprise de fabrication de pianos ouest-allemande Wilhelm Schimmel. Tout en gardant leur indépendance, les deux sociétés entendent désormais échanger leur savoir-faire technologique (l'une et l'autre sont nées il y a cent ans environ) et, face à un marché de plus en plus encombré, associer leur puissance de recherche dans les

rendez-vous culturel.

off, la New Wave French Connection se brisait sur l'intransigeance frileuse des élus locaux. Plus tard, en 1985, la Bulle Tony-Garnier, structure légère de concert, installés sur l'emprise des anciens abattoirs de Lyon, éclatait sous la pression conjointe des décibels pollueurs et du showbiz.

cieuse de faire vite et bien, a mobi-lisé pour l'opération Transbordeur. Un ancien batteur du groupe Pulsar. riences malencontreuses, a pu effi-cacement guider la démarche d'un jenne architecte, Yves Martin, et des services techniques de la ville pour concevoir et réaliser, en moins d'un an, un lieu bien adapté à sa

Traitée en noir, gris et bleu acier, la grande salle modulable - louée 12 000 francs par jour - dispose d'un club-bar attenant, d'une capa-cité de 400 places debout, qui devrait servir de tremplin aux jeunes groupes méconnus et désargentés

ROBERT SELLERET.

domaines de l'acqustique en général et de la fabrication des pianos droits

Etablie à Braunschweig depuis 1885, l'entreprise Schimmel emploie 460 artisans et fabrique 8 500 pianos par an. Yamaha, qui, créé en 1887, n'a commencé à produire des pianos, en 1900, repré-sente, de son côté, 35 entreprises et emploie 17 000 personnes dans 17 pays du monde, salon le communiqué publié par les deux sociétés le

ville manquait lamentablement ce

Malgré la réussite d'un festival

La municipalité de Lyon, sou-

Victor Bosch qui, fort de ces expé-

(location 2 000 francs).

Tout en s'ouvrant, à l'occasion, à la chanson (Maxime Le Forestier Paolo Conte), au jazz (Dizzie Gil-lespie) ou à la danse (le KOK de Régine Chopinot), le «Transbordeur » tient surtout à ranimer la flamme rock autochtone.

piano (Anne-Marie Fontaine)

Le peuple, les corporations, sont habillés à la mode des années 30, Dans l'atmosphère confinée comme des frères et sœurs de nos

petite-bourgeoise, « congés pavés » du Front popu-laire ; les braves Maîtres chanteurs arrivent en complet veston et cha-peau mou avant de révêtir leur robe à fraise qui leur donne l'allure de héros wagnériens revivent grâce à un solide spectacle et à une savoureuse personnages de Franz Hals; et tous ont une légère touche de vermillon sur les joues comme dans une noce Les amateurs de reconstitution du Douanier Rousseau. historique en seront pour leurs frais :

Wernicke, - récemment remarqué dans le Château de Barbe-bleue, à Amsterdam (le Monde du 13 septembre 1988), insuffle à ces personnages une vie intense avec des jeux de scène simples, drôles et efficaces, qui domnent sans cesse à voir et accompagnent le chant, le complètent sans le dissimuler, en particulier dans l'éblouissante scène des Maîtres, où chacun dessine une silhouette frappante, au caractère

marqué fort réjouissant. L'atmosphère confinée de cette société est renforcée à l'excès par le décor unique, une caisse de bois grise et nue, cadre vraiment étouffant au deuxième acte, qui répercute le son de la discussion Sachs-Beckmesser et de la bagarre finale avec une brutalité assez grossière.

Mais ce cadre étroit convient assez bien à l'austérité de l'office luthérien du début, et à la gigantes-que kermesse de la fin, où les foules serrées comme des sardines dansent sur place dans la chaleur conviviale du chant et de la bière...

« Les Maîtres chanteurs », de Wagner, au palais Garnier

Loin du nazisme

Si le spectacle languit quelque peu au deuxième acte, il est en général d'un rythme et d'un intérêt très soutenus, grâce à une solide distribution, sans aucune vedette interna tionale mais d'une homogénéité

Le Walter de Klaus Koenig a une tout autre vaillance que les Kollo et Hoffmann, un timbre d'airain rayonnant. Malgré son apparence un peu lourde, il joue avec entrain et ironie, ne craignant pas d'asticoter et de provoquer les Maîtres. Ceux-ci manifesteat tous une per-sonnalité originale, en particulier le Beckmesser de Richard Salter, nul-

lement ridicule de prime abord, belle et forte voix, visage poétique, mais avec des gestes obsessionnels d'une drôlerie parfois chaplinesque. La Gretchen blonde de Gabrielle-Maria Ronge, aux vêtements vieil-lots, à la voix victorieuse et un peu épaisse, correspond tout à fait à la conception du metteur en scène; et

Ruthild Engert-Ely (Magdeleine) forme un couple exquis avec Lars Magnusson, David à la voix ronde et radieuse dont on n'imagine vraiment pas qu'il puisse martyriser de cette manière le pauvre Beckmesser.

Victor Braun, enfin, déploie à l'aise l'étoffe de Sachs: la voix est belle, chaude, ductile; mais peut-être abuse-t-il un peu de sa facilité, jouant plus qu'il ne revêt la grande dignité de ce personnage exception-

A côté des Maîtres, louons les chœurs de l'Opéra, préparés par Andrea Giorgi, puissants, disci-plinés; le choral en hommage à Sachs fut d'une beauté et d'une foi bouleversantes. Malgré parfois quelques excès sonores, Lothar Zagrosek mène la représentation avec beau-coup de précision et d'attention aux chanteurs, mais gesticule un peu en vain dans les prétudes et interiudes. Quant à l'orchestre de l'Opéra, il s'est montré à la hauteur de sa

JACQUES LONCHAMPT.

\* Prochaines représentations les 16, 19, 21, 25 férrier et 1= mars à

### Schumann en disque

## Le piano des voix intérieures

exploré au concert

que Beethoven, Mozart ou Chopin,

d'une société

distribution.

les débonnaires

de Nuremberg point dans ces Mai-

tres chanteurs, et pas la moindre allusion aux grandes cérémonies raciales que l'opéra de Wagner a suscitées du temps de Hitler. Le metteur en scène Herbert Wernicke

est né en 1946 sculement. Et ce

spectacle, par son apolitisme juste-ment, avait copieusement énervé les

Si l'on y cherchait quelque thèse, ce serait bien plutôt de dédouaner

l'Allemagne de ses responsabilités dans le nazisme. On découvre en effet une société petite-bourgeoise

quelque peu obtuse, repliée sur elle-

même, qui se laisse finalement

convaincre par Hans Sachs d'admet-

tre et d'admirer le poète, ce Walter

qui apporte un souffle nouveau à l'art allemand.

Hambourgeois il y a quatre ans.

Schumann (comme Schubert) a trouvé dans le disque un médium privilégié.

De Schumann, on n'a longtemps symphoniques, le Concerto pour piano, on n'a longtemps chanté que l'Amour et la vie d'une semme et dirige l'Ouverture Manfred. On ignorait purement et simplement son Concerto pour violon, Genoveva, son unique opéra, ses Scènes du Faust de Goethe, ses dernières œuvres pour piano, et sa musique de chambre, hors le célèbre Quintette avec

En quinze années, le disque a tout changé. Non que Schumann soit devenu une valeur sûre du concert, mais des pans entiers de son œuvre nous ont été révélés grâce à des

interprètes entêtés, Paralysé par le trac et les manifestations d'enthousiasme du public. Yves Nat s'était, quinze années avant Glenn Gould, réfugié dans le calme sécurisant du studio pour fixer sa vision de l'univers schumannien. Grâce à ces six disques (EMI) de nombreux mélomanes - voire des pianistes! - ont appris leur Schumann (il n'ont, hélas ! pas été réédités sur disques compacts). Certains n'hésitent plus à choisir Schu-

mann pour leur premier disque. Laurent Cabasso, bardé de prix, n'a nas craim d'associer les Kreislena, les Chants de l'aube et les Nachstücke sur son premier CD. Difficile de marquer dans un tel répertoire si crépusculaire, si gris. Dans les Kreisleriana, il s'essouffle, manquant à la fois de poigne et de nerfs. Sa sonorité sombre, ses tempos larges, sa poétique discrétion

Moins systématiquement conviennent mieux aux deux autres œuvres. Il atteint même parfois dans les Chants de l'aube à une sérénité troublante si l'on songe à la folie qui s'était emparée du compositeur à cette époque (Valois-Auvidis V 4 629).

> Liberté et rigueur

moins de trois enregistrements de la Première Sonate qui viennent de paraître. Une œuvre quasiment impossible à construire. Ses redites. ses brusques écarts poussent souvent les pianistes à s'éparpiller, incapables de tenir la distance. Vladimir Ashkenazy qui enregistre disque sur disque et laisse publier des interpré-tations bâclées vient de tomber dans ce piège : brutale (c'est pen dire), sèche, stupidement virtuose, sa lecture de l'Opus !! (Decca 421 290-2) est distancée par la poésie, l'animation fiévreuse d'Elisabeth Leonskaïa. La pianiste d'origine soviétique s'immerge dans la polyphonie si compliquée de Schumann elle donne vie aux redites et de la grandeur au finale. Une grande pianiste est née, à Schumann qu'elle enregiste pour la première fois (Telefunken 243 673-2).

Catherine Collard a étudié auprès d'Yvonne Lesébure. De son maître, elle a gardé l'acuité du regard, la rapidité des transitions, le goût des tempos vifs et l'horreur de la pose sentimentale. Sa Première Sonate est à la fois rigoureuse dans l'agen-cement des plans, dans la découpe rythmique et totalement libre, inspirée dans la déclamation. Architecte et poète, Catherine Collard réconcilie les anciens et les modernes. Constamment sur le qui-vive, son jeu est tendu comme un arc. Présente derrière chaque note, fut-elle de transition, cette artiste qui semble tutoyer Schumann fait oublier

toutes les bizarreries d'une œuvre qu'elle a associée aux Papillons, à l'Arabesque et aux Scènes d'enfants. Dans dix ans, dans vingt ans, son disque n'aura pas une ride. Comme ceux de Nat (Lyrinx CD 083).

Iouri Egorov nous a quittés l'an dernier. Il était le plus grand pianiste que l'Union soviétique nous ait envoyé depuis Guilels et Richter. Plus fragile que ses grands aînés, moins péremptoire, il subjuguait par la noblesse, la pureté de ses interprétations. Il jouait beaucoup Schumann en concert et avait enregistré les Kreisleriana pour son entrée au catalogue EMI. Elles nous parvienpent aujourd'hui pour la première fois. En 1978, Ionri Egorov avait vingt-quatre ans mais son jeu n'a pas d'âge. Fulgurant quant tant d'autres transpirent, profond quand les his-trions jouent la comédie du malheur, Egorov émeut par la seule grâce d'un jeu dont on serait bien en peine de percer les secrets tant il est transparent aux œuvres qu'il recrée (EMI CDM 769537)

Sergei Edelmann a vingt-sept ans. Il vient d'enregistrer la Wanderer Fantasie de Schubert et la Fantaisie de Schumann! Ce coup d'essai bien téméraire est transformé haut la main (RCA RD 87746). Héritier de la grande école de piano russe - son maître de père fut l'élève de Felix Blumenfeld, le professeur de Vladimir Horowitz) et de Heinrich Neuhaus (celui de Guîlels et de Richter) ~. le jeune Edelmann joue avec liberté mais rigueur. Ses attaques, jamais dures, libèrent une sonorité moelleuse, lumineuse, qui lui permet de chanter sans raideur. Voilà du grand piano à la mode d'autrefois.

Les grands interprètes de Schu-mann donnent finalement l'illusion à leurs auditeurs que l'interprétation est un jeu d'enfants accessible à celui qui sait écouter.

ALAIN LOMPECH.

### Procès Stil-Polygram La multinationale

condamnée en première instance

Le disque d'extraits des Boréades de Rameau (associés à des frag-ments de *Dardanus*) enregistré en Hollande sous la direction de Frans Brüggen et distribué par Polygram sous l'étiquette Philips constitue une a contrefaçon. Le tribunal de la troisième chambre de Paris, après une audience publique dont nous avions rendu compte (le Monde du 19 janvier), a donc donné gain de cause à Alain Villain et aux Éditions Stil, possesseurs des droits sur cette œuvre posthume.

Le tribunal a considéré que Polygram avait commis une « négligence fautive » en omettant de vérifier auprès de la SACEM que cette œuvre n'était pas, bien que compo-sée il y a plus de deux aiècles, libre de droits. Que sur ce point la société multinationale ne pouvait en rien arguer de sa bonne foi, l'affaire ayant déjà fait grand bruit au moment de l'exhumation de l'œuvre' en 1982 au Festival d'Aix-en-Provence. Qu'une régularisation a posteriori par mention du copyright « Editions Stil » sur les enregistrements commercialisés - n'était pas de nature à effacer pour le passé la faute commise et le dommage qui en a résulté pour Alain Villain. » Qu'en tout état de cause, cette régularisation tardive n'avait pas été effectuée dans les conditions exactes prescrites par l'ordonnance de référé établie antérieurement.

Conclusion de ce jugement qui ne manquera pas de faire sensation (et contre lequel Polygram devrait d'alleurs faire appel) : l'ensemble des filiales européennes du groupe (et même la société grecque qui n'en a reçu que douze exemplaires) sont condamnées in solidum à verser à Alain Villain d'importants dommages et intérêts. « Le commerce du disque n'est plus un commerce national », avait-il été rappelé à l'audience. Le jugement parisien pourrait sur ce point faire jurispru-

### **CALENDRIER**

Classique

« Didon et Enée » aux Champs-Elysées. - En une petite heure, et malgré les faiblesses d'un livret pourtant inspiré de l'Enélde de Virrile. Purcell pose les jalons de l'opéra moderne. ★ Le 9 février, 20 b 30. Tél.: 47-20-36-37.

Gérard Poulet au Châtelet. Contrairement à ce que nous indi-quions dans le calendrier du 31 jan-vier, Gérard Poulet jouera trois fois, les 6, 8 et 10 février, au Théâtre du Châtelet, à 12 h 45. Il se frottera à l'exercice périlleux du violon seul. ★ Les 6, 8, 10, 12 h 45. Tel.: 42-33-00-00.

« Pelléas et Mélisande » à Mouffetard - Dans une réalisation scénique d'Alain Carichot, l'opéra de Debussy sera donné au Théâtre Mouffetard par une troupe de jeunes chanteurs (Didier Henry, Caroline Delaporte, Vincent Le Texier, Donatienne Michel) avec un simple accompagnement de

★ Le 7, 20 heures. Tél.: 43-31-11-99. Des Américains à Pleyel. -L'Orchestre de Detroit fait escale à Paris. Il est dirigé par Gunther Her-big - un formidable chef depuis peu

leur patron - dans la Seconde sym-phonie de Brahms et le trop rare Concerto pour violon de Schu-mann; au violon, Gidon Kremer. Le 9, 20 h 30, T6L: 45-63-88-73. Ivo Malec à la radio. - Ivo

Malec est un compositeur fécond et d'enseignant de tout premier plan (au Conservatoire national de Paris). Le 11, il prendra la baguette pour diriger le NOP dans un programme d'œuvres orchestrales pour orchestre et bande qui lui est entièrement consacré. A noter, la création d'Exemples, une commande de Radio-France. \* Le 11, 20 h 30, Grand Auditorium. Tél.: 42-30-23-08.

Michel Graillier ez chab. - Pianiste délicat. compagnon de route des derniers concerts de Chet Baker,

Michel Graillier est en duo au Magnetic Terrace. Une occasion rare de l'entendre hors de son rôle de « sideman », d'accompagnateur, l'homme d'à côté. Fin de la semaine sous les mêmes voîtes, Bob Mover (avec Al Levitt à la batterie). ★ Mardi 7 janvier, au Magnetic Terrace, à 22 heures. Tél.: 42-36-26-44.

Christophe Lauer an Sunset. -Une certaine conception du jazz « moderne », très mode, très technique, très séduisante, assez creuse parfois, et la présentation de « The New Generation in Jazz ». Parfois la rythmique dit tout ainsi : derrière Christophe Lauer (saxophone), Jenny Clark et Billy Hart ★ Mercrodi 8 (jusqu'au 11), au Sun-set, à 22 beures. Tél.: 40-26-46-60.

Variétés-rock

Johnny Winter à La Cigale. — Hors la mode, et après une de ces longues absences qui jalonnent une aventure saus compromis de trente années, revoici Johnny Winter, le Texan albinos. Les longs morceaux qu'il joue coulent en ligne droite, ne s'embarrassent pas de recherche formelle. Il est à l'aise dans toutes les variations musicales issues du blucs et du rock'n roil ★ Lea 6 et 7, 20 h 30.

Gilbert Luffaille an Dejazet. -Gilbert Laffaille propose un voyage musical, burlesque et poétique avec une alternance de contes tendres et ironiques, de monologues caustiques et de chansons. ★ Jusqu'au 11, 20 h 30. Tél. : 42-74-20-50.

Al Jarreau à Berey. – Technique irréprochable, charisme et humour, tels sont les atouts qui foat de cha-que prestation d'Al Jarreau en moment chalcureux, agréableme swingant.

\* Les 9 et 10, 20 h 30. Tel.: 43-46: 12-21.

Harris Alexiou à l'Olympia. — Chanteuse populaire de la Grèce des années 80, Harris Alexiou a su jeter un pont entre le rebetiko, chant de patience et d'impatience, et la bal-lade contemporaine imaginée par un jeune anteun-compositeur comme Christos Nicolopoulos.

★ Samodi 11, 20 h 30. Tst. · 47-42. 82-45

IN STEE

State of the second

50 as (15)

ige.

20.

 $\frac{d_{p_{k}}}{d_{p_{k}}} = \frac{1}{d_{p_{k}}} \frac{d_{p_{k}}}{d_{p_{k}}} d_{p_{k}}$ 

The state of the s

\*\*..

 $\tau_{i_{k_{1}}}^{(i_{1})} \ll_{r_{k_{1}}}$ 

4.1.1.1.

1 14 mg

17、2020年に対して東京電影

7 Dec 400 100 

A STATE OF THE STA 

- MOREGOS Property of the Parket of the CAR MINE SEA 

to MESLE

e summer of the summer of the

# **Spectacles**

A company of the comp

Meganismum Transmission of the same

And the second s

The same of the sa

Facility to the second second

A STATE OF THE STA

And the same in the same of th

A STATE OF THE PARTY OF THE PAR

And the second s

And the second of the second

Profession to the second secon

Selection to the selection of the select The second secon

Commence of the Control of the Contr

14.00mm。20.00mm

Brandsteiner anderstützige

Carlotte Same

Proces St. Polyge

in countries the

**的**自然语言的 思数

Servery and the firm # Tannas areas a mag

the the Charles and the party and

Mar Server Street manage

The state of the s

water 425 con o Goodle 12 pp

and the second of the second

The server of the latter gas a

عوقا والمصلوب المحاجو يراج

7

Linear to the art of the

- 100 - <del>100</del> - 100 -

gagge in a publish

grand and the second

See Markey Commercial Commercial

Description of the property and the prop The same of the sa

Company of the Company of the Other Man

開い、 Provided Application (1997) Application (199

the second of

Margarine of the man of the party of the par

### LES SPECTACLES NOUVEAUX

and the second of the second of the second

DISCOURS. Comédie-Française. Andirorium de la galerie Colbert (40-15-00-15) lun. uniquement à 18 h 30.

Les autres salles

BATACIAN (47-00-30-12).- 6 Match ion: 21 h. CARRE SILVIA MONFORT (45-31-28-34). O. Le Siègo de Thionville An son du canon: 14 h 30 et 20 h 30. Le Camp da Grandpré ou le trionphe de la Répu-bliqu An son du canon: 14 h 30 et 20 h 30.

CENTRE GEORGES POMPIDOU (42-74-42-19). O Le Dédale du siles

COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22). Les Délices du baiser : 20 h 30. COMEDIE-FRANÇAISE AUDITO-RIUM DE LA GALERIE COLBERT (40-15-00-15). O Discours Cycle: Orsteurs dans la Révolution: 18 h 30.

EDGAR (43-20-85-11). Les Bebas-Cadres : 20 h 15. Nous on fait où en nous dit de faire : 22 h FONTAINE (40-27-82-06). © Vous avez din ... Prévert ? on Justice sons Fête! : 20 h 30.

GYMINASE MARIE-BELL (42-46-79-79). O Les Lundi du rire : 20 h 30. HUCHETTE (43-26-38-99). La Canta-trice chauve : 19 h 30. La Leçon ; 20 h 30. La plaie n'est pas du tout ce que l'on croît : 21 h 30.

L'ESPACE EUROPEEN (42-93-69-68). La Face cachée d'Orion : 20 h 30. Adieu Monsieur Tchéicher : 22 h 15. LE BATEAU (42-08-68-99). La Terrour :

LE GRAND EDGAR (43-20-90-09). Existe on trois trilles: 20 h 15.

LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34).
Théirre noir. Le Puit Prince: 18 h.45.
Reusud et Armide: 20 h. Le Crépuscule
des paons: 21 h.30. Théirre rouge.
Connes frotiques srabes du XIVe siècle:
20 h. Quant au diable, n'en parions pes:
21 h.30.

MAISON HEINRICH-HRINE (MAI-SON DE L'ALLEMAGNE) (45-89-53-93). O A l'actrice, les poètes parient :

MARAIS (42-78-03-53). L'Avere : MATHURINS (42-65-90-00). Une vie de

thélitre : 21 h. POTINIÈRE (42-61-44-16). La Frousse : THÉATRE DE LA BELLE DE MAI (43-

56-64-37). Nina c'est antre chose Théa-tre en appartement : 20 h 30. TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40). Enorme Changement de dernière mi-mate: 21 h.

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (42-96-29-35). Autonin mal conçu : 19 h. Mélie-toi, ma fille : 20 h 30. L'Ours et la rousse : 22 h.

BLANCS-MANTRAUX (48-87-15-84), Salle I. Aren = MC 2: 20 h 15. Les Epis noirs: 21 h 30. Laurent Violet: 22 h 30, Salle II. Les Sacrés Moustres: 20 h 15. l'ai pas d'amis: 21 h 30.

CAPÉ D'EDGAR (43-20-85-11), Envoyez la purée : 20 h 15. Mangeuses d'hommes : 21 h 30. Jeanine Truchot a pera : 22 l: 30.

CAFÉ DE LA GARE (42-78-52-51). Seni

EDGAR III (43-20-85-11). My name is Lolita: 20 h 15. Super Mathieu!: 21 h 30.

LE DOUBLE-FOND (42-71-40-20). C'est magique et ça tache Spectacle renouvelé toutes les houres : 20 h 30. POINT-VIRGULE (42-18-67-03). 

Astro-Balding: 18 h 30. Le Nouvel imitateur qui bouge: 20 h. Nos désirs font désordre: 21 h 30. Y'a une femme là C'sous: 22 h 45.

Concerts

théâtre

ATHÉNÉE LOUIS-JOUVET (9º) (47-42-67-27). Martti Talvela, 20 h 30, lun. Basse, Ecro Heinonen (piano). Œnvres de Loewe, Rachmaninov, Monssorgaki. CENTRE GEORGES-POMPIDOU (4) 2.N. RE GEURGES-POMPIDOU (49) (42.74-219). Resemble interContemporain, 20 h 30, lun. Dir. Peter Efivés, A. Stafford (contro-tinor), M. Le Dizes-Richard (violon), J. Sulem (alto), P. Strauch (cello). Œuvret de Lanot, Martin, Bonnet. Grande selle.

CHATELET. THÉATRE MUSICAL DE CHARGET. THEATRE MUSICAL DE PARIS (1°) (40-28-28-40). 12 h 45, inn. Violon. Œuvres de Rach, Barnok, Paganini. Stephen Bishop-Kovacevitch, 20 h 30, inn. Piano. Œuvres de Beethoven, Chopin, Schumann Laurence Kayach, 18 h 30, inn. Violon. Claude Francaix (piano). Œuvres de Leclair, Saint-Saëns, Tartini.

ÉGLISE DE LA TRINITÉ (9°). Chœur et Orchestre franco-allemand, 21 h. Dir. Christoph Kühlewein, H. Kordes (soprano), Z. Vandersteene (ténor). F. Kunder (basse). Œuvres de Puccini, Franck. Téléphone location: 42-60-58-31. INSTITUT NÉERLANDAIS (7°) (47-05-85-99). Marion Verbraggen, Willemiae de Leenw, 20 h. hun. Flüte, clavecin. Œnvres de Bach, Dieupart, Mahaut, Fontans. Téléphone location : 47-05-

OPÉRA DE PARIS, Palais Garaier (9')
(47-42-53-71). Orchestre de l'Opéra de
Paris, 20 h. Dir. Emil Tchakarov. Avec
Mirella Frani, Katia Ricciarelli, José
Carrelas, Placido Domingo, Nicolar
Ghiantov. Première paris : Grands pas
de deux du répertoire, Au bénéfice do
France-Libertés.

PALAIS DE L'UNESCO (7) (45-68-10-00). Cheur et Orchestre philharmoni-que d'Europe, 20 h 30, hm. Dir. Hugues Reiner. Œuvres de Gershwin, Poulonc, Bosthoven. Teléphone location: 43-96-

SALLE GAVEAU (8º) (45-63-20-30).
Pierro-Laurent Aimard, 20 h 30, Inn.
Piano. Œnvres de Schubert, Debussy.
Ememble orchestral de Paris. THEATRE DES CHAMPS-ELYSÉES

(8°) (47-20-36-37), 20 h 30, lun. Piano. Œuvres de Schubert, Schumann, Cho-THÉATRE GRÉVIN (9°) (42-46-84-47).
Ars Gallica, 20 h 30, lun. Centre national
de musique de chambre d'Aquitaine.
Graves de Lalo, Saint-Saëns, Gounod,

Région parisienne

CLICHY (TRÉATRE RUTERGUF) (47-39-28-58). ♦ Carmon (de Bizet) : 20 h 30.

### Lundi 6 février

### cinéma

La cinémathèque

PALAIS DE CHAILLOT (47-84-24-24) LUNDI

SALLE GARANCE, CENTRE GEORGES POMPIDOU (42-78-37-29) LUNDI

Rimini et le cinéma : Menage all'Italiana (1965, v.o. s.l.f.), de Franco Indovina, 14 h 30 ; la Parmiglana (1963, v.o. s.l.f.), d'Antonio Pietrangeli, 17 h 30 ; la Cité des femmas (1979, v.o. s.l.f.), de Federico Fellini, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS (40-24-34-30) LUNDI

Les exclusivités

L'ADIEU AU ROL Film américain de John Milius, v.a.: Forum Horizon, 1° (45-08-57-57); UGC Danton, 6° (42-25-10-30); UGC Biartiz, 8° (45-62-20-40); UGC Lyon Bastille, 12° (43-43-01-59); Bienvente Montpartasse, 13° (45-44-25-02); v.f.: Rez, 2° (42-36-33-93); UGC Montpartasse, 6° (45-74-94-94); Paramount Opéra, 9° (47-42-56-31); UGC Gobelius, 13° (43-36-23-44); Gammont Alésia, 14° (43-27-84-50); UGC Convention, 15° (45-74-94-94).

LE BLOB (°) Film américain de Chuck Russel, v.o.: Forum Horizon, 16° (45-62-41-46); Pathé Marignan-Concorde, 8° (43-59-92-82); v.f.: Pathé Français, 9° (47-70-33-88); Fauvette, 13° (43-31-36-86); Pathé Montpartasse, 14° (43-20-12-06); Convention Saint-Charles, 15° (45-79-33-00); Pathé Clichy, 18° (45-22-46-01); Trois Secrétan, 19° (42-06-79-79); Le Gambetta, 20° (46-36-10-96).

EAT THE RICH, Film britannique de Peter Richardson, v.o.: Forum Arcen-Ciel, 1° (42-87-53-74); George V, 8° (45-62-41-46); Sept Parnassiens, 14° (43-20-32-20).

FEMMES AU BORD DE LA CRISE DE NERFS, Film espagnol de

LES AILES DU DÉSIR (Fr.-All., v.o.):
Epéc de Bois, 5º (43-37-57-47).
L'ANNÉE DU SOLEIL CALME (Pol-A.-All., v.o.): Foram Orient Express, 1º (42-33-42-26): Accatone, 5º (46-33-88-86): 14 Juillet Parusse, 6º (43-26-58-00); La Triomphe, 8º (45-62-45-76).
L'ARME ABSOLUE (A., v.f.): Hellywood Boulevard, 9º (47-70-10-41).
BAGDAD CAFÉ (A., v.o.): 14 Juillet Parusse, 6º (43-26-58-00); Publicis Chanps-Elysées, 8º (47-20-76-23).
BAXTER (°) (Fr.): Cint Beanbourg, 3º (42-71-52-36); UGC Montparusse, 6º (45-74-94-94); UGC Odóm, 6º (42-25-10-30); UGC Biarritz, 8º (45-62-20-40); Paramount Opéra, 9º (47-42-56-31); UGC Lyon Bastille, 12º (43-43-01-59); Mistral, 14º (48-39-52-43); Trois Secrétan, 19º (42-06-79-79).

DISTANT VOICES (Brit., v.o.): [4 Juli-let Parmasse, 6 (43-26-58-00); Saint-André-des-Arts II, 6 (43-26-80-25). DOMANI, DOMANI (11., v.o.): Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36); Le Saint-Germain-des-Prés, Salle G, de Beauro-gard, 6 (42-22-87-23); UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94); Les Trois Balzac, 8 (45-61-10-60); La Bastille, 11 (43-54-07-76).

DROLE D'ENDROIT POUR UNE REN-CONTRE (Fr.) : Lucernaire, 6 (45-44-57-34).

DROWNING BY NUMBERS (Brit., v.o.): Ciné Beaubourg. 3º (42-71-52-36); Lucernaire, 6º (45-44-57-34).

LA FEMME DE MES AMOURS (Fr.-IL): Elysées Lincoln, 8: (43-59-36-14).
LE FESTIN DE BABETTE (Dan., v.o.): Utopia Champollion, 5 (43-26-84-65).

Utopia Champollion, 5º (43-26-84-65).

GORILLES DANS LA BRUME (A., v.o.): Forum Horizon, 1º (45-08-57-57); Bretagne, 6º (42-22-57-97); UGC Danton, 6º (42-25-10-30); UGC Normandie, 8º (45-63-16-16); Kinopanorama, 15º (43-08-50-50); v.f.: Rex, 2º (42-36-83-93); UGC Montparnesse, 6º (45-74-94-94); Paramount Opéra, 9º (47-42-56-31); Les Nation, 12º (43-43-04-67); UGC Gobelins, 13º (43-36-23-44); Mistral, 14º (45-39-52-43); UGC Convention, 15º (45-74-93-40); Pathé Wepler, 18º (45-72-46-01).

LE GRAND BLEU (Fr., v.f.): Rex (Le LE GRAND BLEU (Fr. v.f.): Rex (Le Grand Rex), 2º (42-36-83-93); Les Montparnos, 14º (43-27-52-37).

HIGH SPIRITS (Brit-A, v.o.): Forum Orient Express, 1\* (42-33-42-26); UGC Danton, 6\* (42-25-10-30): Elysées Lincoin, 8\* (43-59-36-14): Pathé Marignan-Concorde, 8\* (43-59-92-82); v.f.: Pathé Français, 9\* (47-70-33-88): Pathé Montparmasse, 14 (43-20-12-06).
HISTOIRES DE FANTOMES CHINOIS

(Hong Kong, v.o.): Cluny Palace, 54 (43-54-07-76),

90-81); Gaumont Parnause, 14\*
(43-35-30-40); 14 Juillet Beaugrenelle, 15\* (45-75-79-79); v.f.; Gaumont Opéra, 2\* (47-42-60-33); Les
Natiun, 12\* (43-43-46-67); Gaumont Alésia, 14\* (43-27-84-50);
Miramar, 14\* (43-20-89-52); UGC
Maillot, 17\* (47-48-06-06).

LE MATTRE DE MUSRQUE. Film
beige de Gérard Corbiau: Ciné
Beaubourg, 3\* (42-71-52-36); UGC
Odéon, 6\* (42-25-10-30); UGC
Rotonde, 6\* (42-74-94-94); UGC
Champs-Elysées, 8\* (45-62-20-40);
UGC Opéra, 9\* (45-74-95-40);
UGC Lyon Bastille, 12\* (43-4301-59); UGC Gobelins, 13\* (43-3623-44); Mistral, 14\* (45-39-52-43);
14 Juillet Beaugrenelle, 15\* (45-7579-79).
RADIO CORBEAU. Film français

14 Infine Beaugrenelle, 13 (43-73-79-79).

RADIO CORBEAU. Film français d'Yves Boisset: Forum Aro-en-Ciel, 14 (42-97-57-74); Pathé Hautefeuille, 6 (46-33-79-38); UGC Moutparnasse, 6 (45-74-94-94); Saint-Lazaro-Pasquier, 8 (43-87-35-43); UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40); Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31); UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44); Mistral, 14 (45-39-52-43); Convention Saint-Charles, 15 (45-79-33-00); UGC Convention, 15 (45-74-93-40); Images, 18 (45-22-47-94); Trois Secrétan, 19 (46-36-10-96).

LES TRIBULATIONS DE BAL-

LES TRIBULATIONS DE BAL-TRASAR KOBER, Film poloasis-français de Wojciech J. Has, v.o.: Les Trois Luxembourg, 6 (46.31-02.77). Les Trois Palvas, 6 (46.31-

Les Trois Balzac, 8 (45-61-

IMAGINE JOHN LENNON (A., v.o.): Le Triomphe, 8<sup>1</sup> (45-62-45-76).

12 Inompos, 8 (43-6243-16).

INCIDENTS DE PARCOURS (\*) (A., v.o.): Forum Horizon, 1\*\* (45-08-51-57); George V, 8\* (45-62-41-46); v.f.: Rex, 2\* (42-36-83-93); Paramount Opéra, 9\* (47-42-56-31); Pathé Montparnasse, 14\* (43-20-12-06).

PARCOUTENA DE L'ÉCÉPÉTÉ DE

L'INSOUTENABLE LÉGÉRETÉ DE

L'INSPECTEUR HARRY EST LA DERNIÈRE CIELE (A., v.o.): UGC Normandie, 8' (45-63-16-16); v.f.: Rex, 2' (42-36-83-93); UGC Montparmasse, 6' (45-74-94-94); UGC Opéra, 9' (45-74-95-40)

74-95-40).
ITINÉRAIRE D'UN ENFANT GATÉ.
(Fr.): Gaumont Ambassade, 8 (43-5919-08); George V, 8 (45-62-41-46);
Pathé Français, 9 (47-70-33-88); Fauvette, 13 (43-31-56-86); Pathé Momparnasse, 14 (43-20-12-06); Trois Parnassiens, 14 (43-20-30-19); UGC
Maillot, 17 (47-48-06-06).

L'ETRE (A., v.o.) : Cinoches, 6 (46-33-

**LES FILMS NOUVEAUX** 

44-57-34).

LA MAIN DROITE DU DIABLE (A., v.o.): Cinoches, & (46-33-10-82).

LES MARIS, LES FEMMES, LES AMANTS (Fr.): Forum Orient Express, 1" (42-33-42-25): Pathé Impérial, 2" (47-42-72-52): 14 Juillet Odéon, & (43-25-59-83): Pathé Marignan-Concorde, & (43-59-90-81): Les Montparnes, 14" (43-27-52-37); Sept Parnassient, 14" (43-27-52-37); Sept Parnassient, 14" (43-27-52-37); Sept Parnassient, 14" (43-27-52-77); LE MOINE NOUR (Sov., v.o.): Cosmos, & (45-44-28-80); Le Triomphe, & (45-62-45-76).

MON CHEE SUJET (Fr.Suis.): Saint-

LA LECTRICE (Fr.): Lucernaire, 6 (45-

62-45-76).

MON CHER SUJET (Fr. Suis.): Saint-André-des-Arts I. 6 (43-26-48-18); La Bastille, II (43-24-07-76); Sept Parmassiens, 14 (43-20-32-20).

MOONWALKER (A., v.o.) : George V. 8

(45-62-41-46).

LE MYSTÈRE D'OBERWALD (IL. v.a.): Studio 43, 9° (47-70-63-40).

NE RÉVEILLEZ PAS UN FLIC OUT DORT (\*) (Fr.): Le Triomphe, 8° (45-62-45-76); Paris Ciné I, 10° (47-70-21-71).

21-71).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (\*) (A., v.o.): Le Triomphe, \$\(^9\) (45-62-45-76).

L'OURS (Fr.-All.): Gaumont Opère, \$\(^2\) (47-42-60-33): Gaumont Ambassade, \$\(^3\) (43-59-19-08): Fauvette, 13\(^4\) (43-31-56-86): Gaumont Parnasse, 14\(^4\) (43-35-30-40): Convention Saint-Charles, 15\(^4\) (45-79-33-00); Pathé Ciichy, 18\(^4\) (45-22-46-01).

LE PALANQUIN DES LARMES (Fr.-Can.-Chin., v.o.): Pathé Marignan-Concorde, \$\(^6\) (43-59-92-82).

LE PASSELIR (Nor. v.o.): Forum Orient

LE PASSEUR (Nor., v.o.): Forum Orient Express, 1= (42-33-42-26); Les Trois Balzac, 8= (43-61-10-60); Sept Parme-sions, 14= (43-20-32-20).

PAYSAGE DANS LE BROUILLARD (Gr., v.o.): Utopia Champollion, 5° (43-26-84-65).

PELLE LE CONQUERANT (Dan., v.o.): Les Trois Luxembourg, 6° (46-33-97-77); UGC Ermitage, 8° (45-63-16-16).

97-77); UGC Ermitage, 8° (45-63-16-16).

LA PETITE VOLEUSE (Fr.): Gaumont Les Kalles, 1° (40-26-12-12); Pathé Impérial, 2° (47-42-72-52); 14 Juillet Odéon, 6° (43-25-59-83); Gaumont Ambassade, 8° (43-59-19-08); 14 Juillet Bastille, 11° (43-57-90-81); Fauvette, 13° (43-33-50-40); Gaumont Parnasse, 14° (43-33-50-40); Gaumont Alésia, 14° (43-27-84-50); Gaumont Convention, 15° (48-28-42-27); Pathé Clichy, 18° (45-22-46-01); 1c Gambetta, 20° (46-36-10-96).

LE PIÈGE DE VÈNUS (All., v.o.): Ciné Beaubourg, 3° (42-71-52-36); Racine

LE PIEGE DE VENUS (All., v.o.): Ciné Beaubourg, 3º (42-71-52-36); Racine Odéon, 6º (43-26-19-68); UGC Biarritz, 3º (45-62-20-40); La Bastille, [1º (43-54-07-76); 14 Juillet Beaugemeile, 15° (45-75-79-79); Bienventle Montpar-nasse, 15° (45-44-25-02); v.f.: UGC Opéra, 9° (45-74-95-40); Images, 18° (45-22-47-94).

(45-22-47-94).

PLEURE PAS MY LOVE (Fr.): Pathé Impérial, 2º (47-42-72-52); Pathé Hantefeuille, 6º (46-33-79-38); Gaumont Ambassade, 8º (43-59-19-08); Miramar, 14º (43-20-89-52); Gaumont Convention, 15º (48-28-42-77).

QUI VEUT LA PEAU DE ROGER RABBIT ? (A., v.o.): Forum Orient Express, 1º (42-33-42-26); Cinoche, 6º (46-33-10-82); UGC Normandie, 8º (45-63-16-16); v.f.: Rex. 2º (42-36-83-93); Les Montparnos, 14º (43-27-52-37).

52-37).

SALAAM BOMBAY ! (indo-fr., v.o.):
Lucernaire. 6' (45-44-57-34).

LE SUD (Arg.-fr., v.o.): Forum Orient
Express, 1=' (42-33-42-26); Sept Parmassiens, 14' (43-20-32-20).

THE WASTE LAND (Fr.): Studio 43, 9-TU NE TUERAS POINT (\*) (Pol., v.o.): L'Entrepôt, 14 (45-43-41-63).

v.o.): L'Entrepot, 14º (43-43-41-63).
TUCKER (A., v.o.): Gaumont Les Halles,
1º (40-26-12-12): Bretagne, 6º (42-2257-97): UGC Odéon, 6º (42-25-10-30):
Gaumont Ambassade, 8º (43-39-19-08):
Max Linder Panorama, 9º (48-2488-88): 14 Juillet Bastille, 11º (43-5790-81): Escurial, 13º (47-07-28-04):
Gaumont Alésia, (4º (43-27-84-50): 14
Juillet Beaugrenelle, 15º (45-75-79-79): Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79); v.f.: Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33); Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27). UN ÉTÉ CHEZ GRAND-PÈRE (Taiwan, v.o.): Studio 43, 9 (47-70-63-40).

wan, v.o.): Studio 43, 9 (47-70-63-40).

UN MONDE A PART (A., v.o.): Cinoches, 6 (46-33-10-82).

UN POISSON NOMME WANDA (A., v.o.): Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12): Gaumont Detra 2 (47-42-60-33): Pathé Hautefeuille, 6 (46-33-79-38): Publicis Saint-Germain, 6 (42-32-72-80): La Pagode, 7 (47-05-12-15): Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82): Publicis Champs-Elysées, 8 (47-20-76-23): Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40): 14 Juillet Beaugrenelle, 19 (45-75-79-79): UGC Maillot, 17 (47-48-06-06): v.f.: Pathé Français, 9 (47-70-33-88): Les Nation, 12 (43-43-04-67): Fauvette, 13 (43-31-56-86): Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50): Pathé Montparpasse, 14 (43-27-84-50): Pathé Montparpasse, 14 (43-

12 (43-27); Fally Montparmasse, 14 (43-27-84-50); Pathé Montparmasse, 14 (43-20-12-06); Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27); Pathé Wepler, 18 (45-22-46-01). UNE AFFAIRE DE FEMMES (Fr.): LE VENTRE DE L'ARCHITECTE
George V, 8 (45-62-41-46).
UNE POIGNEE DE CENDRE (Brit., v.o.): Epée de Bois, 5 (43-37-57-47).

VOL AU-DESSUS D'UN NID DE COU-

v.a.): Epèt de Bois, y (43-37-57-47).

VAMPIRE: VOUS AVEZ DIT VAMPIRE: ! II (\*) (A., v.a.): Forum Orient
Express, 1\* (42-33-42-26); George V, 8\*
(43-62-41-46); vf.: Les Montparnos,
14\* (43-27-52-37).

VEUVE MAIS PAS TROP (A. v.o.): Cine Beaubourg, 3 (42-71-52-36): UGC Danton, 6 (42-25-10-30): UGC Rotonde, 6 (45-42-94-94): UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40); v.f.: UGC Opéra, 9 (45-74-95-40).

### Les séances spéciales

ANGEL HEART (\*) (A., v.o.): Grand Pavois, 15\* (45-54-46-85) 17 h. L'ANNÉE DU DRAÇON (A., VA): Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) 22 h. LES ARISTOCHATS (A., v.f.): Saint-Lumbert, 15 (45-32-91-68) 13 h 45. L'ARRANGEMENT (A., v.o.): Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) 11 h 30. ASSASSINS ET VOLEURS (Fr.): Den-fert, 14 (43-21-41-01) 22 h.

LE BAISER DE LA FEMME ARAI-GNÉE (A. v.o.): Saint-Lambert, 15° (45-32-91-68) 18 h 45. BARRY LYNDON (Brit., v.o.): Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) 13 h 45. HIRD (A., v.o.): Républic Cinémas, 11° (48-05-5)-33) 19 h 10.

BLADE RUNNER (\*) (A., v.o.) : Grand Pavois, 15: (45-54-46-85) 22 h 30. LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTARDS (A., v.o.): Studio des Ursalines, 5º (43-26-19-09) 13 h 45. CARAVAGGIO (Brit., v.o.): Clumy Palace, 5 (43-54-07-76) 12 h.

LA CITÉ DES FEMMES (lt., v.o.) : Studio Galande, 5 (43-54-72-71) 16 h. LE COMPLOT (fr., v.o.): Républic Cinémas, 11 (48-05-51-33) 15 h 20. LA DAME AU MANTEAU D'HER-

MINE (A., v.o.): Seim-Lambert, 159 (45-32-91-68) 21 b. LA DAME DE MUSASHINO (Jap., v.o.): Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) 15 h 30.

LE DERNIER COMBAT (Fr.): Studio Galando, 5 (43-54-72-71) 22 h 30. LE DERNIER EMPEREUR (Brit.-It., v.o.) : Grand Pavois, 15° (45-54-46-85) 19 b 15.

LE DERNIER TANGO A PARIS (\*\*) (Fr.-lt., v.o.): Studio des Ursulines, 5\* (43-26-19-09) 22 h. DÉTECTIVE (Fr.): Républic Cinémas, 11° (48-05-51-33) 13 h 40.

DUNE (A., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-DUNIA (Burkina-Faso, v.o.): Utopia Champoliton, > (43-26-84-65) 14 h 10. FELLINI ROMA (it., v.o.): Accatone, 5º (46-33-86-86) 11 h 50.

CLISSEMENTS PROGRESSIFS DU PLAISIR (\*\*) (Fr.): Denfert, 14\* (43-21-41-01) 18 b. HAMLET GOES BUSINESS (Fin., v.o.) : Studio 43, 9 (47-70-63-40) 22 h. HELLZAPOPPIN (A., v.o.): Studio des Ursulines, 5º (43-26-19-09) 20 h.

UTSMIREA, 7 (43-20-19-09) 20 ft.

L'HOMME BLESSÉ (\*) (Fr.): Ciné
Beaubourg, 3 (42-71-52-36) 11 h 35.

INTERVISTA (Fr.-It., v.o.): Républic
Cinémas, 11 (48-05-51-33) 17 h 20. JE TAIME, MOI NON PLUS (\*\*) (Fr.): Ciné Besabourg, 3 (42-71-52-36)

11 h 30. JONATHAN LIVINGSTON LE GOÊ-LAND (A., v.o.): Saint-Lambert, 154 (45-32-91-68) 13 h 45.

LE JUPON ROUGE (Fr.): Studio Galande, 5 (43-54-72-71) 18 h 15. MA VIE DE CHIEN (Su., v.o.): Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09) 15 h 30. LE MANUSCRIT TROUVÉ A SARA-GOSSE (Pol., v.o.): Ciné Beaubourg, 3-(42-71-52-36) 11 h 15.

MAURICE (Brit., v.o.) : Cinoches, 6 (46-LA MESSE EST FINIE (IL., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3\* (42-71-52-36) 11 h 45.

MIDNIGHT EXPRESS (\*\*) (Brit., v.o.) : Grand Pavois, 154 (45-54-46-85) MORT A VENISE (IL, v.o.): Saint-Lambert, 15: (45-32-91-68) 21 h.

LE NOM DE LA ROSE (Fr.-lt.-All. v.o.) : Grand Pavois, 15t (45-54-46-65) 20 h 15. LES NUTTS DE LA PLEINE LUNE (Ft.): Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) 17 b.

PINK FLOYD THE WALL (Brit-A., v.o.): Grand Pavois, 15 (45-54-46-85)\*
18 b 45.

QUERELLE (\*\*) (Fr.-All., v.o.): Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) 11 h 45. ROX ET ROUKY (A., v.f.): Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) 15 h 30. LES TRICHEURS (Fr.): Saint-Lambert, 15- (45-32-91-68) 16 h 45.

TROIS SŒURS (It.-Fr.-All., v.o.) : Den-(crt, 14 (43-21-41-01) 20 h. LE TROISIÈME HOMME (Brit., v.o.): Le Champo, 5º (43-54-51-60) 22 h 30.

VOL AU-DESSUS D'UN NID DE COU-COU (A., v.o.): Studio des Ursulines, 5-(43-26-19-09) 17 h 30. VOLS D'ETÉ (Eg., v.o.) : Epéc de Bois, 5 (43-37-57-47) 14 h 30, 16 h 30.

### **PARIS EN VISITES**

### MARDI 7 FÉVRIER

Au Père-Lachaise, tombeaux d'aventuriers qui ont fait le commerce parisien», 10 h 30, boulevard Ménil-montant, face rue de la Roquette (V. de Lambale)

L'Opéra», 13 h 30, hall d'entrée L'Opéra », 13 h 30, dans le hall (Arts et conférences)

 Institut du monde arabe »,
 14 heures, entrée rue des Fossés-Saint-Bernard (Paris et son histoire). L'arsenal et sa bibliothèque », 14 h 30, 1, rue de Sully (Paris, livre

Parties incommes de la Sorbo Histoire de l'université, 14 h 30, 46, rue Saint-Jacques (Ma Cazes). «L'Opéra», 14 h 30, en haut des marches (Tourisme culturel).

Le palais de justice en activité», 14 h 40, devant les grilles (M.-C. Las-- Hôtels du faubourg Saint-Honoré ». 14 h 30, mêtro Madeleine, sortie Troisne, sortie Trois-

Quartiers (Les Flâneries). "Hötels et jardins du Marais sud, place des Vosges », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé). «L'Opéra, de Garnier à Chagail», 15 heures, dans le hall (D. Bouchard).

De la Bourse du commerce aux pas-sages couverts jouxtant le jardin da Palais-Royal », 15 heures, métro Louvre (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

Le symbolisme», 15 h 15, entrée de l'exposition. Petit Palais (P.-Y. Jaslet).

MONUMENTS HISTORIQUES Paris à travers le roman : le Fantôme de l'Opéra», de G. Leroux».

13 h 15, vestibule de l'Opéra, sous la statue de Lully. « La bibliothèque nationale : histoire et architecture ».

- PROSCENIUM -35, rue de Sein**e, 7500**6 Paris

43.54.92.01

15 heures, 58, rue de Richelieu.

SASSINOT de NESLE Costumes pour le cinéma et le théâtre

Paris-Musées

Fantrier-Gromaire -, 12 h 30 -1937 : architecture, peintures, sculp-tures >, 14 h 30, 11, avenue du Président-Wilson (Musée d'art moderne). · Art du dix-huitième siècle »

14 h 30, Petit-Palais, avenue Winston Churchill. -Zadkine (1890-1967), atelier et œuvre , 14 h 30, 100 bis, rue d'Assas

(Musée Zadkine).

### **CONFÉRENCES**

11, avenue du Président-Wilson (petit auditorium), 14 h 30 : «L'art abstrait vu par les caricaturistes», par T. Chabanne (Musée d'art moderne de la Ville de Paris).

22, rue de Naples, 14 h 30 : «Intro duction aux arts du Japon : le décor intérieur » (Approche de l'art). 9, bis, avenue d'Icna, 14 h 30 et 18 h 30 : « Les sancmaires des caux. Des sources de la Seine à Chamalières », par

O. Boucher (Antiquité vivante). 9, rue Malher (bibliothèque J. Mai-trou), 17 heures : Réformisme ou o), 1/ heures : Réformisme ou plution : de Bernstein à Ross Lexemburg», par Léo Hamon (Centre de recherches sur l'histoire des mouvements sociaux et du syndicalisme).

Mairie, 16, rue des Batignolles. 17 h 30 : «Louis XIV invite M. de Saint-Simon à Marly», par G. Poisson (Société historique des huitième et dix-septième arrondissements). 5, rue de Solferino, 18 h 30

De Gaulle et la gestion des crises : la politique de la chaise vide en Europe. 30 juin 1965 », par J.-M. Bægner (Insti-tut Charles-de-Gaulle). 3, rue Rousselet, 19 heures : «La ance en France et dans le Nord

an seizième siècle » (Arcus). an serzieme siecie» (Arcus).

107, rue de Renilly (salle nº I).

19 à 30 : «L'intelligence de la vie dans l'univers (nº 4) : Existe-t-il un «Absolu des absolus»? Si oui, quelles en sont les fonctions? Quel est son rôle dans notre univers? par J.-M. Guillard (Université libre de Paris et de l'Ile-de-France).

78, boulevard Malesherbes, 19 h 30 : Préparation à la vie, préparation à la Préparation à la vie, préparation à la mort », par le docteur J. Donnars DEVAQUET, SI TU SAVAIS... (Fr.) : Studio 43, 9 (47-70-63-40).

### 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-REETLEJUICE (A., v.o.): George V, 8\* (45-62-41-46); v.f.: Trois Parnassiens, 14\* (43-20-30-19).

BÉRUCHET DIT LA BOULIE (Fr.):

FEMMES AU BORD DE LA CRISE

EMIMES AU BURD DE LA CRISIC DE NERFS, Film espagnol de Pedro Almodovar, v.o.: Gaumont Les Halles, 1" (40-26-12-12); 14 juillet Odon, 6" (43-25-59-83); La Pagode, 7" (47-05-12-15); Gaumont

Studio Galande, 5. (43-54-72-71). BIRD (A., v.o.): Cinoches, 64 (46-33-

LA BOCA DEL LOBO (péruvien, v.o.): Latina, 4\* (42-78-47-86); Sept Parnas-siens, 14\* (43-20-32-20).

siens, 14 (43-20-32-20).

CAMBLE CLAUDEL (Fr.): Gammont
Les Halles, 1\* (40-26-12-12); Gammont
Opéra, 2\* (47-42-60-33); 14 Juïliet
Odéon, 6\* (43-25-59-83); Gammont
Ambessade, 8\* (43-59-19-08); SaintLazare-Pasquier, 8\* (43-87-35-43);
Escurial, 12\* (47-07-28-04); UGC Gobelins, 13\* (43-36-23-44); Gammont Alésia,
14\* (43-27-84-50); Miramar, 14\* (43-2089-52); Gammont Convention, 15\* (4828-42-27); Le Gambetta, 20\* (46-3610-96).

LE CAUCHEMAR DE FREDDY (\*)
(A., v.o.): UGC Ermitage, & (45-63-16-16); v.f.: Hollywood Boulevard, 9-(47-70-10-41). CHAMBRE AVEC VUE... (Brit., v.o.) : Cinoches, 6' (46-33-10-82).

Cinoches, 6' (46-33-10-82).

LES CIGOGNES N'EN FONT QU'A
LEUR TETE (Fr.): Forum Horizon, 1"
(45-08-57-57); Rex. 2' (42-36-83-93);
UGC Montparnasse, 6' (45-74-94-94);
UGC Odéan, 6' (42-25-10-30); Pathé
Marignan-Concorde, 9' (43-59-92-82);
Saint-Lazare-Pasquier, 8' (43-8735-43); UGC Normandie, 8' (45-8735-43); UGC Normandie, 8' (45-6316-16); Pathé Français, 9' (47-7033-88); UGC Lyon Bastille, 12(43-43-01-59); Fanvette Bis, 13' (43-3160-74); Mistral, 14' (45-39-52-43);
UGC Convention, 15' (45-74-93-40);
UGC Maillot, 17' (47-48-06-06); Pathé
Ciichy, 18' (45-22-46-01); Le Gambetta, 20' (46-36-10-96).

COP (") (A., v.o.): Forum Horizon, 1"

betta, 20 (46-36-10-96).

COP (\*) (A., v.o.): Forum Horizon, 1\*
(45-08-57-57); Action Rive Gauche, 5\*
(43-29-44-40); George V, 8\* (45-6241-46); Pathé Marignan-Concorde, 8\*
(43-59-92-82); I.a Bastille, 11\* (43-5407-76); Sept Parmassiens, 14\* (43-2032-20); v.l.: Parmannent Opéra, 9\* (4742-56-31); Fauvette Bis, 13\*
(43-31-60-74); Pathé Montparmasse, 14\*
(43-20-12-06); Convention SaintCharles, 15\* (45-79-33-00); Pathé Clichy, 19\* (45-22-46-01); Le Gambetta,
20\* (46-36-10-96).

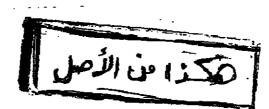
DANS LES TÉNÉBRES (Esp., v.o.):
Utopia Champollion, 5 (43-26-84-65).
DEAR AMERICA (A., v.o.): Utopia
Champollion, 5 (43-26-84-65).

LA DERNIÈRE TENTATION DU CHRIST (A., v.o.) : Sains-Ger dio, 5: (46-33-63-20).



Les crises de cafard parce que tout se déglingue et les crises de fou rire parce que la liberté c'est grisant c'est quand

DIALOGUES DE REMO FORLAN!



## Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Signification des symboles : » Signalé dans « le Monde radio-télévision » □ Film à éviter » On pent voir « » Ne pas manquer » » » Chef-d'œuvre ou classique.

### Lundi 6 février

20.35 Feuilleton: Maria Vandamme. De Jacques Ertaud, 20.35 Feuilleton: Maria Vandamme. De Jacques Ertaud, d'après Jacques Duquesne (dernier épisode). 22.05 Magazine: Santé à la Une, D'Igor Barrère, présenté par Robert Namias. Thème: l'esthétique douce. 23.30 Journal et Météo. 23.50 Magazine: Minuit Sport. 0.50 Série: Drôles d'histoires. 1.15 Femilleton: La vie de Berlioz. 2.05 Femilleton: Symphorien. 2.30 Magazine: Santé à la Une. 3.50 Documentaire: Histoires naturelles. 4.40 Musique, 5.10 Téléfilm: Nous sommes terroristes (3º partie). 6.00 Série: Drôles d'histoires.

### A 2

20.35 L'heure de vérité. Invité: François Léotard. L'ancien ministre de la culture répondra aux questions de François-Henri de Virieu, Alain Dubamel, Albert du Roy, Jean-Louis Lescène et Serge July (Libération). 22.15 Flash d'informations. 22.26 Ski, Championnat du monde. 22.25 Série: Profession comique. Aldo Maccione. 23.20 Magazine: L'œil en contisses. Sommaire: Maria Pacôme: Henri Tisot et les miracles de Jésus: Catherine Samie; Richard Peduzzi. 0.20 Informations: 24 heures sur la 2. 0.40 Météo. 0.45 Magazine: Du côté de chez Fred.

20.30 Cinéma : Pendez-les baut et court. # Film américain 20.36 Cmema: Pendez-les haut et court. In Film anteritain de Ted Post (1968). Avec Clint Eastwood. 22.20 Journal. 22.50 Magazine: Océaniques. La recherche scientifique, avec Jacques Lesourne (professeur au Conservatoire des arts et métiers). Pierre Vergnon (directeur de la valorisation et des applications de la recherche au CNRS). 23.40 Massiques, massique. Concerto pour clavecin en sol mineur, de C.P.E. Bach, par le Concerto Koln.

20.30 Cinéma: Les visiteurs d'un autre monde. □ Film américain de John Hough (1977). 22.00 Flash d'informations.
22.05 Magazine: Bobagolfoot. Football: tournoi de Bercy.
23.35 Baskethall américain. 0.30 Cinéma: Stick, le justicier de Miami. ■ Film américain de Burt Reynolds (1984).
2.15 Sèrie: Max Headroom.

20.30 Têléfilm: Ils ne pensent qu'à ça! D'Alan Holleb, avec Tom Nolan, Elisabeth Fox. L'opiniaireté d'un jeune homme fou d'annour. 22.10 Magazine: Les rebriques de Saugria. 22.30 Sèrie: Le voyagenr. 23.00 Têléfilm: Le gardien des abysses. De Don Sharp, avec Ray Lonnen, Rosalyn Landor. Autour d'un étrange miroir. 0.00 Journal de minuit. 0.05 Capitaine Furillo. 1.00 Les cinq dernières minutes. 2.40 Bouvard et compagnie. 2.55 Journal de la mit. 3.00 Vive la vie! 3.15 Voisin, voisine. 4.15 Femilleton: Dominique. 5.00 Voisin, voisine.

M 6
20.35 Cinéma: Le triomphe d'un homme nommé Cheval. D
Film mexicain de John Hough (1983). 22.10 Série: Drôles
de dames. 23.00 Six minutes d'informations. 23.05 Série:
On se dépèche d'en rire. 23.10 Magazine: Chih 6.
0.10 Magazine: Jazz 6. 0.40 Musique: Boulevard des
clips. 2.00 Malaventure (6-épisode). 2.10 Anne, jour après
jour (6-épisode). 2.25 Ondes de choc (rediff.).
3.15 Variétés: Carabine FM. 3.40 Destination santé
(rediff.). 4.30 Variétés: Carabine FM. 4.55 Malaventure
(rediff.). 5.05 Anne, jour après jour (rediff.). 5.20 Poly en
Espagne (3-épisode). 5.45 Musique: Boulevard des clips.

20.30 L'histoire en direct. 24 juillet 1967 : de Gaulle à Mon-tréal. 21.30 Dramatique. Alice et Noé, de Martin Provost. 22.40 Cote d'amour. Cinéma : autour de Jacques Rivette. 0.05 Du jour au lendemain. 0.50 Musique : Codn. Pierre Barouh et Saravah, un homme et une firme.

### FRANCE-MUSIQUE

20.30 Renseignements sur Apollon. Concert (donné le 27 janvier au Théâtre des Champs-Elysées): Symphonie n' 40 en sol mineur K.550, de Mozart; Une tragédie florentine, opéra en un acte op. 16, de Zemlinsky, par l'Orchestre national de France, dir. Walter Weller; sol.: Carolyn Watkinson, alto, Thomas Moser, tenor. A 22.30, Concerto vocale. A 22.30. Les enregistrements d'Ignaz Friedman. A 23.07, Sonate pour violon et piano nº 1, de Delius. A 23.30, Quatre pièces pour piano, de Vieuxtemps. A 23.54 Symphonie nº 1 op. 17, de Hartmann. 6.30 Myosotis.

### Mardi 7 février

14.35 Série: Opération trafics. Drôle de pastis. 15.25 Série: Drôles d'histoires. 15.55 Variétés: La chance aux chansons. 16.30 Club Dorothée vacances Capitaine Nice: Docteur Slump; Juliette, je t'aime: Tu chantes, tu gagnes: Les chevaliers du zodiaque. 17.55 Série: Matt Houston. Au nom du seigneur. 18.50 Avis de recherche. 18.55 Feuilleton: Santa-Barbara. 19.25 Jeu: La roue de la fortune. 20.00 Journal. Météo et Tapis vert. 20.40 Football. Match amical: Eire-France. 22.35 Magazine: Clel, mon mardi! Présenté par Christophe Dechavanne. 23.55 Journal et Météo. 0.15 Spécial sports. Championnat du monde de ski. 0.30 Magazine: Livres en tête. De Joseph 23.55 Journal et Meteo. 0.15 Special sports, Champiolinat du monde de ski. 0.30 Magnzine: Livres en tête. De Joseph Poli et Jacques Duquesne. 0.40 Série: Drôles d'histoires. 1.05 Feuilleton: La vie de Berlioz. 2.00 Feuilleton: Symphorien. 2.25 Documentaire: Histoires naturelles. 4.10 Musique. 4.15 Documentaire: Histoires naturelles. 5.05 Téléftim: Nous sommes terroristes (3° partie). 6.00 Série: Drôles d'histoires.

14.10 Feuilleton: Chateauvallon (18' épisode).
15.10 Magazine: Du côsé de chez Fred. Présenté par Frédéric Mitterrand. Les ànes. 15.50 Flash d'informations.
15.55 Série: Chapeau melou et bottes de cuir. 16.45 Flash d'informations. 16.50 Magazine: Graffitis. Présenté par Groucho et Chico. Foofur; Quick et Flupke; Alf.
17.45 Série: L'homme qui tombe à pic. 18.35 Jeu: Des chiffres et des lettres. D'Armand Jammot, présenté par Patrice Laffont. Demi-finales. 19.00 Ski. Championnat du monde: Super-géant hommes. 19.30 Plaisir de rire: La haby-sitter. 20.00 Journal et Météo. P. 2035 Les dossies de lean Tanze Film américain de Carol Reed (1956). Avec haby-sitter. 20.00 Journal et Météo. ▶ 2035 Les dousies de lean Tapze Film américain de Carol Reed (1956). Avec Burt Lancaster. Tony Curtis, Gina Lollobrigida. 22.25 Débat: La merveilleuse histoire du cirque. Avec la princesse Stéphanie de Monaco, Alexis Grüss (directeur de cirque). Claude Krespin (assistant de direction de l'école de cirque de Châlons-sur-Marne). Francesco Caroli (ancien clown et ancien voltigeur à cheval). Catherine Dagois (trapéziste). Guy Dumont (président de l'ANDAC), le docteur Alain Frère (conseiller technique du Festival du cirque de Monte-Carlo). Franco Knie (acrobate et dompteur, codirecteur du Cirque national suisse). 23.30 Skl. Championnat du monde (résumé). 23.35 Informatious: 24 heures sur la 2. 23.55 Météo. 0.00 Magazine: Strophes. De Bernard Pivot. 0.15 Magazine: Du côté de chez Fred (rediff.).

14.30 Magazine: C'est pas juste. D'Agnès Vincent, présenté par Vincent Perrot, Evelyne Pagès, Agnès Vincent. 15.30 Magazine: Télé Caroline. Présenté par Caroline Tresca. Vidéo look; Mon béros préféré; Cinéma, théâtre, livres; Attraction: Top sixties: Télé chic, télé choc: Papy, Mamy; Vicus faire un tour... billon: Le jeu de la séduction; Variétés: et à 16.00, le flash d'informations. 17.00 Flash d'informations: Spécial jeunes. 17.05 Dessin aminé: Petit ours brun. 17.06 Croc note show. L'accordéon. 17.10 Sèrie: Conam. le list du fattur. 17.30 Série: Le petit vampire. 18.00 Ascenseur pour Paventure. 18.05 Magazine: Drevet vend la mèche. Présenté par Patrice Drevet. 18.30 Jen: Questions pour un champion. Animé par Julien Lepers. 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région. 19.58 Dessin animé: Il était une fois la vie. 20.07 Jeux: La chasse. Présentés par Fabrice. 20.25 INC. 20.30 La dernière séance: 1º film: Le renard des océans. Il film américain de John Farrow (1955). Avec John Wayne. Lana Turner, David Farrar, Lyle Bettger. 22.30 Dessins animés Tom et Jerry; Tex Avery. 22.50 Journal. 23.15 2º film: Dien seul le sait. Il maméricain de John Huston (1957). Avec Deborah Kerr, Robert Mitchum (v.o.).

### CANAL +

13.30 Cinéma: Le miroir à deux faces. 22 Film français d'André Cayatte (1958). Avec Bourvil, Michèle Morgan, Ivan Desny. 15.00 Pochettes surprises Comme hier matin.

d'André Turpin. 15.20 Cinéma: Dandia. B. B. Film français de Roger Planchon (1987). Avec Claude Brasseur, Zabou, Deniel Gélin. Nelly Borgeaud. 17.05 Série: Max Headroom. 17.35 Cabou cadia. Les 13 fantômes de Scoubidou; Moi. Renart. En clair jusqu'à 20.30, 18.25 Dessin animé: Virgul. 18.30 Dessins animés: Ca cartoon. Présentés par Philippe Dana. 18.45 Flash d'informations. 18.49 Top 50. Présenté par Marc Toesca. 19.30 Magazine: Nolle part aflleurs. Présenté par Philippe Gildas. Invité: Gérard Lanvin. 20.30 Cinéma: Au revoir les exfants. B B Film français de Louis Malle (1987). Avec Gaspard Manesse, Raphaël Petjo, Françaine Racette. 22.10 Flash d'informations. 22.15 Cinéma: Ya bon les Blancs. B B Film frança-italo-22.15 Cinema: Ya bon les Blancs. ww Film franco-italo-espagnol. de Marco Ferreri (1987). Avec Maruschka Detmers, Michele Placido, Juan Diego. 23.50 Série: Palace. 1.05 Cinéma: L'argent de poche. ww Film français de François Truffaut (1975). Avec Jean-François Stevenin,

Chantal Mercier, Philippe Goldman.

LA 5

13.35 Série: L'inspecteur Derrick, 14.45 Série: Bonauza, 15.45 Série: Capitaine Furillo, 16.50 Flo et les Robinson suisses. 17.15 L'histoire du père Noël. 17.46 Euni magique, 18.05 Jeanne et Serge. 18.30 Bouward et compagnie, 18.46 Journal images. 18.50 Football Demi-finale du tournoi de Paris-Bercy. 20.00 Journal. 20.45 Cinéma: Moncuré chez les Thailandaises. I Film Irançais de Robert Thomas (1983). Avec Maurice Risch, Darry Cowl, Jacques Balutin. 22.30 Cinéma: La fac en délire. I Film Iranço-germanique de Franz Antel (1980). Avec Stéphane Hillel, Olivia Pascal, Sacha Hehn. 0.00 Journal de mimit. 0.05 Football. Finale du tounoi de Paris-Bercy. 0.40 Capitaine Furillo (rediff.). 1.30 Les cinq dernières minutes (rediff.). 3.03 Vive la vie! (rediff.). 3.30 Journal de la mit. 3.35 Voisin, voisine (rediff.). 4.35 Feuilleton: Dominique. 5.00 Voisin, voisine.

M 6

13.55 Téléfilm: Les griffes du passé. De Brian Kavanagh, avec Michael Duffield, Patricia Kennedy. 15.25 Musique: Boulevard des clips. 16.05 Jen: Quizz count. 16.50 Hú, hút, hit, hourra! 17.05 Série: Les espions. 18.05 Série: Vegas. 19.00 Série: Les routes du paradis. 19.54 Six minutes d'informations. 20.00 Série: Cosby show. 20.35 Téléfilm: Cavale d'enfer. De Geoff Murphy, avec Tony Barry, Kelly Johnson. Deux paumés en Nouvelle-Zélande. 22.20 Série: Drôles de dames. 23.10 Six minutes d'informations. 23.15 Série: On se dépêche d'en rire. 23.20 Magazine: Turbo (rediff.). 2.345 Magazine: Adventure (rediff.). 0.10 (musique: Boulevard des clips. 2.00 Malaventure (? épisode). 2.10 Anne, jour après jour (? épisode). 2.25 Destination santé (rediff.). 3.15 Variétés: Carabine FM. 3.40 Oudes de choc (rediff.). 4.30 Variétés: Carabine FM. 4.55 Malaventure (rediff.). 5.95 Anne, jour après jour (rediff.). 5.20 Poly en Espagne (4 épisode). 5.45 Musique: Boulevard des clips.

### FRANCE-CULTURE

20.30 Archipel Médecine. Un coros propre: l'hygiène, du discours aux actes. 21.30 Le Pen Club à Séoul, ou les doubles dialogues. 22.40 Nuits magnétiques. La complainte de la soif. 1. Alcool blanc, alcool noir. 0.05 Du jour an lendemain. 0.50 Musique: Cods. Pierre Barouh et Savarah, un homme et une firme.

### FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert. (Donné le 7 décembre 1986 à Herne): Cantate pour contraîto et deux flûtes à bec avec basse continue de Telemann: Magnificat pour basse, deux violons et deux violes avec basse continue de Fresslich Sonate VII a cinque de Schmelzer; Cantate pour basse, deux violons et deux flûtes avec basse continue de Telemann: Cantate BWV 82 de Bach. par l'Ensemble Instrumental. 22.30 La galaxie des traditions. 23.07 Club d'archives Les premiers enregistrements de la musique de De Falia. 1.00 Le grand motet. Miserere de Lully; Magnificat de Du Mont; Te deum, extrait, de Lully.

COURS D'ESPAGNOL PORTUGAIS DU BRÉSIL Initiation et perfectionnement. Pratique de la langue orale. Le soîr, à partir de 18 h 30.

UNIVERSITÉ

**DE PARIS-SORBONNE** 

(Paris-IV)

INSTITUT D'ÉTUDES IBÉRIQUES et latino-américaines

31, rue Gay-Lussac. 75005 PARIS Tél. 43-25-06-60 de 17 h à 19 h 30.

# STH INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES ET TECHNIQUES HUMAINES DEPUIS 1954

Pour vous aider à réussir aux examens et concours de l'enseignement supérieur. Préparations annuelles complètes et intensives de vacances. L'Expertise Comptable

BTS • Comptabilité et Gestion de l'entreprise : 2 ans. DPECF, DECF et DESCF

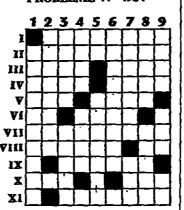
TOLBIAC: 83, av. d'Italie 75013 Paris Tél.: 45.85.59.35 + AUTEUIL: 6, avenue Léon-Henzey 75016 Paris Tél.: 42.24.10.72 +

UV 1 à 16

## Informations « services »

### **MOTS CROISÉS**

PROBLÈME Nº 4934



### HORIZONTALEMENT

I. Présenter comme sur un pla-teau. — Il. Peut rembourrer un siège. — III. Peut s'élever quand il y a la peste. Un canal naturel. — IV. Est à côté de l'atlas. Peuvent s'afficher en public. — V. Placé. Peut avoir besoin de tout le quarrier. - VI. Est souvent sur la planche. Fait du nouveau. - VII. Susceptibles de devancer l'appel. -VIII. Embrouillait. Morceau de melon. - IX. Connaît bien le Coran. X. Comme une façon de parler.
 Objet de conditionnement.
 XI. Qui n'aura aucune portée.

### VERTICALEMENT

1. Sans aucun rapport. — 2. Un peu plus, montait à la tête. — 3. Fournit de l'huile. Des billes de bois. — 4. Peuvent former un trousseau. Vaste plaine. — 5. Qui a donc pu nous enrichir. Tendue par celui qui ne veut rien perdre. — 6. Un recueil d'observations. — 7. Un peu puériles. Attendu par celui qui veut faire ce qui lui plaît. — 8. Apporte un soutien. Sur les deuts. — 9. Filets. Qui peut faire rougir. Terme musical.

### Solution du problème nº 4933

### Horizontalement

I. Béquilles. Péchés. — II. Eburnéennes. Ana. — III. Triés. Etirait. — IV. Tel. Insuline. — V. Lactée. Eve. — VI. Ruent. Trent. Ego. — VII. Ars. Iliennes. — VIII. Va. Oc. Ester. Air. — IX. Encrier. Asperge. — X. Sir. Sus. Sel. — XI. Uélé. Tsana. Aï. — XII. Emue. Orée. Erèbe. — XIII. Sprue. Su. Mule. — XIV. Itératif. Stères. — XV. Tarés. XIV. Itératif. Stères. - XV. Tarés.

### Verticalement

1. Betteraves. Exit. - 2. Ebre. Uranium. Ta. - 3. Quilles. Creuser. - 4. Ure. An. Or. Lepre. - 5. Insecticide. Ras. - 6. Lé. Out. - 7. Lec. Etiers. Rein. - 8. Entières. Ute. Fa. Usé. – 11. Esaü. Terpine. Tu. –
12. Ile. Armes. – 13. Hâtive. Ars.
Eure. – 14. En. Négligeables. –
15. Solé Palière. 15. Salé. Reliées.

### GUY BROUTY.

TRAME OF LA STPER CAGNOTYE By EARLES 4 FEMBER 1988 19 29 29 49 49

10 3 718 010,00 F 39 115,00 F 5 BONS NO 115 7 265.00 F 5 EQUS 17 2 020 4 BCHS 3F 108 AG7 135,00 F 10,00 F SOUTH SE SAME I 145 000

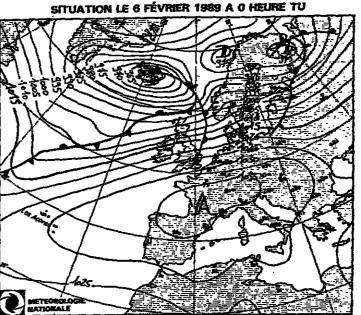
20,00 F

# LOTOSPORTIT RESULTATS COMPLETS Nº205

262 902,00 5 268,00 i 345,00 NUMERO PACTOLE : O



### MÉTÉOROLOGIE



PRÉVISIONS POUR LE 8 FÉVRIER 1989 A 12 HEURES TU les formations brumeuses,

### Evolution probable du temps en France entre le handi 6 février à 0 heure et le mardi 7 février à 24 heures.

L'anticyclone qui recouvre l'Europe centrale et occidentale continue à britanniques et les pays scandinaves. La pluie épargnera donc encore la France au cours des prochaines quarante-huit

### Mardi : Brouillards matinaux, puis solcil au sud et mages au nord. Les brouillards seront généralisés dès

le lever du jour, Moins nombreux dans le Sud-Ouest et le Sud-Est, ils se lèveront plus rapide-

ment sur ces régions où ils laisseront place à un soleil généreux. A l'opposé, ils risquent de persister toute la journée sur l'Alsace, la Lor-

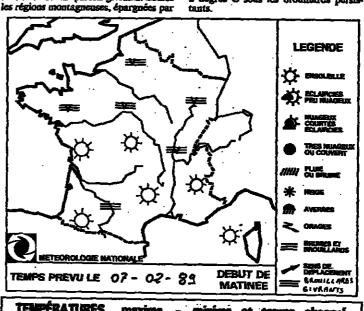
raine, la Champagne, la Bourgogne, la Franche-Comté, l'Auvergne et le Lyon-nais où ils seront parfois givrants. Seules

d'un temps bien ensoleill De l'Ile-de-France aux Pays de Loire, le soleil percera la grisuille vers la mi-

De la Bretagne à la Normandie et au Nord-Picardie, pas de brouillard mais un cocktail de mages et d'éclaircies. Le veut, généralement faible de sec-teur sud à sud-est, souffiera modéré-ment de secteur sud-ouest de la Bretzgne au Nord.

Les températures min ront une légère baisse : 0 degré à 
— 3 degrés C en général, 2 à 5 degrés C de l'Îlo-de-France an Nord et à la Bretague, ainsi que sur le littoral méditerra-néen.

Les températures maximales attein-Les températures maximales attem-dront 12 à 15 degrés C dans le Sud-Ouest et le Sud-Est, 8 à 12 degrés C du Nord à la Bretagne et aux Pays de Loire, 3 à 6 degrés C dans le Nord-Est et le Centre-Est, localement 0 à 2 degrés C sous les brouillards persis-tants.



						_		ma —	MEE	ئے	I V	ANT	<u>.                                    </u>
ſ	Vak	Burs &	राष्ट्रीय	<b>ENEXÍO</b> es relevées et la 06-0	extre				ما	1 <b>478</b> 06-02			6
[	FRANCI	E		TOURS		3		c	LOS ANGE	1ES	13	5	D
AJACCED	16	2		TOULOUSE		12	-2	. D	LOXEMBO	TRG .	- 2		Ĩ
BIARRITZ	13		D	POINTEAR	TRE	29	21	Ñ	MADRID		12	-5	Ď
SORDEAUX	15		B	يم (					MARRAE	777	26	-3 6	
DOUBCES .	7		č		TRAN	ŢĢĖ	ĸ		MEDOCO .	Ad),	22		Ē
BEST	14	-	ř	ALGER		14	5	N	MILAN			. 9	
CAEN	13		ž	AMSTERDA	M	10	4	D	MILAN.		4	1	B
CHERROOM	G 13		Ň	ATHERES .		15	5	č	MONTRE	Ĺ .,			C
CLERKONT	PER 12		Ĉ	BANCECE		22	23	Ň	MOSCOG	*****	. 3	0	C
DUÓN	0		ă	BARCELON	E	15	2	D	NABROBE.		<b>Z</b> 1	21	C
GRENOSIE	9WH 5		B	i Belgrade		-1	-2	B	NEW-YOR			-7	C
LELLE	10		Þ	BERLIN		8	- 2	Ñ	OST.O		7	2	N
LINKOGES .	10		Ď	RUXELE	i	8	ž	Ĉ	PALMADE	HAAL	1*	6	D
LYON	5		Ř	LE CAIRE .		17	š	ŏ	PÉRIN		7	-6	D
MARSELLE	MAR 13		ñ	COPENHAG	UE	8	ž	P	RIO DE LA		28	24	C
NANCY	3		P	DAKAR		33	19	Ď.	20ME		14	O	ū
NANTES	13	Qt.	ċ	DELER		24	9	D	SENGAPOL	R	32	23	· Č
NECE	14	6	Ď	DEFERA		12	11	Ñ	STOCKHO	11	6	2	č
PARE MON			N	(GENEVE		1-		R	SYDNEY .		27		Ď
PAQ	13		D		i	17	14	ē	TOKYO		12	- 1	Ď
PERFICIAN		•	D	STANBLII.	<b></b>	9	2	Ň	i Turas		19	Ă	D
REMANDS	13	•	C	LERUSALED.	ſ	13	-ī	D	TARSOVE		-6	• 7	Ñ
STETTENNE	9	-	D	TE90総任	Herr	16	7	Ď	YENESE		ž	i	B
STRASBOUR	₩ 6	2	N	CONDRES .		12	9	D	VERNE.		8	4	Ă
A	8	(	•	D	N	_			Þ	T -	Ť		
averse	brume	COE	ei Pert	ciel dégagé				•	pluie	tempi	اعد	nek	DC

\* TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

nt établi avec le support technique spécial de la Météorologie nation

-100

man & Mark & B

サマナカ 教育 中央 と Contract Contract The state of the state of

---

á 👚 -

\*\*:--

\* - ... a .

4.

----The second of

Victorial State 

A RADICULES AND

# ECONOMIE

« AFFAIRES » A SUIVRE

# Séparer les pouvoirs

MITIATION aux affaires »:
dans certaines grandes
écoles et dans de nombreux
centres de formation, on envisage déjà
de modifier l'intitulé des cours d'introduction à la vie des entreprises. « Initiés », « affaires », l'actualité a profondément dévalué ces termes. Les
scandales político-financiers qu'ils évoquent — la Société générale, Pechiney...
— auront d'autres conséquences, plus
sérieuses, politiques mais aussi écono-

services

La finance — la star des années 80 — pourrait en être l'une des victimes en France. Pour la sauver, le gouvernement plaide en faveur d'une « moralisation de la vie financière ». Au-delà, les affaires relancent le débat sur l'économie mixte, sur les rôles respectifs de l'Etat et du (des) marché(s). Un vieux débat, certes, toujours actuel.

### Une délinquence financière

Le raid sur le capital de la Société
Générale comme l'offre publique
d'achat de Pechiney sur la firme américaine Triangle soulèvent d'abord l'un et
l'autre les problèmes liés aux marchés
de l'argent, à leur fonctionnement... et à
leurs dysfonctionnements. Dans les
deux cas, des enquêtes sont en cours —
de la Commission des opérations de
Bourse pour le premier, de la justice et
de la SEC (Securities and Exchange
Commission) pour le second — pour
déterminer s'il y a eu délits d'initiés et
manipulations de cours.

Ces affaires révèlent ainsi à l'opinion publique, s'il en était besoin, la définquance firancière. Celle-ci n'est ni nouvelle ni une spécialité française. Dans les pays — comme les Erais-Unis ou la Grande-Bretagne — où les marché financiers out une plus longue tradition, elle y est aussi netternent plus développée, la lutte contre la délinquance aussi.

En France, comme alleurs donc, le développement accéléré des marchés depuis le début des années 80 s'est accompagné d'une progression sensible du nombre des délits et infractions de toute nature. On l'a vu à l'occasion de quelques escroquenes récentes dont ont été victimes des entreprises, comme la Cogerna (sur le marché à terme international de France, le Matif) ou des organismes, comme la Société des Bourses françaises.

On le voit à travers la multiplication des recherches sur d'éventuels délits d'initiés. La Commission des opérations de Bourse a, dans son « portefeuille » d'enquêtes en cours des affaires nombreuses : Louis-Vuitton-Moët-Hennessy, Béghin Say, Remy et Associés, Société générale.

Le comportement irrégulier de quelques-uns doit-il conduire à condarmer l'ensemble ? La modernisation des circuits de financement de l'économie française à « marche forcée » a provoqué quelques dérapages. Cem-ci doivent-ils mener à une remise en cause du rôle des marchés financiers?

Le risque d'une telle remise en cause est d'autant plus grand que les « affaires » récentes ont contribué à L'économie mixte apparaît comme le lieu idéal d'un mélange parfois malsain d'intérêts

focaliser l'attention sur l'un des aspects encore mal acceptés par l'opinion publique française: la spéculation. Pour les théoriciens comme pour les praticiens des marchés, elle en est une dimension indispensable. En simplifiant, on peut affirmer que seule la présence de « spéculateurs » — c'est-à-dire d'agents réalisant en permanence des opérations à court terme — permet d'assurer une confrontation permanente entre l'offre et la demande, un fonctionnement régulier des marchés.

Toutefois, la spéculation reste assimilée en France à « l'argent facile» et peut conduire à une condamnation des marchés. Afin d'éviter un retour en arrière, le gouvernement va travailler à une moralisation de la vie financière », avec notamment un renforce ment des pouvoirs et des moyens de l'organisme de surveillance des marchés, la Commission des opérations de Bourse. Les « affaires » devraient être aussi l'occasion de reprendre la réflexion sur l'e économie mixte ». Absent de la théorie économique classique, ce concept, cher au président de la République, correspond pourtant à une incortestable réalité, celle de l'ensemble des pays capitalistes. Faute d'une parfaite distribution des rôles, l'« économie mixte » apparaît en fait comme un terreau très favorable aux « affaires ».

La famille Cointreau, actionnaire minoritaire de Remy Martin, accuse les membres de la famille Hériard Dubreuil, actionnaire majoritaire, de délits d'initiés. La COB soupçonne certains alliés de Georges Pébereau dans son offensive sur le capital de la Société générale d'avoir profité d'informations privilégiées pour s'enrichir aux dépens notamment de la Caisse des dépôts. Entre ces deux histoires, il y a une différence essentielle : d'un côté, il s'agit d'une bataille purement privée entre deux familles ; de l'autre, d'une opération dans laquelle l'Etat est en cause.

### Le mélange

desgerres Panama, la Garantie foncière, l'affaire Aranda hier, Pechincy ou la Société générale aujourd'hui : ce qui fait qu'une affaire prend des guillemets et devient un scandale · politicofinancier ., c'est en fait le mélange des genres, celui entre des intérêts privés et des intérêts publics. Pechiney, entreprise d'Etat, achète une société privée américaine. La décision n'est pas fondée uniquement sur des critères industriels et financiers. Son actionnaire - l'Etat fait intervenir ses propres préoccupations. Il peut s'agir par exemple de intérêt national.

Paradis fiscal

Le raid sur la Société générale a, de ce point de vue, été un cas d'école. Il a été l'occasion d'un extraordinaire mélange des genres. Trois motivations totalement différentes se sont retrouvées pour organiser la prise de pouvoir dans la principale banque privée française : celle de Georges Pébereau, la puissance ; celle de Pierre Bérégovoy, le dénoyautage », et celle de quelques capitalistes. l'argent. Des capitatux privés et publics se sont ainsi mélangés dans

des conditions peu transparentes.

Le ministre de l'économie a d'abord affirmé n'être pour rien dans cette affaire. Le marché faissait spontanément l'œuvre de « dénoyautage » qui lui était chère. En fait, la main invisible était alors aidée non seulement par les capitaux d'établissements publics (la Caisse des dépots, Thomson...) mais également par les institutions d'Etat.

L'exceptionnelle célérité du Comité des établissements de crédit – un organisme lié à la Banque de France – lorsqu'il s'est agi de donner une autorisation à Georges Pébereau pour son raid : l'inertie de la Commission des opérations de Bourse pendant plusieurs semaines, malgré la faible transparence des opérations menées par l'assaillant; les pressions et les marchandages de l'Etat sur certains opérateurs privés, français et étrangers : comme dans les affaires » du passé il y a sans doute eu, dans celle de la Société générale, un comportement partial des institutions

Le grand danger, c'est que l'Etat, jouant de ses prérogatives et de sa puissance, n'étoulfe tout fonctionnement réel du marché. Souhaitant favoriser un

mariage entre une économie de marché et des interventions de l'Etat, l'« économie mixte» — dont Jean-Pierre Chevènement fait un éloge remarqué dans sa dernière lettre de la République moderne — apparaît comme le lieu idéal pour ce mélange parfois malsain d'inté-

Il ne peut y avoir de marché si les règles ne sont pas les mêmes pour tous les acteurs. A titre d'exemple, il est évident que, par son pouvoir comme du fait de son organisation, la Caisse des dépôts ne sera jamais un acteur comme les autres. Sauf à abandonner certaines de ses caractéristiques, elle ne peut pas prétendre devenir la banque d'affaires de l'Etat.

L'économie française relève incontestablement d'un modèle d'économie mixte. Quel doit être le poids respectif de l'Etat et du marché? Le choix relève d'options politiques. En revanche, afin d'améliorer l'efficacité et la moralité de l'organisation économique française, une définition plus précise des frontières qui séparent les deux mondes devrait s'imposer à tous.

Les «affaires» récentes ont en particulier fait ressortir la nécessité de mieux définir les responsabilités de chacun, celles des entreprises publiques et celles des entreprises privées, celles des organismes de réglementation et celles des organismes de contrôle, celles des gendermes et celles des juges. Comme dans le domaine politique, un Montesquieu contemporain devrait appeler à une séparation des pouvoirs, en économie

ERIK IZRAELEWICZ.

# L'inévitable initié

par BERTRAND JACQUILLAT (\*)

ES récentes « affaires » Pechiney et Société générale et l'écho qu'elles ont suscité dans l'opinion publique ont mis l'éclairage sur les concepts d' opération » et de · délit » d'initié. Il y aurait délit d'initié à partir du moment où quelqu'un utilise des informations non publiques. donc - privilégiées - pour acheter ou vendre des actions en Bourse. Cette définition traditionnelle du délit d'initié n'est pas sans embuches: en effet, pour éradiquer complètement le délit d'initié des transactions sières, il faudrait a contrario que tous les investisseurs agissent sur la base des mêmes informations.

Cette définition, qui correspond à l'article 10-1 de l'ordonnance du 25 septembre 1967 portant creation de la Commission des opérations de Bourse (COB). a été affirmée pour la première fois, en 1964, dans un arrêt de la Cour suprême des Etats-Unis à propos de l'affaire de la société Texas Gas Sulphur, Quelques-uns de ses dirigeants avaient été inculpés à qui il était reproché d'avoir acheté des actions avant que le prix de celles-ci n'augmente fortement à la suite de l'annonce par la société de la découverte d'importantes réserves

de gaz. Dans l'état du droit actuel, l'utilisation d'informations non publiques par les employés d'une société constitue clairement un délit d'initié.

### Noyau dur et nationalisation

Le champ d'application du délit d'initié s'est focalisé récemment sur les OPA, où serait illégale l'utilisation par un investisseur de la connaissance qu'il pourrait avoir d'une opération d'achat d'une entreprise par une autre avant qu'elle ne devienne publique à la suite d'un franchissement de seuil. Appartiennent à cette catégorie, l'affaire Pechiney, l'affaire Société générale dans la mesure où une modification de noyau dur s'apparente techniquement à une prise de contrôle, mais aussi les opérations de nationalisation en 1982 dont la preparation des modalités au cours de l'été et de l'automne avait donné lieu à des comportements de cours quelque peu

étranges.

(Lire la suite page 20.)

(\*) Professeur à l'université Paris-



**Paradis financiers** 

par ROGER BRUNET (\*)

mille habitants et se cache dans les Caraïbes. Le Liechtenstein en a vingt-six mille et se trouve au bout des banques suisses. Les spéculateurs des actions Triangle ont su les dénicher et s'en servir, parce qu'ils sont de commodes « paradis fis-

L'expression est un peu trompeuse : elle évoque surtout ces lieux de luxe où les vedettes affichent leur adresse à échapper au sort commun de leurs concitoyens. Il y a bien plus, et pour des sommes autrement considérables : ce sont les paradis pour firmes. Leur vertu ne réside pas seulement dans la modestie des taxes mais aussi dans la discrétion des transactions, la bienveillance des règlements et l'attirail des dérogations.

Il vaudrait mieux les nommer » paradis financiers ». Ce sont des havres (haven en anglais), des refuges où l'on traite des affaires à l'abri, et de loin. En ce sens, ils appar tiennent à la grande famille des lieux dits . francs . parce qu'ils sont hors la loi commune. Dans les paradis financiers on manipule des capitaux ; dans les zones franches commerciales, ce sont des marchandises. Dans les zones franches industrielles, on manipule aussi, et en plus, la législation du travail et l'on « crée des emplois », pour un temps, en exploitant la dérogation.

Plus encore que les zones franches, les paradis financiers sont associés à des isolats : îles, micro-Etats, et les deux souvent confondus. Le phénomène est ancien : les rivages méditerranéens et l'Europe occidentale en ont usé dès le Moyen Age. Il s'est affirmé avec la généralisation du système des Etats, pour échapper à la loi

Aussi les paradis des paradis sontils les grands isthmes du monde, ces
espaces de transaction, ces grandes
synapses qui relient continents et
océans: les Caraïbes, le MoyenOrient, l'Asie du Sud-Est. Hongkong
et Macao furent célèbres, ils ont
essaimé jusque dans le Pacifique. Les
guerres n'ont pas effacé le rôle du
Liban, de Chypre et d'autres. Des
Antilles ne vivent que de cette fonction, et rares sont celles qui lui échap-

Mais on en trouve également à la périphérie même des grandes puissances, soigneusement établis et préservés à leurs frontières : le maintien de micro-Etats et d'enclaves en Europe n'a guère d'autre sens. Le Liechtenstein et même le Luxembourg, également apparu dans l'affaire Triangle; l'Andorre et Monaco; de plus en plus, les îles Anglo-Normandes et surtout l'île de Man, entre Angleterre et Irlande, qui

abrite volontiers les sociétés sudafricaines, peu fréquentables ailleurs : voilà autant de paradis financiers si proches qu'on les oublierait presque. La Suisse tout entière joue ce rôle avec plus d'ampleur et une pyramide complexe de niveaux, puisqu'elle a elle-même, en outre, un système subtil de zones à dérogation et d'enclaves.

Le phénomène s'est récemment accentué avec la multiplication des lieux de banques dites « offshore », dont la présence est autorisée sous réserve qu'elles fassent leurs affaires à l'extérieur du pays d'accueil. L'ouverture de « zones spéciales » par la Chine, puis par la Hongrie, et maintenant par l'URSS vers Vladivostok et par la Pologne vers Szczecin, n'est pas étrangère à cette stratégie des sas et des arrière-boutiques. Et quand la France invente d'immatriculer des navires au pavillon de lointaines îles Kerguelen, inhabitées de surcroit, cela peut apparaître plus

cynique que convenable.

Car si les paradis financiers arrangent quelques affaires, ce sont d'abord les affaires douteuses. Dans ceux des Caraïbes se lessivent les narcodollars, et le gouvernement des Etat-Unis lui-même commence à se plaindre et des évasions fiscales qu'ils provoquent et des trafics illégaux, de

drogue, d'armes et même de personnes, qu'ils encouragent.

Le marché mondial des armements et les incroyables commissions

ments et les incroyaties continuation qu'il procure aux intermédiaires bénéficient pleinement des paradis financiers. Mais on n'a jamais vu des innovations technologiques et des créations durables fleurir dans les paradis financiers: le progrès scientifique et technologique, la « troisième révolution industrielle » et le « postindustriel » se construisent ailleurs.

On peut admettre que ces lieux

On peut admettre que ces lieux ordinairement discrets font partie des maux nécessaires, des inévitables arrière-cuisines odorantes du système monde. En ce sens, ils sont bien plus des purgatoires que des paradis. Jusqu'à un certain point, ils facilitent certaines choses et contribuent à l'ordre du monde. Mais ils en entretiennent aussi les désordres, car la drogue, les mafias, les guerres leur profitent. Par les spéculations qu'ils soutiennent, ils peuvent faire naître des catastrophes, individuelles ou collectives.

La France a connu ces dernières années une montée des spéculations sur l'intérêt des zones franches et autres lieux de dérogation. Des sacrifices ont été consentis à ce mythe. Ceux qui se battent pour créer des technopoles ont plus de mérite, et l'on peut gager qu'ils ont bien plus d'ave-

(\*) Directeur de recherche au CNRS.

SATURN

Un Consortium paneuropéen rassemblant des industriels et des universitaires de toute l'Europe y compris l'Europe du Nord organise en France
UNE GRANDE PREMIÈRE EUROPÉENNE pour RESPONSABLES DE FORMATION

ET FORMATEURS.

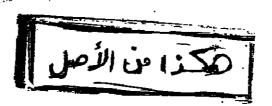
un séminaire de 4 jours les 13, 14, 15 et 16 mars 1989.

"L'EXPERTISE EUROPÉENNE"

ENSEIGNEMENT A DISTANCE FORMATIONS MULTIMEDIA avec la participation des experts européens les plus réputés.

Pour informations détaillées et inscriptions dans la limite des places disponibles s'adresser à

Places disposibles a surface polytechnique Formation Continue
Ecole Polytechnique Formation Continue
Madame Christine Nora — 91128 Palaiseau Cedex
Téléphone: (1) 60 19 40 18 Télécopie: (1) 69 41 94 42
SATURN PO Box 564, Walton Hall, Milton Keynes MK7 6DG, UK.



# Crimes sans châtiment

par JEAN COSSON(\*)

- délits d'initiés » dont sont accusés des hommes d'affaires qui - c'est ce qui paraît passionner l'opinion - auraient tenu leur · initiation ». à savoir les bons tuvaux boursiers, de personnages politiques ou proches du pouvoir. L'arbre ne devant pas cacher la forêt, peut-être est-il bon de rappeler que la jungle des affaires recèle pour sa faune bien d'autres moyens de s'approprier illicitement « l'argent des

Pour le délit d'initié, les juristes, poussant l'art de la distinction jusqu'au coupage de cheveux en quatre puissance 4, ont voulu punir les spéculateurs en Bourse qui, en trichant sur les règles du jeu, s'enrichissent au détriment de ceux qui ne le font pas. Or. la triche, quelle soit à la Bourse, au bridge ou aux courses, n'est qu'une forme de voi défendu par toutes les lois.

L'employé du PMU qui détient les paris n'a pas le droit, lorsqu'il

Préfecture de la région de Bretagne

d'Ille et-Vilaine CD/LL

(Publicité)

**AMÉNAGEMENT** 

DE LARN 24

• Mise en compatibilité du plan d'occupation des sols de Plélan-le-

● Classement en voie express de la rocade sud de Rennes (RN 136)

AVIS D'ENQUÊTE

● Déviation de Coëtquidan et de Plélan-le-Grand

(Déclaration d'utilité publique).

à Kervignac (RN 165).

L'est fait grand bruit autour de numéro du cheval gagnant, de glisser dans le lot un billet à son nom portant ce numéro.

De même celui qui participe à la gestion ou à la vérification d'une société dont les actions sont cotées en Bourse n'a pas le droit de spéculer sur ces titres s'il apprend avant le public que leur valeur changera beaucoup dès que sera publié un événement connu des seuls initiés, dont il est.

### De simples amendes

Ce délit nouveau n'est pas une invention française, du moins dans sa définition légale. Celle-ci. comme beaucoup d'autres choses. nous est venue d'Amérique. En effet, c'est l'ordonnance du 28 septembre 1967 qui a créé la Commission des opérations de Bourse (COB), à l'image de la Securities and Exchange Commission (SEC) des Etats-Unis, laquelle existait depuis 1933.

L'article 10-1 de ce texte a été entend la radio annoncer le modifié par la loi du 23 décembre

Préfecture du Morbiban

1970 pour instituer le délit dit des initiés, ainsi que le délit de divuleation de fausses informations pour agir sur le cours des titres.

Depuis la loi de 1970, bien peu d'affaires de poursuites pénales ont été traitées par la justice. Celles qui l'ont été portaient sur des transactions peu importantes. Les condamnations prononcées étaient des amendes de l'ordre de 10000 francs.

Avec l'affaire Pechiney, pour la première fois en France, on voit du sérieux. Pourquoi cette affaire énorme par rapport aux autres a-t-elle surgi? Tout simplement parce que le fait ne s'est pas pro-duit en France, mais à la Bourse de New-York, où règne la SEC, qui ne plaisante pas avec ces choses-là. Elle n'hésite pas à poursuivre, même des tycoons, et les tribunaux sévissent. Ils envoient les coupables en prison pour de nombreuses années (Boesky, Levine et d'autres).

Il a fallu une belle dose d'ignorance, voire d'inconscience à ces messieurs proches du pouvoir français pour aller commettre un délit d'initiés aussi voyant à New-York. N'avaient-ils pas entendu parler de la SEC? Leurs prédécesseurs, les politiciens de droite, avaient été plus malins. Commettant eux aussi des délits d'initiés et beaucoup, ils s'étaient cantonnés à la Bourse de Paris.

Selon le Monde daté 29-30 janvier (p. 16) un sieur Lyndon Larouche, de Virginie, fera quinze ans de prison pour fraude fiscale et escroquerie. Encore faut-il relever que l'escroquerie consistait à n'avoir pas remboursé 30 millions de dollars empruntés. Il n'y aurait en France qu'une simple dette civile.

Les juristes étrangers sont toujours surpris quand on leur dit que vendre la tour Eiffel ne constitue pas une escroquerie, si quelqu'un est assez naïl dour croire qu'un particulier puisse être propriétaire du monument. En droit français, le principal est que la loi ne pro-

tège pas les imbéciles. Le droit allemand, avec la notion de Wucher, donne la solution

contraire. La COB a reconnu qu'il y avait déjà eu d'importantes affaires d'initiés, observant qu'elle a'y pouvait rien, car les opérateurs sont toujours des étrangers, principalement des Suisses. On ne peut obtenir aucune information en raison du secret bancaire. C'est vite dit. Les opérateurs ne sont

suisses qu'en apparence. Tout le monde sait que les capitaux en jeu appartiennent à des Français et reviennent au pays sous un pavillon de complaisance suisse. Or ce pays ne refuse les informations que lorsqu'il s'agit d'infractions fiscales ou douanières. Pour les autres délits, la COB peut faire faire des investigations, même dans les banques. Encore faut-il le lui demander.

### La classique escroquerie

A la Bourse,le délit d'initié a remplacé la classique escroquerie à la boule de neige qui, depuis la révolution industrielle, a permis aux « agioteurs » de drainer l'argent des spéculateurs, appâtés par la perspective de gains faciles. Dans ce genre, les scandales les plus récents sont ceux de la Garantie foncière et du Patrimoine foncier, qui portaient sur des parts de sociétés civiles de placement immobilier. Les dirigeants en titre de ces sociétés ont purgé quelques années de prison. bien que leur profit personnel ait été plutôt modeste.

On n'a jamais su ni cherché à savoir ce qu'était devenu tout l'argent détourné. Quelqu'un pourtant le savait, Me R., un avocat qui, dans chacune des sociétés n'ayant pas de lien entre elles, avait été le dirigeant réel, l'âme damnée de toute l'histoire. Il était

compte d'un parti politique. Condamné à trois ans d'emprisonnement, il a été vite libéré et a disparu, emportant le secret de la vraie destination des fonds.

Le dirigeant du Patrimoine foncier, Lipsky, avait trempé aussi dans une autre combinaison. Ayant obtenu d'une banque un crédit de 26 millions pour financer un marché de fil de fer, il aurait revendu la marchandise et oublié de rembourser le bailleur de fonds, ce qui s'appelle un carambonillage, autre forme d'escroquerie. La banque « victime » a fait porter le chapeau à l'un de ses fondés de pouvoir. On a retrouvé Lipsky peinant dans un kibboutz et il a été livré par Israel, ce qui prouve qu'il n'avait pas les millions envolés.

Cet exemple appelle une double réflexion : primo, la fraude fiscale tend à devenir de nos jours le principal délit de la criminalité d'affaires et c'est normal, en raison de la place que tiennent dans la comptabilité des entreprises les charges fiscales et sociales : secondo. l'escroquerie simulée est le moyen le plus sûr pour pratiquer les prélèvements de sommes importantes. Elle n'est que le dernier avatar du procédé de la fausse facture, maintenant bien connu du public et encore plus des hommes d'affaires. Des banques en particulier ont prétendu avoir été victimes de semblables escroqueries, alors que les circonstances permettent d'en douter.

Ces affaires démontrent l'excellence du système moderne de la fraude financière par opérations comptables fictives, mis au point à partir de la fausse facture. Les criminels en cols blancs qui ont manigancé cela n'ont pas eu besoin de l'indulgence que leur accorde généralement la justice ; ils n'ont pas été poursuivis, n'étant même pas soupçonnés. Les cas de ce genre sont plus fréquents et

personne ne pouvait raisonnable- crime sans châtiment.

apparu qu'il avait opéré pour le ment croire, mais qui ont servi de prétexte au détournement de 1 milliard, sur les 8 de bénéfices en réserve d'une grande entreprise nationalisée, pour la constitution d'une caisse noire. Simple remarque : qui avait alors le pouvoir d'exiger du gouverneur de la Banque de France qu'il autorise le transfert d'une telle somme sur un compte en Suisse, sans poser de question?

### Une caisse électorale

Le même transfert s'est effectué pour la même somme, à la même époque, dans la même banque suisse, à propos du - café de la régie Renault . On peut poser la même question. L'escroquerie commise par Flatto-Sharon présente elle aussi les caractéristiques de la simulation. Rapporteur du cas en Cour de cassation, j'ai dû subir des pressions incroyables de la part de politiciens de gauche pour étouffer l'affaire, alors que les sommes disparues avaient visiblement alimenté une caisse électorale de la droite.

De cette affaire et de quelques autres semblables, il ressort que lorsqu'un homme politique profite de sa situation pour détourner des fonds, il prend soin d'en faire tenir une partie à ses adversaires. sachant bien qu'ils ne seront pas toujours dans l'opposition et, lui, pas toujours au pouvoir. Cette dichotomie paraît être un des secrets les plus jalousement gardés de la politique française.

a mon

De ce qui précède, il se déduit que, par les méthodes nouvelles qu'ils ont mises au point, les criminels en cols blancs penvent bien souvent n'être pas démasqués. Quand ils le sont, les juges ne se montrent guère sévères pour eux et quand, enfin, il leur arrive de se voir infliger des peines d'empri-Ce sont, par exemple, les Dès lors, il paraît être de règle (\*) Conseiller honoraire à la Cour « avions renifleurs », auxquels générale, qu'en affaires, il y ait

# l'inévitable initié

(Suite de la page 19.)

Tous ces cas sont clairs. Hélas, dans ce domaine, la frontière n'est pas toujours aussi nette entre ce qui est délictueux et ce qui ne l'est pas. A tel point que la SEC (Securities and Exchange Commission), le Congrès et la Cour suprême aux Etats-Unis se sont toujours refusés à fournir une définition précise du délit d'initié, se mettant ainsi dans la position, devenue insupportable, d'inculper un nombre croissant de personnes à des peines de plus en plus lourdes pour un délit qu'ils préserent définir au coup par coup.

Une proposition de loi non encore entérinée par le Congrès définit le délit d'initié comme une opération boursière effectuée à la suite du voi direct ou indirect d'informations en violation d'un contrat fiduciaire, d'un contrat de fourniture ou de travail, ou simplement en usant d'une relation personnelle ou de confiance. Cette définition a une double dimension: l'information utilisée par l'opérateur et la nature du lien qu'il a avec sa source.

C'est sur la base de cette définition du délit d'initié qu'ont été inculpés Boesky, Levine et Siegel, non parce qu'ils avaient des infor-mations priviligiées sur des OPA à venir, mais parce qu'ils les avaient obtenues de manière illégale en les volant à leurs employeurs ou à leurs associés. Même si elle ne répond pas à toutes les questions, cette définition va dans le bon sens dans la mesure où elle ne fait pas un délit d'avoir des informations privilégiées, mais s'attache à la façon dont elles ont été obtenues, voire

Il est en effet impossible, même malsain, de voulois prohiber l'information « supérieure » en tant que telle, car cela impliquerait que tous les opérateurs disposent et agissent sur la base des mêmes informations, ce qui serait illusoire et aurait pour conséquence de supprimer le marché faute d'intervenants. L'information est le carburant qui fait agir les opérateurs en Bourse. Sa valeur dépend de son caractère d'exclusivité - réel ou supposé.

non-initiés ne s'en porteront pas mieux nécessairement. Subiront un préjudice ceux qui auront vendu (acheté) avant que la bonne (manvaise) nouvelle ne soit annoncée parce qu'ils l'auront fait à un prix plus désavantageux que celui auquel ils l'auraient

négocié si l'initié avait opéré. Cela pose une question intéressante : le groupe des investisseurs malchanceux qui subissent un préjudice du fait des opérations d'initiés est-il plus ou moins nombreux que celui des chancenz auxquels les opérations d'initiés permettent d'acheter à un prix plus conforme à tout ce que l'on sait de la valeur de la société, même ce qui n'est pas public? Moins les opérations d'initiés sont réglementées et plus vite les informations se trouvent rapidement répercutées dans les cours, augmentant la taille du second groupe.

Dans ces conditions, les mar-(cours plus proches de leur valeur) et plus justes puisque les non-initiés sauraient que les cours affichés reflètent non seulement l'information publique mais aussi celle qui est encore confidentielle. Les avocats d'une telle proposition ne souhaitent pas d'ailleurs la suppression de la réglementation, mais son transfert du domaine public an domaine privé. Ce serait aux sociétés elles-mêmes d'établir et de publier un code de bonne conduite décrivant les procédures qu'elles utiliseraient pour communiquer des informations au

Certaines d'entre elles pourraient aller jusqu'à autoriser leurs employés à se livrer à des opérations d'initiés. D'aucuns prétendent que cette mesure réduirait la rentabilité exigée par leurs actionnaires - donc le coût de leurs fonds propres, - car la prime de risque serait réduite du fait d'une valorisation plus efficiente de leurs titres. Dans ce schéma, l'équité recherchée n'est pas jugée selon le critère des moyens utilisés pour l'atteindre, mais selon celui des résultats obtenus.

A moins de légaliser les opérations d'initiés, la tâche des auto-

rités chargées de les détecter, voire de les sanctionner, va se compliquer singulièrement. Il y aura dans l'avenir de plus en plus d'opérations d'initiés et, à moins de les légaliser, de délits. Ces opérations porteront sur des montants de plus en plus importants pour deux raisons. L'assiette boursière du délit d'initié majeur aujourd'hui - celui des prises de contrôle amicales ou inamicales est appelée à grandir en France et en Europe au cours des prochaines années, dans la mesure où la restructuration de l'industrie française et européenne n'en est qu'à ses débuts. Par ailleurs, les marchés dérivés, tels que les marchés d'options, amplifient les gains spéculatifs à cause du levier financier que procurent leurs contrats. De plus en plus de sociétés seront dans l'avenir le support de tels contrats d'options.

Sanctionner le délit d'initié est comme la quête du Graal. Pour ce faire, au moins doit-on tout mettre chés seraient plus efficients en œuvre pour le détecter. Les recommandations de la commission Le Portz, qui visent, entre autres, au renforcement des liens entre la COB et les organismes professionnels de la Bourse, peuvent y contribuer. L'application concrète de cette coopération pourrait être la mise en place d'un système d'intelligence boursier en temps réel sur tons les titres cotés, permettant de renseigner en per manence sur les « anomalies » qui se manifestent dans les domaines des volumes de transactions et des rentabilités boursières anormales.

La sanction requerrait une étape supplémentaire dans la construction de cet édifice. A l'instar du système ADAMS que le New York Stock Exchange est en train de mettre en place, il s'agit de construire un fichier informatique où figurent toutes les données publiques sur l'ensemi ble des sociétés cotées et leurs filiales, avec les noms et les affiliations professionnelles et sociales de leurs dirigeants, afin de pouvoir les confronter à l'identité des opérateurs boursiers. Beau thème de réflexion pour la commission Informatique et libertés.

BERTRAND JACQUILLAT.

The first state of the second state of the sec

CONTRACTOR OF THE PARTY OF

一日 海 海海中央 海 美国

---

The state of the s

Ge que la Sécu

En l'exécution de l'arrêté interpréfectoral en date des 23 et 26 janvier 1989 et en application des dispositions du code de l'urbanisme, du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, de la loi nº 69-7 du 3 janvier 1969 relative aux voies rapides ainsi que de la loi du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement, il sera 1. A une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique du projet d'aménagement de la RN 24, déviation du camp de Coëtquidan et de Plélan-le-Grand portant également sur la modification du plan d'occupation des sols de la commune de Plélan-le-Grand en résultant. A une enquête publique portant sur le classement en voie express de la rocade sud de Rennes (RN 136) à Kervignac (RN 165). Ces enquêtes se dérouleront concomitamment du 1er mars 1989 au Les énquetes se nérouleront concominamment un l'a mais 1909 au 14 avril 1989 inclus. Durant cette période les dossiers seront déposé à la préfecture du Morbihan (direction de la réglementation, 24, place de la République à Vannes), siège des enquêtes, ainsi qu'à la préfecture d'Illo-et-Vilaine, dans les sous-préfectures de Lorient et Pontivy et dans chacune des mairies sui- Pléian-le-Grand (35) pour ce qui concerne l'atilité publique du projet, la modification du plan d'occupation des sols et la mise en voie express de la RN 24. Ploërmel, Campénéac, Augun, Porcaro, Guer (56) pour ce qui concerne l'utilité publique du projet et la mise en voie express de la RN 24. Tampont, La Croix-Hellénn, Guillac, Josselin, Guégon, Lanouée, Buléon, Saint-Allouestre, Rignan, Moréac, Locusiné, Plumetin, Guénin, Band, Las-guidic, Kervignac, Hennebont (S6). Rennes, Le Rheu, Chavague, Mordelles, Bréal-sous-Montfort, Saint-Thurial, Treffendel (35). pour ce qui concerne la mise en voie express de la RN 24. Pendant la durée des enquêtes, le public pourra prendre connaissance des dossiers aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux des préfecus-préfectures et mairies concernées. Ont été désignés en qualité de commissaires-coquêteurs par le tribunal administratif de Rennes: M. Charles Simon, expert portuaire auprès des Nations unies et expert auprès des cours d'appel et tribunaux administratifs, ancien secrétaire genéral du port autonome de Nantes - Saint-Nazaire. ubres titulaires M. Marc Salmon-Malebranche, architecte DPLG, expert près la cour raire.

M. Henri Verger, ingénieur divisionnaire des TPE, en retraite. Membres suppléants : Un ou plusieurs des membres de la commission d'enquête recevront, en per sonne, le public :

a M. Armand Guillotin, agrégé d'université, proviseur, en retraite.
M. Robert Deboutride, chef de service administratif de préfecture bono. M. Paul Bourcy, chef de centre des impôts, en retraite.
 M. Jean Toupet, ingénieur principal divisionnaire de la ville de Rennes, en

Sonne, le puode:
En mairie de Kervignac le 13 mars 1989, de 10 h à 12 h; Hennebont le 13 mars 1989, de 14 h à 16 h; Baud, le 14 mars 1989, de 10 h à 12 h; Locminé le 14 mars 1989, de 14 h à 16 h; St-Alfouestre, le 15 mars 1989, de 10 h à 12 h; Josselin, le 16 mars 1989, de 10 h à 12 h; Ploërmel, le 16 mars 1989, de 14 h à 16 h; Bréal-sous-Montfort, le 16 mars 1989, de 14 h 16 h; Mordelles, le 17 mars 1989, de 10 h à 12 h; Le Rheu, le 17 mars 1989, de 14 h à 16 h.

 En mairie de Guer, le 23 mars 1989, de 10 h à 12 h et de 14 h à 16 h;
 Plétan-le-Grand, le 24 mars 1989, de 10 h à 12 h et de 14 h à 16 h. ■ En sous-préfecture de Lorient, le 21 mars 1989, de 14 h à 16 h ; de Pontivy,

● A la sous-présecture de Rennes, le 11 avril 1989, de 10 h à 12 h et de 14 h à

A la préfecture de Vannes, les 13 et 14 avril 1989, de 10 h à 12 h et de 14 h à

observations par écrit au président de la commission d'enquête siégeant à la préfecture du Morbihan, 24, place de la République, 56019 Vannes Cedex. Toutes observations consignées aux registres on adressées par correspondance seront tenues à la disposition du public.

La commission d'enquête établira un rapport relatant le déroulement de l'enquête et rédigera des conclusions motivées, dans le délai d'un mois à compter de l'issue de l'enquête.

Copies de ce rapport et de ces conclusions seront déposées dans les mairies concernées, en préfecture du Morbihan et d'Ille-et-Vilaine, aux directions départementales de l'équipement du Morbihan et d'Ille-et-Vilaine pour y être tenues à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête. Par ailleurs, les intéressés pourront en obtenir communication en s'adressant aux préfets dans les conditions prévues au titre I de la loi du 17 juillet 1978. 17 iuillet 1978.

Rennes, le 23 janvier 1989 Le préfet Pour le préfet le secrétaire général Jean-Marie CALLEVRE

Vannes, le 26 janvier 1989 Pour le préfet et par délégation. le secrétaire général Albert DAUSSIN-CHARPANTIER

Puisque l'une des clés d'une mation pendant le laps de temps bonne gestion réside dans la capa- où il est le seul à la connaître. Les cité d'anticipation, tous les investisseurs cherchent à obtenir des informations sur les sociétés, susceptibles d'avoir un impact sur les cours. Pour qu'elles en aient réellement un, encore faut-il que ces

informations ne soient pas déjà reflétées dans les cours. Les économistes financiers ainsi que certains juristes ont depuis longtemps marqué leur désaccord avec la définition traditionnelle du délit d'initié. Au contraire, prétendent-ils, l'information privilégiée acquise légalement est fondamentale pour la fonctionnement efficace des marchés financiers, car son utilisation systématique oriente plus rapidement les cours des sociétés vers

### En violation de la loi

leur « juste prix ». Certains,

allant plus loin, proposent de léga-

liser l'opération d'initié, compte

tenu de considérations de justice,

d'efficacité et de pragmatisme.

Quelque spectaculaires que puissent paraître les récentes interventions de la SEC, il y a, en effet, toute raison de penser que des opérations d'initiés en violation de la loi sont commises de manière permanente, et qu'une vaste majorité de délinquants échappent à toute sanction. Lorsqu'un initié achète ou vend des titres en Bourse sur la base d'informations qu'il est seul à connaître, il porte préjudice à son cocontractant ou à sa contrepartie. C'est cette iniquité, née de l'asymétrie d'information - pour employer le jargon des économistes - entre acheteur et vendeur, qui est répréhensible aux veux des autorités de contrôle des marchés : elles cherchent à protéger l'investisseur ayant acheté trop haut (ou vendu trop bas) un titre parce que le marché n'avait pas connaissance d'une information défavorable (ou favorable) non encore rendue publique.

Dans ce cas de figure, on peut imaginer le sécnario alternatif suivant : l'initié obéit à la loi et n'essaie pas de profiter de l'infor-

### **A SUIVRE**

# Bon appétit, messieurs!

par JEAN-PIERRE RIOUX (\*)

'APOSTROPHE de Ruy Blas aux «ministres intègres» et autres - conseillers vertueux », dans la pièce de Victor Hugo, courrait-elle à travers les siècles? Comme si le scandale né de la rencontre, împrudente ou enthines in the second second contre nature, entre la politique et la finance avait une longévité his-

. 18 Jan

The state of the s

with the manager

- No. 1

Section 2

100 - 140 ggs

. . .

r .;-

3 31 21 7.1

. rad

The Control of the F

يعرف للتداري

blesse humaine? C'est à voir. Cicéron déjà dénonçait un gouverneur de Sicile prévaricateur, Verrès. Le très moral Caton l'Ancien, sur les conseils de Fabius, fustigeait à son tour un Scipion soudoyé par les ennemis de Rome au fond d'une guerre d'Orient. Plus tard, financiers et grands argentiers du royaume de France conclurent des alliances de mauvais aloi qui entraînèrent la disgrâce et la colère du Prince : Jacques Cœur ou Foaquet en firent l'amère expérience.

torique à la bauteur de la fai-

On pourrait allonger la liste des grands commis indélicats, des fermiers généraux corrupteurs, des hommes de paille et des fauxmonnayeurs qui eurent à connaitre du pouvoir un temps bienveillant les foudres de quelques Excellences. Mais ce déballage poussiéreux, convenons-en, ne nous excite guère. Car le piment du scandale politico-financier contemporain, c'est que nous en sommes les voyeurs, les juges ou les complices, avant que d'en être, et parsois très directement, les victimes échandées ou ruinées.

### Un vilain jeu

Il y a bien en effet une modernité des «affaires» depuis 1789, dès lors que les règles du vilain jeu ont été modifiées. Car, en société démocratique, la vieille prudence du « pas vu pas pris» s'exerce plus malaisément. Le pouvoir est plus dilué, puisque son exercice relève d'une représenta-

administration en ascension numérique et d'une complication des ronages de transmission de l'autorité : aussi concentré soit le pouvoir au sommet, un jour ou l'autre l'entourage peut se trahir ou un maillon de la chaîne subalterne peut céder à la panique ou... à une offre plus alléchante.

Observatoires, commissions d'enquête ou de contrôle, vérificateurs, ont aussi chaussé leurs lunettes. Et surtout l'opinion publique est alertée, tenue en haleine et parfois prise à témoin par une presse qui, sans sortir toujours indemne de l'aventure - gare aux effets boomerang!, sait vendre du papier pour mieux dire la morale.

Quelques seuilles spécialisées, dont certaines jouaient allègrement sur les deux tableaux, ont même fait leur fortune sous les IIIe et IVe Républiques dans la chasse à l'écho fielleux, à la révélation exclusive et prête à rebondir. En bref, il existe bien une version démocratique du scandale.

· La mémoire collective s'est souvent détournée du cas de figure le plus usé, qui ne soutient pas l'attention massive : la concussion obtue, la prévarication sans âme. Il faut que le délit touche au plus haut pour qu'il connaisse un autre destin que le tribunal ou la mutation discrète : au meilleur du genre, la petite histoire a surtout retenu la triste aventure de Daniel Wilson, gendre du président Grévy, qui, après avoir étouffé quelques millions sur des marchés d'Etat, se mit, pressé par le besoin, à faire vendre en 1887 des Légion d'honneur à 25 000 francs. Ces tripotages-là n'ont qu'un temps. . Le » scandale, c'est autre

Son meilleur exemple historique, qui pousse à toute comparaison utile avec telle situation présente, est sans doute le scandale de Panama. Ou plutôt, comme l'a

vier (1), le double scandale de Panama. Il y a tout juste un siècle, co janvier 1889, un nouvel emprunt n'avait pas pu en effet remettre à flot la Compagnie du canal de Panama, fondée par Fer-

dinand de Lesseps, l'homme de Suez, et impuissante à raboter les collines de la Culebra pour forcer l'isthme. Mise en faillite, passible d'une

instruction judiciaire, la Compagnie dévoile bien vite un curieux visage. Ainsi, la presse boulangiste et la très antisémite Libre Parole de Drumont révèlent derechef aux milliers de petits porteurs ruinés et à l'opinion très enfiévrée que les agents financiers de la Compagnie ont généreusement «arrosé» des parlementaires et des journaux pour obte-nir plus aisément le vote de la Chambre autorisant en 1888 l'émission de l'emprunt qu'on voulait salvateur.

### Le scandale sélectif

Intermédiaires véreux, députés à vendre, pots-de-vin en tout genre, publicités surpayées, tout est mis noir sur blanc, dans un beau tumulte où quelques grands noms, Clemenceau, Reinach, Roubier, Ribot, Floquet et autres «chéquards» sont éclaboussés. Un seul aura la faiblesse de tout avouer aux assises, le ministre des travaux publics, Barhaut, qui avait empoché 375 000 francs.

Tels furent les errements montés en épingle par la presse et si vertueusement dénoncés. Mais que tant de journaux aient reçu 13 des 22 millions consacrés par la Compagnie à cette opération ultime ne fut guère porté à la connaissance et a fortiori soumis à sa vindicte. Et le scandale financier, autrement plus lourd en millions, qui tenait à l'ampleur très

vées par les banques sur les opérations de Panama, fut soigneusement passé sous silence, jusqu'à ce que les bistoriens, bien plus tard, aillent déponiller les dos-

Voilà bien notre loi historique de société médiatisée. Le scandale est sélectif, à géométrie variable. On crie haro sur le pécheur sans trop fouiller les cales, sans appliquer toujours la même vigilance morale à ces liasses qui transitent en un clin d'œil d'une caisse à

Le scandale de Panama fut la plus énorme révélation des collusions entre affairistes, politiciens et gens de presse. D'autres avaient déjà ravagé la Second Empire : qu'on relise les romans très politiques que sont la Curée et l'Argent, de Zola. D'autres suivront, juqu'à l'affaire des vins ou le trafic des piastres sous la IV République (laissons les spécialistes trier à cette heure ceux de la V. République). Aucun n'avait à ce point touché au vif des Français qui faisaient alors, en toute innocence, l'apprentissage de l'agio.

On prendra garde à la hiérarchie des responsabilités dans ces affaires à répétition, de l'Union générale au suicide de Stavisky, de Panama aux bons d'Arras. Le grand capital , ou les «deux cents familles . si longtemps vomies par la gauche, ne sont guère aux premières loges. Tout au contraire, rompues au jeu subtil du rapport de forces avec l'Etat par leur maîtrise de la Banque de France, déléguant fort peu leurs hommes dans les assemblées élues, ces familles apprirent très vite à dialoguer sainement avec l'administration et les gouverne-

Par contre, la purulence fut précocement circonscrite chez les

(\*) Directeur de recherche au

hommes de presse - subventionnés », les intermédiaires pressés et surtout, aux heures gloricuses du Parlement, sous la IIIet la IVe République, chez ces avocats d'affaires devenus députés qui n'avaient pas ferme leur cabinet pendant la durée de leur mandat.

Plus gravement peut-être, les affaires . furent toujours d'excellents prétextes pour aviver les rancunes, exciter les passions et chauffer à blanc des situations de crise économique ou civique. Sur la dénonciation érigée en vertu, dans l'argumentaire simple d'une lutte incessante des petits » piétinés contre les gros corrompus, tous les extrêmes, à droite comme à gauche, purent donner libre cours à leurs fantasmes tour à tour populistes, nationalistes, antisémites ou anticapitalistes. Du moins jusqu'à l'affaire Dreyfus, cette bataille du droit qui dégagea la gauche de toute révérence à ces arguments nauséeux et la drapa pour longtemps dans un moralisme plein de mépris pour

En 1888, un plumitif socialisant, Augustin Chirac, conclusit ainsi son · étude · de l'agiotage sous la IIIº République : • Dieu puissant! Qui donc arrachera la République aux mortelles étreintes de ces vampires? . Il trouvait même le renfort d'une

formule de Montesquieu : • Les financiers soutiennens l'Etat comme la corde soutient le pendu. Dix ans plus tard, Anatole France redoublera l'argument dans l'Ile des pingouins.

L'Etat, depuis un siècle, a, il est vrai, changé de nature, a étendu ses pouvoirs financiers et économiques. Les parlementaires ont pratiquement disparu des lieux stratégiques de la friction au plus haut niveau, laissant la place aux fonctionnaires, aux entourages » et aux « médiateurs ». quitte à organiser d'autres jeux à l'échelle municipale ou régionale.

Mais le mécanisme est toujours en place qui répète inlassablement Panama : on pointe du doigt quelques visages, mais sans tirer le filet de cet argent caché qui circule si bien qu'on ne lui pardonne pas quelques détours. Le Bernanos des Grands Cimetières sous la lune, cité par Jean-Noël Jeanneney dans une belle étude (2). avait su voir plus loin que le scandale : • Ce qui devrait nous remplir d'étonnement, c'est que. même en ce monde qui lui appartient, l'argent semble toujours avoir honte de lui-même.

(1) Les Deux Scandales de Panama,

(2) L'Argent caché, Fayard, 1981.



### **CRÉATEURS D'ENTREPRISES** VOTRE SIÈGE SOCIAL A PARIS A PARTER DE 180 HT PAR MOIS Réception et réexpédition du courrier Permanence téléphonique

Permanence télex Rédaction d'actes

et constitution de sociétés. GEICA/42-96-41-12 58 bis, rue du Louvra, 75002 Paris



# La In Strasbourgeoise

ASSURANCE MUTUELLE

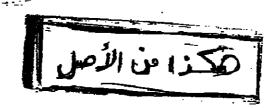
C'est vrai, la Sècu est l'un des systèmes de protection sociale les plus efficaces au monde. Mais, elle ne peut intervenir partout et le pourra de moins en moins. Résultat, les montants restant à votre charge sont aujourd'hui de plus en plus

Vous achetez des lunettes 1.190 F, votre dentiste vous pose une couronne, 2.400 F, par exemple. La Sécu va vous rembourser 179 F pour les lunettes et 529 F pour la couronne, soit 708 F sur 3.590 F. Bref, des queues de cerises par rapport à vos frais réels. Les 2.882 F restant à votre charge pourraient vous être rembourses à 100% par la Sécurité Libérale de La Strasbourgeoise.

Avec la Sécurité Libérale, vous choisissez le montant des remboursements complémentaires que vous désirez, ceux-ci pouvant aller jusqu'à un remboursement à 100%. Ou vous privilègiez tel ou tel domaine : hospitalisation, soins dentaires, frais d'optique, honoraires, pharmacie, analyses, radio... Avec la Sécurité Libérale: • vous assurez votre santé et protégez votre budget • vous êtes remboursé vite et ne déboursez rien en cas de séjour à l'hôpital ou en clinique vous bénéficiez du service d'une société d'assurance mutuelle spécialiste de l'Assurance des Personnes : La Strasbourgeoise.

Contactez La Strasbourgeoise: BP 405, 67001 STRASBOURG CEDEX Tél. 88.62.90.27 Ou 46, rue de Provence, 75009 PARIS - Tél. 42.85.00.36.

Ce que la Sécu vous rembourse des queues de cerises, la Sécurité Libérale vous le rembourse à 100%.



## -La chronique de Paul Fabra

NEN de plus essentiel pour les peuples europeens, s'ils veulent donner toutes leurs chances aux virtualités du marché unique promis mais à tous égards non garanti - pour 1993, que de se comprendre. Cela peut paraître à la fois un truisme et un objectif très insuffisant. Pour réaliser la grande unification, il faudrait, en effet, beaucoup plus que pénétrer les raisons de l'autre. Il faudrait s'accorder pour agir ensemble, certes, mais encore v parvenir sans avoir à déblaver les maientendus. Or cette exgence minimale est loin d'être satisfaite.

C'est pourquoi une journée d'études comme celle qu'avait organisée William François, président d'Economie et progrès, à laquelle participaient du côté français plusieurs parlementaires (dont Edmond Alphandery, Andre Bettencourt, Gilbert Gantier) et, du côté allemand, de nombreux banquiers, universitaires et parlementaires, est probablement plus utile que maintes réunions plus ambitieuses. La journée, qui eut lieu à l'Assemblée nationale, avait pour thème : « Explication de la politique monétaire et économique de la République tédérale »

Les explications fournies ne sont pas venues de seconde main puisque, en ce qui concerne la Bundesbank, aujourd'hui au centre des controverses les plus vives entre l'Allemagne et ses alliés, les exposés étaient prononcés, l'un par le très influent vice-président Helmut Schlesinger, et l'autre, par Leonhard Gleske, l'homme-clé, mis à part Karl Otto Poehl, de la coopération au sein du SME. Quant à la politique financière et fiscale du gouvernement de Bonn, elle etait analysée par le secrétaire d'État Hans Tietmeyer, qui n'a cessé de jouer dans la haute administration un rôle crucial depuis au moins une vingtaine d'années, à la fois gardien de l'orthodoxie et artisan de maints compromis temporaires pour passer tel ou tel cap

Il ne faudrait pas croire qu'en Allemagne même ne soient pas discutés, dans les termes mêmes dont on use fréquemment aux États-Unis, en France et ailleurs, pour dénoncer, à tort ou à raison, les manifestation de la superbe germanque et de son indifférence, réelle ou supposée, au monde extérieur, les ressorts psychologiques et historiques d'une telle attitude. Un professeur de l'université libre de Berlin — Arnulf Baring — vient

# Les Allemands veulent toujours écraser l'infâme

Notre nouvelle mégalomanie. L'idée est que les Allemands, qui très sincèrement ont voulu repartir de zero en 1945, rejetant comme mauvais tout ce qui se faisait et se concevait auparavant, couraient aujourd'hui le risque, à force d'assurance en eux-mêmes, de se retrouver à nouveau isolés et sans appui dans le monde. L'auteur pense surtout à la propension, à son avis dangereuse, de sous-estimer l'importance de l'alliance américaine, mais la thèse qu'il développe est de caractère général. Disons tout de suite que ce n'est pas de cela qu'il était question lors de la réunion organisée par Economie et progrès et le Conseil économique de la CDU. L'ouvrage d'Arnulf Baring n'a du reste pas été une seule fois mentionné, et rien n'indique que les participants, et personne visiblement, n'y

Ce qui précède ne doit en aucun cas être considéré comme un motif supplémentaire de ne pas écouter l'argumentation allemande, d'autant plus que celleci, sur plusieurs points fondamentaux. est très forte, voire imparable. Ce n'est pas, par exemple, parce que la Bundesbank exerce une prépondérance de fait sur la politique des taux et des changes des autres pays du SME que la politique de l'Institut d'émission de Francfort doit être taxée d'hégemonique. L'exigence minimale de comprehension réciproque à laquelle on faisait allusion plus haut. c'est d'abord le refus des conclusions hâtives, des amalgames et, plus encore, le refus absolu de juger avant d'avoir

il me semble que la source principale des désaccords à répétition qui marquent depuis quelques années les relations monétaires entre, d'une part, la République fédérale et, d'autre part, ses partenaires européens, sans parier des Etats-Unis, se trouve enfermée dans cette remarque de H. Schlesinger, Il l'a faite comme en passant, mais elle exprime, à n'en pas douter, sa conviction profonde sur laquelle repose toute son action : « On doit éviter, a-t-il dit, les pièges d'une politique de stop and go

qui consiste d'abord à relâcher les rênes pour ensuite, d'une main rude, essayer de les reprendre quand l'inflation a commencé à galoper. » C'est un point de vue qu'on a souvent défendu dans ces colonnes: l'inflation n'est pas un animal qu'on peut, une fois déchaîné, apprivoiser progressivement. La seule facon de la dompter est de la tenir bien solidement en cage. Mais les techniques de prévention sont aussi difficiles à appliquer dans la vie publique que dans la vie privée : qui sait jamais gré à un médecin de vous avoir évité une maladie dont les manifestations ne se sont pas fait sen-

OUS les projets de réforme du SME avancés par la France et certains de ses partenaires consistent à assouplir les disciplines du système sous prétexte de leur caractère asymétrique. Les règles qu'il impose seraient plus contraignantes pour les pays débiteurs que pour les pays créanciers. Mais cet apparent déséquilibre n'est-il pas inévitable à partir du moment où l'obiectif fixé reste la plus grande stabilité monétaire possible ?

Ecoutons attentivement L. Gleske, même si son discours - le suiet l'exige impérativement – est quelque peu technique : « Contrairement au projet initial, les interventions de soutien en faveur d'une monnaie faible ne s'effectuent pas en fonction de l'écart entre celle-ci et la parité moyenne des autres monnaies. Les écarts ne sont pas constatés par rapport à l'ECU, dont la valeur exprime la moyenne pondérée des monnaies communautaires, mais par rapport aux parités bilaterales entre les monnaies participant au mécanisme de change. L'ECU n'est donc pas devenu, comme le stipulait la résolution du Conseil européen, l'élément central du système. Les interventions ne sont obligatoires que lorsque les cours des deux monnaies atteignent leurs points d'interventions réciproques, c'est-à-dire, en règle générale, quand une monnaie faible atteint son point d'intervention inferieur par rap-

port à une monnaie forte. Dans chaque cas, c'est donc le rapport entre la monnaie la nius faible et la plus forte qui sert de référence pour les interventions. Le système est centré, de facto, sur la monnaie la plus forte et non pas sur une moyenne de l'ensemble des monnaies, qui est, à vrai dire, la moyenne des taux d'inflation au sein de la Communauté. » le connais peu de démonstration aussi éclairante de l'échec de l'ECU quoi qu'en disent ses thuriféraires : l'ECU reflète la movenne de l'inflation dans un système où la norme est la monnaie du pays qui a éliminé l'inflation.

De ces prémices, tout le reste découle : nos partenaires, dit non sans raison Leonhard Gleske. au sein du mécanisme des changes, ont accepté que la politique économique et monétaire de l'Allemagne fédérale soit en quelque sorte le point d'ancrage de la stabilité. Ce n'est pas le but que le gouvernement fédéral et la Bundesbank ont cherché à atteindre : cette situation découle des décisions prises par nos partenaires qui, pour des raisons simples à comprendre et parce qu'ils avaient intérêt à le faire, voulaient que la parité de leur monnaie par rapport au deutschemark demeure stable, souvent au prix de taux d'intérêt nominaux et réels élevés.

La question de savoir si cette politique correspond vraiment aux intérêts des pays en question reste probablement ouverte, mais ce n'est certaine ment pas, reconnaissons-le, la Bundesbank qui l'a imposée. Au contraire, l'institut d'émission de Francfort était plus que sceptique lors de la création du SME. En réalité, il a fallu lui forcer la main, sa préférence allant pour des taux de change flexibles.

A Paris, on dit volontiers déià que les progrès de la désinflation sont manifestes : l'objectif ayant été au moins en grande partie atteint, à savoir la réduction de l'écart d'inflation avec la RFA, il est temps de concevoir un système monétaire européen plus équilibré. Réponse implicite de M. Gleske : le réé-

que le cercle des pays à monnaie forte s'élargisse. Il est viai qu'il place la barre très haut : à l'entendre, ce cercle « reunit pour l'instant les Pays-Bas et l'Allemagne... » Quant à H. Schlesinger, il a déclaré : « Rien n'indique que l'Allemagne restera ad vitam aeternam le point d'ancrage (elle ne l'était plus entre 1979 et 1981). La France pourrait un jour. pourquoi pas, occuper cette position. s

LUS que jamais les Allemands sont persuadés que la stabilité monétaire est la condition d'une croissance durable et régulière. Le cri du cœur. Il revenait à Philipp von Bismarck. membre du Parlement européen, président d'honneur du Conseil économique de la CDU : « L'inflation est une infamue

En conclusion des débats. Wilkam François devait montrer historiquement et logiquement les limites, sinon les graves inconvénients, d'une certaine forme de coopération monétaire : à partir du moment où les banques centrales se consentent mutuellement des crédits. cela équivaut « à suspendre les mesures correctrices qui s'imposaient en matière de taux et y suppléer par des mesures expédientes en matière de crèdit ». En d'autres termes, si le pays débiteur peut emorunter, il est dispensé de prendre les mesures propres à faire cesser son

Telle était la thèse centrale de Jacques Rueff. Nul doute qu'elle correspond aussi aux convictions d'un des principaux dirigeants de la Bundesbank. Celleci, faisait remarquer Leonhardt Gleske, est délà « allée très loin en matière de coopération ». Il doit être dur en effet de pratiquer cette demiere quand on n'est pas convaincu de son bien-fondé.

Voilà encore une cause essentielle de mésentente entre Francfort d'une part et les autres Instituts d'émission du SME.

En somme, c'est la France qui, depuis le général De Gaulle, parle à l'occasion de l'étalon-or, mais c'est l'Allemagne qui se conforme à ses pratiques.

RECTIFICATIF. - A la fin de l'avantdernier paragraphe de la dernière chrorxque (le Monde daté 31 janvier), il fallait lire: On peut y voir comme une excroissance de la théorie dite de l'efficience des marchés (et non pas des produits.

计正规数据线 美霉素谱 1997年 大文章 多点的时间 新疆

· 100 年 本本語學 國際 學學學

1127

THE PERSON NAMED IN

Constitution and the second

THE PARTY OF THE P

The second second

----

The second secon

----

Epit Miles

ur Gene

- (Publicité) -

Vous cherchez à vendre ou à acheter une boutique, un local commercial, une alimentation. un café, une librairie ou tout autre commerce

C'EST DANS LE JOURNAL SPÉCIALISE EN FONDS DE COMMERCE "LES ANNONCES" que vous trouverez tous les lundis les toutes dernières affaires En vente partout 6.20 F et 36, rue de Malte, 75011 PARIS. Tél.: (1) 48.05.30.30

REVENUS 1988

CALCULEZ VOS IMPOTS

36.15 LM

SPECIAL BAC:

**LES RÉSULTATS 88** LYCÉE PAR LYCÉE

En exclusivité, les résultats détaillés de plus de 2 000 lycées publics et privés sous contrat, section par section, à Paris et en province. L'enquête la plus compiète publiée dans la presse française.

LYCEE MODE D'EMPLOI

Révélation : ce que coûte un lycéen bachelier. Les filières, les options, les sections. Où mènent les différentes séries du bac. L'évolution des filières scientifiques. Tout ce qu'il faut savoir avant de décider d'une orientation.

> NUMERO DE FÉVRIER, 166 PAGES En vente chez votre marchand de journaux

### BIBLIOGRAPHIE

« L'Économie en perspective », de John Kenneth Galbraith

# Décantation

'OÙ parles-tu ? ., lançaient les étudiants de mai 1968 à un orateur improvisé de l'Odéon en effervescence. La question mériterait d'être posée à celui qui entreprend une histoire de la pensée économique. Est-ce de la chaire du professeur ? D'une tribune politique déguisée ? D'un laboratoire scientifique ? Parce que John Kenneth Galbraith est suffisamment connu, on ne devrait guère s'interroger. Seulement voilà : l'ancien professeur de Harvard a plus d'un tour dans son sac. on le sait bien.

On ne mettra pas longtemps, en fait, à comprendre son dessein. Il pris le costume de l'ahonnête homme • et, en descendant le cours des idées économiques, il veut simplement rappeler deux choses aux citovens : les concepts ne naissent pas tout armés du cerveau, ils se dégagent de l'air du temps où les hommes vivent; surtout ceux qui sont vraiment déterminants sont trop souvent noyés dans la masse d'écrits analysés à la loupe, et il est bon de mieux les mettre en lumière aujourd'hui.

### L'argent et le profit

C'est le travail de décantation qui est le plus intéressant dans le nouvel ouvrage de Galbraith. On oublie trop, d'abord, que ce sont des préoccupations éthiques qui animaient ceux qui ont regardé d'un peu près l'activité des hommes, qu'il s'agisse d'Aristote ou de saint Thomas d'Aquin. L'argent était, pour eux, un moyen d'échange, non de profit : il fallait déterminer le juste prix.

Après le Moyen Age, s'ouvre 'époque des marchands et. comme il se doit. l'ère de l'écononie dite *- mercantiliste -*, qui était tout sauf un système. Les idées essentielles venant des praticiens thommes d'affaires, finanreur de la concurrence, ouvrière au dix-neuvième siècle et approbation des monopoles, du contrôle des prix et des produits, de l'intervention de l'Etat dans l'économie. Antoine de Montchrestien sut en France le désenseur le plus connu de ces idées. auxquelles Adam Smith s'attaquera avec la vigueur que l'on sait (après la parenthèse des physiocrates, typiquement française, qui saisait de l'agriculture le pivot de

la richesse).

Le succès d'Adam Smith, qui écrivit son œuvre maîtresse juste avant l'avènement de l'ère industrielle, fut considérable. Il y avait comme une attente d'un monde qui rompait totalement avec deux millénaires d'économie. J.-K., Galbraith est obligé de parcourir ensuite à bride abattue la galerie des économistes qui allaient peaufiner le travail de Smith : Jean-Baptiste Say, Robert Malthus, David Ricardo, ou le contester comme Adam Müller et Friedrich List en Allemagne, Jan Sismondi ou Pierre Proudhon en France.

Il est dommage que notre auteur oublie parmi les disciples de Smith, Frédéric Bastiat, ce pourfendeur du protectionnisme dans ses Harmonies économiques. et dont on connaît surtout aujourd'hui le célèbre pamphlet Pétition des sabricants de chandelles, où ces derniers demandent que le gouvernement protège leur activité contre le soleil en décréiant l'obturation de toutes les fenêtres.

La grande tradition classique celle de l'équilibre avec Léon Walras et Alfred Marshall et ses dérives - utilitaristes » (Jacques Bentham, John Stuart Mill) est bien analysée puis les grands assauts de Karl Marx et de John Maynard Keynes, auquel l'auteur consacre comme il se doit un nombre plus important de pages, où l'on voit que les idées économiques sont aussi, dans une très large mesure, le fruit de l'adverle chômage succédant à la crise

### Les mathématiques et la réalité

Au cours des années de prospérité qui ont suivi la seconde guerre mondiale, la science économique a ainsi perdu sa capacité de répondre aux situations difficiles. Du coup, l'économie mathématique peut se déployer, qui fournit un prestige supplémentaire bien utile aux universitaires de cette discipline, mais qui éloignera considérablement leurs études de la réalité. Il ne faut évidemment pas mettre dans le même sac les modèles économétriques dus à Wladimir Léontief ou à Jan Tinbergen, qui, eux, étaient en prise réelle sur l'activité économique.

Avec le monétarisme, on revient à un conformisme néoclassique, qui, selon J.-K. Gaibraith, fera son temps, lui aussi. comme la théorie des prix, parce que . l'organisation du temps et la croisssance du bien-être deviendront des sujets de préoccupation plus importants que la distribution des richesses qui

résultent de ces prix . • On verra bien, mais notre auteur nous a mis en garde, en tout cas, contre les prévisionnistes. S'ils étaient infaillibles, cela aboutirait à la suppression du capitalisme. Pourquoi ? Tout simplement parce que les responsables ne les divulgueraient jamais, afin de réaliser pour eux une fortune illimitée, conduisant à une concentration des pouvoirs et des moyens telle qu'elle ruinerait le système de la libre entreprise.

Une telle pirouette à la Galbraith, pour clore un ouvrage qui a su de bout en bout se garder de

PIERRE DROUIN. ★ Editions du Seuil, 380 p., 140 F

### CORRESPONDANCE

comme cela a été imprimé par erreur).

### A propos du prix Nobel d'économie

M<sup>sss</sup> Susan George, auteur de Comment meurt l'autre moitié du monde (Laffont 1988), nous écrit : - Le prix Nobel d'économie n'existe pas! Alfred Nobel a laissé sa fortune à la Fondation Nobel qui devait primer ceux a qui avaient rendu les plus grands services à l'humanité 🤟 Les prix ainsi dotés étaient et demeurent au nombre de cinq : physique, chimie, médecine/physiologie, littérature, paix. Il n'y en a pas d'autres.

» En 1969, des tenants de l'économie libérale ont décidé de décerner un prix d'économie - à la mémoire d'Alfred Nobel . Ce prix est finance par la Banque centrale de Suède, la Sveriges Riksbank. Il ne provient pas, et ne peut provenir, de l'héritage d'Alfred Nobel. A-t-or. le droit, même légal de le baptiser prix Nobel (...) ? Chacun peut constater quels économistes, presque toujours désenseurs d'un certain



en librairie

**Editions Syros-Alternatives** 

6 rue Montmartre - 75001 Paris

NOVDE DIRICENT

NO VOT PUBLICITY

A Contract Address of the same

Com special to the same of the 

program are a second

Se 4 ....

Marie State

# Le Monde **DIRIGEANTS**

LES PROFESSIONNELS DU RECRUTEMENT ANNONÇANT DANS CETTE RUBRIQUE SE SONT ENGAGÉS A PRÉSER-VER LA CONFIDENTIALITÉ DES CANDIDATURES.

CETTE RUBRIQUE EST RÉSERVÉE AUX POSTES DE HAUT NIVEAU : RÉMUNERATION ANNUELLE

# Directeur Général Adjoint 500.000 F à 800.000 F à débattre

Entreprise du secteur tertiaire en pleine expansion, de renommée nationale. Esituée à Paris, a besoin de renforcer son équipe de Direction et recherche un Directeur Général Adjoint. Dépendant du Directeur Général, faisant partie du Comité de Direction et secondé par une équipe de très haut niveau, il sera responsable du développement de son secteur d'activité, de l'animation d'une équipe importante et participera à l'élaboration de la stratégie de l'entreprise. Ingénieur diplômé, HEC, ESSEC, etc., il aura 40 ans environ et aura déjà fait. ses preuves dans un poste de Directeur de Département, Directeur Commercial/Marketing ou d'Exploliation dans le secteur tertiaire (assurance, banque, établissement l'inancier ou similaire). Les connaissances de l'informatique et de l'anglais sont indispensables. Etant donné que ce recrutement est confidentiel et que votre candidature risque de l'être également, notre Consultant s'engage à ne pas nous présenter votre dossier sans votre accord et à ne pas parier de notre entreprise avant de déterminer s'il y a une réciprocité d'intérêt.

Merci d'envoyer votre C.V. en indiquant votre rémunération actuelle et une photo récente sous référence 7500-M à Mme PETTON 18, rue Gulilaume Lambert, 78700 Conflans Sainte Honorine, qui transmettra.

### X, ECP, HEC...

### De consultant à haut niveau à directeur en entreprise

Nous sommes une société performante de 1700 personnes faisant partie d'un groupe français de 135 000 per-

Nous recherchons un codre supérieur de hout niveau, qui sera rattaché au Directeur Général et fera partie du

Il aura un rôle important de conception, de conseil et d'animation, rôle qu'il exercera dans des domaines def de l'entreprise : développement des systèmes d'information, prospective et stratégie, qualité totale. Les exigences pour assumer ces responsabilités sont à la mesure de leur importance. Il nous paraît impératif :

d'être diplômé d'une grande école,
 de disposer d'une expérience d'au moins 5 ans dans le conseil informatique à haut niveau (élaboration de disposer d'une expérience d'au moins 5 ans dans le conseil informatique à haut niveau (élaboration de des poser d'une expérience de leur planification...)

e de disposer à une experience à au moirs o ans dans le conseil informatique à naut niveau (elaboration des schémas directeurs, maîtrise des systèmes d'information, de leur cohérence, de leur planification,...) et d'être capable d'élargir son champ d'intervention à d'autres domaines du management, er a enre capacie autargir son crianip à intervention à à doit es containes au trainagement, • de témoigner d'un rayonnement personnel permettant d'être reconnu comme un interlocuteur avisé et efficace au sein de la société, dans les contacts avec l'extérieur et avec le groupe.

Larges perspectives d'évolution de carrière.

Poste à Paris.

Ecrire sous réf. 5 A 1303 - 9 M - Discrétion absolue



DANS LE SUD OUEST DE LA FRANCE... DIRECTEUR GENERAL D'UNE PME

Nous sommes une PME dynamique du secteur agro-alimentaire. Depuis presque 20 ans nous avons concentre nous savon-faire sur deux gammes de produits qui nous permettent d'occuper une position prédominante sur les marchés régionaux, français et nous commençons à nous ouvrir aux marchés au produits qui marchés en nous commençons à nous ouvrir aux marchés

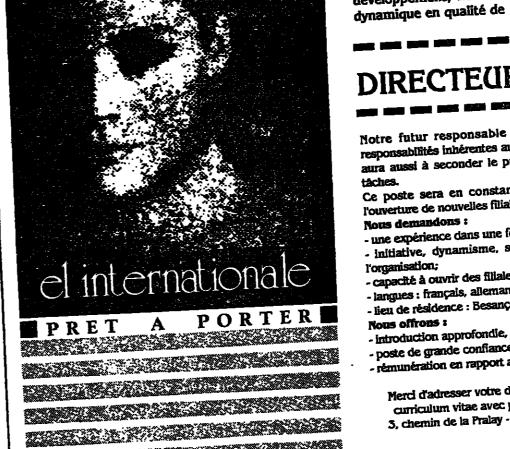
# DIRECTEUR GENERAL

qui aura pour mission de préparer une stratégie de développement pour les années qui viennent, fondée sur la miss au point et la commercialisation de nouveaux produits et l'entrée sur de nouveaux marchés. Il aura également à s'associer à le gestion quotidienne de l'entreprise.

Pour réussir dans ce poste; nous souhaitons rencontrer un candidat d'une Pour réussir dans ce poste; nous souhaitons rencontrer un candidat d'une quarantaine d'années, diplômé de l'anseignement superieur, ayant occupé avec succès une direction commerciale, si possible dans le secteur agro-alimentaire, et ayant de solides aptitudes à la gestion. A ce niveau de responsabilité, la connaissance de l'anglais et si possible de l'espagnol serait un plus indiscutable. Le poste est à pourvoir à proximité d'une grande inétropole du Sud Ouest.

Si ce poste vous intéresse, prenez contact avec notre Conseil Denis SESBOUE en poste vous utieresse, premez comitat avaculous cut acut por sono et pré-sant parvenir votra dossar complet llettre manuscrite. CV., photo et pré-insi sous la référence B/DG/LM, il vous garantit toute discretion.

Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS



DIRECTEUR GENERAL

Nous sommes une société internationale en forte expansion. Pour contribuer à notre

développement, nous cherchons un collaborateur

Notre futur responsable aura à assumer toutes les responsabilités inhérentes au management de l'entreprise et aura aussi à seconder le président dans certaines de ses

Ce poste sera en constante évolution en prévision de l'ouverture de nouvelles filiales.

Nous demandons : - une expérience dans une fonction de direction;

· initiative, dynamisme, sens des responsabilités et de l'organisation; - capacité à ouvrir des filiales à l'étranger;

- langues : français, allemand, anglais; - lieu de résidence : Besançon.

Nous offrons :

- introduction approfondie, soutien efficace et formation; - poste de grande confiance, ambiance de travail motivante; - rémunération en rapport avec les capacités.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet, curriculum vitae avec photo, à JL MANAGEMENT SA-3, chemin de la Pralay - CH - 1294 - GENTHOD/GENEVE;

CONCESSOR IN

du prer Na

# SOCIETE METALLURGIQUE REGION OUEST recherche

De formation supérieure (HEC, ESSEC, SUP DE CO Paris), àgé de 35 ans minimum, il doit avoir l'expérience de la commercialisation France et export d'équipements industriels.

Anglais indispensable, allemand souhaité.

Il s'agit d'un poste clé dans une entreprise en réelle expansion,

au sein d'un groupe important.



Adresséz CV + prétentions, sous référence CC 141, à PROFILS 11, quai St-Michel - 75005 PARIS PROFILS qui garantit toute discrétion

# « LE MONDE DIRIGEANTS »

LE MONDE est le seul support capable d'offrir aux professionnels du recrutement et à leurs clients entreprises un éventail de candidatures à la fois plus ouvert et d'excellent niveau qui permettra d'accélérer le recrutement des cadres supérieurs.

Pour tous renseignements sur les performances du MONDE et la commercialisation de cette rubrique, vous pouvez contacter le département Communication-Emploi du

MONDE-PUBLICITÉ

au 45-55-91-82.

Nous sommes un important groupe industriel français, implante dans le monde entier sous forme de filiales. Notre notorieté et notre bonne sante sont le résultat entier sous forme de filiales. d'un management très actuel où les termes d'innovations techniques, qualité, communication, participation, représentent des réalités concrètes. Nous souhaitons

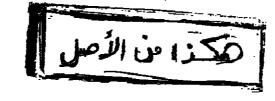
# UR DIRECTEUR D'UN NOS DEPARTEMENTS

Les produits conçus, fabriqués et distribués par ce département connaissent actuellement une évolution qui implique une approche marketing pointue. Par contre, la complexité technique de ces produits, surtout en petite mécanique, nécessite également, au minimum un intérêt et idéalement des compétences en fabrication et production.

Nous sommes donc ouverts soit aux formations de type HEC. ESSEC. Sup de Co, soit à un diplôme d'ingénieur + MBA. Mais outre votre formation, c'est votre personnalité forte, accrocheuse, dynamique votre formation, c'est votre personnalité forte, accrocheuse, dynamique votre formation. et votre expérience d'un poste de direction en France ou à l'étranger, qui seront vos atouts déterminants. A terme à la tête d'un centre de profit - 800 personnes environ - vous serez un des hommes clè de

Nous rejoindre à ce poste de haut niveau, c'est saisir l'opportunité d'exprimer vos talents professionnels et humains dans un contexte de réussite et de croissance.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous réf. 4902 à Lèvi Tournay Asscom 31. Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02 qui transmettra. Nous vous garantissons une confidentialité absolue.





Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Société multinationale, leader mondial dans son domaine, filiale d'un puissant groupe agro-alimentaire français recherche

### Un aromaticien confirmé

Directement rattaché à la direction générale

- il animera la cellule centrale aromatique,
- il assurera la coordination des banques aromatiques des filiales,
- il sera chargé de la création de compositions nouvelles dans le domaine des préparations de fruits. • il veillera à la conformité des produits face aux législations des différents pays.

Ce poste s'adresse à un candidat ayant acquis une solide expérience (5 ans minimum) d'analyse et de création dans le domaine des arômes chez un fabricant de matières premiéres aromatiques, motivé par une activité impliquant l'aptitude à l'analyse sensorielle, un esprit imaginatif et méthodique allié à des qualités de contact et d'ouverture.

La formation ISIPCA serait appréciée. Rémunération très motivante. Poste banlieue nord-est de Paris.

Ecrire sous réf. 5B 1264-8M. Discrétion absolue





# uriste de haut niveau

Spécialiste droit des sociétés ét/ou droit de l'informatique

Votre challenge : CREER LE DEPARTEMENT JURIDIQUE d'une société informatique de 500 personnes, en très forte croissance, filiale d'un grand groupe.

Conseiller du PDG, négociateur talentueux, vous êtes le garant de notre image et de nos intérêts auprès de nos différents interlocuteurs (avocats, clients. fournisseurs).

Vous gérez les affaires juridiques du Siège et de nos différentes agences régionales.

Avec 10 ans d'expérience environ chez un conseil juridique, en entreprise ou en cabinet d'avocats, et une formation BAC + 5 (+ CAPA si possible), vous maîtrisez le droit des sociétés et connaissez le milleu de l'informatique.

Pour ce poste basé en banlieue Sud de Paris, adressez en toute confidentialité votre dossier de candidature (sous réf. 47109/M) a Média-System. 6/8 Impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17. qui transmettra.

ire - Nous sommes une importante société française (+ de 500 M de CA) fabriquant et commercialisant des produits de grande consommation - à forte notoriété - tant en France qu'à l'export (forte vocation exportatrice, 50% du CA). Nous avons développé nos méthodes et nos procédures pour devenir et être reconnue aujourd'hui dans l'agro-alimentaire comme une des toutes premières sociétés en matière de qualité. Dans ce contexte, nous souhaitons enrichir notre potentiel technique pour préparer l'avenir et développer encore nos réalisations industrielles et recherchons pour ce faire des ingénieurs à fort potentiel :

### **DIRECTEUR D'USINE**

Vous êtes ingénieur diplômé ECP, AM. INSA. ENI... et vous avez 8 à 10 ans d'expériences industrielles réussies en petites ou moye entreprises où vous avez eu des responsabilités de chef de fabrication si possible dans une unité de process. Vous avez l'ambition de diriger une unité autonome (petite, 75 personnes, mais moderne et performante) pour faire la synthèse de vos acquis actuels avant d'évoluer vers des responsabilités plus larges. Vous avez des qualités d'animation des hommes et une pratique du management participatif. Vous adhérez à l'approche qualité totale et vous connaissez les méthodes qui la sous-tendent. Vous avez l'espeit méthodique et de la rigueur. Après intégration et formation à notre métiez, vous prendrez la direction de l'usine au 1" janvier 1990. (20 km d'Auxerre).

Réf. 5206 M intégration et formation à notre métier, vous prendrez la direction de l'unine au 1" janvier 1990. (20 km d'Auxerre).

### **INGENIEUR PROCESS**

Vous êtes diplôme AM. ENI, Université de Complègne et 2/3 ans d'expériences en industrie du process (TN, assistance technique par exemple). Vous souhaitez poursuivre votre carrière dans ce sens pendant quelques aunées avant d'accéder à des responsabilités plus larges (humaines et, ou techniques). Sous la responsabilité du Directeur d'usine, vous aurez une position de généraliste sur l'ensemble du process développement de méthodes de travail rationnelles permettant une approche qualitative, poursuite de l'automatisation et de l'utilisation de l'informatisation industrielle, analyses quantitatives et études des corrélations permettent de Babiliser le process, suivi de la mise en place de la qualité totale et de l'assurance qualité. Vous avez le sens de l'Innovation, une grande curiosité intellectuelle et une disponibilité Réf. 5207 M importante. Le poste est basé dans l'Yonne (35 km d'Auxerre et de Troyes).

Si vous êtes intéressés par une de ces propositions, merci d'envoyer un dossier complet, en précisant la référence, aux consultants de Sérifo 47 bis avenue Bosquet - 75007 PARIS.



BIOCODEX (PARIS 12 me actuellement) recherche un,

Le Centre de Recherche des Laboratoires

### Directeur "Département BIOLOGIE"

Ce poste en création s'adresse de préférence à un Scientifique (formation de type Vétérinaire Pharmacien - etc.) qui apprécierait de laisser libre cours à son esprit créatif et novateur.

Le candidat retenu ANIME trois Services (Pharmacologie - Immunologie - Bactériologie) - en COORDONNE les activités tout en cherchant à les optimiser - est RESPONSABLE des performances de ces effectifs.

Si motivé, merci d'adresser C.V. + rémunération actuelle sous réf. 418/LM à :



DICA SELECTION 75015 PARIS

### **AFFAIRES FINANCIERES**

### **JEUNES CADRES**

### PARTICIPATIONS FINANCIERES. BANQUES ET ASSURANCES.

Sous l'autorité du Responsable du secteur, vous aurez en charge le fonctionnement et le développement des systèmes d'informations. Vous effectuerez des études relatives aux filiales concernées et plus généralement assistèrez le responsable en matière de suivi des participations bancaires.

Vous avez une formation Grande Ecole de Gestion ou Ecole Supérieure de Commerce, des qualités relationnelles, un esprit alerte et une première expérience dans un cabinet d'audit ou de conseil (Réf. CG/PB)

### INTERNATIONAL

Sous l'autorité du Chef de service et de son adjoint, vous assurerez le suivi administratif (juridique, fiscal, comptable, etc.) des filiales internationales et organiserez les comités, conseils et assemblées. Vous aurez à suivre les révisions comptables. Vous contribuerez à

l'informatisation du secteur et en surveillerez le hon fonctionnement

Vous avez une formation universitaire ou Ecole Supérieure de Commerce et une première expérience acquise de préférence dans un établissement financier. Le gout de l'informatique et du travail en équipe viennent compléter votre maîtrise de l'anglais et si possible la connais d'une 2<sup>e</sup> langue étrangère. (Réf. (

### **AFFAIRES** INDUSTRIELLES

### CADRE

Auprès du responsable chargé des secteurs agro-alimentaire, santé et biotechnologies, hôtellerierestauration et distribution, vous assurerez la prospection, participerez à la négociation, à la mise en place et au suivi des opérations dans le domaine du Capital Développement.

Vous avez une formation Ecole d'Ingénieurs option Gestion ou Ecole Supérieure de Commerce et cinq ans d'expérience environ dans les domaines investissement, finance, fusion-acquisition ou commercial bancaires et



Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + C.V. +

photo) à la Direction du Personnel de la

COMPAGNIE FINANCIERE DE SUEZ -

1. rue d'Astorg 75008 PARIS.

# Consultant, soyez notre candidat

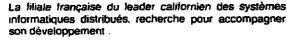
Nous avons créé et développé Syseca Sélection, filiale d'une des premières SSII et Consell en Recrutement spécialiste en informatique et en électronique. Notre force dynamique et notre expérience nous permettent aujourd'hui de poursuivre notre expansion. Nous recherchons un CONSULTANT OR RECRUTEMENT.

Sens du contact, faculté de jugement, sens pratique, force de conviction, sont les principales composantes de votre personnalité. Vous les avez déjà exploitées dans un cabinet ou dans une SSII puisque vous faites preuve d'un réel intérêt pour les nouvelles technologies et possédez une solide culture informatique.

Notre équipe exigeante et compétente, nos outils informatiques sophistiques mis à votre disposition seront les garants de la qualité et de la rigueur de vos prestations (approche, recherche et sélection d'ingé-

Robert CUADRADO vous remercie de lui adresser personnellement votre candidature sous réf. 417/MO 315 Bureaux de la Colline - 92213 SAINT CLOUD CEDEX





### RESPONSABLE **DE LA FORMATION**

La formation d'une population très qualifiée en augmentation rapide (300 personnes dont 200 Cadres, 5 ans après la creation de la filiale) constitue une composante fondamentale de notre réussite face aux défis de l'informatique des

Si yous avez

- Une expérience de 5 ans dans l'animation, acquise en entreprise dans un environnement international, Une très bonne pratique de l'anglais.

- Une volonté d'évoluer dans le domaine des Ressources

Sun Microsystems SUN 186, La Boursidière 92357 Le-Plessis-Robinson Cedex microsystems 40.94.82.08.

Contactez Louis de BETTIGNIES - DRH

CONSEIL GÉNÉRAL DE SEINE-ET-MARNE

recherche

### ADMINISTRATEUR TERRITORIAL

pour occuper les fonctions de : sous-directeur des personnes âgées et handicapées pour sa direction de l'action sociale.

Charge d'un budget de 400 MF, de la direction de 4 services représentant environ 50 personnes, et du contrôle de 100 établissements, le candi-

dat devra faire preuve : de l'aptitude à animer une équipe,

d'une bonne expérience du secteur social,
 ètre un gestionnaire rigoureux,

savoir valoriser le service public.

Le recrutement sera possible par voie de mutation, de détachement ou

Dans ce cas, le candidat doit être titulaire d'une maîtrise ou diplôme d'un institut d'études politiques ou diplôme d'un niveau équivalent. Rémunération nette annuelle 102 000 F plus voiture de service.

Les candidatures doivent être adressées à : MONSIEUR LE PRÉSIDENT DU CONSEIL GÉNÉRAL DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES RUE DES SAINTS-PÈRES-77000 Melun.

Des renseignements complémentaires peuvent être demandés à ; M. BEAUMONT- Tel.: 64-09-19-96.



Numéro 1 français du traitement des métaux précieux et alliages spéciaux

CLAL Nous sommes un groupe européen, à l'activité originale et diversifiée. Dans le cadre de notre politique de progrès, nous recherchons

# Métallurgistes

de haut niveau

pour leur confier des missions importantes de • Recherche • Développement

Vous êtes diplômé d'une grande école (Centrale, Mines, ENSAM...). Vous vous passionnez réellement pour les problèmes métallurgi-

Vous justifiez dans ce domaine d'une expérience réussie de plusieurs années. Vous souhaitez prendre à terme des responsabilités accrues. Vous maîtrisez probablement bien l'anglais.

Envoyez lettre de candidature. C.V., photo, prétentions à CIAL -Michel MASOUNAVE - Directeur des Ressources Humaines 13. rue de Montmorency - 75003 PARIS.

RESPONSAL

MIDIAUX - PRINCE

A CONTRACTOR OF

THE PERSON NAMED AND POST OF THE PERSON NAMED



Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Mrs des grandes and

The second of th

**Primary State** (1997) and the state of the

The state of the s 一般の かからまた 中の場

THE PROPERTY OF

MOYEL NOTE COME

**新中科**松下"和"

BORDEAUX - BANQUE REGIONALE

## RESPONSABLE FORMATION

Cette banque eigionale, qui fait partie d'un très important réseau national, à la notoriété incontestée, développe une large gamme de services financiers à destination des particuliers, et de manière croissante, à destination des entreprises, des collectivités, des municipalités et des administrations. Sur la grande région Sud-Ouest cet organisme dispose de 280 agences.

Sa fote expansion détermine la création, au sein de sa Direction des Ressources Humaines, du poste de Responsable des Services Formation, dont les principales missions sont les suivantes : étude, proposition et négociation du plan gestion prévisionnelle du personnel ; mise en œuvre du plan : budget, choix des actions et des organismes ; management des équipes de formation interne (5 personnes) ; implication personnelle dans l'animation de certains stages, coordination et discrimination des besoins futurs avec les hierarchies opérationnelles, participation à la définition de la politique « ressources humaines » de l'entreprise.

Nous souhaitons rencontrer un professionnel confirmé de la formation (5 à 10 ans d'expérience) diplômé de l'Enseignement Supérieur, dont l'expérience (dans le service ou dans l'industrie) s'est déroulée sur une responsabilité de même niveau, supposant la définition d'une politique, sa mise en œuvre et le management

Le poste est basé à Bordeaux. Les conditions offentes, le développement et les projets de l'entreprise, sa sensibilité à la gestion des ressources humaines, ainsi que les perspectives d'évolution sont de nature à motiver un candidat de valeur.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier complet et rémunération souhaitée sous réf. M 126 C à notre Conseil NEMESIS - 10, rue de Richelieu 75001 PARIS, qui traitera votre dossier en toute confider

BORDEAUX - PRODUITS ET SERVICES BANCAIRES

### RESPONSABLE « MARKETING OPERATIONNEL »

Cette banque régionale, qui fait partie d'un très important réseau national, à la notoriété incontestée, développe une large gamme de services financiers à destination des particuliers, et de manière croissante à destination des entreprises, des collectivités, des municipalités et des administrations. Sur la grande région Sud-Ouest, cet organisme dispose de 280 agences.

Sa forte expansion détermine la création, au sein de la Direction Commerciale, d'un poste de Cadre Responsable du Marketing Opérationnel, dont les missions sont les suivantes : développement vis-à-vis des cibles dients (particuliers ou entreprises) de toutes les méthodes et actions d'approche basées sur les techniques modernes du Marketing direct : mailing, couponning, planning, publicité, synthèse des résultats, patricipation aux études marchés/et nouveaux produits, constitution d'une base de données et de fichiers clients, actions de support marketing auprès des différentes instances opérationnelles du réseau régional. Nous souhaitons rencontrer pour cette mission évolutive, un jeune cadre de formation commerciale supérieure (Baccalauréat + 4 ou 5) qui possède une première expérience (environ 2 ans) dans une fonction opérationnelle, de préférence dans une Société de Services (Banque, Assurance, Immobilier, Biens de Consommation). Ce poste est basé à Bordeaux. Le développement de l'entreprise, sa notoriété et les conditions offertes sont de nature à motiver un candidat de valeur.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier complet et rémunération souhaitée, sous réf. M 126 B à notre Conseil NEMESIS - 10, rue de Richelieu 75001 PARIS, qui traitera votre dossier dans la plus stricte confidentialité.

Un des groupes leader de la construction et de l'immobilier recrute son

# I JIRECTEUR JURIDIQUE

Auprès du Secrétaire Général, au Holding, il animera une équipe en charge des problèmes d'assurances du groupe, des dossiers de contentieux (garantie décennale, litiges construction, sinistres, contentieux financiers...) et du droit des sociétés et filiales en France et

Pour nos 3500 collaborateurs, il sera l'interlocuteur de référence pour toute question de droit inhérente aux contrats internationaux, et assurera l'interface avec avocats, experts et

De formation supérieure (Maîtrise, DESS, DEA, Grandes Ecoles...), il nous apportera la solidité que lui aura donnée une expérience d'au moins 5 à 6 ans au Service Juridique, à un poste de responsable ou d'adjoint. Homme de contact, convivial avant tout, il aura si possible une bonne connaissance du secteur Bâtiment - TP.

Pour ce poste en proche bantieue parisienne, notre conseil SOURCES attend vos candidatures (lettre, CV, photo, salaire souhaité) sous référence 2923 DJ au 108, rue St Honoré - 75001 Paris.

Toulouse RESPONSABLE **RESSOURCES HUMAINES** 

> TECHNAL, société internationale, 1 milliard de CA en 88, filiale du groupe international ALCAN. Poursuivant son expansion, elle diversifie encore son activité sur le marché du particutier, dans le domaine de l'ESPACE A VIVRE de qualité. Dans ce cadre, elle crée le poste de Responsable des Ressources Humaines, afin d'accroître ses capacités de gestion et d'animation du personnel.

Proposer et mettre en oeuvre un système de gestion des Ressources Humaines adapté au Proposer et mettre en oeuvre un systeme et gestation des postes, appréciation secteur d'activité, au travers des activités : recrutement, évaluation des postes, appréciation des potentiels, formation, politique salariale, relations sociales, contantieux... Au sein de l'équipe dirigeante de la division, maintenir et développer un climat social stimulant, favorable à l'attainte des objectifs de l'entreprise et à l'épanouissement individuel.

nme ou femme de formation supérieure (juridique-sociale-commerciale), vous avez 7 à 8 ans d'expérience dans une fonction similaire dans une activité de service (produits financiers-promotion immobilière...).

Le salaire proposé, la politique sociale de TECHNAL sont particulièment motivants (intéressement, Plan Epargne Entreprise, prime d'objectifs, participation....)

Merci d'adresser votre candidature (CV + lettre manuscrite, photo et prétentions. rét.LM, à L. DEPRAT, TECHNAL, 270 rue Léon Joulin, 31037 TOULOUSE Cedex.

L'ESPACE EN

Pour une carrière en entreprise

# Audit... aujourd'hui Manager... demain

Un puissant groupe alimentaire, produits mondialement connus, poursuivant son dévelop-pement tant sur le plan international qu'en France, recherche un jeune Cadre Financier HEC, ESSEC, ESCP... MBA.

- Le poste proposé au sein du holding permet : de valoriser une première expérience d'audit de 2 à 3 ans acquise de préférence dans un cabinet anglo-saxon de forte notorieté;
- de participer aux études financières du groupe dont celles concernant les nouvelles
- e d'accèder rapidement à de réelles responsabilités opérationnelles au sein du holding ou d'une de ses filiales.

Bonne maîtrise de l'anglais Poste à Paris.

Ecrire sous réf, 5B 1294-9M Discrétion absolue



Un ensemble cohérent organisé autour de quatre métiers: chimie, encres, peintures, engrais.

Un Groupe qui monte en puissance dans la compétition internationale.

Pour participer à une stratégie nouvelle et ambitieuse, nous recherchons des

### **INGENIEURS PROCEDES** confirmés et de fort potentiel

DIVISION ENCRES

lls auront d'emblée une activité internationale comportant trois axes : développement de nouveaux procédés

 assistance technique aux usines ventes de procédés

ref. 5A 1307-9M

DIVISION CHIMIE ET DIVISION ENGRAIS

procédés (spécialités chimiques, petrochimie) et parlant anglais.

lls auront le même type de responsabilités que les précédents, au départ sur la France

Tous ces postes impliquent la capacité d'assumer, avec dynamisme et initiative, d'importantes responsabilités et ouvrent de réelles perspectives de carrière. Ils conviendraient à des candidats diplâmés de grandes écoles généralistes (X, ECP, MINES, AM) ou génie chimique (ENSIC, ENSIGC...) ayant environ 5 ans d'expérience en

Ecrire en précisant la référence. Discretion absolue



L'univers des matériaux L'avenir des biotechnologies

Un des leaders de l'Industrie Française (ciment - matériaux - biotechnologies), présent dans le monde entier (18 milliards de francs de chiffre d'affaires et 20 000 personnes) poursuit le renouvellement de ses structures et propose un poste évolutif de

## Responsable de service administration et personnel usine

à un(e) candidat(e) fortement motivé(e) ayant des qualités professionnelles solides.

Au sein d'une unité à taille humaine, il sera le bras droit du Directeur d'usine pour l'ensemble des activités personnel, contrôle de gestion, comptables et administration générale. Pour chacun de ces domaines, il sera l'interlocuteur des directions fonctionnelles centrales et le garant de la mise en œuvre des politiques du groupe. Il animera son service et fera partie de l'équipe de direction de l'établissement.

Ce poste formateur et polyvalent convient à un(e) candidat(e) ESC, Maîtrise ou DUT, ayant une première expérience professionnelle réussie de 3 ans minimum dans les domaines de la comptabilité industrielle, du contrôle budgétaire et si possible, de gestion de personnel, désireux et capable d'élargir son domaine de compétence.

Le poste à pourvoir se situe à proximité de Montauban (Tarn et Garonne) mais l'évolution de carrière se réalisera sur le plan national.

Ecrire sous réf. 5C 1140 - 8M Discrétion absolue





Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

# JURISTE

Wotre formation Supérieure en Droit des Allaires (DEA) est completee par une première experience de 2 ans minimum. Vous parlez anglais et avez de bonnes connaissances d'une seconde langue.

Rattaché au directeur juridique, vous apporterez vos compétences aux services centraux du groupe et aux filiales en matière de droit des sociétes, contrats divers, baux commerciaux, droit economique, contentieux, marques.

Cette mission fait appel à votre esprit d'analyse, à votre assance redactionnelle et à vos qualites rela-Votre reussite associée à votre dynamisme, à votre faculte d'adaptation et d'autonomie ouvriront la

porte a une evolution au sein du groupe.



### PLACEZ VOTRE DYNAMISME DANS LA FINANCE

Nous sommes un groupe financier à taille humaine (1100 personnes) largement orienté vers le financement professionnel. Dans le cadre de notre politique de développement et de diversification, nous souhaitons intégrer quatre

### CHARGES DE CLIENTELE **GRENOBLE MONTPELLIER ORLEANS PARIS**

Nous recherchons des candidats diplômes de l'enseignement supérieur (Sup de Co, Sc. Eco, Sc. Po...) munis d'une première expérience commerciale dans la banque ou des candidats ayant une formation bancaire (ITB, CESB...) et une expérience du terrain confirmée.

Vous aurez pour mission de développer le fonds de commerce existant d'entreprises coopératives, d'associations et de mutuelles. Pour ce faire, bénéficiant d'une large délégation d'autorité, vous serez très présent sur le terrain pour proposer toute une gamme de produits. Après avoir apprécié le risque client, vous instruirez les dossiers et les mettrez en place, exerçant à la fois une activité commerciale et de conseil auprès de la clientèle.

Votre technicité en matière d'analyse financière, vos capacités de négociation et votre mobilité 😫 sont les atouts qui vous permettront d'évoluer favorablement au sein de notre groupe. Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous la

référence Z/CL/LM en précisant le secteur choisi à notre Conseil Pierre CHAUSSEMIER.



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

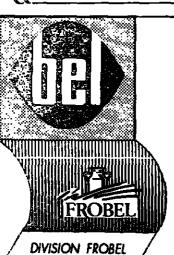
Nous sommes L'UN DES TOUT PREMIERS GROUPES D'ASSURANCES DU SECTEUR PRIVE. Notre objectif : doubler notre CA sur le marché français, affirmer notre compétitivité au niveau européen. Nous recherchons un :

### Responsable marketing et techniques de commercialisation **Paris**

Rendant compte au Directeur "Entreprises", vous serez l'un des éléments mateurs dans la définition et la mise en place de notre politique de développement. Vos missions : Informer en permanence la Direction et les Chefs de Produits des tendances du marché, de la concurrence et des techniques de commercialisation les plus performants; • élaborer les produits et l'ensemble des moyens appropriés au réseau de vente : présentation des produits, argumentaires, tarifs, programme de tormation... Agé d'au moins 32 ans, de formation supérieure (ESSEC, ESC, IEP,...), vous justifiez d'une solide expérience de la vente et du marketing de produits au services, acquise, si possible, dans le secleur de l'assurance. Votre ouverture d'esprit, vos talents de négociateur, votre aisance dans la communication et votre capital de confiance lauprès d'un réseau de vente. vous incitent à nous rejoindre.

Sylvie CATHELAIN vous remercie de lui adresser votre candidature, qu'elle traite confidentiellement, en mentionnant votre niveau de rémunération actuelle, sous référence : 8905 LM.

Gilbert Raynaud & Partners
7. rue de Monceau 75008 Paris (1) 42.89.10.25



LES FROMAGERIES BEL 5 milliards de CA - 6.000 personnes recherchent pour leur Division FROBEL

# UN RESPONSABLE

Vous participez à la traduction, en terme de formation, de la politique sociale de la Division axée sur le PROFESSIONNALISME et la MOTIVATION de tout le

En liaison avec les Chefs de Personnel, vous élaborez et négociez le plan de formation tant pour les 4 UNITES DE PRODUCTION que pour le RESEAU DE

Vous participez avec les Responsables de formation des autres divisions à l'élaboration et à l'animation des sessions de formation dans votre domaine de compétence.

De lormation supérieure, vous avez une bonne expérience du métier de

"FORMATEUR" dans des entreprises industrielles Adresser CV, lettre manuscrite et rémunération souhaitée à Fromageries BEL. - Service du Personnel Frobel - BP 641 75367 PARIS CEDEX 08. Nous sommes un organisme professionnel de tout premier plan, nous recherchons notre :

### Chef de service Englo/Fornation

A 30-35 ans, diplômé de l'Enseignement Supérieur, votre activité s'est exercée dans la gestion du personnel et plus spécialement de l'emploi, soit en entreprise, soit en

Nous vous proposons de vous occuper de ce qui touche à la promotion de l'emploi, à sa situation statistique, à la conduite des travaux de réflexion, au suivi d'opérations s'y rapportant, et de nous représenter quand besoin est.

Nous vous souhaitons compétent, relationnel, impliqué mais rendant compte, sachant rédiger, parlant si possible l'anglais. Merci, si vous vous sentez concerné d'adresser lettre de candidature, C.V., photo et

prét. sous référence 9206 à notre conseil qui vous garantit réponse et confidentialité.



Madame Claude FAVEREAU - 56, avenue de Suffren - 75015 PARIS.

Filiale d'un important groupe européen. nous occupons une position dominante sur le marché français des produits d'hygiène et domestiques, avec 1 Milliard de C.A et 5 unités de production.

Pour assurer le développement de l'une de nos gammes dans laquelle notre groupe est leader sur plusieurs marchés européens, notre Direction du Marketing recherche un(e)

 Basé à Rouen, et directement rattaché au Directeur du Marketing, il aura pour mission de réfléchir sur son marché et de le surveiller.

 Homme de terrain, il devra animer et gérer la promotion des produits et entretenir un dialogue permanent avec nos usines en France.

Imaginatif et dynamique, il devra assurer la création de la gamme qui sa renouvelle chaque année selon la tendance des styles.

, il sera amené à se coordonner avec ses homologues étrangers occupant des fonctions similaires dans les sociétés soeurs du groupe.

. Nous souhaitons rencontrer de jeunes diplomés d'une Grande Ecole de Commerce, ayant une première expérience d'environ 3 ans du Marketing Grand Public.

Parlant Impérativement l'anglais, ils seront capables de s'intégrer dans une équipe

jeune, et prêts à voyager en France et à l'étranger. . Notre Direction du Marketing est en développement rapide et offre de réelles opportunités

d'évolution.

Adressez lettre manuscrite + CV à notre Agence PLURIAL 42 Rue Camille Desmoutins 94230 CACHAN en précisant la réf. 0602/16 sur l'enveloppe.



### Sorefi Picardie Directeur du développement

Il y a un peu plus de 3 ans, quand nous avons été créés, il y avait tout à imaginer, tout à faire : votre prédécesseur a bien travaillé, il est déjà appelé dans le réseau à d'autres responsabilités. Les données du problème sont aujourd'hui les suivantes. Etablissement Financier à compétence régionale, nous sommes la structure décentralisée d'un grand réseau national, fort en Picardie de 200 sièges et agences couvrant l'Oise, l'Aisne et la Somme dont nous assurons la coordination et soutenons le développement. Nous sommes en expansion sur nos marchés traditionnels. les particuliers, les collectivites et les associations, mais aussi sur celui des entreprises et nous proposons une gamme de produits complète, élaborée et performante.

Votre Président vous attend pour mettre en œuvre une stratégie de développement et les moyens de sa réalisation. 12 personnes constituent votre équipe (Etudes, Marchés, Communication-Publicité) et vous avez en outre une mission permanente de conseil et d'assistance aupres des Responsables des Caisses pour la réalisation de leurs plans.

Nous pensons que l'expérience de la réflexion stratégique, du marketing des produits de grande diffusion, celle de l'organisation commerciale et de la direction d'une force de vente sont des éléments majeurs pour gagner et, que cette proposition s'adresse à un professionnel dès 35 ans dont la formation supérieure commerciale (type ESC) a reçu sur le terrain son indispensable

Nous le remercions d'adresser son dossier à notre Conseil SEFOP, sous la réf. SO 271 M, qui préparera notre rencontre.

**CGEA** 

PROFIL:

SEFOP 11 rue des Pyramides, 75001 Paris, MEMBRE DE SYNTEC



Le Groupe CGEA (6500 personnes) prestataire de services auprès des Collectivités Locales dans les domaines de la propreté urbaine et des transports en commun, appartenant au Groupe Générale des Eoux, en développement constant, recherche



Sec. 22:03

### Responsables de Centres de Profit (réf. 8901)

MISSION: GERER nos Centres de Profit,

**DEVELOPPER** nos activités commerciales,

ANIMER des équipes d'une cinquantaine de personnes.

Ecole d'Ingénieur ou de Commerce, première expérience réussie.

### Jeunes Attachés Commerciaux

PRENDRE EN CHARGE une gamme de services dans le domaine de la propreté des villes

PROSPECTER la clientèle correspondante, SUIVRE les contrats commerciaux.

IUT - BTS ou équivalent, première expérience ou connaissance des collectivités locales.

Nous vous remercions d'adresser lettre avec C.V., photo et prétentions sous la référence correspondante à CGEA - Direction du Personnel - 174, rue de la République - 92817 PUTEAUX Cedex.

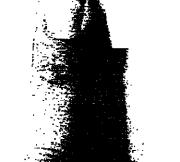
**Carnet** d

The Park of the Contract of

Free Land St.

CHAIN THE STATE OF 





# Le Carnet du Monde

Naissances

... Marie-Pierre FEREY, Pierre BOUVERESSE

le mardi 31 janvier 1989, à Paris.

ALL STREETS SELLE

same des grandes and

THE STATE OF STATE OF THE STATE

CHEF DE

PRODUIT

Mark Theresia 7 the De Commerce

and the second second

· 44 - 1/4

« Elle est retrouvée ! — Quoi ? — l'Eternité. C'est la mer mêlée Au soleil. » A Rimband. Une saison en enfer.

7, rac Sainte-Isaure, 75018 Paris. François SAUVAGEOT

Amits TYTECA

le 27 janvier 1989, à Paris. 9, rue du Champ-de-Mars.

Fiançailles

Décès

Brest, Cannes. Le commissaire de la Marine e Mar Arnaud REGLAT-BOIREAU, M. et M. Philippe SASSI, ont la joie d'amoncer les fiançailles de

Anne-Marie et Arnaud.

 M™ Adolphe Chanvin,
 M. et M™ Dominique Chauvin M. ct M Yves Galland

et leurs enfants, Les familles Raufaste, Snavet et Broont la tristesse de faire part du décès de

M. Adolphe CHAUVIN, officier de la Légion d'honneur, vice-président du conseil régional d'Ile-de-France,

époux, père, grand-père, frère,

survenu le 3 février 1989, dans sa

La cérémonie religieuse sera célébrés en la cathédrale Saint-Macion de Pon-toise, le 7 février 1989, à 15 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

11, rue Emile-Henriot, 95300 Pontoise. (Le Monde daté 5-6 février.)

- Gilles Chomel, Maic, Tshiteya Mbiye

et leurs enfants, Anne, Carlos Velardo et leurs enfants, Brigitte, Jak Milroy et leurs enfants,

Ghislaine, Jean-Louis Garnier et leurs enfants, Dominique, Bernadette Jonquet

et leurs enfants, Thierry, Isabelle Dubset et leurs enfants, Corinne, Mannel Gérard

et leurs enfants, Denys, Monica Marinello et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès, le

18 janvier 1989, de Colette CHOMEL,

Tour Mars B. 35, quai de Grenelle. 75015 Paris.

- Les familles Chomei, Delormas Boggio, ont la douleur de faire part du décès, le 18 janvier 1989, de

Colette CHOMEL,

CARNET DU MONDE Renseignements: 42-47-95-03



Broche « La Lyre enchantée » Cristal sur argent et lapis-lazuli Boucles d'oreilles . . . 2 500 F CALA! : esu de perfum originale et raffinée 36, rue Jacob. 75006 PARIS. 42-60-94-33

- Paris. Bastia.

M= Jean Devaux-Scamaroni, M. et M= Jean-Prançois Devaux Stéphanie et Caroline, Le docteur Michèle Coudere-Devaux

M. ot M- Pierre Devaux leurs enfants, M= Mario-Claire Scamaroni, M\_et M= Jean Lebard et leurs enfants.

à l'âge de soixante-douze ans.

ont le chagrin d'annoncer le décès du docteur Jean-Pierre DEVAUX,

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église Saint-Germain-des-Prés, le mardi 7 février 1989, à 10 h 30.

L'incinération aura lieu ultérioure-neut au columbarium du Père-lachaise.

Ni fleurs ni conronnes

Ville-di-Pietrabugno,

Des dons peuvent être adressés l'ARC Villejuif ou à l'Institut Curie. 47, rue Barrault, 75013 Paris

20200 Bastia. Nous apprenons le décès, survent à Paris, le 4 février 1989, dans sa soixante-huitième année, de notre confrère

Jean-François DOMINIQUE, ancien président de l'Association de la presse judiciaire.

Né à Paris le 5 novembre 1921, Jean-François Dominique fut de cette ginération de professionne de cartier professionnelle continua comme neturaliement les années de quetre et d'occupation au cours desquelles ils s'équient engagée dans le clandestinité et la Résistance.

guerra et d'occupation au cours desquelles es s'ément engagés dans le clandestinité et la Résistance.

C'est dès le mois de novembre 1940 que Jean-François Dominique commença à moner la lotte contre l'occupant su sein d'un réseau de ressaignement britamique. Per la suite, il passa aux mouvements Liberté et Combet sous les ordres de Pierre-Henri Teitgan, firtur ministre du général de Gaulle. Chargé en 1943 d'organiser au sein du réseau Brusus les départements de l'isère, de Savois et de Haute-Savoie, il se retrouve ensuite à l'Oulouse au sein des Mouvements unis de résistence (MUR), il participe à la libération de la viès en 1944 et à la création du quoiden le République du Sud-Quest. Quest dans ce journal qu'il commencere, la guerre achevée, se carrière de journelistre en quakté de reporter détaché au bureux participan. Jean-François Dominique, adhérent du PC, devande, et la la chiération fondé dans le clandestinité par Emmanuel d'Astier de la Vigarie. C'est à l'Humanité, où à entre en 1984, qu'il achièvera se carrière dans les fonctions de chroniqueur judiciaire. Un accident de la presse judiciaire. Un accident de la presse judiciaire. Per l'Association de la presse judiciaire. L'he accident de la presse judiciaire. Sent l'entre de son dévouement à ses contrêres dens les fonctions de chroniqueur judiciaire. Un accident de la presse judiciaire, faissent preure de son dévouement à ses contreté dens le l'Association de la presse judiciaire, faissent preure de son dévouement à ses contrêres des l'enfines Ramasy, un levre consacré à c l'affraire Petint » apportant des été ments inédits à l'histoire de ce médecin condamné à mort en 1944.

Le Monde présente ses sincères condo-léances à Mem Angeline Dominique, avocst honoraire au berreau de Paris.]

Le temps que tu n'as plus, nous, tes amis, nous l'aurons pour préserver ta mémoire de l'oubli.

Carlos Rodriguez LARRAIN

est mort le 6 janvier 1989, à Lima.

\_ M= Paul Lescure,

Ses enfants et petits Ses frères et sœurs. Ses beaux-frères et belles-sœurs. Et toute sa famille, font part du décès de

général de corps d'armée (CR) Paul LESCURE, commandeur de la Légion d'ho

La cérémonie religieuse aura tien le mardi 7 février 1989, à 15 heures, en l'église de Selongey.

Chemin de Sainte-Anne, 21260 Selongey.

- M. Francis Missa. M. et M= Edmond Missa, son époux et ses culants, Tous ses parents et amis, ont la douleur de faire part du décès de

M= MISSA, née Marie Aliprandi,

dans sa quatre-vingt-dixième année 54, rue Amiral-Baux, 83700 Saint-Raphaël. 27, rue de la Pompe, 75116 Paris.

- M= Charlotte Payen, son éponse, M. Jean-Charles Payen, ont la grande tristesse de faire part du décès de

M. Adrien Jean PAYEN, conseil juridique.

sprvenu le 21 janvier 1989, dans sa stricte intimité.

POMPES FUNERES SANCE PHANAGEM ROBLOT ASSISTANCE TOTALE DANS L'ORGANISATION D'OBSEQUES

VERT 05.45.22.27 PERMANENCE 24 H SUR 24 H

 M. Régis Rampnoux,
 Le docteur et M= Gilbert Rocher, M. ct M= Roger Pierre, M. et M= Jean Rampnoux. ME LOUIS RAIDPPOUX,

M™ Jean Ratinaud, M. Vincent Rocher, M. François Rocher, Mª Suzanne Rocher, M. et M= Piergiorgio Mazzocchi

et leur fille, Sa famille, Ses amis, ont la douleur de l'aire part du décès de Catherine RAMPNOUX,

le 28 janvier 1989, à l'âge de trente-trois

La cérémonie religieuse a été ofié-brée le mercredi le février, en l'église Saint-Dominique et suivie de l'inhuma-tion au cimetière du Montparnasse.

104, boulevard Arago, 75014 Paris. 83, avenue Denfert-Rochereau, 75014 Paris. 75014 Paris. 17, avenue Béranger, 69130 Ecully. 34, rue Chateaubriand, 87700 Aixe-sur-Vienne.

- Saint-Germain-en-Laye. M. et M™ Bertrand Bigo, M. et M™ Serge Rep, font part du décès de

> M. Jean REP, ancien principal clerc de notaire, croix de gaerre 1939-1945,

survenu le le février 1989, dans sa

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 7 février 1989, à 9 h 15, en la chapelle des Franciscaines, 89, avenue du Maréchal-Foch, à Saint-Germainen-Laye.

24, allée du Tournoi,

<u>Anniversaires</u>

- Ceux qui out aimé, estimé, le docteur Alfred LANG,

se souviendront de lui en ce quinzième anniversaire de sa mort.

Messes anniversaires

- Le 10 février 1987 disparaissait Louis CASTELLAN.

Ses amis se réuniront en souvenir de lui, à l'église Saint-Jacques-du-Haut-Pas, 252 bis, rue Saint-Jacques, Paris-5, à 18 heures, le vendredi 10 février 1989.

Un vent qui vient de la sombe moissonne aussi les vivants.

Soutenances de thèses

- Université de Nice, le vendredi 10 février à 14 heures, à l'Institut d'administration des entreprises, avenue P. Schuman, M. Lucien Veran : «Le temps de réaction des organisations ».

- Université Paris-l-Panthéon-Sorbonne, le vendredi 17 février à 14 h 30, salle 308, entrée 1, rue Victorin, galerie J.-B. Dumas, escalier L, M. Caleb Adebayo Folorunso : « Recherches sur la continuité du peu-plement TIV dans la vallée de Katsina-Ala (bassin de la Benne au Nigeria, son-dages sur le site ancien d'Ushongo et dages sur le site ancien d'Ushongo et ethnoarchéologie de l'habitat actuel ».

- Université Paris-IV, le lundi 27 février, à 9 heures, salle Louis-Liard, 17, rue de la Sorbonne, M. Alain Drouard : « Alexis Carrel et la Fondation française pour l'étude des pro-blèmes humains ».

- Université Paris-I-Panthéon-Sorbonne, le mardi 28 février à 14 h 30, salle 310, entrée 1, rue Victor-Co galerie J.-B. Dumas, escalier L. M. Yacouba Zerbo : «Les relations franco-voltaïques 1960-1972».

- Université Paris-I-Panthéon-Sorbonne, le mardi 7 mars, à 14 heures, 12, place du Panthéon, appartement Decanal, entrée sur la droite, 4 étage, Mes Myriam Revault d'Allonnes : Recherches sur la philosophie politi-que de la Révolution française. L'idée,

- Université Paris-I-Panthéon-Sorbonne, le mardi 28 février, à 14 h 30, salle des Actes, centre administrații, M= Yoon Aesun : Les attitudes interlocutives : les formes de politesses en français et en coréen .

### **ÉCHECS**

• Les quarts de finale du championnat du monde. — En remportant la première des « partiessuicide », samedi 4 février, Youssoupov s'est finalement qualifié, aux dépens de Spragett, pour les dernifinales du tournoi des candidats au championnat du monde d'échecs. La Soviétique, vainqueur 6 à 5, rencontrera Karpov. L'ancien champion du monde, en annulant la cinquième partie contre Hjartarson, a franchi la barre des trois points nécessaires à sa qualification. Enfin, Portisch domine toujours Timmen (2-1) alors qu'il leur reste deux parties à jouer. Le vainqueur de ca quart de finale rencontrera l'Anglais Speelman qui avait battu, en août 1988, son compatriote Short.

Communication

Le démarrage de l'exploitation commerciale d'Astra

# La « télévision du ciel » de M. Murdoch est arrivée

L'exploitation commerciale d'Astra, premier satellite privé européen, a débuté le 1º février, avec la chaîne scandinave Filmnet. Les quatre premières chaînes de Sky Television, lancées par M. Rupert Murdoch, ainsi qu'une seconde chaine scandinave, TV 3 ont suivis de peu. Le programme musical MTV et Screensport-TV Sport devraient suivre dans les semaines qui viennent. A terme, Astra retransmettra douze chaînes.

LONDRES

de notre correspondant

M. Rupert Murdoch a sablé le champagne, dimanche 5 février, à 18 heures, dans ses nouveaux bureaux londoniens, proches de l'aéroport d'Heathrow, lorsque les quatre chaînes de sa « télévision du ciel », ont commencé simultanément à émettre. Plusieurs milliers d'invités avaient envahi les studios de Sky Television, à peine moins nombreux que les téléspectateurs nombreux que les telespectateurs britanniques qui, au même moment, étaient capables de recevoir les qua-tre nouvelles chaînes grâce à une antenne parabolique spéciale, d'un diamètre de 60 centimètres, placée sur le toit de leurs maisons. Ce n'est évidemment qu'un début...

M. Murdoch était souriant, mais avait l'air fatigué. Contrôlant environ un tiers de la presse quotidienne au Royaume-Uni, mais citoyen améau Koyaume-Om, mais choyen americain (d'origine australienne), il voyage en effet beaucoup, et son vrai bureau est basé à New-York. L'emplacement, proche de l'aéro-

port, s'imposait donc. M. Murdoch court aussi peut-être un peu vite pour son âge. Il a voulu à tout prix devancer ses concurrents en saisant démarrer dès le 5 sévrier ses quatre chaînes, diffusées par le satellite luxembourgeois Astra, lancé le 11 décembre dernier. Il y a donc désormais deux fois plus de chaînes en Grande-Bretagne, puisque les quatre ainsi tombées du ciel s'ajoutent aux quatre conventionnelles existantes, deux publiques (BBC 1 et 2) et deux privés (ITV et Channel 4). Le satellite BSB, auquel le gouvernement envisage de confier BBC 2 et Channel 4, ainsi que toutes les futures chaînes privées qui le voudront bien, ne sera mis en service qu'à la fin de cette

Il était impossible, ces derniers jours, de se procurer le matériel nécessaire (coût : 2 200 francs) pour capter la « télévision du ciel ». Le correspondant du Monde en a fait l'expérience. Outre l'antenne parabolique elle-même, construite en Grande-Bretagne, il faut en effet un appareil électronique, dont la production en chaîne, à Hong-Kong ou Taiwan, n'aurait pas encore commencé. La même remarque sur le caractère un peu bâclé de l'opération vaut pour les programmes. La première chaîne, consacrée à l'infor-

Appelé par la CLT

### M. Eric Hauville est nommé directeur d'Aventure FM

RTL, résolument, se lance dans la FM. A partir de la radio parisienne Aventure FM rachetée aux armées et désormais détenue à 84 % par la CLT, 15 % par Bayard Presse, 1 % par les militaires, les Scouts de France et la Guilde européenne du raid, RTL entend en effet développer un réseau d'envergure nationale, axé sur un public jeune (moins de trente-cinq ans) et sur un créneau musical proche de NRJ, FUN ou Skyrock.

Pour conduire l'aventure, RTL a fait appel à un · enfant » de la FM, Eric Hauville, trente et un ans, fon dateur et patron du réseau régional et indépendant de Normandie, RVS gestionnaire averti et reconnu comme l'un des meilleurs connais-seurs de la FM. Le responsable du réseau sera Jean-Noël Auxiette, qui a contribué à la création des stations FM de RMC et au montage du réseau Nostalgie. La direction de l'antenne est confié à Michel Brillé, ancien directeur des programmes d'Europe I, et l'un des initiateurs du programme Europe 2.

 Le docteur Nacer Kettane. président de Radio-Beur. L'assemblée générale de Radio-Beur s'est tenue à Paris samedi 4 février. Après un conflit, tranché la veille par e tribunal des référés de Bobigny, elle a renouvelé sa direction et élu comme nouveau président M. Nacer Kettane, trente-cinq ans, médecin et mbre fondateur de cette redio.

mation, appelée les « nouvelles du ciel » (Sky News) a proposé diman-che un reportage sur les transplantations de reins en Grande-Bretagne, lesquelles ont suscité une controverse, l'approche choisie faisant une

large place au sensationnel. Le public britannique, de son côté, a surtout retenu un incident -monté en épingle par la presse Murdoch - survenu à la direction du parti travailliste. Les e nouvelles du ciel » ont en effet prévu de diffuser deux fois par semaine une émission de politique intérieure, animée par deux présentateurs, l'un conservateur et l'autre travailliste. Le pre-mier, M. Norman Tebbit, ancien président du parti conservateur, et polémiste-né, a tout de suite répondu présent; M. Austin Mit-chell, chargé des questions commerciales dans le cabinet fantôme travailliste, a cru pouvoir faire de même pour 30 000 livres (330 000 francs) par an. Le leader de son parti, M. Kinnock lui ayant demandé de choisir. M. Mitchell a préféré abandonner ses fonctions dans le cabinet fantôme. L'affaire a été mise en première page des jour-naux de M. Murdoch, lequel a fair porter une caisse de champagne à M. Kinnock pour le remercier de cette publicité gratuite.

### Violemment anti-travailliste

Le ton est donc donné. Les quatre chaînes de la Sky Television reflètent les conceptions violemment anti-travaillistes, et ouvertement favorables à Mme Thatcher, que l'on trouve déjà dans le Sun (4 millions d'exemplaires). News of the World, Today, le Times et le Sun-

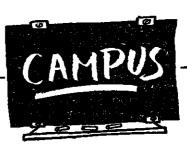
day Times. Restent trois autres chaines. Sky Channel dont diffuser des speciacles de variétés, des feuilletons et de façon générale des émissions légères et très grand public. Sky Movies ne proposera que des films, venus du fonds de la Twentieth Century Fox, rachetée en 1986 par M. Murdoch.

Eurosport ne s'occupera que d'évènements sportifs. Ce sera aussi la scule à parler, parfois, une autre langue que l'anglais.Car les quatre chaînes de la Sky Television sont en effet anglophones, destinées en prio-rité au public britannique et irlandais. 350 000 foyers relies au cable peuvent donc théoriquement (moyennant un très faible abonnement supplémentaire) les recevoir dans ces deux pays. Le satellite balaye aussi le nord de l'Europe, et la «télévision du ciel » peut être captée en France, en Belgique, en RFA etc... à condition de commander ces couvercles si rares, incompatibles bien sur avec les autres antennes paraboliques existant déjà

sur le marché. M. Murdoch devrait, selon les analystes de la City, perdre 165 millions de livres, en 1989, pour faire fonctionner ses quatre chaînes. Il ne recueillera au mieux, selon son propre aveu, que quinze millions de livres grace à la publicité. L'avenir, pour lui, réside en fait dans le petit décodeur qui deviendra nécessaire, dans les années à venir, aux cinéphiles voulant continuer à recevoir la chaîne des films (Sky Movies), ou la chaîne destinés aux enfants (Disney Channel) moyennant un abonnement assez élevé. Cette formule comparable à celle de Canal Plus pourrait être appliquée à la chaîne de variétés et celle des sports.

Combien d'argent éles-vous prêt à perdre? » a-t-on demandé dimanche soir à M. Murdoch. • Autant qu'il faudra », a-t-il répondu. • Et pendant combien de temps? . . Pas éternellement, mais plusieurs années surement. - Le Parti travailliste a réclamé dimanche l'ouverture d'une enquête, par la Commission des monopoles, sur les intérêts du citoyen américain Murdoch dans les médias britanniques. C'est bien le cadet des soucis de l'homme d'affaires qui jouit de la confiance et de la protection de M™ Thatcher.

DOMINIQUE DHOMBRES.



### Prime à la jeunesse

Un arrêté paru au Journal officiel dans la torpeur du 13 août, et ipaux intéressés, a jeté un certain trouble dans les classes préparatoires aux grandes écoles so ques. Il précise en effet, que les candidats au concours commun à huit grandes écoles (1) « ayant vingt ans ou moins de vingt ans le 1" janvier de l'année du concours » bénéficieraient d'une majoration de vingt points pour l'admissibilité et de quarante points pour l'admission. Cette mesure renouait avec une pratique ancienne, mais sous une forme différente, qui avait été abandonnée en 1984, consistant à donner des points de majoration aux candidats ayant passé leur baccalauréat deux ans plus tôt et présentant donc le concours pour la

Cette idée d'avantager les candidats les plus jeunes avait pour première fois. objectif de lutter contre le bachotage, en freinant la tendance à multiplier les années de préparation. Elle avait été abandonnée, parce que de nombreux cas de fraude avaient été constatés, des candidats présentant des certificats de baccalauréat « trafiqués ». Les directeurs d'école ont souhaité la réintroduire, estimant que les candidats les plus jeunes, qui réussissaient des le premier essai, sont généralement plus brillants et plus disponibles pour la recherche et devaient donc être encouragés. Le critère retenu par l'administration de l'âge paraît toutefois maladroit à l'association des professeurs de spéciales, qui souhaiteraient qu'on en revienne pour l'an prochain au critère de l'année du bac, les candidats étant avertis qu'un contrôle plus strict serait exercé une fois qu'ils seraient admis dans une école.

Mais beaucoup s'interrogent aussi sur le principe même d'une telle majoration, qui paraît peu justifiée lorsque le nombre de présentations possibles à un concours est limitée à deux. Cette prime à la jeunesse, qui introduit une discrimination entre les candidats, accentue la pression à la rapidité, qui est déjà l'un des travers de l'enseignement primaire et secondaire.

(1) Il s'agit des Ponts et Chaussées, de Sup Aéro, de l'ENSTA, de Mines de Paris, Nancy et Saint-Etienne, des Télécom de Bretagne et de Polytechnique (option TA). Des départements

à l'Europe L'Association française pour le développement de la géographie anise, vendredi 19 et samed 20 février à Nantes, un « géoforum » dont le thème sera « De la France des départements à l'Europe des régions ». (AFDG, université Lyon-II, 18, quai Claude-Bernard, 69007.)

V祖es nord-américaines

L'Ecole d'architecture Paris-Tolbiac et le Georgia Institute of Technology d'Atlanta organisent du 7 juillet au 9 août une université d'été à Atlenta ayant pour

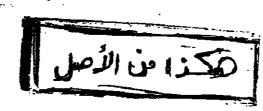
but la découverte et l'étude des villes nord-américaines. Cette session, est ouverte à l'ensemble des étudiants européens ou étudiant l'architecture en Europe (3º année et plus).

(Renseignements auprès de == Rolandesu, su 45-82-27-27.)

### BDE'S Day

Le bureau des élèves de l'école supérieure de commerce de Dijon organise, le samedi 4 mars, un « BDE'S Day » qui réunira l'ensemble des BDE des grandes écoles de commerce pour leur permettre d'échanger leurs expériences respectives.

(ESC Dijon. Bureau des élèves. 29, rue Sambin-I, 21000 Dijon. Tél. : 80-74-02-65.)



Michel Pecqueur annonce 7 milliards de francs de bénéfice net pour 1988 et estime qu'Elf-Aquitaine a réussi sa mutation (lire ci-dessous). ■ « Les propos de M. Pellerin sur la Société générale tiennent du scénario-fiction », nous déclare M. Pébereau après que le promoteur immobilier a donné sa version des faits (lire

- Rectifications y compris avec Total? On parle à nouveau d'un

- Même réponse. La fusion est

une operation traumatisante. Par

contre. là aussi on pourrait regarder nos frontières communes. Dans

l'aval en particulier. Peut-être

pourrions-nous gérer ensemble nos réseaux de distribution dans les pays

- Et pour SANOFI face aux

SANOFI a lui-même trois

domaines : la pharmacie, les bio-

technologies et les produits de luxe.

Dans ces domaines, l'avenir dépend

surtout des capacités de création des

équipes de recherche. On les a donc

recentrées et dynamisées. En phar-

macie sur les produits cardiovascu-laires et sur ceux relatifs au système

nerveux central; en biotechnologies

sur tous les produits, comme les

arômes ou les additifs nécessaires

aux industries alimentaires de

masse. Il a fallu faire une sélection.

On ne peut pas être un géant par-

« Globalement

pas de soucis »

d'aborder le problème de taille, aurez-vous la capacité financière

pour alimenter trois activités si

d'abord interne, par cash-flow

23 milliards en 1988, notre endette

ment est resté très faible. Je me gar

derai d'aller trop loin, mais il v a une

marge de manœuvre. Enfin. il v a les

marchés financiers. Nous obtien-

drons probablement, en octobre

1990, les deux miliards de souscrip

tion en actions des obligations lan-

cées en 1986. Notre titre a été reva-

lorisé à la Bourse et nous travaillons

avec notre actionnaire, l'Etat, sur

des formules qui nous permettraient

de lever de l'argent, sans casser la

part actuelle de 50 % publique,

c'est-à-dire sans privatiser. Je n'ai

- Vous venez de signer un

- Elf a été créé avec des objec-

de l'industrie. Quelles en sont les

tifs français. Aujourd'hui le groupe

s'est transformé en groupe interna-tional de haut de gamme. Même si

l'Etat a 50 % de notre capital, nous

sommes au niveau d'Amoco, de Bri-

On a cru votre siège de PDG menacé il y a six mois. Votre man-dat se termine en juin prochain. Etes-vous rassuré?

- Mon mandat expire en effet en

juin, comme celui d'une partie des PDG de sociétés nationalisées. Mon

objectif aura été d'apporter de bons

résultats et de préparer l'avenir. Je

fais confiance à mon actionnaire

pour me juger avec équité. Je n'ai

pas le goût de faire les anticham-bres.

Propos recueillis par

ERIC LE BOUCHER.

tish Petroleum ou de Mobil.

giobalement pas de soucis.

grandes lignes?

contrat d'objectif avec le mini

Ensuite, et bien qu'ayant investi

- Oui. Notre financement sera

20urmandes en capitaux ?

Néanmoins, autre façou

grands groupes pharmaceutique

où Total comme Elf sont petits.

rapprochement avec Elf?

Du pétrole à la chimie et à la pharmacie

## « Elf-Aquitaine a réussi sa mutation », nous déclare son PDG, M. Michel Pecqueur

M. Michel Pecqueur, PDG d'Elf-Aquitaine, a annonce, lundi 6 février, les résultats de son groupe pour 1988 : 7 milliards de benéfices nets contre 4,1 milliards en 1987 (+ 70%) et une marge brute d'autofinancement de 20 milliards contre 15 (+ 33%). Il estime que les trois piliers du groupe - pétrole. chimie et pharmacie - reposent sur - des bases saines -. Il rejette une fusion tant avec Total qu'avec les groupes de la chimie mais pense que « des rectifications de frontières sont néces-

- Des résultats sinanciers records, le prix du pétrole qui sem-ble stabilisé, une diversification dans la chimie qui vous rapporte. l'horizon d'Elf-Aquitaine est-il

- Avec 7 milliards de francs en 1988, nos résultats sont en effet proches des plus hauts niveaux jamais atteints par la compagnie. Et ce, compte tenu d'une division de presque par deux du prix du pétrole passe de 28 dollars le baril en 1984-1985 à 15 dollars en 1988 et de la chute du dollar de 9.30 F à 6 F dans le même intervalle. Les graves difficultés qu'on me prédisait à cause de cet effondrement mais aussi de l'épuisement de nos réserves de Lacq et de Frigg et du cout de la chimie ont été surmontées. Elf a réussi sa mutation. Le groupe, qui repose désormais sur trois piliers - le pétrole, la chimie et l'hygiènesanté. - a fait face. Ses bases, ses actifs, sa rentabilité sont sains.

- Vous avez acquis dans le pétrole RTZ Oil and Gas et pris 25 % d'Entreprise Oil, Cela suffirat-il pour reconstituer les réserves de Lacq et de Frigg qui s'épuisent?

- Notre production croît -32,2 millions de tonnes en 1987, 36 en 1988 et 40 cette année. Elf est désormais parmi les dix premiers groupes pétroliers du monde. Pour préparer l'avenir, nous avons en effet réalisé des acquisitions pétrolières pour 7 milliards de francs sur un total de 11,5 milliards d'acquisitions et des investissements globaux de 23 milliards pour le groupe en 1988. Et on va continuer, car je crois que d'ici à 1995 les gros producteurs mondiaux subsisteront mais que certains moyens disparaîtront.

Mais notre première source de bruts nouveaux reste l'exploration. Elf y consacre entre 3.5 et 4 mil-liards de francs par an, ce qui fait de nous le quatrième explorateur hors Etats-Unis. A titre d'exemple, nous avons fait des découvertes au Nigéria sur des permis en terre à Olo et en mer à Emen et à Afia mais aussi en Angola d'où nous tirerons 150 000 barils par jour à la sin de

. En 1988, nous avons aussi effectué notre retour au Moven-Orient. Nous n'étions plus qu'en Oman et en offshore en Egypte. Or, l'an passé, nous avons gagne un beau permis de 50 000 km² au Sud Yemen, un autre offshore au Quatar, puis nous sommes rentres en Syrie et en Egypte. Tout cela dans un contexte de très sévère concurrence. Au total, je peux vous dire qu'Elf est une des rares compagnies du monde à

- Croyez-vous que les prix du brut resteront stables dans les mois qui viensent ?

- Un progrès déterminant a été fait par l'OPEP en novembre dernier dans la résolution du problème Iran-Irak. Il y aura toujours des ten-tations de tricherie d'un pays ou d'un autre et donc des risques de crise. Mais je suis d'un optimisme mesure et je crois à une attitude raisonnable des pays producteurs. Aujourd'hui la remontée des cours est exclue, mais un effondrement improbable.

– Le raffinage vous coûtait beaucoup d'argent, au point que vous envisagiez d'en céder une participation à un pays producteur. Où en étes-vous ?

- La branche de l'aval (le raffinage et les produits) a été équilibrée en 1988 contre 1,7 milliard de pertes en 1987. Cela dit, le problème n'est pas réglé. Dans ce métier, les marges restent fluctuantes car le marché du brut et celui des produits sont toujours déphasés, produisant un « effet de ciseaux ». Mais nous avons investi et rationalisé.

- Reste un problème, celui que connaissent d'autres secteurs d'ailleurs, avec la grande distribution. La concurrence doit être loyale. De notre côté, nous faisons évoluer nos stations vers plus de services au travers de coopérations avec Accor (hôtellerie). Casino (supermar-chés) ou Giffyclub (entretien auto-

 Et vos négociations avec les pays producteurs, en particulier avec le Nigéria ?

- Trouver un accord est moins simple que prévu. On continue de discuter. Il est vrai que dans l'immédiat le retour à l'équilibre rend la conclusion moins urgente.

> Rectifications de frontières »

- Dans la chimie, l'étude conduite par M. Le Floch, conclut à une taille encore insuffisante des groupes français. Qu'en pensez-

- La chimie, représente la moitié des profits du groupe et 45 milliards de chiffre d'affaires, ce n'est pas si



petit. En outre, l'important est la position sur chaque ligne de produit. Or Elf est bien placé. Numéro trois mondial par exemple dans l'eau oxygénée ou dans les produits fluorés. Mais sur le fond, la stratégie est bien qu'il faut être dans chaque produit dans les cinq premiers, au moins dans la chimie fine, sinon il vaut mieux s'allier ou abandonner.

- J'ai rencontré M. Le Floch et il me semble que, comme moi, il ne croit pas au meccano de la fusion. Cela étant dit, il doit y avoir en effet des rectifications de frontières entre les français mais on doit aussi s'interroger pour savoir s'il ne faut pas le faire plutôt avec des européens. Le franco-français ce n'est

Après les révélations du promoteur immobilier sur la Société générale

### « Les propos de M. Pellerin tiennent du scénario-fiction »,

nous déclare M. Georges Pébereau

Soupconné de délit d'initiés dans l'affaire de la Société géné-rale. M. Christian Pellerin, le président de la SARI-SEERI, se défend. Dimanche 5 février, il a expliqué devant quelques journa-listes sa version des faits : calendrier des opérations et modalités d'intervention seraient les preuves de sa boune foi. « Ne souhaitant pas polémiquer » avec M. Pellerin et « réserver ses informations à la COB ». M. Pébereau a déclaré lundi 6 février au Monde que « les propos de M. Pellerin tiennent du scénario-liction ». « Jamais M. Christian Pellerin ne m'a informé de sa décision d'acheter ou de vendre des actions de la Société générale à titre personnel », nous a redit M. Pébereau.

Lundi 30 janvier, il a reçu un inspec-teur de la COB (Commission des bureau à la Défense. Et puis, les événements se sont précipités. Le bruit en a couru dans la presse (le Monde du 2 février). Il a tenté, jeudi, une première mise au point. Il a été immédiatement démenti par Georges Pébereau. Le soupçon de délit d'initiés — il a acheté, puis revendu à titre personnel à l'automne dernier 33 000 actions de la banque avec une plus-value d'environ 3 millions de francs – lui est insupportable. Vendredi, il a demande à Jean Farge, le président de la COB, a être auditionné le plus rapidement possible. Faute de réponse, M. Pellerin a décidé de s'expliquer dimanche devant quel-ques journalistes. Scandalisé, il dénonce les *contre-vérités* de M. Georges Pébereau et en profite

pour multiplier les révélations. Principale confirmation: l'opéra-tion menée par M. Pébereau visait bel et bien dès le départ un - rééquilibrage de l'actionnariat actuel de la banque -. Lors de la première rencontre entre les deux hommes sur cette affaire, début août à la Défense, M. Pébereau, encore éva-sif, avait expliqué à M. Pellerin que « son internion était de prendre une part significative du capital de la banque privatisée - 20 %, aurait indiqué à plusieurs reprises le patron de Marceau Investissements au promoteur immobilier. Allié aux action naires publics (qui détenaient déjà près de 15 %), il aurait pu constituer

le pouvoir dans la banque. Un découvert an CCF

Selon M. Pellerin, M. Pébereau lui a donc proposé à ce moment-là de participer à une opération de rééquilibrage du capital de la banque - - à la façon Havas - - en s'appuyant sur une partie des gens déjà dans le noyau dur et avec l'accord de M. Peyrelevade », le président de l'UAP. Dans ces conditions. M. Pellerin était convaincu que l'opération devait réussir. Pour lui, une participation à une opéra-tion qui lui était présentée comme non agressive ne pouvait qu'être bénéfique. Elle lui permettrait de faire la paix - avec la Caisse des dépôts, l'un des interlocuteurs principaux de sa société dans les opérations immobilières. Elle devait aussi lui permettre d'être présent dans le tour de table d'une banque avec laquelle il entretient des relations importantes. Il était en négociation avec la Générale notamment pour la restructuration de l'Avenue Kléber à Paris et la construction de son

siège social à la Défense (150 000 m2). Les modalités de l'intervention de M. Pellerin dans l'opération sont arrêtées début septembre.

- M. Pébereau souhaitait que je mette 300 millions de francs, je lui ididant de l'arres de l' ai donné mon accord pour 200 mil-lions, raconte le promoteur, il vou-lait que je mette l'ensemble dans ses sociétés, prétextant le besoin d'avoir des Français en nombre suffisant dans son dispositif, je préférais investir à titre personnel plutôt que d'immobiliser des fonds dans cette

M. Christian Pellerin est écouré. prison que constitue la société Camélia - Finalement, l'accord se fait, le 29 septembre, M. Pellerin investissant 110 millions de francs dans Camélia, et s'engageant à acheter directement des actions de la Société générale pour 90 millions

de francs. Immédiatement, M. Pellerin a ouvert un compte au Crédit commercial de France (la banque présidée par le frère de M. Georges Pébereau, M. Michel Pébereau) et a obtenu un découvert de 110 millions de francs garanti sur les actions Olipar détenues personnellement par M. Pellerin. Cette somme – diminuée d'une commission de I million de francs - a été mise à la disposition de Camélia le 14 octobre. Parallèlement, M. Pellerin a demandé à la société de Bourse Ferri-Ferri-Germe d'acheter directement des actions Société générale.

Le 19 octobre - le jour où la SIGP ramassera d'enormes paquets d'actions de la banque, - M. Pelle-rin se retrouve dans la salle de conférences de Marceau Investissements. rue de la Baume. « Où en étes-vous de vos achats d'actions? - à titre personnel, lui demande M. Pébe-reau, qui lui indique qu'il doit arrêter d'acheter, pour des raisons de franchissement de seuil. Ne connaissant pas la réponse, M. Pellerin téléphone devant M. Pébereau à son agent de change, qui lui indique qu'il n'a pas réussi à trouver de blocs d'actions importants et qu'il n'a donc acquis pour le moment que 33000 actions. - Devant M. Pebereau, qui était donc parfaitement au courant, j'ai demandé à mon agent de change d'arrêter d'acheter .. explique M. Pellerin.

Lundi 7 novembre, recevant deux responsables de la Société générale, M. Pellerin s'aperçoit de la situation. - Je prends alors conscience que j'ai été joyeusement trompé. notamment sur le soutien de M. Peyrelevade, et qu'en conséquence jamais l'opération ne pour-rait réussir. • C'est alors que, sans en avertir ni M. Pébereau ni la ciété générale, M. Pellerin décide de vendre, des le lendemain, ses 33000 titres avec une plus-value personnelle d'environ 3 millions de

Pour M. Pelleria, plusieurs élé ments plaident en sa faveur. «Si j'avais voulu faire une opération d'initiés, j'aurais commence à acheter des le début août, or je n'ai absolument pas acheté une seule action entre le 4 août et le 29 septembre », explique-t-il. « Si mon objectif avait été une plus-value personnelle, je n'aurois pas vendu le 8 novembre, mais j'aurais attendu que le cours monte, comme tout le monde l'escomptait alors », ajoutet-il. « Au moment où, sin décembre. j'ai cédé mes intérêts dans Camélia à la société Olipar, j'aurais enfin enregistré une plus-value liée à la prise en compte de la valeur de marché de la société, ce que je n'ai pas fait -, précise-t-il encore. En tout état de cause, s'il devait vraiment être soupçouné de délit d'initiés, M. Pellerin a indiqué qu'il se défendrait en soutenant qu'un initiateur ne peut pas être coupable d'un délit d'initiés.

ERIK IZRAELEWICZ.

### Engagé dans la modernisation de sa flotte

### Brittany Ferries commence à dégager des bénéfices

Divine surprise! Pour la première fois depuis sa création en 1973, la société maritime bretonne Brittany Ferries aura dégagé des bénéfices en 1988. - Des bénéfices significatifs -se borne à dire Christian Michelini, directeur général. Le conseil d'administration n'officialisera les comptes qu'en mars prochain.

Exploitant douze navires de passagers et de fret, numéro un incon-testé sur la Manche ouest depuis qu'elle a racheté en 1985 Truckline Ferries, Brittany Ferries aura réalisé l'an dernier 1,15 milliard de francs de chiffre d'affaires au lieu de 890 millions de francs en 1987.

L'armement, qui regroupe autour L'armement, qui regroupe autour d'Alexis Gourvennec les organisations professionnelles agricoles du Finistère et les chambres de commerce et dont le siège est à Morlaix, a transporté 1.7 million de passagers l'an dernier (+ 36,3 %). Pour le fret, la progression dépasse 30 %,

Formation professionnelle :

accord franco-espagnol. — M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, de l'emploi et de la formation

professionnelle, et son homologue espagnol, M. Manuel Chaves, ont signé le samedi 4 février un accord sur l'emploi, la formation profession-

nelle et la sécurité et l'hyglène au travail. L'accord prévoit l'échange d'informations sur les politiques et les réalisations, des missions d'experts, des manifestations scientifiques et techniques et la mise à disposition de

disposition de moyens en personne pour l'élaboration de programmes.

**EN BREF** 

notamment sur la ligne Caen- conseil régional de Bretagne, Portsmouth, ouverte il y a deux ans, qui d'une année sur l'autre aug-

mente de 85 %.

Cette année, la compagnie va placer sur chacune de ses lignes soit des navires neufs, soit des navires pro-fondément réaménagés. Jusqu'à maintenant, Brittany Ferries avait pour l'essentiel exploité ses lignes de la Manche et la desserte Plymouth-Santander (en Espagne) avec des navires achetés sur le marché navires acnetes sur le marche d'occasion. Mais en juin prochain, si les retards actuels sont rattrapés, les chantiers de l'Atlantique à Saint-Nazaire lui livreront le Bretagne, un superbe car-ferry commandé en juin 1987 pour 435 millions de francs (dont 40 millions de prime de l'Etat). Ce navire (2056 passagers, 580 voitures) a d'ailleurs été mis à 580 voitures) a d'ailleurs été mis à

flot le 4 mars. La marraine sera vraisemblablement l'épouse du président du

Grève dans une filiale de

Renault. - Les ouvriers postés de la

Société nationale de roulements (SNR), filiale de la régie Renault, qui

compte quatre sites de production

savoyards (Annecy, Seynod, Mey-

that et Argonay), continuent une

grève commencée le mercredi

25 janvier : lundi 6 février dans la matinée, 40 % d'entre eux étaient en

grève selon la direction. Les grévistes

réclament que la prime d'équipe (qui

contre 250 F dans les usines de la

est de 650 F par mois en moyenne,

Régie) soit portée à 1 200 F.

M. Yvon Bourges, qui a accepté d'engager pour une somme substantielle la région afin de réunir le tour de table » (la région des Pays-de-la-Loire y a participé aussi) et commander ce qui sera le enavire-amiral » de la flotte à la fois car-ferry, navire à passagers, cargo transporteur de camions et paquebot de mini-croisières sur la ligne difficile qui traverse de part en nart le Golfe de Gascogne.

Mais l'armateur breton - qui

donne une leçon de dynamisme à

beaucoup de grands groupes mari-times qui transferent leur flotte sous des pavillons étrangers - ne veut pas s'arrêter là il a engagé des études précises pour renouveler (par deux navires neufs) sa flotte de navires cargos qui opèrent entre Cherbourg et Poole, la ligne la plus courte de la Manche, mis à part le détroit proprement dit du Pas-de-Calais. Et cela, évidemment, en prequ'à partir de 1993 le tunnel sous la Manche ne manquera pas de provo-quer dans l'organisation des transports maritimes. Mais Brittany Ferries n'est pas intéressé par le rachat éventuel de l'armement naval SNCF. Il reste que le fret maritime et les transports de passagers, avec leurs prolongements touristiques proprement dits, entre les îles brianniques, l'Irlande, la France de l'Ouest et la péninsule ibérique ont encore de beaux jours devant eux.

FRANÇOIS GROSRICHARD.

### CONJONCTURE

### Déductibilité de la TVA : le Conseil d'Etat donne tort au gouvernement

Le gouvernement français a tort, sa position n'est pas conforme à la réglementation européenne. Rompant avec ses habitudes — et avec une attitude traditionnellement assez nationaliste, — le Conseil d'Etat a rendu publique, vendredi 3 février, une décision en matière de déductibilité de la TVA qui risque d'avoir de grandes conséquences. est en effet la première fois que la Haute Assemblée se prononce sur la conformité d'une réglementation fis-cale nationale avec le droit européen. Plus exactement, jamais le Conseil d'Etat n'avait accepté d'interpréter une directive commu-

li s'agissait en l'occurrence de la douzième directive concernant toutes les exclusions de droits à déduction engendrées par la TVA. La compagnie Alitalia avait protesté

auprès du gouvernement français après s'être vu refuser le droit de déduire la TVA sur les repas servis aux passagers en transit pour cause de retard. Pour Alitalia, ces repas faisaient partie des frais de la société. La compagnie italienne n'obtenant pas de réponse avait porté l'affaire devant le Conseil d'Etat.

Celui-ci, en donnant raison à Alitalia, apporte une première réponse, ou plutôt une première interpréta-tion, au projet de douzième directive que la Commission essaie depuis plusieurs années de faire concorder avec les droits nationaux.

Grosso modo, rappelons-le, la TVA est un impôt payé par le consommateur et, à son stade - par définition stade final. - il n'est pas déductible. Mais au stade amont

c'est-à-dire celui des entreprises, la TVA est une charge récupérable que les entreprises se transmettent d'amont en aval jusqu'au stade final où le consommateur la paie. L'ennui est que, pour un certain nombre de biens et de services, il est difficile de savoir si on se trouve dans l'orbite du consommateur final ou dans celle de l'entreprise. Les cas les plus connus — ceux qui posent le plus de pro-blèmes — sont les voitures d'anto-écoles, celles des VRP, mais aussi tout ce qui est repas, frais de récep-tion d'hébergement organisés par les

entreprises.

La France a toujours adopté une attitude très restrictive dans ce domaine. Pourra-t-elle la maintenir? cas d'ébranler sérieusement sa posi-

Marc Blondel S'affi

THE PARTY



14 - A1 74 750

Section 1 and party to the section of the section o Le samedi 4 février, à 17 heures, M. Marc Blondel, qui aura prochainement cinquanteet un aus, a été proclamé élu secrétaire général de FO par le comité confédéral national (CCN).

Edings in the second and a late to the second and t

I de promote:

we M. Pellerin

schario-fiction,

L. Georges Pergy

de la sur raine Carriera

200

· 🗢

Manage ings it freed because of

Second to the same

ي نيجي پ

2 ----

THE NAME OF

Il a aussitôt douné l'accolade à son rival malheureux, M. Claude Pitous, M. Marc Bloudel a

Présidé par le doyen d'âge, M. Patou (Loiret), le comité confé-déral national (CCN) de FO qui a abouti à l'élection de M. Bloudel a M. Blondel a M. Blondel a été extrêmement tendu. Immédiatement après la déclaration de candidature de M. Pitous, les affrontements ont commencé entre au prédent. Nous allons travailler « blondellistes » et « pitousiens ». Il y a en des échanges d'invectives et d'insultes, et certains responsables ont même parfois été au bord de

l'affrontement physique. · Ça a été sanglant », confiait un blondelliste. Moins offensifs que les blondellistes pendant le congrès, les pitousiens entendaient mener la bataille au CCN sur des questions de procédure. Ils comptai cela sur l'appui de M. André Bergeron, qui avait indiqué notamment qu'il voulait se préserver une « certaine liberté de comportement lors du CCN ».

L'un après l'autre, les pitousiens ont perdu tous leurs combats. Pour les blondellistes le nouveau secrétaire général de FO devait être élu sans scrutin secret et suivre la règle du « mandat impératif ». Ainsi les grands électeurs - les secrétaires - 3.00m généraux d'union départementale ne devaient choisir un candidat qu'en respectant le mandat résultant des délibérations de leurs instances. Pour les pitousiens de telles consultations ne pouvaient avoir qu'une valeur indicative, les grands élec-teurs se déterminant en dernier ressort en leur âme et conscience. Le - CCN devait, dans cette perspective, trancher les cas litigieux des UD de l'Aveyron et des Landes, dont les responsables avaient l'intention de voter pour M. Pitons alors que ieurs instances s'étaient prononc M. Blondel. Avec l'appui de M. Bergeron, ces deux pitousiens se sont vu retirer leur mandat au profit de

### Le «lâchage» de M. Bergeron

Après cette première défaite les pitousiens ont attaqué sur le terrain des cotisations. Se basant sur la résolution générale du congrès, ils entendaient obtenir que les fédérations qui n'avaient pas payé de coti-sations à la confédération avant 1984 ne puissent participer au vote. Trois fédérations blondellistes (chimie, éducation-culture, spectacles-presse) étaient visées. Là aussi, l'affrontement a été violent, des partisans de M. Biondel indiquant que les fédérations ne pouvant s'acquit-ter de leurs cotisations étaient celles qui se battaient le plus contre le patronat... La aussi M. Bergeron a tranché en faveur de M. Biondei, ne voulant pas risquer de voir le nombre réel d'adhérents de FO mis sur la place publique.

Les pitousiens ont également perdu sur la procédure de vote. Le vote n'a pas été secret comme ils le voulaient, M. Bergeron conservant chaque bulletin de façon que chaque instance d'union départementale ou de fédération puisse vérifier que le vote de son mandataire était bien conforme à ses vœnz. La leçon la plus nette de ce CCN - et la plus étonnante - est donc que M. Berge-ron a làché M. Pitons, qui était pourtant son candidat. Après la clôture du CCN, M. Bergeron l'aurait reconnu très explichement devant trois dirigeants pitousiens: « Je vous ai laché parce que je sais que vous, vous ne ferez pas scission. Ce láchage a contribué à empoisonner l'atmosphère du CCN, au point que M. Bergeron n'a pu achever une de ses interventions à la tribune, quit-tant la saile sons les huées des puonsiens lui criant : « Tu nous a

Après l'élection de M. Blondel, les dissensions se sont poursuivies. Contre toute attente, le Blondelliste André Roulet (finances) a été élu trésorier contre le pitousien Marcel Lalonde, pourtant très populaire dans les UD. Pour le nouveau bureau confédéral, M. Blondel a vonla jouer l'onverture en acceptant cinq sortants pitousiens sur six : MM. Pitous, Faesch, Derlin, Lalonde et Mourgues. En revanche, il 2 écarté M. Duffaud, accusé de l'avoir trahi. Ainsi, le nouveau burean confédéral, porté de donze à quatorze membres, comprend neuf blondellistes (sur dix candidats) et cinq pitousiens. Rejetant " «l'ouverture - de M. Blondel, les itousiens ont tous refusé de participer au vote. départementales (UD) et de vingt fédérations, soit 3 644 voix sur 6 798 (53,6 %). M. Pitous a obtenu l'appui de cinquante-cinq UD - alors qu'il en attendait de treize fédérations, soit 3 154 voix

recueilli les suffrages de quarante-huit suions

ron et Pitous, s'est montré rassurant: « La démocratie a joué. Je ensemble. FO est et restera une organisation réformiste. » Niant



toute infécdation aux trotskistes, il a ajouté: «Il n'y aura pas d'exclu-sion parce qu'à FO on n'exclut pas. - Anparavant, M. Bergeron avait appelé au rassemblement autour de son successeur : « Je ne doute pas que cela se fera. FO ne changera pas de route. Des plaies, il n'y en a pas, le sang n'a pas coulé. Nous sommes tous des camarades. Tout va bien se passer. FO apparaîtra toujours comme une organisa-

Une vision encore plus éloignée de la réalité au lendemain d'un congrès et d'un CCN où les déchirements de FO sont apparus au grand jour. Pen-dant la conférence de presse, des pitousions indiquaient qu'ils avaient été chassés de la salle du CCN par une soixantaine de militants blondellistes qui avaient crié leur joie dehors, avenue du Maine, dès la prociamation des résultats. Des pitousiens assurent être sortis en pleurant, tandis que leurs « camarades » chantaient « La maison est à nous » en leur faisant un bras d'honneur.

L'élection des trente-cinq nou-

veaux membres de la commission exécutive ne semble pas s'être faite non plus sous le règne de l'ouverture. Les résultats officiels ne seront publiés que le 7 février, trois candi-dats étant arrivés à égalité pour la trente-cinquième place. Mais les blondellistes auraient vingt-deux élns sur vingt-trois candidats, les pitonsiens treize sur trente-quatre. Pinsieurs lieutenants de M. Pitous sont éliminés : M. Huc (métallur-gie), M. Marçot (PTT), M. Fossé (agro-alimentaire), M. Clément (Drôme), M. Mairé (Paris). D'antres sanvent leur place de jus-tesse: M. Sohet (Nord), M. Gendre (Haute-Garonne), M. Walzer (Bas-Rhin), M. Gaudy (EDF).

### Radicalisation?

Les interrogations demeuren lourdes pour l'avenir de FO. Si l'écart entre M. Blondel et M. Pitous (490 voix et 7,2 points) est plus important qu'attendu, il n'empêche que la victoire de l'ancien responsable du secteur économique est relativement courte. Il a contre lui plus de la moitié des UD (cinquante-cinq) et treize fédérations, dont certaines sont importantes : métallurgie, PTT, EDF, Action sociale, cheminots.
Parmi celles-ci, même si tout risque
de scission paraît effectivement écarté, certaines penvent être ten-tées d'entrer « en résistance » face an nouveau socrétaire général, surtout lorsqu'elles ont été éliminées de la commission exécutive. « On a perdu la maison!», lachait un

Après un congrès extrêmement tendu, il sera bien difficile de « cicatriser les plaies », même si M. Blondel, qui va « sillonner la France », affiche une telle volonté en assurant qu'il n'y aura pas d'exclusions. Des règlements de comptes penvent se produire ici et là. Un des tests sera

constitué par l'attitude de M. Blondel face aux trotskistes qui l'ont appuyé dans sa campagne et qui étaient nombreux à manifester leur joie le 4 février au soir. - Nous sommes tous des mandataires, y compris le secrétaire général », avait rappelé, le 3 février, M. Alexandre Hébert, «patron» anarcho-syndicaliste de la Loire-Atlantique. Le nouveau secrétaire général saura-t-il s'affranchir de cet encombrant sontien on devra-t-il donner des gages d'orthodoxie?

L'autre crainte concerne la pers pective d'une radicalisation de FO. M. Blondel a confirmé qu'il s'appuierait sur les résolutions du congrès, qui laissent une marge de négociation quasiment nulle. Il a aussi fait référence au « syndicalisme de contestation». On pent donc s'attendre à un net durcissement à l'égard de la politique contractuelle, le successeur de M. Bergeron ayant souvent reproché à son organisation d'avoir, ces dernières années, négocié à reculons en entérinant bien des revendications patronales. Un reproche formulé aussi au congrès par plusieurs de ses lieutenants, comme M. Hupel (bâti-ment), M. Raignoux (Indre) ou M. Hébert. Une telle «grève de la signature» verrait alors FO rejoindre de fait la CGT dans un camp du refus et... ouvrirait un boulevard à la CFDT. M. Blondel, plus réaliste que doctrinaire, est suffisamment avisé pour savoir qu'une telle radicalisation aggraverait les divisions de FO. Or il s'affirmait bien décidé, le 5 février, à jouer «apaisement » et le «rassemblement». Mais il faudra compter avec l'amertume des «per-

MICHEL NOBLECOURT.

### Le nouveau bureau confédéral

Le nouveau bureau confédéral de FO est ainsi composé: Secrétaire général : Marc Blon-

Trésorier : André Roulet \*.

(Pas-de-Calais) \* : Maurice Derin \*\*; Antoine Faesch \*\*; Paulette Hofman \*; Jean Jayer \*; Claude Jenet \*; Marcel Lalonde \*\*; Jean-Claude Mallet (Mayenne) \*; Ber-nard Mourgues \*\*; Jacques Pé (défense nationale) \*; Claude Pitous \*\*; Roland Raignoux \*.

Parmi les membres sortants du bureau confédéral, MM. Bergeron Lerda et Doriac ne se représentaien pas. M. Duffaud n'a pas été réélu.

### REPERES

Commerce extérieur

Déficit record pour l'Italie en 1988...

a enregistre l'an demier son plus mauvais résultat, avec un déficit de 12863 milliards de lires (60 milliards de francs environ). L'année précédente, le déficit avait attaint 11143 milliards de fires, et sa dégradation en 1988 est liée à une aug-mentation des importations (11,4%) supérieure à celle des exportations (11,1%).

La balance commerciale italien

### ... excédent pour la Roumanie

Bucarest, Agerpres, a annoncé que la Roumanie avait enregistré l'an dernier un excédent commercial de 4 milliards de dollars (25 milliards de francs environ), résultat qui permet au président Nicolas Ceaus poursuivre son objectif d'élimination de la dette extérieure. Une politique agressive d'exportation, qui touche surtout les produits alimentaires, a été lancée par la Roumanie, afin d'accélérer le remboursement des emprunts. Cependant, selon des diplomates occidentaux, cette politique s'est traduite par des rationnements en noumiture, chauffage et électricité

## Un syndicaliste « de contestation »

manceuvrier», reconnaît volon-tiers M. Marc Blondel, le troisième secrétaire général de la CGT-FO, qui n'a pas sa langue dans sa poche. Mais, ajoute-t-il comme pour se disculper, « avant tout, je suis un militant ». Un militant qui rêvait tout haut depuis dix ans. alors qu'il était à la tête de la puissante Fédération des employés et cadres, d'occuper le feuteuil de M. André Bergeron.

Patience, embition et stratégie savamment calculées ont fait le reste. M. Biondel avait fortement envie d'être la numéro un. Il l'est. Bien décidé à exercer son pouvoir.

Le personnage, haut en couleur et en paroles, a toujours été très controversé dans son organisason ami, même si certains, dans la demière ligne droite, lui ont fait faux bond. Extraverti, il n'a rien de l'image traditionnelle de l'homme du Nord qu'il est. Il peut être fort convivial comme il peut montrer sans ménagement sa mauvaise humeur. Il a tout de l'épicurien, grand amateur de tauromechie, mais sait rester quatre heures à table, faisant honneur à la bonne chère et concluant son repas par un gros cigare. Avec ses bretelles multicolores et sa forte stature. il a presque la rondeur d'un chanoine, mais n'en a pas l'onctuosité. Ferme, et même dur dans ses combats, passionné dans les débats, il sait aussi se montrer sensible et attentif aux

### «Halte-là! Casse-coa!»

Né le 2 mars 1938 à Courbevoie, « par accident », M. Blondel a passé son enfance dans sa famille de mineurs à Hénin-Liétard (Pas-de-Calais) : s'il ne s'est pas aissé entraîner par la mine, a côtoyé de près, dans sa jeunesse, la condition ouvrière. Après son beccalauréet, il entreprend des études de droit. Puis il se lance dans une ronde de métiers qui ressemble bientôt à un ballet de petits boulots : vendeur sur les marchés, auxiliaire dans les PTT puis dans l'enseignement.

En 1966, à l'âge de vingt-huit ans. il entre en syndicalisme avec tougue et conviction. «Je suis un apparatchik », admet-il lui-même encore aujourd'hui. Mais, indéniablement, il a la tripe militante. En 1960, il devient permanent de l'Union des employés FO de la

Au sein de FO, il défend

sence dans les organismes par-taires, puis il la combat. En avril 1966, à la Mutualité à Paris, il intervient devant le congrès confédéral. « Si j'ai choisi la maison, lance-t-il aux délégues, c'est parce que je l'aimais, et c'est pour temps, je me sens obligé de dire : Halte-là l Cesse-cou l » En cou ! » sur le paritarisme et la politique contractuelle.

A cette époque, il juge aussi que « être la deuxième centrale de France, lorsqu'on sait qu'il y a 25 % de syndiqués, ce n'est pas Enfin il considère que la position de FO face à l'accord CGT-CFDT qui vient d'être conclu, est « rétrograde ». Il va même alors

reioindre Maurice Labi, un des responsables de la chimie, qui, six ans plus tard, entraînera une partie de sa fédération à la CFDT, en affirmant - toujours en 1986 : « Il faudrait suivre le côté aventureux du camarade Labi, qui ne se gêne pas, quand il s'agit de proposer l'unité, de l'ouvrir à tout le monde, c'est-à-dire à la CGT, à la CFDT, mais sur ses conditions. » Des péchés de jeunesse qui le rendent volontiers provocant, mais il n'e jamais caché que, sur certaines questions, il avait depuis évolué.

ment 18 voix d'avance secrétaire général de la Fédération des employés et cadres. Six ans plus tard, en 1980, il entre au bureau confédéral, où il assumera avec une compétence reconnue la responsabilité du secteur économique. Dès 1984, il se met sur les rangs pour la succession de M. Bergeron et se chargera luimême un peu plus tard de lui annoncer sa candidature. Il assure même que M. Bergeron lui avait promis de l'aider pour y parvenir, mais l'intéressé a toujours démenti, et il a ensuite fait son possible, du moins avant le congrès, pour l'empêcher d'y accéder. Ce n'était ni de près ni de loin son « dauphin ». Au

En 1974, il est élu avec seule-

l'emporte-pièce. M. Blondel aime à se mettre en avant. Il a les qualités pour cela : brillant orateur, bon débatteur, c'est aussi un négociateur pugnace, qui se flatte d'avoir négocié en militant du secteur privé de nombreuses conventions avec le patronat. C'est lui qui signera l'accord de 1969 sur la sécurité de l'emploi,

Amateur de déclarations à

1984, îl fait partie de ceux qui combattront le plus farouchement le projet d'accord sur la flexibilité de l'emploi : «On ne peut pas crier à la modernité et, em même temps, remettre en cause ce que les salariés, à travers la négociation, ont progressivement

En 1986, il s'opposera aussi, mais sans succès cette fois, à l'accord sur les procédures de

### «La revendication crée le mouvement »

Ce ieune grand-père têtu, dont une fille est militante à FO, affectionne aussi les conférences internationales, jouant un rôle très actif au Bureau international du travail où il est membre du conseil d'administration depuis 1981. Politiquement, il n'v a cas d'ambinon par opportunisme, mais par conviction ». Au moment de la guerre d'Algérie, il manifestait avec l'UNEF, et s'est même fait sérieusement tabasser par un CRS. Exclu un temps de la SFIO, à cause de l'Algérie, il y reviendra en 1970, après un court détour par le Parti socialiste autonome.

Depuis, il a toujours sa carte du PS, où il est proche de M. Mauroy, ∢ mon copain ventre-mou ». Franc-maçon, il est hostile aux « chrétiens de gauche », une de ses bêtes noires. Mais il se défend, majoré ses alliances, de toute sympathie trotskiste. Simplement, il a compté parmi ses amis Fred Zeller, l'ancien secrétaire de Trotski.

Se proclamant facilement archaïque », il estime que, si le syndicalisme « n'est pas porteur d'un projet global de société, par son action journalière il modifie le mode de vie ». Pour lui, « la pratique du contrat collectif permet à l'organisation syndicale de réaliser ses revendications sans les conditionner à la décision du législatif ». Ennemi de la « recomposition syndicale » et de tout rapprochement avec la CFDT, il défend le « syndicalisme de contestation », car, dit-il, « c'est la revendication qui crée le mouvement » et « le social prime sur l'économique ».

Mais, au-delà des mots, il y a fort à parier que cet homme intelligent et peu doctrinaire saura faire preuve de prudence et de pragmatisme.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Dans le cadre du développement du réseau international de la **BBL** (Banque Bruxelles Lambert)

La Banque Louis-Dreyfus

BANQUE LOUIS DREYFUS

vient d'acquérir 51% du capital de la Société Auboyneau-Labouret-Ollivier S.A.

Auboyneau - Labouret - Ollivier

avec vocation à détenir 90% du capital dans le délai d'un an.

Cette association permettra aux deux partenaires d'exploiter ensemble les opportunités de croissance offertes par la place financière de Paris dans le contexte européen et de mettre en commun des moyens élargis au profit de leurs clientèles respectives.



### La Commission européenne va proposer la suppression des paradis fiscaux dans la Communauté.

Invité au • Club de la presse • d'Europe 1 le 5 février, le président de la Commission de la CEE, M. Jacques Delors, a annoncé que la M. Jacques Delors, a annonce que la Communauté travaillait à la suppression des paradis fiscaux en Europe. - Pas plus tard que mercredi... nous allons proposer, du point de vue de la fiscalité de l'épargne, un système qui fait qu'il n'y aura plus de paradis fiscaux en Europe -. M. Delors, faisait allusion au rapport que M. Christiane Scrivener, commissaire européen à la vener, commissaire européen à la fiscalité, doit remettre le 8 février.

Luxembourg, principal paradis fiscal européen (lire dans le Monde de l'économie, page 19), serait le premier touché par un nouveau systême qui, selon des sources proches de la Commission, prévoit d'instau-rer un impôt de 15 7 au moins sur les intérets et dividendes touchés dans les pays de la CEE par des ressortissants d'autres pays membres de la Communauté. Selon M. Delors, Luxembourg devra donc choisir entre l'acceptation du noupéenne qu'il proclame urbi et orbi ».
car « tout le monde doit faire des

sacrifices vis-à-vis des autres -. Seconde victime de la suppression des paradis fiscaux : l'île anglonormande de Jersey, qui offre actuellement des traitements fiscaux intéressants pour les particuliers et surtout pour les entreprises. Luxembourg, de son côté, exonère les holdings de tout impôt sur les sociétés, et offre un traitement fiscal favorable sur l'épargne des investisscurs non residents.

En matière de fiscalité française. M. Delors a estimé que le poids des impôts indirects dans l'Hexagone était trop important par rapport à celui des impôts directs, et que l'harmonisation de la fiscalité européenne serait une bonne occasion d'éliminer ce déséquilibre.

Par ailleurs, le président de la Commission a jugé que l'idée de créer une COB (commission des opérations de Bourse) à l'échelon européen était prématurée.

### Aux Pays-Bas

### La privatisation du groupe chimique DSM accueillie avec chaleur

AMSTERDAM de notre correspondant

Conformement au calendrier prévu, les actions du groupe chimique d'Etat DSM, desormais privatisé à 30 %, devaient faire leur entrée à la cote officielle de la Bourse d'Amsterdam, ce lundi

Les 12 millions d'actions mises en vente entre le 20 janvier et le 2 février par l'Etat néerlandais, jusqu'alors seul propriétaire de DSM, ont été tellement demandées que le groupe chimique aurait pu être totalement vendu deux fois. Sa valeur est estimée à 3,8 milliards de

francs. De ce fait, les acheteurs n'ont pu être servis à la hauteur de leurs ordres. Les actions ont été attribuées sejon une double clé : moins de la moitié aux investisseurs étrangers essentiellement britanniques et suisses, le solde aux donneurs d'ordres néerlandais, avec une priorité aux particuliers. Ces derniers, dont l'intérêt massif (plus de cent mille demandeurs) pour la privatisa-tion partielle de DSM a constitué

> **AVIS FINANCIERS** DES SOCIÉTÉS

# **D**legrand

### ACOMPTE SUR DIVIDENDE

paiement à partir du 1º février 1989 un acompte sur dividende de 19,00 F par action ordinaire et de 30,40 F par action

une bonne surprise, reçoivent près de 30 % des actions, a fait savoir l'Amro Bank à la veille du weck-end.

Le même jour, la direction du constructeur automobile Daf Trucks a annoncé l'introduction en Bourse. au mois de mai, à Amsterdam et à Londres, de 60 % des actions actuel-lement détenues par un ensemble d'investisseurs néerlandais (60 %) et par le groupe britannique Rover (40%). Une augmentation de capital accompagne cette entrée en Bourse Pour 1988. Daf a réalisé un chissre d'assaires équivalent à 15 milliards de francs, et un bénéfice de 420 millions de francs (contre 189 millions en 1987).

### CHRISTIAN CHARTIER.

### SGS-Thomson excédentaire de 14 millions de francs

SGS-Thomson jubile: pour le premier exercice complet depuis sa créationen juillet 1987, l'entreprise italo-française affiche un bénéfice de 2,2 millions de dollars (14 miltions de francs) pour un chiffre d'affaires de 1,085 milliard de dollars (6,9 milliards de francs). Certes, ce chiffre s'entend avant impôt et hors éléments exceptionnels, mais il constitue un retournement de tendance par rapport au premier exercice fiscal ayant suivi la fusion (perte de 131 millions de doi-

Parmi les motifs de satisfaction, la société s'enorgueillit d'avoir enre-gistré un taux de croissance 26,3 %) deux fois supérieur à celui affiché par des entreprises ayant récemment fusionné. Elle a en outre dépassé pour la première fois la barre du milliard de dollars de chiffre d'affaires. Avec Philips, SGS-Thomson est le seul groupe européen à réaliser cette performance.

COMPAGNIE FRANCAISE DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE

Poursuívant sa politique de développement dans le domaine de la loca-tion d'équipements de chantier, CFAO vient de prendre le contrôle du groupe canadien Perco.

Cette entreprise, dont le siège se trouve à Montréal, est établie dans sept villes parmi les plus importantes du Québec et se situe au premier rang des sociétés de location dans cette province dont l'activité économique est

Aux Etats-Unis, sa siliale AAER (All American Equipment Rental Inc.), dont le siège est à Tampa en Floride, dispose d'un réseau couvrant six localités de cet Etat où le secteur du bâtiment et des travaux publics

Ce groupe opère sur des marchés d'avenir et réalise d'excellentes perfor-

COURS DE L'ACTION



TOTAL CFP

MINITEL

3614 CODE TOTAL CFP.

TOTAL CFP - Service d'Information des Actionnaires -5, rue Michel Auge 75781 PARIS CEI (EX In FRANCE rél. 47-43-77-33

### LES INDICES HEBDOMADAIRES **DE LA BOURSE DE PARIS**

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTICAE ET DES ETUDES ECONOMIQUES te génèr, de base 100 : 31 décembre 1988

	27 janu.	3 tév.
	-	~
Valeurs franç, à rev. variable .	107,6	109,2
Valents industrielles	108,9	112
Valeurs étrangères	108,3	109,1
Pátroles-Energia	114,6	111,2
Chárnie	106,2	108,4
Métallurgio, mécanique	107,9	115,1
Electricité, électronique	104,8	108,3
Bătiment et matérialex	108,1	113,8
ind. de consommet, non alim	107,3	106,6
Agro-alimentaira	114,1	116,2
Distribution	109,3	109,4
Transports, loisirs, services	107,3	108,4
Assurances	108,5	106,9
Crédit banque	104,7	102,6
Siconi	98,3	96,9
Immobilier at foncier	701,1	101.1
investissement at portafécille .	107,1	107,5

tet 100 99.1 mmis et essimilée 100,5 100 100,7 100 Base 100 en 1949 

99.2

Base 100 es 1972 Valours franç. à rev. veriable . 951,3 969,5 Valours étrangères . . . . . 673.6 977.8 Base 100 : 31 décembre 1980 | tedice des val. tranç. é rev. fixe | 122.1 | 121.4 |
Emprust d'Etat	120.5	119.7	
Emprusts garantis et assimilés	122.3	121.7	
Sociétés	122.8	122.8	122.8

COMPAGNE DES AGENTS DE CHANGE 302,3 480 345,4 616,6 596 700 410,4 518,9

Base 100 : 31 décembre 1981

Une douzième année de hausse Pour la douzième fois consécupasse de 2 928,71 points à 6 236,72 points, gagnant 88 %.

Bourse de Taiwan

A mi parcours elle avait fait même beaucoup mieux avec l'indice parvenu à 8 789,78 le 24 septembre 1988. La Bourse de Taiwan sera fermée pour huit jours à l'occasion des fêtes du nouvel an chinois. Pour la même raison, les marchée financiers et commerciaix. marchés financiers et commerciaux seront fermés les lundi 6 et mardi 7 février à Kuala-Lumpur, Singapour et Hongkong.

### Havas : pas de droits de garde pour les petits porteurs

Les actionnaires ayant souscrit à l'offre publique de vente des actions Havas lors de sa privatisation et qui n'avaient reçu que 3 actions pour 10 demandées ne se verront pas facturer de droit de garde pour 1989, compte tenu de la date de l'attribution pour la contrata de la date de l'attribution gratuite dans la plupart des établisse-ments bancaires.

La société rappelle que les petits actionaires qui ont conservé leurs actions jusqu'au 3 janvier 1989 ont reçu à partir du 10 janvier dernier un montant en espèces égal aux 3/10 de la valeur d'une action, soit 208,83 F pour 3 actions détenues.

### PARIS, 6 #evrier 4

### Repli

Vivienne. Après avoir commencé par monter légèrement (+ 0,09 %), la Bourse de Paris a rendu la main. En fin de matinée, tout le terrain péniblement gagné avait été reperdu (- 0,02 %). Dans l'après-midi, le repli se poursuivant, l'indicateur instantané accusait une baisse de 0,59 %.

Les professionnels ne se disaient pas surpris par l'attitude frileuse du marché. La menace d'un ranchérisement des taux d'intérêt, après la confirmation aux Etats-Unis d'une croissance vigoureuse, n'est pas vaine. En outre, la conférence me taire des sept grands pays industria-lisés a été décevante.

Peut-être la Sourse comotait-elle un peu trop sur un résultat tangible. Il n'y en a pas, pour les milieux nciers du moins. Enfin, force est de constater que depuis quelque temps, la Bourse ouvre la semaine sur un repli des cours, favorisé cette fois par le voisinage de ses plus pensaient que l'événement serait ntervenu vendredi demier. Il faudra encore attendre un peu. Quelques jours ou quelques semaines? Nul ne saurait le dire. Un fait est certain : le ega sara difficile. A moins qu'il ne s'effectue sans coup férir.

Dans l'immédiat, l'intérêt s'est concentré sur le BHV, vedette de la ioumée. L'annonce par Elf-Aquitaine d'un bénéfice net accru de 70 % a revigoré l'action de la compagnie

Enfin. Eurotunnel a encore été très travaillé. Près de deux millions de titres ont encore été échangés et le cours de 90 F a été accroché.

Les mouvements sociaux sa calment après les assurances reçues par l'intersyndicale.

### TOKYO, 6 février 1 Nouveau record

La semaine s'est ouverte en fanfare tant pas laissé augurer avec le retour de quelques ventes bénéficiaires. Mais la reprise se réamorçait dans l'après-midi-et, à la clôture, l'indice Nikket s'éta-blissait à 31 828,75, son plus baut art à 31 828,75, son phus niveau de tous les temps avec un gair de 142.97 points (+ 0,45 %).

D'après les professionnels, cette reprise a été en majeure partie liée aux prises de position habituelles en début de terme boursier. La demande, très forte surtout en fin de séance, s'est concentrée sur les valeurs des établisconcentrée sur les valeurs des établis-sements financiers, ainsi que sur le bâtiment et les travaux publics, « Les investisseurs ne veulent pas trop se préoccuper de la valeur du dollar », faisait remarquer M. Toranobu Sugaï, courtier chez Sheanson Lehman Hut-ton Asia. L'activité, bien qu'en dimi-nution, est restée assez Torte avec 1,3 milliard de titres échangés contre 1,94 milliard à la veille du week-end. 1,94 milliard à la veille du week-end.

VALEURS	Cours du 3 fée.	Cours du 5 %
Akai Bridgestone	726 1 440	715 1 420
Canon	1 510 3 590	1 510 3 580
Honda Motors	2 100 2 480 1 170	2 100 2 490
Micsubishi Heavy Sony Corp	7 060 2 570	1 170 7 210 2 550

### FAITS ET RÉSULTATS

● La CFPI rachète la firme américaine Lobeco. — La Compagnie française de produits industriels (CFPI), spécialiste de la labrication sur mesure de produits chimiques fins, vient de racheter la firme américaine Lobeco. Le prix de cession n'a pas été communiqué. C'est la seconde acqui-sition faite par la CFPI dans la chimie fine en six mois après le rachat de la SEAC, une affaire française placée sur le creneau des produits destinés à la rmacie et à la photographie.

Lobeco Products Inc, installée en Caroline du Sud, réalise un chiffre d'affaires équivalant à 50 millions de francs. L'entreprise se consacre à la fabrication d'intermédiaires pour colorants et de produits chimiques pour l'industrie et l'agriculture. La CFPI a déposit au l'entre l'entre le CFPI a dégage pour l'exercice écoulé un bénéfice de 18 millions de francs sur un chiffre d'affaires de 1 milliard de

• Pertes sur le MATIF : la SBF condamnée à verser des dommages et intérêts à un de ses anciens employés. - Le tribunal de grande instance de Paris a condamné la Société des

Bourses françaises (SBF) à verser 150 000 F de dommages et intérêts à l'un de ses anciens employés, M. Jeanran de ses anciens employes, M. Jean-François Roisné. Ce dernifa l'avait assignée en justice pour diffamation à la fin de l'aonée dernière (le Monde du 22 septembre 1988). M. Roisné avait porté plainte sur la foi du communiqué de l'ex-chambre syndicale des agents de change daté du 10 juin 1988, qui hui de change daté du 10 juin 1988, qui hui imputait l'entière responsabilité des pertes enregistrées sur le MATIF et evaluées à l'époque à 500 millions de francs. La SFB a fai appel à ce juge

• RMW : ventes en lansse de 25 %. – Le constructeur automobile ouestallemand Bayerische Motoren Werke AG (BMW) a fait état d'un chiffre d'affaires consolidé de 24,5 milliards de deutschemarks en 1988 (+ 25,9 %). Le bénéfice net devrait atteindre » le niveau des années précédentes » (375 millions de deutschemarks pour 1987).

La production automobile a augmenté de 4,9 % en volume pour attein-dre 484 121 véhicules.

### LE MARCHÉ DE L'ART SUR MINITEL

GALERIES et MUSÉES Annoncez vos expositions sur Artline

> (16) 61-70-77-29) **36.15 LEMONDE**

Code ARTLINE

# PARIS:

Second marche (sélection)										
VALEURS	Cours préc.	Demier cours	VALEURS	Cours préc.	Dermer cours					
Armanit & Associés		517	La Conretede Sistem.		325					
Asystel	276	280	Legdinstánnát		353					
BAC	340	340	Loca in <del>vestionment</del>		269					
E. Demachy & Assoc	535	530	Locaric		160					
BTCW		490	Meshry Mining		158 558					
BLP	****	718	Wendoge Interest		165					
Bombo	508	508	Négrosavica		781					
Bolloxé Technologies	910	895	Maken	242	240					
Baittoni	1050	· · · · ·	Manufe Delesas		942					
Câbies de Liyon		1704	Olivetri-Logabax		225					
Catheson	****	600	One Gest Fig.	••••	315					
Cardi	. 850	850	Pennst	438	442					
CAL-de-ft (CCL)		355	P.F.A.S.A.		403					
CAT.C	136	136	President Cirile Feet		99					
CDME	14.73	1500	Présence Asseranta	420	415					
C. Experp. Elect		341	Publicat Filosoph		615					
CEGID	299	899	Razei		796					
CEGEP		237	Rémy & Associés	350	335					
C.E.PCommunication .	1790	1800	St-Gobain Emballings		1748					
C.G.I. Informatique	1245	1200	St-Honosé Marianos		215					
Ciments & Origay		620	SCGF.4		326					
CN1ML		***	Segis	405	405					
Concept	280	281	Selection Inv. (Lyon)		108					
Conforanta	>>	884	SEP.		434					
Creeks		432 10	SEPR.		1320					
Dafsa			Senibo	431 60	488					
Dauphin		1490	S.M.T.Goopil		345					
Devestay	1058	1066	Socialian	700	670					
Deville	590	590	Supra		239					
Editions Belland		103	开1	390	396					
Bysees Investiseem	24 10	23	Uniog		205					
Finacor		240	Unice Feanc, de Fr.		490					
Gr. Fractier Pr. (G.F.F.) .	240	240								
Guictorii		585	LA BOURSE	CHD	SINITE					
ICC	••••	227 30	TH BOOUSE	א מטכ	MUNITEL					
DM	****	269		TAP	F7					
16.F	106	101								
M2	258	ļ <u>i</u>	<b>UV-1</b> 2	LEM	ONDE					
lat. Metal Service	١	674								
I										

### Marché des options négociables le 3 février 1989

Nombre de contrats : 27 200.

	PRIX	OPTIONS	D'ACHAT	OPTIONS DE VENTE			
VALEURS .	EXERCICE	Mars	Juin	Mars	Juis		
	exercit:	dernier	dernier	dernier	dernier		
Accer	608	41	-	7	-		
CGE	400	40	61	6,50	13		
EM-Aquitaine	406	36	_	3,49	7,50		
Lafarge-Coppée	1 559	87	158	27,18	38		
Michelia	182	31	48	1,10	3,10		
Midi	1645	110		45	-		
Paritas	488	34	46	18	~		
Progeot	1 400	212	256	3,50	19		
Saint-Gobain	680	39 -	56	10,56	-		
Société générale	480	<u> -</u>	41	13	20		
Thomson-CSF	240	14.20	22	9	11		

### MATIF

Notionnel 10 %. - Cotation en pourcentage du 3 fév. 1989

Nombre de contrats	: 69 901.									
COURS	ÉCHÉANCES									
	Mars 89	Jai	n 89	Sept. 89						
Dernier Précédent	107,08 107,14		i,56 i,64	106,74 106,86						
	Options	sur notionn	nel							
PRIX D'EXERCICE	OPTIONS	D'ACHAT	OPTIONS DE VENTE							
I KIN D LAUNCICE	Mars 89	Juin 89	Mars 89	Juin 89						
106	1,09	1,40	0,15	0,82						

### **INDICES**

### **CHANGES**

Dollar: 6,4180 F 1

La hausse du dollar, amorcés dredi 3 février après l'annonc d'une augmentation des création rompue par les interventions de banques centrales, a repris lundi 6 février à vive allure. Les marchés ont été déçus par l'absence de communiqué à la suite de la

réunion du groupe des Sept. FRANCFORT 3 fev. 6 fev. Dollar (en DM) . 1,8760 1,8850 токуо 3 lév. Dollar (en yens) . 129,27 129,75 MARCHÉ MONÉTAIRE

(effets privés) Paris (6 fév.). ..... \$3/8-\$1/7% New-York (3 fév.)..... 91/1%

# PARIS (INSEE, base 100: 31-12-88) (Sbf., base 100: 31-12-81)

**BOURSES** 

چ. . <sub>ا</sub>. محمص .

**---**---

Ches changes

the state of

Indice général CAC . 451,69 457.10 (Sbf., base 1000: 31-12-87) Indice CAC 40 . . 1 683,26 1 693,25 (OMF, base 100: 31-12-81) Indice OMF 50 . . 471,43 **NEW-YORK** (Indice Dow Jones) Industrielles . . . 2 333.75 2 331.25 LONDRES (Indice «Financial Times») Industriciles . . . 1 667,8 1 689
Mines d'or . . . . 167,10 166,9
Fonds d'Erat . . . 88,67 88,92

TOKYO 3 Sev. Nikket Dow Janes .... 31 685,78 31 828,75 Indice général . . . 2478,12

### LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

İ	COURS DU JOUR			UN MOIS				DEUX MOIS				SIX MOIS		
	+ bas	+ hout	Re	P.+	00 d	έφ. <u>–</u>	Re	p. +	<b>00</b> d	ėρ. ~	Re	p. +	ou đếp. –	
SE-U.	6,4638	6,4088	-	35		18	l_	65		48	Ι_	285	- 115	
Scar	5,4935	5,4125	-	120	-	85	-	249	~	190	<b>∤−</b> .	725	- 695	
Yea (196)	4,9310 3,3975	4,9398 3,4025	÷	157	<u>÷</u> .	189	ļ٠	348	+	380	_	005	+ 1120	
Floris	3,9165	3,0140	‡	68 44	+	.55	<b>∤</b> ‡	139 104	+	162 122		4 <b>6</b> 2 318	+ 470 + 374	
FB (160)	16,2225	16,2435	+	122	+	202	۱+.	255	+	395	1+	710	+ 1090	
L(1 000)	4,0029	4,0975 4,6675	<u>+</u>	87 128	<u>+</u>	184 90	ł±	190 268	+	217 218		570 730	+ 665 - 620	
£	11,1125	11,1275	_	370 .	_	325	<u> </u>	756	_	675		890	- 1670	

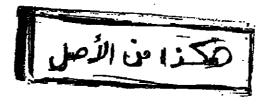
### TAUX DES EUROMONNAIES

	_									
SE-U	8	7/8	9	1/8	9 1/8	. 9 1/4	9 1/4	9 3/8	9.1/2	9 5/8
DM	5	3/4	4	-,-	5 15/16	6 1/16	6 1/16	6 3/16	6 3/8	6 1/2
Florie			ě		6 7/16	6 9/16	6 7/16	6 9/16	6 172	4 5/8
F.B. (100)					7 3/8	7 11/16	7 5/8	715/14	1 7 7/E	2 3/16
FS	4	3/2			5 5/8	5 2/4	5 3/4	5 7/2	412/16	5 15/16
1.71.666	ιř	2,0			11 5/8	12 1/8		12 1/0	17 7/8	12 1/4
L(1999)	133	3/4	72	-7-	12 7/8	72 1/0	12 7/2	12 //0	11 7/8 12 9/16	12 11/16
F 6	146	377	- 13	E 10	16.770	9 12/16	12 7/8 8 13/16	13	77 7/10	0 1/0
F. franç	8	1/4		5/8	8 11/16	8 13/16	8 13/16	8 15/16	9	9 1/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en le matinée par uns grande banque de la place.

# Marchés financiers

							1 V											Cours relevé: à 15 h 03	s <b>[</b>
<u> </u>	SU.	URS	E I	DU	6	FEV	RIE	<b>R</b>							Cor	VALEURS	Cours Premier précéd. cours	Demier % + -	1
		ALEURS Cours	T	mier %				Rè	gleme	ent m	ensue	<u> </u>		Premier Destilet	-   *	98 Chase Marit 95 Echo Bay Mines	201 50 204 91 10 94	204 + 12/ 93 90 + 2 90 10 76 50 + 2	
3	580 C.N.	£ 3% ± 3758	3770 3758	5 - 0:	35	ALEURS Cours	Premier Dernier	% Comper	VALEURS	Cours Premier précié. cours	Demier % cours +-	Compen- sation	VALEURS Cours	cours cours	+- 18	77 De Baers 170 Deutsche Besk .	75 76 1805 1787 1026 1030 56 10 56	10 75 50 + 2 1800 - 0 2 1018 - 0 7 58 - 0 1	8
11	187 C.C. 109 Crés	P. T.P 1070 F. T.P 1191 & Lyon. T.P. 1128 aut T.P 1749	1071 1071 1189 118 1125 112 1752 179	9 - 0 5 - 0	09 835 C	SEE * 685	665 665	- 2 92 1250 - 0 67 3620	Legrand * · · ·	3720 3721	500    741   + 05  2650   - 14	6 590 9 805	Salveper 2110 Salveper 715 Sanofi * 824	2100   2100   715   715   825   819   794   793	061	57 Orlefontein Ctd . 590 Du Pont-Nett 286 Eastman Kodak . 26 East Rand	56 10 56 849 652 313 310 29 40 29	652 + 04 310 - 09 05 29 - 13	6 8
	753 Pile  310 Sel	selt T.P   1748 me-Poul. TP .   1823 Gobein T.P   1312 meson T.P   1320	1869 186 1311 131 1320 132	g + 2 11 - 0	19 460 C 08 3300 D 1670 D	486 1   Senset S.A.   3235   District   1625   Mr. P.A.C. 0.3   207	0 468 463 3226 3230 1650 1685 215 215	- 0 15 2700 1420 + 3 86 2490	Leroy-Somer	1390 1350	1360 - 14 2480 - 00 710	15 800 H	S.A.T. # 775 Seci-Chât (h) # 309 Seupupest (Na) 1020 Setonida # 695	311 307 1020 1020 591 698	- 065	265 Electrolus	306 304 383 50 393 282 291	393 - 0 1 60 291 60 - 0	3 4
1	630 Acc	637 Liquide 618 2865	630 63 613 61 2900 291	31 - 0 14 - 0 76 + 3	365 365 D 387 510 D	06v. P.A.C. (Li) . 207 26v. R. Sud-Est 360 0.M.C	356 356 540 530 380 370	- 1 11 710 - 1 67 436 - 1 07 885	Location to	460 468 90 815 820 380 370	459   - 02 830   + 18 367   - 34	84 57 42 695	Schneider ± 635 S.C.O.A.★ 633 S.C.R.E.G. ★ 732 Seb ★ 1050	0 63 62 90 748 725 1050 1041	- 096 - 096	330 Ford Motors	358 368 48 05 48 112 20 111 306 50 307	48 - 0 40 111 40 - 0 50 307 50 + 0	10 71 33
į:	2000 Als 355 Al	Supern	2050 205 351 10 31 512 44 2580 28	50 - 3 95 20 - 3	2 51 2860 . 0 3 68 855 0	Ducks France * 3050 Duchez * 888 Duchénii Lebié 1175	3050 3065 892 871	+ 0 48 345 - 1 91 3730 1580 - 3 06 80	LVMH*	4100 4089 1645 1675 88 25 91	4015 - 21 1875 + 1 89 20 + 1	82 455 08 1620	Sefireg *		+ 161 - 006 - 270 + 084	SOS Gén. Belgique - SSO Gen. Motors	781 784 578 579 158 15	579 + 0 50 157 50 - 0	
	610 At 975 At	joen, Prince 🛊 . 2612. seedet Roy 🛊 - 612 st. Entrapt. 🛊 959 v. Desmalt 🛊 - 729	968 9	50 -	094 1720 1 082 980	ÉSEX (Gén.)★ 1800 Esco ★ 1840 Bectrofinanc. ★ 1905 El S Descarbt 532	1830 1835 1010 999	- 027 190 - 060 430 - 188 265	Mar. Wendel ★ Matra ★ · · ·	206   200 430   430 287   290 3970   3906	200 - 2 430 - 1 282 20 - 1 3950 - 0	730 67 525 50 1110	SEC# 714 Signed-U.P.H. # 522 St. Rossignol # 1100 Signed # 935	525 525 1110 1090	+ 057 - 091 - 107	53 GdMetropolitai 36 Hermony 80 Histori 1010 Hoschet Akt.	37 3 80 40 8	7 3740 + 1 030 8030 - 0 8 1048 + 0	12 19
: 1	445 B	AFIP ± 421 ell Equipera ± 307 ell Investiss ± . 847	425 4 7 310 3 2 842 6	310 + 842	0 98 430 360	El S. Dessauk   532 El-Aquitaine 423 - (certific ) # 351 Eneda BF 1250	423 438 360 367 1230 1244	+ 3 78 3684 + 4 56 84 - 0 48 19 - 0 54 169	Messleuropk -	142 70 143 209 20 213 1680 1660	149 50 + 4 210 + 0 1655 - 1	38 510 49 142	Sigos tr	490 487 10 144 60 144 6 90 179 90 179 9		120 imp. Chemical 775 iBM 330 iTT		0   830   + 0 19   348 90   + 0 19   60   221   - 0	24 69 90
:	320 B 540 C 555 B	N.P. C.I. #	1 651 5 547	544 - 550 +	127 3800 476 1750 107 360	Essilork 370X Essil int (DP) k . 1722 Esso S.A.F. k . 344	1771 1768 345 340 1	+ 267 19	4 Mich. Bla SA fr. O Mich. Salsing (Mal B. Mich. Salsing (Mal	224 225 431 440 138 90 138	223 - 0 440 + 2 135 - 2 1202 - 0	2 09 3 3 3 4 0	Sodesho # 3680 Sogenal (Ny) 120 Sogenation 350	3690 3690 119 119 385 367	- 083 + 338 - 216	220 ito-Yokado 300 Mac Donaki's 123 Marcushita 380 Merck	337 50 3 123 10 1 416 80 4	342 23 40 123 60 + 17 50 418 + 1	1 33 1 4 1 1 29
	920 835	Adghin-Say tr 65 Sarger (Mar) 91 Sic tr 81 RLS-tr 42	5 916 6 820	916 + 815 -	0 11 1760 0 12 1410 2690	Euroteanork 1777 Eurocean & 1444 Euromarchéik 280	0 1440 1420 9 2745 2800	- 139 117 - 032 15 - 013 43	Navig, Maria 🛊 Nord-Est 🛊 - Nordon (Byl .	. 150 149 . 450 457	151 + 1 457 + 805 -	0 67 2740 1 58 1650 0 86 715	Somm Alib. # 278 Source Perrier# 177 Sovec # 73	1 1775 1770 0 730 722	- 006 - 110 + 058	390 Minnesota M. 300 Mobil Corp. 220 Morgan J.P.	307 3	32 10 232 10 +	0 65 0 48 0 17
	405 3120 640 82	Boograin S.A. # 319 Boograins # 63	0 3200 3	532 + 90 +	032 64 227 1400	Eurotoonel 🛪	6 55 93 89 5 5 1460 1430	- 035 92 + 152 14	25 Occid. (Gén. H 50 Omn. F. Paris k	950 940 1450 1460	925 - 1450 480	2 53   450 970 305	Strator tk 97 Sunz	5 958 975 7 332 327		1120 Nixxforf	1170 134 90 115 80	70   1170    34 90   134 90     15   115   -	0 69 0 22
i	690 600	A.S.M. *	85 690 58 687 50 2770	2690 -	1340 + 0 15 1150 - 2 55 200 + 1 53 215	Fichet-Baucherk 112	0 1120 1115 06 20 206 50 207 31 290 287	- 137 4		4152 4155 494 90 495 438 440	490 - 442 +	031 500 099 1180 091 4110 1 17 230	Tales Luzenec ± 113	30   1150   1133 30     42   241 50   237	- 207	2210 Petrofine 845 Philip Monis 110 Philips	106 10	700 E97 + 107 90 107 90 +	0 58 1 70 0 34
	605 2300 210	Carrefourt 34 Casinot 2		3375 212	- 074 1770 - 167 1350 - 034 465	Fromager, Balt 17 Gal, Lufayetter 13 Gescognet 5	00 1301 1290 00 489 489	- 077 12 - 020 -	Pechalbronn Pechinary CIP	4 425 425 411 411	423 50 - 410 20 -	0 35 420 0 18 91 1 14 1210	Total (CFP) ± 4   - (certific.) ±   T.R.T. ± 12	91 60 91 90 60 1245 1240	50 - 120 - 159	385 Quilmis 390 Readfortein 375 Royal Duts	423 390 50 379 50	423   423   384 50   384 50   - 377 20   377   -	154 066 017
	145 990 1050	Castor. Dub. L 10 C.C.M.C 10	100 1000 170 1065 168 655	1000 1085 670	- 0 47 610 + 0 15 595	Géophysique k . 5 Gerland k	37 1900 1850 85 582 584 118 620 620 30 3400 338	- 0 17 17 + 0 32 14 - 1 31	Person Ricar Peugeot S.A. Poliet it	1575 1590 680 680	1589 - 667 + 1035 -	0 38 430 1 06 880 - 0 48 540	U.C. *	20 919 916 47 536 54 53 834 83	3 - 022	41 Sent. & Ser 48 St Helens C	nchi 45 45 o . 45 95	46 30 46 30 4 46 80 46 80 -	187 075 143
	480 2150 415	Cerus + 2	193 491 195 2030 426 426	484 2039 417	- 183 3350 + 020 980 - 211 930	GTM-Entrep. * 12 Guyenne-Ges. *	23   1205   1158 309   935   92 342   339   33	+ 220 50 - 219	130 Prétabail Sic 680 Primagez k 645 Primarapaix 990 Promodés it	717 725 625 63 3199 325	728 + 538 + 3235 +	153 B86 1208 189 113 719	S U.C.B. * ····	193 10 192 19 725 715 72 870 685 68	11   +31	1 41 Shell trans 3 1780 Semens A	0 41 90 G 1803 354	1900 1792 359 359	- 024 - 061 - 141 - 039
3	1460 1270 1220		480 1477 310 1309 358 1335	1296 1332	+ 034 320 - 107 700 - 191 600 - 102 1300	Hann (Laix	770 770 75 610 605 60 350 1338 135	- 082 + 037	990   Promodes fr 620   Radiotechn. 99   Raff. D. Tot 1370   Radioms L.	# 737 74 si # 112 50 11 si # 3401 340	111 90 5 3390	+ 027   62 - 053   34 - 032   36 - 130   79	Valourec to	354 50 355 34 359 90 359 90 34 785 784 71	B5	7 52 Teleforuca 225 T.D.K 51 Toshibe C	221 90 arp. 54	222 222.50 54 53.90 397.20 395	+ 027 - 019 - 088
111	565 178 346	Clash Middleters.	585 569 182 80 181 346 340	580 184 338 747	- 1 02 1300 + 0 77 310 - 2 03 326 - 0 40 295	Imétal *	369 387 37 304 307 30	+ 306 - 132	R-Poulence 330 Robur finan Roussel-Uc	CIP# 616 62 c 320 32 sef# 1705 172	0 320 0 1700	16 - 029 17	Amex Inc Amer. Express -	197 50 199 90 1 203 204 90 2	71 10	22 275 Unit. Tech 99 465 Vasi Resi	283 465 10 415	289 80 289 80 463 463 463 416 50 418	+ 2 40 - 0 45 + 0 72 - 0 29
1	730 235 850	Compt. Mod. #	750 740 237 221 919 912 826 925	234 50 918 920	- 105 7190 - 011 525 - 065 1500	hat. Meiser k htterfælk htterælækjæk	7270   7290   715 528   528   52 1642   1600   15 1205   1210   12	4 - 076 1 - 432 10 - 041	1060 RUctaf-C7 3580 R. tmpér. 1 175 Sada	y) 3550 350 175 1	0 3500 15 175 10 1561	- 141 11 	14 Anglo Amer. C 30 Amgold 60 BASF (Akt)	424 50 408 4 991 1000 9	108   - 31 195   + 0 148   + 0	89 175 West Dec 40 370 Xerox Co 10 200 Yamanou	np 412 ndi 195 10	405 405 195 195	- 170 - 005 - 303
· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·	855 485 215 475	Créd. Foncier & C. F. Interver. & C.C.F. &	503 503 215 212 1 489 508	506 - 10 211 494	+ 0 50 1150 - 1 86 880 - 1 1660 - 1 02 1520	O Labinal * O Lab. Relico *	930 950 9 1690 1711 17 1588 1585 15	1 + 243	1630 Segara * 615 Seint-Gota 1280 St-Louis *	in 623 6	16   B11	- 223	88 Buthelstoot	87   87 104	86 90 \ - 0	23 1 230,230,25			/2
ه غد و	1070		1172   1168	1160.		Compt	ant (séle	ction)			xers Dernier	VALE	CAV (sélec		ALEURS	Emission Rechet Freis incl. net	VALE	JRS Emission Frau Incl.	Rachat net
3	-	ALEURS	% %	do V	ALEURS	Cours Demier préc. Cours	VALEURS	Cours préc.	cours	LEURS P	éc. COUTS		1015 59	990 82 Francis	Régons	1158 13 1124 40 28 47 28 47	Pigrate bevestes	731 39	260 19 698 22 1112 32 •
f, y	-	Obliga		CTM	Fjeens, del	203 60 705	Machines Bell Magasids Uniprix Magnant S.A		138 10 Virtx Water	mSA	708	Action Actions For Actions Sile	529 81 schormass 634 38	510 66 Fruction 611 45 Fruction	Epargoa	29 13 28 45 33 13 32 6 112889 01 112889 01	Placement of Placement J	Hustrag 74179 71 57107 04	74179 71 ◆ 57107 04 ◆ 55734 90 ◆
<u> </u>		9,80 % 77 % 78/93	125 17   62/ 102 35   58	12 Codes	de (Ly)	750 750 1306 1300 345	Mariames Part. Maria Dáployé Mors			lu Maruc l	·	A.G.F. Acti	631 68 088 (88-CEP) . 1151 28 0	1123 20 Fructo 615 44 Fructo	tence	2870 28	Premiero Ob	117 42 igasons 11038 02	114 28 11025 99
1 5. i K	10,5	20 % 79/94 25 % 80/90 20 % 82/90	105 50 45 103 15 90 106 35 10	03 Com	ighes odestrielle p. Lyon-Alesn.	365 3450 483	Hevig, Diat. del	380 10	361 479 50 2300 A.E.G.		50 120 421	A.G.F. For	1109 15 cier 112 70 priords 451 50	109 95 Fructi	ecu Promise	. 439243 43814	Pris/Associa	21968 83 123 48	21968 83 120 44
	- 15°	% juin 82 80 % fév. 83 40 % déc. 83	108 80 10 6 110 30 14 6	002 C.M. 725 Drid	contin (La) LP	15 90 560 565	Ordel (L.) C. L Origin)-Desertate Palais Nouveauti Paluel Mesmont	1250	722 Alcan 745 Algen	Aksti	220 220 126 125 30 411 408 50	AGF. OB	123 0 UG 1118 8 curisi 10870 7	1 113 23 Fueur 1 10870 71 Gest	ubigion	1150 21 1112 3 60600 66 80449	il Records	ts Retxasta . 1 165 75 prestreis	163 30 5526 95
	12,	20% oct. 84 % feb. 85	110 05 41 113 33 10	044 Cr.1 549 Crá	Universal (Cie) ditel blay S.A	152	Parinance Parinas-CP Parinas-CP	225 70	380 Arn. P 380 Arbed 301 Arbed	etrofina	415 720 724 200	Aglimo . Absli	563 5 221 4 192 3	2 213.42 HLL 4 185.39 Hom	M. Monétaire 2001	10268 75 NAZOS 1178 61 1144	75 Raveou Ve 28 Sa-Honoré	1 17/6 04 Assoc 13/739 5 Bo-eliment 883 7	13671 56
	- DR	.26 % mars 86 IT 12,75 % 83 IT 10 % 2000 IT 9,90 % 1997	2005 107 05 8	996 Dei	penora stande S.A Imas-Viet, (Fig.)	1551 2200	Parterial		1330 Boo P	ode Santander op Espanoi ne Octomane	359 383 470 1900 44000 43000	America America	6076 4 Valor 716 4	18 699 into 20 53631 lap	rabig radiect France	489 45 474 204 54 198	58 St-Honoré St-Honoré	Global 268 8	1 568 51
	-   O	T 9,80 % 1996 L France 3 %	10475 8	Em	ice-Bottin EX Bass. Victor EX Vintal	2500 2503 1730 1800	Porther		192 Br. 12 561 Card	gl. Intercat	634 656 124 125 189 90 176	Arbitrage Associc	5291 1111 348	26 1111 25 Laf 74 337 27 Laf	ne épargne Rose Amérique Rose Europe Rose Europe	238 76 227 266 26 254	19 Selforoni	Resi 12012 ( Services 532 ( Technol 823 (	5 512 37
	-   0	NE Solz	102 80 G	0.884 Bi	ectro-Bacqua	750 770	Promotis Providence S.A. Publicis Rockelortains		4900 Car 750 Dan	merzbenk	27 90 805 810	Austic Austic	1450 1438 1438	50 141039 La 56 70386 La	fine-France Sine-kunobilist	353 34 337 255 55 24	396 Seltonon 497 Sécurios	Valor 12529 5640	55 5634 92
	_	Nijew 82 TT 11,20% 85 FF 10,30% 86	111 10720	2016 E	maili Brecagne rempõts Paris grop. Accessid	550	Rochette-Cett Roserio (Fin.)	600	200 Gés	Beigique	638 643 781 780 1335	Aza Est Aza Est	124 124	32 11964 La 166 11423 La	Sine-Japon Sine-Chilg Sine-Rend	148 17 14 212 31 20	2 68 Selection	Conssance 574 (Canden BP) 731	93 558 18 77 720 96
		DE 11,50% 85 DAT 9% 86 DRI 10,90% dác 85 .	100 109 80	5768   E 1021   E	arope Soutre Indust. Instit	3052	Rougier et File Sacer	254 40	Ga 390 Go	rest	128 140 309 325 171 50 173	Bred A Capital	2475 Plus 176	101 1761 01 L	mine-Tokyo minde	5251 48 524 11106 87 1110	3 61 Scan-As 16 87 S.F.L fr.	406	10 674 85 62 395 74
	7	C.N.C.A. T.P. Depart Ass. Obl. com. Micrologie I. 6% 6/7			rac Forciare (Cin)	1344 134	Safe-Alcan SAFT		2320 GT 243 90 Ho	E corporation	289 285 383 870 900	CIP lvc Compl	nir AGF Actions	4 12 5196 33 L	on insulationals implies	775 03 7 2136 59 21	58 35 S.LG 15 44 Sharina	63	81 808 99 640 519 37 192 439 82
127		VALEURS	Cours préc	Dernier	Fonc. Lyaenaisa Fonciae Fonciae Fonciae Fonciae	46	Securi Securi	240	92 Ku 240 Ls 813 M	bota toria idand Bank Pic	50 51	Conve	20 mm	22 40 516 89 1 05 51 768 98	jeret Bourse Invest jeret porteficiée . Védiceranée	719 30 6 183 16 1	98 35 Share 174 85 Shires	43	953 217 36 7 75 426 03 2 07 1205 89
•		A	 ctions		France (LA) France (LA) From Paul Remard	••••   ••••	Secreta Mou	184	184 N	ineral Ressourc orando Svetsi akhoed Holding	136 136 24 50 365 36	Drout 5 Drou	nt-Imestiss 10 nt-Sicurité 2	86 90 254 90	Mondiale lovesties Monecia Moneden	5778 22 57 53572 90 535	572 90 Sogen	111	9 38 346 39 4 86 1064 31 14 45 1378 95
		Agache (Sté. Fa.) A.G.F. (St Cent.)	:		GFIL	311 90 3	12 Septem		395 20 d P	Seer Inc Tracter Gamble Secin Cy Ltd	366 36 691 57 59 50 6 298 50 29	4 Eac 9 Eac	ed Monitaire 314	392 84 381 40	Moné 1 Margan court teat Maturité Dépôts	14761 67 14 10214 81 10	194 42 Strate	ge Actions 11	36 24 511 92 82 84 1146 77 20 07 1064 81
	-	Applic Hydraul Arbei Astrog Augus Publicati	635 218	650 219 1170	Gévelot	3	95 Sefeal		2245  600	Robeco	312 10 32 486 49 15 90	22 Example 19 Example	edi Trimestriel 2	48302 2048302 252 55 241 10	Museelle Unie Sél. Natio-Epingen Natio-Epingen Tr	14365 43 14 faor . 6503 09	224 19 Techt 5490 11 Techt	ocic	92 73   1157 98   01 60   5111 31   89 54   87 78
.01		Ban C. Moraco Bacque Hypoth. Eur. Bighin Say (C.L.)	386	318 390	6. Transp. led	420	Soficanni . S.O.F.L.P.	185 1121	198 20 d 1078	Seres Group Shell fr. (port.) S.K.F. Akseholeg	450	in Epa	econt Side	856 88   2856 88 330 11   4319 31 841 76   25603 35	Mario, Court term Mario, Inter Mario, Chingmon Mario, Patentain	1255 34 541 85	1221 74 Todax 527 35 Todax	rRád 10	129 22 5276 46 458 87 442 28
g · ·	•	Banzy Ouest B.N.P. Intercontin. Benedictine	5700	730 296 5330 d	introbacque introb. Mantelle introfice	452	890 Sopagn - 450 Soudare A	180 209	630 635	Steel Cy of Can	315 3 81	15 Ept 80 Ep	argne-Capital	6472 46   8388 57 512 86   512 86 1597 81   1555 05	Natio Placament Natio Placament	53047 51 6 1059 92	1059 33 Uci-	P. moyen tasne	108 96 105 02 110 54 110 54 559 95 539 71
		Bon-Marchi B.T.P. Calif Cambolds	700	113 700	Invest. (Sté Cent. Jacque	440	444 Sterni 418 50 Taitsinger	3400 paisas 282	3264 280	Weet Rand	1700 17 1310 12 830	700 276 850 930	angne kokusti	85 41 81 54 643 26 628 04 1962 60 51952 60	NasioSécurité NasioValens Nappon-Gan Naral-Sud Dérei	800 51 6579 10 1233 51	779 09 6280 76 1231 05 0	pociet	1318 81 1271 14 1308 85 1283 16 2966 96 2869 72
. `	مست	CAME	875	150 869 35	Loca Espansion Loca Espansion Localizations		257 90 Tour Sile	A.D	391	Whitmen Corporatio	. [ 233 ] : rs-cote		pergne Long-Tesme	187 45 182 43 1245 88 1212 52 12121 50 12031 27	Normetil Obi Association Obick Mondal	12587 73	12340 91 Uni 125 88 Uni		2397 90 2319 05 182 35 182 35 1231 24 1190 75
		C.E.G.Fr.g	221	490 10 1560 221 180	Located Locate Vurteem . Locate (Strii)	830 2454	820 UAP 2450 U.T.A	38	. 2520	Banqua Hydro-Ener Calcidos	300 185	185 10	pargne-Chify pargne-Custre pargne-Unite	204 86 199 38 1101 79 1072 30 1317 46 1269 84	Oblicic Monore Oblicic Regions Obligations Co Obligations Co	1099 56 over1 426 75	1083 31 Lin 416 34 Lin 157 82 Va	wers-Actions	1573 52 1618 49 569 43 554 57 1589 33 1587 74
	g- -	Champes (Ny)	156	157	teria		March		de l'or	Chambourcy (M.) Cochery Cogenhor C. Occid. Forestein	261	203 0 E 106 180 371	Epargos Valeut Epargos Leaders	459 54 447 34 1166 41 1154 86 1035 25 1005 10 1175 04 1136 40	Oblig. toutes of Obligion Obligionsti Optimization	1073 98 10212 36 236 28	1063 33 Vz 10212 36 Vz 230 52 Vz		1588 33   1567 /4 12126 11   42105 06 21982 25   21960 27
	. <del>"</del> :	<u> </u>		cours		COURS DES BILLE IS	MONN. ET DEV	NES CON	IRS COURS	Coparex Gacket. Guy Degresne Hasho-Ricolas-Za	59 650 210	58.20 620	Eurodyn	1175 04 1136 40 5555 03 5589 53 26 69 26 30 61981 70 61981 70	Oraction Oraclor Paribas Oraca	1287 53 6065 36 642 07	1225 B5 5846 13 615 B9 16456 61		CITÉ
* *		MARCHÉ (	OFFICIEL	6 395 7 102	641B 7099	6 200 6 60	Or fin len linger	2011 4	00 80900 31 452 50	Hoogovers Mertin Immobilier Memoservice from Nicoles	240 28 90 805	30	Finand Pincament	14140 99 13863 72 11320 64 11320 64 255 39 247 3	Parities Eparg Parities Franc Parities Otifin	pe 16489 52 20 104 13 conde 963 27	101 10	PUBLI FINAN	CIÈRE
.6.		Allemagne (100) Religique (100) Pays Bas (100)	81	340 140 16 239 301 380 87 580	15 239 87 580	15 650 16 65 291 311 84 500 91 50	Piece (sançaise Pièce suisse (2) Piece istime (2)	(r) 4	88 486 62 465 88 591	Particio Persier Pathé Cinéma Rorento N.V Sesse-Metra	452 186 350	188 380	France-Germin	8089 58 7732 3 284 34 283 7 437 57 417 7	Pasibes Oppo Pasibes Pain Panibas Revi	moiss 562 19 93 04	539 27	Renseign	ements :
٠,		Dancinari (100)	pe (£ 1)	94 370 11 162 4 099 4 662	94 350 11 105 4 100 4 665	90 10 750 3 400 4 400 4 9	00   Piace de 20 do 00   Piace de 10 do 00   Sico de 5 doil	13 13 15 15	10 1330 75 95 3000	Serv. Equip. Vela S.P.R. Seé Lectuers du	489 450 380	505 445	France Obligations	462 49 457 9 454 30 441 0 101 57 98 5	7 Paniropina i 1 Pervator	ator	174 98 655 34		, poste 4330
. W. ?	Ne L	Seide 1100 to	(ES)	400 480 100 390 48 370	400 480 100 450 48 378 5 473	97 103 47 50 5 150 5 7	nn   Ut/1880	m5	180 482	Unon Brassaries	on détaché	- o : offe	art - • : droit d	étaché – d : d	demandé -	• : prix précéd	ient - ★:	marché continu	<u></u>
٠.		1 Samura   100	[85]	5 452 4 154 5 363	4 160 5 420	3700 44 5200 56 4780 5				1									



### ÉTRANGER

- 3 Algérie : nouvelle Consti-4 Le départ d'Afghanistan
- des dernières unités de l'armée rouge. 5 Paraguay : les incerti-
- tudes de l'après-dictature. 6 M. Dumas à Téhéran.
- Le voyage du président Chadli au Maroc.

### **POLITIQUE**

- 8-9 Préparation des municipales : les yeux fixés sur Déjà des accrocs l'accord PS-PCF.
- 10 M. Pasqua au « Grand Jury RTL-le Monde ». Les suites financières de la libération des otages.

### SOCIÉTÉ

- 12 Justice : la relance de la crise pénitentiaire. 13 Médecine : une instance internationale devrait surveiller l'utilisation des
- embryons humains. Paris: embrouille immobilière sur le site du Centre

- 15 La mort d'André Cayatte. 16 Au palais Garnier: ∢Les « Maîtres chanteurs », de Wagner.
- 27 COMMUNICATION. « Télévision du ciel », M. Murdoch.

### ÉCONOMIE

- 28 Une interview de Michel Pecqueur, PDG d'Elf-Aquitaine. 29 Election houleuse du nou-
- veau secrétaire général de 30 M. Jacques Delors et la suppression des paradis fiscaux dans la Commu-

### SERVICES

Abonnements ..... Radio-télévision . . . . . . 18

Spectacles ......17

### TÉLÉMATIQUE

- Impôts 88 : remplissez votre declaration avec
- direct sur minitel
- IMPOTS 3615 tapez LM Prisons : gardez un ceil sur les matons.

### La chancellerie décide la suspension de plusieurs gardiens de prison

### Intervention des forces de l'ordre à Fleury-Mérogis et à la Santé

Les consignes de fermeté transmises par le ministère de la justice dès l'annonce de la reprise du mouvement des personnels pénitentiaires out conduit à la suspension, lundi 6 février, de trois responsables syndicaux de la maison d'arrêt de Fleury-Mérogis : MM. Gilles Bougeard (UFAP). Lucien Ferrando (FO) et Raymond Lonard (CGT) et de trois autres à la Santé. Les gendarmes mobiles sont intervenus dans la matinée pour dégager les accès de Fleury-Mérogis et en début d'aprés-midi à la prison de la Santé à

De source syndicale, on indique qu'une centaine de mesures de suspension auraient été ainsi prononcées. Poussés par une base jeune et très déterminée, des piquets de grève avaient pris place très tôt le matin devant de nombreux établissements pénitentiaires. En fin de matinée, le ministre de la justice, M. Pierre Arpaillange, a été reçu par le premier ministre,

7 h 15. - Prison de la Santé: bles syndicaux. Les gardiens sont Jean-Pierre Dintilhac, directeur de inquiets. Et si l'administration pénil'administration pénitentiaire, quitte tentiaire mettait ses menaces à exél'établissement. Son pas est rapide, ses phrases sont brèves. Il vient de rencontrer le directeur de la prison de la Santé, M. Jean Massé, ainsi que plusieurs surveillants. - Tout va bien déclare-t-il. Les agents ont repris le travail sans problème et sons incidents. .

Ce matin le directeur s'est exprimé devant le personnel réuni en assemblée générale. Le message est clair: en cas de grève l'administration pénitentiaire n'hésitera pas à utiliser tous les movens prévus par la loi. Y compris les révocations. Menace, intimidation -, traduisent les responsables syndicaux qui espèrent, malgré tout, mettre en place un piquet de grève aux portes de l'éta-blissement. C'est chose faite dès

7 h 50. - Une première fourzo nette est autorisée à pénétrer à l'intérieur de la maison d'arrêt. Le piquet de grève. - une vingtaine de gar-diens en uniforme. - la laisse passer sans broncher. Il s'agit d'un véhicule chargé du transfèrement d'un detenu. Mais, quelques minutes plus tard, le véhicule d'escorte en direction du Palais de justice qui doit conduire les prévenus vers le tribunal de grande instance de Paris, lui, ne passera pas. Le piquet de grève lui barre la route. L'estafette doit rebrousser chemin. Car si les véhicules chargés du tranfèrement des détenus vont et viennent sans problème, les apalais a sont bloqués afin, disent les syndicats - de paralyser la machine judiciaire •.

8 heures. - Derrière les murs de la Santé la tension monte. Le directeur de l'établissement parle à nouveau de révocations pures et simples, au cas où tout nouveau véhicule d'escorte serait bloqué. - Il y a du flotement . indiquent les responsa-

■ M<sup>m</sup> Edwige Avice dans le Pacifique-Sud. – M<sup>ma</sup> Edwige Avice, ministre délégué auprès du ministre des affaires étrangères, effectuera son premier voyage dans le Pacifique-Sud du 8 au 21 février. Elle participera à Nouméa, du 10 au 12 février, à la réunion annuelle des hauts fonctionnaires civils et militaires français dans le Pacifique-Sud.

 Rupture des négociations PS-PCF an Seine-Saint-Denis. -La fédération socialiste de Seine-Saint-Denis a publié, lundi 6 février, un communiqué pour expliquer qu'elle a constaté samedi « l'obstination de la fédération communiste à tout faire pour rendre impossible un accord avec les socialistes ». La fédération PS affirme que « le PCF exide une baisse du nombre de conseillers municipaux socialistes dans toutes les villes qu'il dirige, niant ainsi le représentation réelle des socialistes dans chaque ville »

Les socialistes de Seine-Saint-Denis devaient réunir lundi une convention fédérale extraordinaire de ce constat d'échec ».

FRENCH IN PROVENCE Cours résidentiels de français. 38 leçons + repas et soirées = 66 heures de français pratique par semaine. A partir de 5 000 FFht (cours et pension \* \* \*).

A l'étranger, cours résidentiels d'anglais et d'espagnol. Tal.: 66.39.38 38.
Telécope: 66.39.37.20
Telécope: 66.39.37.20
Telécope: 66.39.37.20
Telécope: 66.39.37.20
Telécope: 66.39.37.20

M. Michel Rocard, en compagnie du ministre de l'intérieur, M. Pierre Joxe, pendant une heure environ. Il a déclaré : « L'on ne peut pas laisser les surveillants interrompre à nouveau le cours de la justice. Il faut que les extractions puissent être faites, que les gens puissent être conduits devant les juges d'instruction ou devant le tribunal et que s'il y a des personnes qui ont été arrètées, elles puissent être écrouées. » M. Marc Blondel, le nouveau secrétaire général de Force ouvrière, sera reçu le 7 février avec M. Jacques Vialette, secrétaire général FO des personnels de surveillance, par le directeur de l'adminis-

tration pénitentiaire. A la maison d'arrêt de la Santé à Paris où s'est rendu le directeur de l'administration pénitentiaire M. Jean-Pierre Dintilhac, la détermination des protestataires semblait bien émoussée par les menaces de sanctions. (Lire p. 12, l'article d'Agathe Logeart.)

cution? Peu à peu le mouvement s'effiloche, les gardiens du piquet de grève hésitent à maintenir leur cor-A 9 heures ils ne sont plus que trois. Trois responsables syndicaux. Tous les autres se sont replies au fond de la cour d'entrée où ils discu-

tent entre eux. A 9 h 30, lorsque le

tentative, les trois derniers grévistes s'installent en travers de sa route. Brève discussion avec le directeur de l'établissement. Nouvelle menace de révocation. Aucun ne bouge. L'estafette finit par renoncer et se gare de nouveau devant la prison. Il s'agit du dernier avertissement - prévient

alors le chef de cabinet du préfet de police de Paris, M. Pierre Mutz, venu discuter une dernière fois avec les plus déterminés des gardiens. · Vous connaissez vos obligations » leur a-t-il dit.

ANNE CHEMIN.

### véhicule d'escorte à destination du Palais de justice fait une nouvelle

Les difficultés de l'informatique française

### Thomson abandonne la « micro »

Matra Datasystème, désengagement de Thomson de la microinformatique... Les mauvaises nouvelles s'accumulent depuis un mois dans l'informatique française, et force est de constater qu'elles étaient toutes attendues.

La dernière annonce en date vient de Thomson, qui a confirmé, au cours de ce dernier week-end, ce qui se disait déià depuis plusieurs mois : il abandonnera le secteur de la micro-informatique à compter du 1º janvier 1990. Cette décision est une nouvelle illustration du recentrage de Thomson sur ses deux métiers de base, le militaire et le grand public (le Monde affaires du octobre 1988).

Le groupe s'était lancé en 1980, avant même sa nationalisation, dans la micro-informatique familiale par le biais de sa branche grand public. Son premier microordinateur, fabrique à Moulins, sortait de ses usines en novembre 1982. Mais incompatible avec les machines des autres grands étre réorganisée.

IN2 rachetée par l'allemand Sie- constructeurs, il n'a jamais réussi à ns, cessation des activités de percer réellement en dehors de tra Datasystème, désengage l'éducation nationale : le plan « Informatique pour tous », en 1983, lui assurait la moitié de ses ventes. Quand il décidait enfin de se lancer dans la bataille des compatibles, en 1987, le groupe électronique arrivait trop tard : les clones asiatiques, à bas prix, avaient envahi le marché. Le coup de grâce est venu en août dernier : l'UGAP, la centrale d'achat de l'administration. ne retenait pas Thomson dans l'opération « Treize mille micros » lancée par l'éducation nationale.

> C'est aussi faute d'ayoir su prendre le relais d'un gros contrat (le PMU, en 1985) que Matra Datasystème a vu son avenir compromis. En juin demier, son président, M. Charles Picasso, quittait son poste sans avoir apporté de réponse à ce problème. Le verdict de M. Jean-Luc Lagardère est tombé : Matra Datasystème cesse ses activités et l'ensemble de la branche informatique du groupe va

### M. Coudreau et M<sup>me</sup> Héritier-Augé nommés à la tête des nouvelles structures anti-SIDA

M. Claude Evin a annoncé le lundi 6 février la nomination de M. Dominique Coudreau, actuel directeur de la Caisse nationale d'assurancemaladie à la direction de l'Agence nationale sur le SIDA, nouvelle structure chargée de la coordination de l'action des différents ministères en matière de lutte contre le SIDA.

D'autre part. Mae Françoise Héritier-Augé, professeur au Col-lège de France, sera nommée à l'issue du prochain conseil des ministres, présidente du Conseil national sur le SIDA, nouvelle structure chargée de réfléchir aux différents problèmes de société posés par la maladie. Après la nomination du professeur Jean-Paul Lévy à la tête de l'Agence de recherche sur le SIDA, la mise en place du dispositif gouvernemental de lutte contre la maladie est donc pratiquement

[Né le le janvier 1942 à Montpellier (Hérault), M. Dominique Coudreau, diplôme de l'Institut d'études politiques, ancien élève de l'Ecole nationale ancien eleve de l'Ecole nationale d'administration (promotion Robespierre) a fait carrière entre l'économique et le social, dans l'administration et les cabinets ministériels. Nommé au ministère de l'économie et des finances en juin 1970, il y reviendra très vite, à la direction du budget, en juin 1971, après un bref détachement à la direction du travail de ministère de travail de l'appendie travail du ministère du travail de l'emploi et de la population. A partir de 1974, il fera partie de plusieurs cabinets ministériels, d'abord à titre officieux, chez M= Simone Veil, ministre de la santé, puis chez M. René Lenoir, secrésante, puis chez M. Rene Lenoir, secre-taire d'Etat auprès du ministre de la santé, en 1975. Chargé de mission auprès de Robert Boulin, ministre de l'économie et des finances (en 19771978), puis au cabinet de M. Raymond Barre, premier ministre, il suivra les questions de sécurité sociale. Depuis juillet 1979, il était directeur de la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés : il y a notam ment préparé les conventions de 1980 et 1985 avec les médecins et il a suivi les différents plans d'économie, notamment le plan Barrot de 1979 et le - plan de rationalisation de M. Philippe Séguin ministre des affaires sociales, en 1987.]

[Née le 15 novembre 1933 à Veauche (Loire), licenciee d'histoire et de géo-graphie, M™ Héritier-Augé est successi-vement chercheur à l'Institut des vement chercheur à l'Institut des sciences humaines appliquées de l'université de Bordeaux, chef de travaux à l'Ecole pratique des hautes études et maître de recherche au CNRS. Depuis 1980, Mª Héritier-Augé occupe les fonctions de directrice d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales. Elle est par ailleurs, depuis 1982, professeur titulaire de la chaire d'études compreées des sociétés afrid'études comparées des sociétés afri-caines au Collège de France. Mª Héritier-Augé est aussi directrice du laboratoire d'anthropologie sociale (CNRS, Ecole des hautes études en sciences sociales) où elle a succédé en 1982 au professeur Claude Lévi-

● Le siège parisien de née, environ trois cents militants du Lure Cisi et de l'entrepnse papetiere Le Chapelle-Darblay ont occupé le siège parisien de cette entreprise. Ils récla-ment la réintégration de M. Pierre Lebrun, un militant licencié de l'usine rouennaise du groupe. Une demande de réintégration a déjà été rejetée vendradi 3 février par le tribunal administratif de

### La grève est diversement suivie dans les lycées

Les enseignants poursuivent leur mouvement. Lundi 6 février, les professeurs de lycée et de collège ont répondu à l'appel à la grève lancé par le SNES. Cette journée d'action visait à protester contre les projets gouvernementaux en matière de revalorisation de la profession. Selon le ministère de l'éducation nationale, le mouvement a touché 22 % des personnels enseignants.

En debut de matinée, à Paris, le lycée Stéphane-Mallarmé comptait 13% de grévistes, tandis que le lycée Honoré-de-Balzac en avait 42 %, soit presque 20 % de moins que lors de la journée du 27 janvier.

Au lycée Condorcet, les responsables de l'établissement estimaient à 65 % la participation à la grève. « Ce chiffre est le plus élevé depuis cinq ans -, rappelait le censeur, en expliquant que les grèves sont souvent moins suivies dans les lycées qui, comme Condorcet, comportent des classes préparatoires. Lundi pourtant, les enseignants de Condorcet avaient tenu à manifester leur mécontentement. Le SNES a fait savoir que l'abandon du corps de professeurs de collège envisagé par le ministre constitue « un élément nouveau - que son bureau national examinera mardi 7 février.

### SRI-LANKA M<sup>me</sup> Bandaranaike a échappé à un attentat

M™ Sirimavo Bandaranaīke. ancien premier ministre et chef du Parti de la liberté (SLFP), princiéchappé dimanche 5 février à une tentative d'assassinat. Des inconnus soupçonnés d'appartenir au mouvement extrémiste cinchalais JVP (Front de libération populaire) ont lancé plusieurs grenades sur la tribune où se trouvait Mae Bandaranaîke lors d'une réunion électorale, blessant plusieurs dizaines de per-sonnes parmi son entourage et dans la foule, estimée à une dizaine de milliers de personnes.

L'ancien premier ministre a été légèrement blessé dans la bousculade avant de quitter la réunion par hélicoptère. Ses gardes du corps et la police ont ouvert de seu sur les assaillants.

Une douzaine de candidats de l'opposition aux élections législatives du 15 février prochain, la plupart membres du SLFP, ont déjà été assassinés par les tueurs du JVP. -(AFP, Reuter.)

[M∝ Bandaranaike arait déjà été l'objet d'une tentative d'assassinat durant la campagne pour l'élection pré-sidentielle de décembre dernier, à sidentielle de décembre dernier, à l'issue de laquelle elle avait été battue de justesse par le candidat du parti au pouvoir, M. Premadasa. M. Salomou Bandaranaike, le mari de « M » B », alors premier ministre, était tombé sous les halles d'extrémistes cinghalais es 1959. Un de ses gendres, M. Kumaranatunga, chef d'un parti de gauche, a également été assassiné par la JVP II y a m au.

Le numéro du « Monde » daté 5-6 février 1989 a été tiré à 509 451 exemplaires

### Le Président de Rodin vous révèle : LE "GOTHA DE LA MODE" NOUS **CEDE SES STOCKS** DE TISSUS...

Yous devinerez facilement ces "noms" célèbres et familiers. Une élémentaire courtoisie commerciale nous interdit évidemment de les citer. Mais les tissus, eux, sont là, pour vous, à des prix dont vous n'aviez même pas rêve. Ainsi nous vous faisons largement profiter des affaires que nous avons obtenues et d'articles prestigieux et exclusifs.

### R(0)))(() 36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

CDEFGHIL

### ┌Sur le vif Réformes en kit Ce que c'est chouette, dites c'est super-astucieux : le bleu ca

donc, toutes ces reformes qui nous dégringolent sur la tête. On se croirait au rayon bricolage du BHV. C'est tout plein de bidules, de trucs en kit et de gadgets. Les enseignants sont sur les dents. On va leur installer le téléphone et meubler les salles de prof en style art déco, avec des tables basses et des illustrés. Ça leur remontera le moral.

il n'y a plus de place dans les prisons ? On va pas s'emmerder à en construire des nouvelles, ça coûterait la peau des fesses. Les privatiser, pareil qu'aux Etats-Unis ? On y a bien pensé, ça a été un tollé. Non, ils ont trouvé une autre astuce, on va la leur piquer : c'est le coup du bracelet électronique passé à la cheville ou au poignet du condamné laissé en liberté surveillée. Dès que ou d'une bijouterie, ca sonne et ca alerte les services de sécu-

Si les gosses ne foutent rier en classe, si les ados jouent du couteau, c'est la faute à la télé. Regardez un peu nos écrans, c'est affolant, ils dégoulinent de sperme et de sang. Comment y remédier ? Remplacer le carré d'antan par un triangle bleu. Ca.

se voit mieux, ca contraste avec tout ce rouge et tout ce blanc. Ca permet aux parents de s'apercevoir que c'est pas un film pour les entants. Et s'ils sont pas rentrès du boulot, les parents? Alors là, pas compliqué, on va le boucier, le poste, installer un verrou, dont ils attacheront la clé à leur trousseau.

Dès que les gamins entendront claquer la porte de l'ascenseur, ils vont se précipiter sur le palier en criant comme des putois : C'est toi, papa ? Grouille, on a délà raté Massacre à la tronçonnause, on veut voir Petites culattes et grosses quéquertes. Les parents, vous les connaissez, ils débarquent, crevés, les pieds en compote et la tête en bouillie et, bon, ils cra-quent. OK! CK, mais rien que jusqu'à minuit. Après, au lit!

On devrait faire le contraire, parquer les détenus dans des camps tapissés d'écrans où seraient projetés des films bien pornos, bien violents. Et mettre des bracelets aux lycéens qui quance. Ça ferait bip-bip quand

CLAUDE SARRAUTE.

### Au conseil général des Hauts-de-Seine

### M. Marcel Leclerc directeur du cabinet de M. Charles Pasqua

Ancien directeur de l'Inspection générale de la police nationale (IGPN), M. Marcel Leclerc a été nommé récemment directeur du cabinet de M. Charles Pasqua sident du conseil général des Hauts-

[Démis de ses fonctions de directem en août 1988 par M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur, l'inspecteur général M. Leclerc quitte douc la place Beauvan pour rejoindre M. Pasqua

qu'il avait fidèlement serti quand celui-ci fut ministre de l'imérieur de 1986 à 1988. M. Leclerc se cachait pas ses sympathies politiques pour le RPR et de fer avec l'Elysée, durant la colabita tion, quand il mena, début 1988, ête, confiée à l'IGPN par le juge Gilles Boulouque, sur les supposés « plombiers » du Conseil supérieur de la lies à M. Christian Proutest.

~ (Publicité)

# Les étonnantes possibilités de la mémoire

J'étais loin de me douter, en arrivant chez mon ami W.R. Borg, que j'allais être le témoin d'un spectacle vraiment extraordinaire et décupler ma puissance mentale.

Il m'avait fait venir à Stockholm pour parler aux Suédois de Pasteur et de nos grands savants français et, le soir de mon arrivée, après le champagne, la conversation roula naturellement sur les difficultés de la parole en public, sur le grand travail que nous impose à nous autres conférenciers la nécessité de savoir à la perfection le mot à mot de nos discours. W.R. Borg me dit alors qu'il avait probablement le moyen de m'étonner, moi

qui lui avais connu lorsque nous faisions ensemble notre droit à Paris, la plus déplorable mémoire.

Il recula jusqu'au fond de la salle à manger et me pria d'écrire cent nombres de trois chiffres, ceux que je voudrais, en les épelant à freute voix. Lorsque j'eus ainsi rempli de haut en bas la marge d'un vieux journal, W.R. Borg me récita ces cent nombres dans l'ordre dans lequel je les avais écrits, puis en sens contraire, c'est-à-dire en commençant par les derniers. Il me laissa aussi l'interroger sur la position respective de ces différents nombres ; je lui demandais par exemple quel était le 24°, le 72°, le 38°, et je le vis répondre à toutes mes questions sans hésitation, sans effort, instantanément, comme si les chiffres que j'avais écrits sur le papier étaient aussi inscrits dans son cerveau.

Je demeurai stupéfait par un pareil tour de force et je cherchai vainement l'artifice qui avait permis de le réaliser. Mon ami me dit alors : "Ce que tu as vu et qui te semble extraordinaire est en réalité fort simple : tout le monde possède assez de mémoire pour en faire autant, mais rares sont les personnes qui savent se servir de cette merveilleuse faculté". Il m'indiqua alors le moyen d'accomplir le même tour de force et j'y parvins

aussitót, sans erreur, sans effort, comme vous y parviendrez vous-même

Mais je ne me bornai pas à ces expériences amusantes et j'appliquai les principes qui m'avaient été appris à mes occupations de chaque jour. Je pus ainsi retenir avec une incroyable facilité mes lectures, les conférences que j'entendais et celles que je devais prononcer, le nom des personnes que je rencontrais, ne fut-ce qu'une fois, les adresses qu'elles me donneient et mille autres choses qui me sont d'une grande utilité. Enfin je constatai au bout de peu de temps que non seulement ma mémoire avait progressé, mais que l'avais acquis une attention plus soutenue, un jugement plus sûr, ce qui n'a rien d'étonnant puisque la pénétration de notre intelligence dépend surtout du nombre et de l'étendue de nos souvenirs.

Si vous voulez savoir comment obtenir les mêmes résultats et acquérir cette puissance mentale qui est notre meilleure chance de réussir dans la vie. découvrez donc cet intéressant petit ouvrage d'introduction à la Méthode W.R. Borg: "Les Lois Eternelles du Succès". Ecrivez simplement à l'éditeur qui, spécialiste des meilleures méthodes de psychologie pratique, l'envoie gratuite-ment à quiconque désire améliorer se mémoire. L'adresse?... Méthode W.R.

11	dory, chez Audanei, apt 079	5 — 3, place St-Pierre, 84057 Avigi	пол Седех.
1,	·	BON GRATUIT	E. Barsa
		es en donnant votre adresse permanente nel, cipt 075 – 3, piace Saint-Pierre, 84057 rement de votre part et sous pli fermé "Les.	
11	Nom	Prénom	
- 11	Nº Rue		
-	C.PVille		
Ħ	Age Profession		
-11	A.,		



Superior State of the

2 m2 10 47 4

2 10 2 10 10 12

1.

A 10 10 10 10

e grant in the

Acres 1 to 1 to 1

் மக்கைய

tifali ar 👍 👍

time a security of

Maria de proprio de partico a

Parameter State States and Company

Benediction of the

The Property of the Control of the C

The face of the con-

Sign and the state of the

Statistics of the

Personal Services

The state of the state of

Committee and the second

Angle of the second

Male Service

Art a strain com-

Charles & State of State

Family of a second

the days of the same

Mark to the second

Carrier and a second

With the same of t

Was No.

Service of the servic

Delana 24 2003 24 

\* " in g AND THE STREET, STREET

The second secon

Barrell Grand

Ed A Meridian

٠,,

CT. 7 2 2 2 2 2

A. W. S. S. S. SAM

January .

Trans.

And American State of the State

to a street was

13.2

I II STARAGE

Miles and State 
La bernaria

The trans

The driver of

5 mg 24.14 (41.14)

3.5 44 14

